

VILLE DE TOURNAI

Procès-verbal du Conseil communal du 19 septembre 2016

Présents : M. R. DEMOTTE - Président d'assemblée, M. P.-O. DELANNOIS - Echevin délégué à la fonction maïorale,
M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, ~~T. BOUZIANE~~ - Echevins;
Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mmes ~~M.-C. MARGHEM~~, M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCOQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes ~~G. GUISET-LEMOINE~~, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. ~~X. DECALUWE~~, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, S. LECONTE - Conseillers communaux;
M. T. LESPLINGART - Directeur général.

Le conseil communal est réuni sur convocation du collège communal remise à domicile le jeudi 8 septembre 2016.

1. Communications.

Le **président** d'assemblée ouvre la séance publique à 19 heures 45 et dépose sur le bureau du conseil communal le procès-verbal de la séance du 27 juin 2016, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté en fin de séance.

Il rend successivement hommage à Messieurs André DHERTE, Christian BAUSIERS, Fernand DUPRIEZ, et Walter George BUCKLEY.

"Ces dernières semaines, nous avons perdu plusieurs hommes remarquables qui, chacun à leur manière et dans leur domaine, ont agi concrètement pour notre ville.

Fin juillet, André DHERTE décédait. André DHERTE, c'était plus que le grand patron de l'entreprise qui porte son nom. C'est un homme qui a laissé une empreinte dans toute la région et même ailleurs. Son entreprise à Flobecq compte près de 200 personnes et à Tournai, il a lié le nom de sa société à des chantiers d'importance comme celui des XII Césars, de la rue Perdue, du Fort Rouge... Et tant d'autres.

Cette très belle rénovation du Fort Rouge lui a valu le Prix Caius qui récompense le mécénat dans la préservation du patrimoine. Il avait le goût des belles pierres et le souci de les préserver.

C'était aussi un homme investi dans le devenir de sa région. Présent dès les premières heures au conseil de développement de Wallonie picarde, il a toujours envisagé les projets à l'échelle du territoire, de manière à en dessiner l'avenir. C'était un homme préoccupé par le sort des plus faibles qu'il aidait à sa manière.

A sa famille, à ses proches, à tout le personnel de l'entreprise Dherte, nous présentons nos sincères condoléances.

Début août, Tournai a perdu un autre de ses bienfaiteurs...

Christian BAUSIERS s'est éteint à l'âge de 67 ans. C'était un passionné des livres, un passionné de son village, de sa ville, de sa région.

Pendant trente ans, employé chez Casterman, il a aussi été un correspondant dévoué du Courrier de l'Escaut. C'était un homme qui agissait concrètement pour Tournai. Il a été second conservateur bénévole des cimetières de la Ville et il prenait son rôle très à cœur.

C'était un historien dans l'âme, il était passionné par ce qui fait notre histoire locale mais aussi par des objets du quotidien comme les croix en fonte ou les pipes en terre, il était devenu d'ailleurs une référence en la matière.

C'était un homme qui voulait aussi faire partager le fruit de ses recherches. Voilà, d'ailleurs, tout le sens de son implication dans l'atelier des traditions locales de la maison de la culture, mais aussi de sa présidence à la tête de la section des traditions locales de la société d'histoire et d'archéologie de Tournai ou encore des ouvrages qu'il a écrits.

Il aimait partager. Il a d'ailleurs légué ses livres et documents aux archives de l'Etat. On y a créé un «fonds Christian Bausiers ». On pensera à lui en passant dans la rue des travailleurs du livre.

Je tiens, au nom du conseil, à adresser mes plus sincères condoléances à sa famille et ses proches, et particulièrement à sa fille, Valérie.

Une autre figure marquante qui nous a quittés et a laissé des traces de son action dans notre Ville, c'est Fernand DUPRIEZ. Né à Tournai le 12 octobre 1928, Fernand DUPRIEZ fut un grand serviteur de la chose publique. Tout d'abord au niveau du pouvoir communal puisqu'il fut conseiller puis vice-président du CPAS de Tournai.

Fernand DUPRIEZ fut aussi un homme de l'ombre, mais dont le rôle fut essentiel pour notre région. Sa belle carrière dans l'administration fédérale lui permit d'être appelé dans les cabinets de Louis MAJOR d'abord et de Guy SPITAEELS ensuite où ses compétences dans des matières aussi difficiles que l'emploi et le travail firent merveille. Il fut aussi chef de cabinet des ministres des affaires sociales de la Communauté française.

Vice-président de la Sideho, l'ancêtre de l'intercommunale IDETA, le Tournaisien géra la scission souhaitée par Mouscron et mit donc sur les rails l'intercommunale de développement économique de Tournai-Ath.

Fernand DUPRIEZ fut aussi à la manœuvre lorsqu'il fallut définir les stratégies de notre région, autrefois Hainaut occidental, par rapport aux premiers fonds Objectif 1.

Il y a quelques mois, nous inaugurions le nouveau site du centre hospitalier de Wallonie picarde. Avec d'autres leaders régionaux, Fernand DUPRIEZ a permis de décloisonner les divers réseaux hospitaliers tournaisiens.

Il mit en place la structure Accitam qui unissait les différents hôpitaux tournaisiens afin qu'ils préservent leurs chances d'obtenir des équipements lourds. Fernand DUPRIEZ posa donc les bases solides de ce qui devait devenir l'actuel CHWapi, un établissement de pointe en plein cœur de la Wallonie picarde.

Evoquer Fernand DUPRIEZ me peine, car il fut aussi l'un de mes experts lorsque j'étais ministre fédéral. D'une grande tolérance, c'était un homme de goût, franc, très précis et qui ne manquait jamais d'humour.

A côté de ses activités dans mon cabinet, il participa aussi à la rédaction du livre blanc du Hainaut occidental, ce bout de la Région wallonne qui allait devenir Wallonie picarde et se doter d'un conseil de développement dont nous mesurons aujourd'hui tous les bienfaits pour notre population.

C'est donc un grand et vrai serviteur de Tournai et de la Wallonie picarde qui s'en est allé le 18 août dernier. Nous sommes très reconnaissants de son investissement constant pour la chose publique. Nous souhaitons du courage à son fils, Serge, et à sa famille.

Avant de vous réclamer une minute de silence, permettez-moi de rendre un dernier hommage.

Début août, une délégation britannique est venue rendre un émouvant et vibrant hommage à un soldat britannique de la première guerre mondiale, inconnu jusqu'il y a peu et inhumé au cimetière du Sud. Walter George BUCKLEY était un marin britannique tué dans les derniers combats juste avant l'armistice. Incorporé à l'armée terrestre, il a perdu la vie le 10 novembre 1918 près de Villers-Saint-Ghislain. Sa dépouille fut transférée au cimetière du Sud à Tournai, il y a été inhumé en tant que soldat inconnu.

C'est une enquête minutieuse, menée par l'un de ses descendants avec l'aide d'un historien de l'armée britannique, qui a permis de l'identifier. Le 3 août, des représentants du ministère de la défense britannique, un officier et une bugliste de la marine royale de Grande-Bretagne, et la Ville de Tournai ont rendu hommage à ces soldats, morts pour défendre notre démocratie et nos libertés individuelles.

Aujourd'hui, le nom de Walter George BUCKLEY figure enfin sur sa pierre tombale.

A la mémoire de ces quatre hommes, qui, chacun à leur manière, ont laissé leur empreinte dans notre ville, la faisant avancer, je souhaiterais que nous observions une minute de silence."

A l'issue de ces hommages, l'assemblée est invitée à observer un instant de recueillement.

Le **conseil communal** prend ensuite connaissance de l'arrêté ministériel du 14 juillet 2016 relatif aux recours introduits auprès du gouvernement wallon contre la délibération prise en séance du 25 avril 2016 relative à la voirie communale : modification de la voirie communale sur le quai Saint-Brice et le quai Vifquin dans le cadre de la mise à gabarit de l'Escaut aux bateaux de classe Va, ainsi que sur le quai Taille- Pierres dans le cadre de l'aménagement d'une halte nautique.

Monsieur le **Président** d'assemblée précise enfin que trois questions orales ont été déposées en application de l'article 70 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal :

1) "Demandes de permis de construire", déposée par Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, Benoît MAT.

2) "Autorisation d'occupation d'un terrain dans le cadre des travaux d'extension des Bastions", déposée par Madame la Conseillère communale ECOLO, Coralie LADAVI.

3) "Partage des voitures", déposée par Madame la Conseillère communale ECOLO, Marie-Christine LEFEBVRE.

Il y sera répondu en fin de séance publique par, respectivement, Monsieur l'Echevin de l'urbanisme, Robert DELVIGNE, Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS et Monsieur l'Echevin de la mobilité, Armand BOITE.

2. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Warchin, rue de l'Hôpital : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, 12 rue de l'Hôpital à 7548 Warchin;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant que l'intéressée est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant le plan de situation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue de l'Hôpital à Warchin, face au n°12, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

3. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue du Viaduc : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, 48 rue du Viaduc à 7500 Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police;
Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;
Considérant le plan de situation joint en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue du Viaduc à Tournai, face au n°48, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<p>4. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue de la Prévoyance : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.</p>

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, 30 rue de la Prévoyance à 7500 Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant le plan de situation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue de la Prévoyance à Tournai, face au n°30, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal

E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

5. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Sainte-Catherine : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, 1 rue des Récollets (côté rue Sainte-Catherine) à 7500 Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant le plan de situation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue Sainte-Catherine à Tournai, face au n°1 de la rue des Récollets, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

6. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Frinoise : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la rue Frinoise, 9 à 7500 Tournai;

Considérant que l'intéressée est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant l'avis favorable des services de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue Frinoise à Tournai, face au n°9, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

7. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue du Nord : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la rue du Nord, 35 à 7500 Tournai;
Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;
Considérant l'avis favorable du service de police;
Considérant le plan de localisation joint en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue du Nord à Tournai, face au n°35, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

8. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Hertain, chaussée de Lille : création d'un emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;
Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voies publiques de la commune;
Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la chaussée de Lille, 808 - boîte 1 à Hertain;
Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;
Considérant l'avis favorable du service de police;
Considérant le plan de localisation joint en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à une voirie régionale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la chaussée de Lille à Hertain, face au n°808 - boîte 1, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées perpendiculairement à l'habitation. Cette mesure sera matérialisée par le signal E9a avec pictogramme des handicapés.

L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

9. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Froyennes, chaussée de Courtrai : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de circulation routière sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la décision du conseil communal du 17 mars 2008 réservant un emplacement de stationnement aux personnes handicapées face au n°56 de la chaussée de Courtrai à Froyennes;

Considérant que, vu le déménagement du bénéficiaire, cet emplacement n'a plus de raison d'être;

Considérant le rapport de police;

Considérant le plan de situation joint;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la chaussée de Courtrai à Froyennes, face au n°56, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

10. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Froyennes, chaussée de Courtrai : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de circulation routière sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la décision du conseil communal du 1er octobre 2001 réservant un emplacement de stationnement aux personnes handicapées face au n°18 de la chaussée de Courtrai à Froyennes;

Considérant que, vu le décès du bénéficiaire, cet emplacement n'a plus de raison d'être;

Considérant le rapport de police;

Considérant le plan de situation joint;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la chaussée de Courtrai à Froyennes, face au n°18, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

11. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, chaussée de Willemeau : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la décision du conseil communal du 19 septembre 2011 réservant un emplacement de stationnement aux personnes handicapées face au n°58 de la chaussée de Willemeau à Tournai;
Considérant que, vu le déménagement du bénéficiaire, cet emplacement n'a plus de raison d'être;
Considérant le rapport de police;
Considérant le plan de situation joint;
Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la chaussée de Willemeau à Tournai, face au n°58, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

12. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, chaussée d'Audenarde : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la décision du conseil communal du 19 septembre 2011 réservant un emplacement de stationnement aux personnes handicapées face au n° 83 de la chaussée d'Audenarde à Tournai;

Considérant que, vu le décès du bénéficiaire, cet emplacement n'a plus de raison d'être;

Considérant le rapport de police;

Considérant le plan de situation joint;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la chaussée d'Audenarde à Tournai, face au n°83, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il

entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

13. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue du Bas-Follet : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales, circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la délibération du conseil communal du 6 juin 2011 créant un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face au n°142 de la rue du Bas-Follet à Tournai;

Considérant que, vu le déménagement de la bénéficiaire, cet emplacement n'a plus de raison d'être;

Considérant le rapport du service de police;

Considérant le plan de localisation joint;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue du Bas-Follet à Tournai, face au n°142, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

14. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Templeuve, rue de Tournai : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Vu la décision du conseil communal du 26 avril 2004 réservant un emplacement de stationnement aux personnes handicapées face au n°14 de la rue de Tournai à Templeuve;
Considérant que, vu le déménagement du bénéficiaire, cet emplacement n'a plus de raison d'être;
Considérant l'avis favorable du service de police;
Considérant le plan de localisation joint en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à une voirie régionale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue de Tournai à Templeuve, face au n°14, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

15. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue du Curé Notre-Dame : réglementation du stationnement.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;
Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;
Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant qu'il y a lieu de réglementer le stationnement dans la rue du Curé Notre-Dame à Tournai devenue une zone de rencontre;
Considérant l'avis favorable du service de police;
Considérant le plan de localisation joint au présent dossier;
Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue du Curé Notre-Dame à Tournai, partie comprise entre la rue du Four Chapitre et la place Paul-Emile Janson, le stationnement est organisé en conformité avec le plan de détail joint :

- du côté impair : 4 emplacements entre les numéros 5 à 13
- du côté pair : 5 emplacements entre les numéros 14 à 22, dont un emplacement réservé au stationnement des personnes handicapées face au n° 22.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

16. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Général Piron : interdiction de stationnement.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'à de nombreuses reprises, les services de police ont été informés que la circulation était particulièrement difficile à la rue Général Piron (partie comprise entre la chaussée de Willemeau et la rue des Sports);

Considérant que des bouchons se forment au niveau du carrefour avec la chaussée de Willemeau;

Considérant que le tronçon de la rue Général Piron est à double sens;

Vu la décision du conseil communal du 5 juillet 1993 interdisant le stationnement rue Général Piron, du côté des numéros impairs, tronçon compris entre la chaussée de Willemeau et la rue des Sports;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : l'interdiction de stationnement, rue Général Piron, du côté des numéros impairs, tronçon compris entre la chaussée de Willemeau et la rue des Sports telle qu'adoptée par le conseil communal du 5 juillet 1993 est supprimée.

Article 2 : dans la rue Général Piron à Tournai, partie comprise entre la chaussée de Willemeau et la rue des Sports, le stationnement est interdit des deux côtés. Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux E1.

Article 3 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

17. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Allain, place Herman Planque : interdiction de stationnement.

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, fait observer que de sérieux problèmes de circulation se posent à cet endroit. "Ne faudrait-il pas revoir le plan de circulation de ce hameau dans son ensemble vu l'extension des Bastions ?", interroge-t-elle.

Le **président** d'assemblée propose que l'avis de la police soit sollicité à ce sujet.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu que, lors des offices religieux, un problème de croisement se pose place Herman Planque à Allain lorsque la partie de la voirie, face à l'église, est occupée de part et d'autre par des véhicules en stationnement;

Considérant que le passage des véhicules de sécurité n'y est pas assuré, notamment pour les véhicules de grand gabarit;

Considérant que le charroi automobile y est de plus en plus important vu la proximité du chantier de construction du complexe commercial des Bastions et des voiries connexes et vu la construction de nouveaux logements sur l'ancien site Sacallain;

Considérant qu'afin de prévenir tout accident de la circulation lors du croisement des véhicules ainsi que le blocage des véhicules de sécurité au niveau de l'entrée de l'église Saint-Amand, le service de police propose d'interdire le stationnement sur une longueur de trente mètres face à l'église, à partir de l'escalier descendant vers la rue de la Lys (sortie du virage);

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : sur la place Herman Planque à Allain, face à l'église Saint-Amand, le stationnement de véhicules est interdit sur une distance de trente mètres à partir de l'escalier descendant vers la rue de la Lys (sortie du virage). Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux E1.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

18. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue des Clairisses : interdiction de stationnement.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient d'emblée comme suit :

"D'accord pour le placement de panneaux d'interdiction. Un commerçant de cette rue me suggérerait d'étudier plus en détail le stationnement des véhicules dans le quartier (rue des Corriers, rue Saint-Piat) car il y a beaucoup de voitures ventouses durant la journée, même dans les zones bleues ainsi qu'une indiscipline permanente d'automobilistes stationnés dans des endroits interdits."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu que les chauffeurs de poids lourds desservant le GB market du centre-ville de Tournai éprouvent des difficultés pour effectuer leurs manoeuvres dans la rue des Clairisses;

Considérant que ces difficultés sont dues au fait que l'interdiction de stationnement matérialisée à cet endroit par des lignes jaunes discontinues n'est pas respectée;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue des Clairisses à Tournai, entre le n°2 et le n° 14A, les lignes jaunes discontinues interdisant le stationnement sont supprimées et remplacées par des signaux E1 avec additionnel "du lundi au samedi".

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il

entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

19. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, Vieux chemin de Saint-Amand : interdiction de stationnement.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu que des problèmes de croisement ont été constatés par le service de police au niveau du carrefour formé par la rue de la Lys et le Vieux chemin de Saint-Amand à Tournai;

Attendu que les véhicules stationnent réglementairement au niveau de la partie montante du Vieux chemin de Saint-Amand;

Attendu que les véhicules circulant rue de la Lys, qui virent à gauche en direction du Vieux chemin de Saint-Amand, sont immobilisés presque au centre du carrefour par les usagers descendant le Vieux chemin de Saint-Amand et les véhicules stationnés partie montante;

Considérant que cette situation risque de provoquer à court terme des accidents de la circulation avec les véhicules empruntant la rue de la Lys, dans le sens Vaulx vers le boulevard Walter de Marvis;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans le Vieux chemin de Saint-Amand à Tournai, le stationnement est interdit aux véhicules sur la partie montante et sur une longueur de 18m, à partir du carrefour avec la rue de la Lys. Cette mesure sera matérialisée au sol par des lignes discontinues de couleur jaune.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

20. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Cherequefosse : interdiction de stationnement.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'une personne domiciliée 24 rue Cherequefosse à Tournai a sollicité le placement de plots face à son habitation pour lui permettre d'y accéder plus aisément;

Considérant que cette personne est en possession d'une carte de handicapé, mais qu'elle ne dispose pas de voiture;

Considérant que, vu l'étroitesse de la rue Cherequefosse, toute implantation de potelets ou autre aménagement formerait un obstacle sur la voirie qui serait source d'accidents;

Considérant qu'au début de cette rue, une interdiction de stationnement matérialisée par des lignes jaunes existe déjà du carrefour avec la rue Saint-Piat au n°26, mais qu'elle n'est pas réglementée;

Considérant que le service de police préconise de la réglementer et de la prolonger jusqu'au n°24 inclus, domicile du demandeur;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue Cherequefosse à Tournai, le stationnement est interdit depuis le carrefour avec la rue Saint-Piat jusqu'au n°24. Cette mesure sera matérialisée par le tracé d'une ligne jaune discontinue.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

21. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, place Verte : interdiction de stationnement.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que depuis l'aménagement de l'aire de jeux sur la place Verte, un nouvel accès à la partie cendrée a été réalisé face à la rue du Sondart;

Attendu que cet accès n'est pas visible et que des automobilistes stationnent leur véhicule juste devant;

Considérant qu'il est donc impératif d'aménager les lieux conformément au code de la route afin de permettre aux camions de la Ville d'accéder à l'aire de jeux;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : sur la place verte à Tournai, le stationnement est interdit sur huit mètres à hauteur de l'accès à la plaine de jeux situé face à la rue du Sondart. L'interdiction sera matérialisée au sol par des lignes de couleur jaune discontinues.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

22. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Cottrel : interdiction de stationnement.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que le propriétaire de l'immeuble situé 13, rue Cottrel à Tournai a signalé un manque de visibilité à la sortie du garage collectif de cet immeuble;
Considérant que le service de police estime ces doléances fondées et qu'il propose d'interdire l'arrêt et le stationnement sur 3m de part et d'autre de cet accès carrossable, par marquage au sol;
Considérant le plan de localisation joint en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue Cottrel à Tournai, du côté impair, des zones d'évitements striées de 1,5m x 3,0m sont établies de part et d'autre de l'accès au n°13.

Cette mesure sera matérialisée par les marques au sol appropriées.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

23. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue des Sports : matérialisation du stationnement.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'à la rue des Sports à Tournai, l'implantation du centre hospitalier de Wallonie picarde (CHWapi) a considérablement augmenté la circulation (particuliers et véhicules d'urgence);

Attendu que suite aux travaux d'aménagement de la voirie, les emplacements de stationnement ont été matérialisés au sol d'un seul côté de la voirie ainsi que les bandes cyclables suggérées dans les deux sens (sens unique limité);

Considérant que cet aménagement du stationnement du côté opposé au CHWapi permet d'accroître la visibilité et donc la sécurité pour les véhicules d'urgence et les particuliers quittant l'hôpital;

Considérant qu'il y aura au total 32 emplacements, à savoir 27 du côté des immeubles numérotés de 20 à 78 (côté gauche) et 5 emplacements du côté des immeubles numérotés de 61 à 71 (côté droit);

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan d'aménagement joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue des Sports à Tournai, le stationnement se fera selon les emplacements délimités au sol. Cette mesure sera matérialisée par les signaux E9a et les marques appropriées au sol.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

24. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, quartier du centre hospitalier de Wallonie picarde (CHwapi) : création d'une zone bleue pour les voiries communales.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient d'emblée comme suit :
"Nous sommes pour une zone bleue. Nous l'avions d'ailleurs demandée lors d'une question il y a quelque temps. Par contre, la population n'a pas du tout d'information à ce sujet. Les habitants n'ont pas été informés par courrier. Donc, ils ne sont pas bien au courant de ce qui arrive ainsi que sur les démarches à faire. Un courrier aurait été le bienvenu."

Après s'être concerté avec l'échevin délégué à la fonction maïorale et l'échevin de la mobilité, le **président** d'assemblée précise qu'un courrier sera envoyé aux riverains dès que la décision aura été prise par le conseil communal.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries de la commune;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la problématique de stationnement rencontrée surtout par les riverains dans les rues à proximité du centre hospitalier de Wallonie picarde (CHwapi);

Considérant que, vu l'urgence de régler ce problème afin d'améliorer la sécurité des piétons, le stationnement et la fluidité de la circulation, le collège communal a pris une ordonnance de police le 1er juillet 2016 dans l'attente de l'adoption d'un règlement complémentaire de circulation routière; Attendu que cette ordonnance a pris ses effets le 1er août 2016, avec un contrôle effectif à partir du 1er septembre 2016 de façon à accorder un délai raisonnable pour la commande et le placement de la signalisation par le personnel technique communal ainsi qu'un délai de tolérance d'un mois pour informer les usagers;

Considérant le plan en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à des voiries communales;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : A Tournai, dans le quartier formé par les rues :

- Cottrel
- André Hennebicq
- des Sports
- Allard l'Olivier
- Jean de Mesgrigny
- Général Piron (partie comprise entre la chaussée de Willemeau et la rue de Barges)
- de Barges (partie comprise entre le boulevard Albert et la rue Général Piron)
- Vauban (partie comprise entre le boulevard Albert et la rue de la Citadelle)
- de la Citadelle (partie comprise entre la rue des Sports et la rue Vauban)
- comprises dans l'enceinte du site DE BONGNIE
- chaussée de Willemeau (partie comprise entre l'avenue Montgomery et la rue Doublet)

et dans les limites du plan ci-joint, une zone bleue est établie, excepté pour les riverains.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux à validité zonale reprenant le pictogramme du disque de stationnement et le panneau additionnel "EXCEPTE RIVERAINS".

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

25. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, quartier du centre hospitalier de Wallonie picarde (CHwapi) : création d'une zone bleue pour les voiries régionales.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries de la commune;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la problématique de stationnement rencontrée surtout par les riverains dans les rues à proximité du centre hospitalier de Wallonie picarde (CHwapi);

Considérant que, vu l'urgence de régler ce problème afin d'améliorer la sécurité des piétons, le stationnement et la fluidité de la circulation, le collège communal a pris une ordonnance de police le 1er juillet 2016 dans l'attente de l'adoption d'un règlement complémentaire de circulation routière;

Attendu que cette ordonnance a pris ses effets le 1er août 2016, avec un contrôle effectif à partir du 1er septembre 2016 de façon à accorder un délai raisonnable pour la commande et le placement de la signalisation par le personnel technique communal ainsi qu'un délai de tolérance d'un mois pour informer les usagers;

Considérant le plan en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à des voiries régionales;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : A Tournai, le stationnement est régi en zone bleue, excepté pour les riverains, dans les artères suivantes:

- avenue Montgomery
- boulevard Lalaing (côté CHwapi et CPAS)

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux E9a reprenant le pictogramme du disque et le panneau additionnel "EXCEPTE RIVERAINS".

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

26. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Vaulx, carrefour formé par les rues Michel Holyman, du Canon et des Abliaux : création d'un passage piétons rue des Abliaux.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant le courrier de riverains mettant en exergue qu'il manque trois passages pour piétons dans le carrefour formé par les rues Michel Holyman, du Canon et des Abliaux à Vaulx;

Attendu que le service de police de Gaurain indique qu'il y a bien lieu de tracer des passages pour piétons;

Vu la décision du conseil communal du 21 mars 2016 établissant trois passages pour piétons au carrefour formé par les rues Michel Holyman, du Canon et des Abliaux à Vaulx;

Vu le courrier du service public de Wallonie, direction de la sécurité des infrastructures routières, indiquant qu'il est nécessaire de scinder les règlements à prendre sur la voirie communale et les voiries régionales;

Attendu que les rues du Canon et Michel Holyman sont des voiries régionales et que la rue des Abliaux est communale;
Considérant le plan de localisation joint au rapport de police;
Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du conseil communal du 21 mars 2016 par laquelle trois passages pour piétons ont été créés au carrefour formé par les rues Michel Holyman, du Canon et des Abliaux à Vaulx est abrogée.

Article 2 : dans la rue des Abliaux à Vaulx, un passage pour piétons est établi à son débouché avec la rue Michel Holyman. Cette mesure sera matérialisée par les marques appropriées au sol.

Article 3 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

27. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Vaulx, carrefour formé par les rues Michel Holyman, du Canon et des Abliaux : création de deux passages piétons rues Michel Holyman et du Canon.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant le courrier de riverains mettant en exergue qu'il manque trois passages pour piétons dans le carrefour formé par les rues Michel Holyman, du Canon et des Abliaux à Vaulx;

Attendu que le service de police de Gaurain indique qu'il y a bien lieu de tracer ces passages pour piétons;

Vu la décision du conseil communal du 21 mars 2016 établissant trois passages pour piétons au carrefour formé par les rues Michel Holyman, du Canon et des Abliaux à Vaulx;

Vu le courrier du service public de Wallonie, direction de la sécurité des infrastructures routières, indiquant qu'il est nécessaire de scinder les règlements à prendre sur la voirie communale et les voiries régionales;

Attendu que les rues du Canon et Michel Holyman sont des voiries régionales et que la rue des Abliaux est communale;

Considérant le plan de localisation joint au rapport de police;

Considérant que la mesure s'applique à des voiries régionales;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du conseil communal du 21 mars 2016 par laquelle trois passages pour piétons ont été créés au carrefour formé par les rues Michel Holyman, du Canon et des Abliaux à Vaulx, est abrogée.

Article 2: dans la rue Michel Holyman à Vaulx, un passage pour piétons est établi à son débouché avec le pont de Chercq. Cette mesure sera matérialisée par les marques appropriées au sol.

Article 3 : dans la rue du Canon à Vaulx, un passage pour piétons est établi à son débouché avec la rue des Abliaux. Cette mesure sera matérialisée par les marques appropriées au sol.

Article 4 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

28. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Froyennes, lotissement de la rue des Combattants de Froyennes : réglementation de la circulation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu qu'un nouveau lotissement est en cours d'achèvement à la rue des Combattants de Froyennes à Froyennes;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation dans ce nouveau lotissement;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan joint au dossier;

Considérant que la mesure s'applique à des voiries communales;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans le nouveau lotissement de la rue des Combattants de Froyennes à Froyennes:

- une zone résidentielle est établie en conformité avec le plan de signalisation joint au dossier;
- la circulation est interdite à tout conducteur, sauf pour les cyclistes, dans la rue desservant les lots 21 à 29, depuis le lot 21 vers le lot 29.

Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux F12a, F12b, C1 avec additionnel M2 et F19 avec additionnel M4.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

29. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, chaussée Romaine : chemin réservé aux véhicules agricoles, aux piétons, cyclistes et cavaliers.

Le **président** d'assemblée fait la déclaration suivante :

"J'ai une remarque à faire comme cycliste. La traversée de la route entre la chaussée Romaine et la rue qui poursuit vers "Oh Green" est très dangereuse. Énormément de voitures y passent. Il n'y a quasiment aucun ralentissement automobile. Je pense qu'il serait adéquat de faire ce qu'on a fait à d'autres endroits, c'est-à-dire prévoir un îlot pour assurer la sécurité des piétons et des cyclistes et régler aussi le problème des voitures qui quittent le parking de "Oh Green". Pour moi, le danger est réel. Aujourd'hui, tous ceux, qui traversent le carrefour, savent que c'est dangereux pour les cyclistes et les piétons."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que le tronçon de la chaussée Romaine compris entre le Vieux chemin de Bouvignes et la chaussée de Douai est actuellement délimité par des panneaux de signalisation contradictoires :

- du côté de la chaussée de Douai se trouve un panneau C5 (accès interdit aux conducteurs de véhicules à moteur de plus de deux roues et aux motocyclettes avec side-car) + "excepté usage agricole"
- du côté du Vieux chemin de Bouvignes se trouve un panneau C3 (accès interdit, dans les deux sens, à tout conducteur) + "excepté usage agricole";

Considérant qu'il y a lieu de remplacer ces panneaux par les signaux F99c et F101c mieux adaptés au lieu;

Considérant que ces signaux permettront l'accès à ce tronçon aux véhicules agricoles, aux piétons, cyclistes et cavaliers;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la chaussée Romaine à Tournai, tronçon compris entre le n°49 et le carrefour avec le Vieux chemin de Bouvignes, la circulation est réservée aux véhicules agricoles, aux piétons, cyclistes et cavaliers.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux F99c et F101c.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**30. Directeur général adjoint. Appel par voie de promotion, recrutement et mobilité.
Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'en date du 1er mai 2016, Monsieur Thierry LESPLINGART a été nommé à titre stagiaire par le conseil communal au grade de directeur général;

Considérant que l'emploi de directeur général adjoint deviendra vacant à l'issue du stage de Monsieur Thierry LESPLINGART, à savoir au plus tôt le 1er mai 2017;

Considérant que l'article L1124-2, § 1er du Code de la démocratie locale et de la décentralisation dispose qu'il doit être pourvu à l'emploi dans les six mois de la vacance;

Considérant sa décision du 27 avril 2015, modifiée par sa décision du 22 septembre 2015, établissant le règlement d'accès aux grades de directeur général, directeur général adjoint et directeur financier;

Considérant que le règlement fixant les conditions d'accès aux grades de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier ainsi que les modalités afférentes au stage et à l'exercice de la fonction prévoient qu'il appartient au conseil communal de déterminer si l'appel aura lieu par voie de recrutement et/ou de promotion et/ou par mobilité;

Considérant que le règlement prévoit notamment les modalités suivantes :

- si l'appel a lieu par voie de recrutement et/ou par mobilité, il y a lieu de prévoir la publication dans au moins deux organes de presse et l'affichage aux valves de la Ville pendant toute la période où les candidatures peuvent être introduites;
- si l'appel a lieu par promotion, la vacance est portée à la connaissance des agents par avis diffusé dans tous les services de la Ville par note de service et affiché aux valves pendant toute la période durant laquelle les candidatures peuvent être introduites;
- peuvent être dispensés de l'examen écrit : par promotion, les agents qui ont subi avec succès un examen ou un concours d'accession à un grade au moins égal à celui de chef de bureau et disposant de cinq années d'ancienneté dans ce niveau, les candidats par mobilité;

Considérant que 33 agents sont dans les conditions pour postuler à l'emploi par promotion;

Considérant que cet appel sera lancé avec un délai d'introduction des candidatures de 15 jours minimum à dater de la publication, selon les modalités reprises dans le règlement fixant les conditions d'accès aux grades de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier ainsi que les modalités afférentes au stage et à l'exercice de la fonction;

Considérant que l'emploi sera pourvu lorsque l'emploi de directeur général adjoint sera définitivement vacant (au plus tôt le 1er mai 2017);
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de lancer l'appel à l'emploi de directeur général adjoint par voie de **promotion, de recrutement et par mobilité.**

31. Administration communale. Mise à disposition de locaux. Convention avec l'institut de tutelle et d'assistance aux travailleurs italiens (ITAL UIL). Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que l'institut de tutelle et d'assistance aux travailleurs italiens (ITAL UIL) a introduit le 18 février 2016 une demande d'autorisation pour pouvoir organiser à l'administration communale une permanence mensuelle destinée à aider les ressortissants italiens et leur famille pour toute information et démarche dans le domaine de la prévoyance et de la sécurité sociale française, belge et italienne;

Considérant qu'en séance du 11 mars 2016, le collège communal a pris la décision de principe, sous réserve de l'approbation du conseil communal, d'autoriser l'institut de tutelle et d'assistance aux travailleurs italiens à tenir une permanence mensuelle dans des locaux (bureau et salle d'attente) du service des affaires administratives et sociales;

Considérant qu'une convention de mise à disposition entre la Ville et l'institut de tutelle et d'assistance aux travailleurs italiens a été rédigée.

Considérant qu'en séance du 27 mai 2016, le collège communal a marqué son accord de principe, sous réserve de l'approbation du conseil communal, sur les termes de cette convention, dont les principales modalités sont les suivantes :

- la mise à disposition est accordée à titre précaire
- elle est octroyée à titre gratuit et sans aucuns frais mis à charge de l'organisme
- elle prend cours à la signature de la convention. Chacune des parties peut mettre fin à tout moment et sans motif à ladite convention moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée à la poste sortant ses effets le premier jour ouvrable suivant la date de son expédition. Le préavis prend cours le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la lettre recommandée a sorti ses effets.
- la mise à disposition du local aura lieu le 3ème vendredi de chaque mois de 10 heures à 12 heures
- l'organisme décharge la Ville de toute responsabilité en cas de dommages corporels ou matériels subis par quiconque par le fait de la mise à disposition
- La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'utilisation des lieux occupés, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait être causé à l'organisme, à ses membres, à ses préposés ou à des tiers. L'organisme déclare expressément se substituer à la Ville dans toute action qui serait mue contre elle de ce chef sauf le cas où la responsabilité de la Ville, de ses représentants ou de ses préposés serait directement engagée par suite d'une faute grave
- l'organisme est tenu d'assurer sa responsabilité résultant de l'article 6 et de souscrire une assurance-loi couvrant son personnel

- l'organisme n'est pas autorisé à céder, en tout ou en partie, les droits résultant de la convention ou à sous-louer le bien en tout ou en partie
- la présente convention est résiliée de plein droit:
 - en cas de manquement de l'organisme à l'une des obligations résultant pour lui de la présente convention sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts;
 - en cas de dissolution de l'organisme
 - en cas de modification de l'objet social de l'organisme;

Considérant que l'institut de tutelle et d'assistance aux travailleurs italiens (ITAL UIL) a également marqué son accord sur les termes de cette convention;

Vu les articles L1122-30 et L1222-1 du Code de la démocratie locale et de décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention de mise à disposition entre la Ville et l'institut de tutelle et d'assistance aux travailleurs italiens portant sur l'un des locaux du service des affaires administratives et sociales :

"CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

ENTRE

La Ville de Tournai, dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, ici représentée, conformément aux articles L1132/3 et L1123/5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général, agissant en outre, en vertu d'une délibération du conseil communal en date du 19 septembre 2016

Ci-après dénommée «la Ville»,

ET

L'institut de tutelle et d'assistance aux travailleurs italiens (ITAL UIL), dont les bureaux sont installés à 59000 Lille, rue d'Isly, 80

Ici représenté par

Ci-après dénommé «l'organisme»

PRÉAMBULE

L'ITAL exerce son activité depuis plus de 50 ans et propose sans but lucratif un service «d'utilité publique» en faveur des travailleurs salariés et indépendants, des retraités, des simples citoyens même résidant à l'étranger, des étrangers et de leurs ressortissants, en assurant en Italie et à l'étranger des prestations de tout type en matière de sécurité sociale, d'immigration et d'émigration, allouées par des administrations et des organismes publics et des organismes de gestion de fonds et de prévoyance complémentaire.

Par conséquent, l'ITAL exerce gratuitement outre l'activité d'assistance, la protection et la consultation sur le plan social visant à la connaissance de la législation, au soutien de l'intérêt des citoyens à propos des domaines du travail, de la prévoyance, de l'assistance et des prestations sociales.

Article 1. Objet du contrat

La Ville met à disposition de l'organisme qui accepte :

- un local (comportant un bureau et des chaises) accessible aux personnes à mobilité réduite, situé sur le site de l'Hôtel de Ville de Tournai – aile du service des affaires administratives et sociales
- un environnement informatique permettant à l'organisme d'accéder à ses applications informatiques.

L'organisme partage la salle d'attente avec les services communaux.

Article 2. Destination

Le local est utilisé par l'organisme exclusivement pour l'organisation des ses permanences.

Toute autre destination est interdite sauf accord préalable et écrit du collège communal.

Article 3. Durée du contrat – Période d'occupation

Durée du contrat

La mise à disposition est accordée à titre précaire.

Elle prend cours à la signature de la convention.

Chacune des parties peut mettre fin à tout moment et sans motif à la présente convention moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée à la poste sortant ses effets le premier jour ouvrable suivant la date de son expédition.

Le préavis prend cours le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la lettre recommandée a sorti ses effets.

Période d'occupation

L'organisme est autorisé à occuper le local le ...ème vendredi de chaque mois, de 10 heures à 12 heures.

Le jour, les horaires et la fréquence d'occupation peuvent être modifiés, après confirmation de la disponibilité du local par le chef du service des affaires administratives et sociales, moyennant accord préalable du collège communal.

Le local n'est pas accessible en dehors des heures d'ouverture des guichets du service des affaires administratives et sociales.

Article 4. Gratuité

La mise à disposition est accordée à titre gratuit. Aucuns frais ne sont mis à charge de l'organisme.

Article 5. Occupation en bon père de famille

L'organisme s'engage à occuper les lieux et à utiliser le matériel en bon père de famille et à les tenir en parfait état de propreté.

L'organisme prend toute disposition utile pour que les activités exercées dans le local mis à sa disposition ne perturbent pas la tranquillité du voisinage.

A la fin de chaque période d'occupation, l'organisme est tenu d'emporter son matériel et ses objets ainsi que de ranger le local.

L'organisme signale immédiatement à la Ville les dégâts occasionnés au local et au matériel mis à sa disposition.

Article 6. Responsabilité

Pendant les périodes d'occupation, le local et le matériel sont utilisés par l'organisme sous sa responsabilité exclusive et à ses risques et périls. Il sera rendu responsable des dégradations éventuelles occasionnées au local et au matériel.

L'organisme est tenu de garantir la confidentialité des accès informatiques fournis (code Wi-Fi...).

L'organisme décharge la Ville de toute responsabilité en cas de dommages corporels ou matériels subis par quiconque par le fait de la mise à disposition.

La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'utilisation des lieux occupés, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait être causé à l'organisme, à ses membres, à ses préposés ou à des tiers.

L'organisme déclare expressément se substituer à la Ville dans toute action qui serait mue contre elle de ce chef, sauf le cas où la responsabilité de la Ville, de ses représentants ou de ses préposés serait directement engagée par suite d'une faute grave.

Article 7. Assurances

La Ville déclare que l'immeuble est couvert par une assurance incendie comportant une clause «abandon de recours» dont bénéficie l'organisme.

L'organisme est tenu d'assurer sa responsabilité résultant de l'article 6 et de souscrire une assurance-loi couvrant son personnel.

Article 8. Cession et «sous-location»

Sans autorisation préalable et écrite de la Ville, l'organisme n'est pas autorisé à céder, en tout ou en partie, les droits résultant de la présente convention ou à «sous-louer» le bien, en tout ou en partie.

Article 9. Protection des tendances idéologiques et philosophiques

Conformément à l'article 4 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, l'organisme s'abstiendra de quelque forme que ce soit de discrimination, d'exclusion, de restriction ou de préférence pour des motifs idéologiques ou philosophiques ayant pour effet d'annihiler ou de compromettre l'exercice des droits et libertés, l'agrégation ou le bénéfice de l'application des lois, décrets et règlements.

Article 10. Respect des lois et conventions internationales en vigueur

L'organisme est seul responsable du respect des lois et conventions internationales en vigueur, notamment celles relatives aux droits d'auteur et droits voisins.

Article 11. Interdiction de fumer

Il est interdit de fumer dans le local mis à disposition. L'organisme s'engage à faire respecter cette interdiction.

Article 12. Résiliation

La présente convention est résiliée de plein droit :

- en cas de manquement de l'organisme à l'une des obligations résultant pour lui de la présente convention sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts;
- en cas de dissolution de l'organisme;
- en cas de modification de l'objet social de l'organisme.

Article 13. Litiges

La présente convention est régie par le droit belge.

Les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut – Section Tournai, sont seuls compétents pour trancher les différends entre parties portant sur la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente convention.

Article 14. Personnes de contacts dans l'organisme et dans l'administration communale

<u>Nom</u>	<u>Organisation</u>	<u>GSM/Téléphone</u>	<u>e-mail</u>
Service Informatique	<u>ITAL</u> : Lilla D'ALBERTO	0033617663264 0033950147508	wattrelos@italuil-france.com
Service informatique	<u>AC</u> : Sébastien Castiaux	069/33.23.27 0470/21.49.44	sébastien.castiaux@tournai.be
Personne de contact	<u>ITAL</u> : Lilla D'ALBERTO	voir supra	voir supra
Personne de contact	<u>AC</u> : Anastasia KEYTSMAN	069/33.22.15	anastasia.keytsman@tournai.be

Fait à Tournai en deux exemplaires, le 2016

Chaque partie reconnaît avoir reçu un original.

Pour l'organisme Pour la Ville de Tournai

Paul-Olivier DELANNOIS Thierry LESPLINGART

Echevin délégué à la fonction maïorale Directeur général.

**32. Politique de sécurité et de l'approche de la délinquance juvénile du gouvernement fédéral.
Convention avec l'Etat fédéral. Reconduction. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant la décision du conseil communal du 2 juillet 2007 d'approuver les termes, d'une part, du projet de convention entre l'Etat fédéral et la Ville et, d'autre part, du projet de convention de collaboration entre la Ville de Tournai et plusieurs communes de l'arrondissement judiciaire de Tournai–Ath–Mouscron, établis dans le cadre de la politique de sécurité et de l'approche de la délinquance juvénile du gouvernement fédéral;

Considérant pour rappel :

- la loi du 13 mai 1999 modifiant la nouvelle loi communale a introduit la possibilité pour les villes et communes de prévoir, dans certaines conditions, des sanctions administratives contre les infractions à ses règlements et ordonnances. Par ailleurs, la loi du 17 juin 2004 a inséré dans la nouvelle loi communale le recours à la médiation. Le conseil communal peut ainsi prévoir une procédure de médiation dans le cadre des sanctions administratives. Celle-ci est d'ailleurs obligatoire au cas où elle se rapporte aux mineurs ayant atteint l'âge de 16 ans accomplis aux moments des faits;
- le gouvernement fédéral a décidé d'élargir les possibilités d'imposer des sanctions administratives dans la lutte contre les phénomènes en matière de nuisances et de mettre à la disposition des villes et communes de l'arrondissement judiciaire de Tournai–Ath–Mouscron un poste de médiateur à temps plein afin de favoriser la mise en place de la procédure de la médiation dans le cadre des sanctions administratives communales;

Considérant qu'afin de faciliter la mise en œuvre de l'alternative à l'amende administrative que représente la médiation et afin de promouvoir cet instrument de réparation et de lutte contre la récidive, le ministre des grandes villes propose, depuis 2007, un partenariat financier et méthodologique à différentes villes et communes;

Considérant que ce partenariat, établi sous la forme de conventions, est désormais prévu dans l'arrêté royal du 28 janvier 2014;

Considérant qu'à cet effet, une convention de collaboration entre l'Etat fédéral et la Ville a été signée pour un an le 7 avril 2008 et a déjà été reconduite à sept reprises pour une nouvelle période d'un an;

Considérant que cette convention prévoit notamment :

- la mise à disposition d'un poste de médiateur à temps plein pour l'arrondissement judiciaire de Tournai-Ath-Mouscron. En l'occurrence, c'est Mme Marjorie MEUNIER qui a été engagée pour occuper ce poste de médiateur. Le champ territorial de son activité de médiateur s'étend sur les communes de Péruwelz, Comines, Pecq, Celles, Estaimpuis, Bernissart, Antoing et Mouscron, et ce sur base d'une convention de collaboration intercommunale conclue à cet effet;
- la prise en charge par l'Etat fédéral des frais relatifs à la rémunération dudit médiateur ainsi que les frais de fonctionnement et d'investissement nécessaires à l'exercice de sa fonction. A cette fin, l'Etat fédéral alloue à la Ville une subvention annuelle;
- une durée annuelle pouvant être reconduite moyennant la signature d'une nouvelle convention;

Considérant que le service politique des grandes villes propose à la Ville de reconduire la convention de collaboration, dont question ci-avant, pour une nouvelle période d'un an prenant cours le 1er novembre 2016;

Considérant qu'un nouveau projet de convention a été établi aux termes duquel l'Etat fédéral s'engage à renouveler sa subvention pour l'exercice 2016-2017, à hauteur d'un montant maximal de 53.600,00€;

Considérant que, lors de l'envoi de la convention signée par toutes les parties, il sera rappelé au ministre que le conseil communal, en sa séance du 9 décembre 2013, a fait le choix de ne pas abaisser l'offre de médiation locale effectuée par le fonctionnaire sanctionnateur aux mineurs à partir de l'âge de 14 ans, mais de maintenir l'application des mesures aux mineurs de plus de 16 ans;

Considérant l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal,

A l'unanimité;

APPROUVE

les termes du projet de convention, exercice 2016-2017, négocié avec l'Etat fédéral dans le cadre de sa politique de sécurité et de l'approche de la délinquance juvénile et qui fixe plus particulièrement les modalités de mise à disposition d'un médiateur :

"Vu la loi du 24 juin 2013 concernant les sanctions administratives communales, d'application à partir du 1er janvier 2014,

Vu l'arrêté royal du 28 janvier 2014 établissant les conditions et modalités minimales pour la médiation prévue dans le cadre de la loi relative aux sanctions administratives communales, d'application à partir du 31 janvier 2014,

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2016 portant octroi d'une subvention à la Ville de Tournai dans le cadre de la politique des grandes villes.

Entre d'une part,

- l'Etat belge, représenté par le gouvernement fédéral, en la personne d'Elke SLEURS, secrétaire d'Etat à la lutte contre la pauvreté, à l'égalité des chances, aux personnes handicapées et à la politique scientifique, chargée des grandes villes, ci-après dénommé «l'Etat fédéral»,
et d'autre part,

- la Ville de Tournai, représentée par le conseil communal, en la personne de Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale, et Thierry LESPLINGART, directeur général, qui agissent en exécution de la séance du conseil communal du 19 septembre 2016, ci-après dénommée «la Ville»,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

I. Préambule

La nouvelle loi sur les sanctions administratives communales (SAC) a été votée le 24 juin 2013 et prévoit des procédures plus précises et plus de garanties légales. Dans ce cadre, l'autonomie communale demeure la base de l'approche des phénomènes locaux de nuisances.

Dans la loi sur les SAC, la limite d'âge pour l'établissement d'amendes administratives a été abaissée de 16 ans à 14 ans. La médiation obligatoire déjà d'application pour les mineurs à partir de 16 ans sera donc étendue aux enfants à partir de 14 ans, ce qui représente potentiellement un accroissement de la charge de travail. Cet accroissement de la charge de travail étant également renforcé par le recours grandissant à la médiation SAC pour les majeurs.

Afin de faciliter la mise en œuvre de l'alternative à l'amende administrative que représente la médiation, et afin de promouvoir cet instrument de réparation et de lutte contre la récidive, le ministre des grandes villes propose depuis 2007 un partenariat financier et méthodologique à différentes villes et communes. Ce partenariat, établi sous la forme de conventions, est désormais prévu dans l'arrêté royal du 28 janvier 2014.

II. Dispositions générales concernant l'exécution de la convention

Article 1

Dans le cadre de la législation sur les sanctions administratives communales, en particulier l'arrêté royal du 28 janvier 2014, l'Etat fédéral met à la disposition de la Ville un poste de médiateur à temps plein pour l'arrondissement judiciaire de Tournai [1].

La présente convention vise à faciliter l'application par les villes et communes des dispositions légales et réglementaires relatives aux sanctions administratives communales. Les villes et communes signataires de la présente convention s'engagent donc à respecter ces dispositions.

Article 2

La Ville s'engage à affecter le poste de médiateur à la mise en place et l'application de la procédure de médiation, en application entre autres de la loi du 24 juin 2013 et de l'arrêté royal du 28 janvier 2014.

Article 3

Le médiateur doit être âgé de minimum 18 ans et disposer d'un casier judiciaire vierge. Le médiateur doit disposer d'une licence ou d'un master en droit ou en criminologie. Le médiateur devra, en outre, être doté d'une expérience professionnelle dans le domaine de la médiation ou être en possession d'un diplôme de formation à la médiation ou encore, être prêt à suivre une telle formation.

Le médiateur subventionné par la politique des grandes villes doit être rémunéré selon le barème fixé pour une fonction de niveau A au niveau de l'administration communale. Il est engagé en vertu d'un contrat de travail à durée indéterminée se conformant aux dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Article 4

Afin que le médiateur puisse exercer sa mission au niveau de l'arrondissement judiciaire de Tournai 1, la Ville s'engage à conclure des partenariats avec les villes et communes volontaires ressortissant dudit arrondissement. Les termes dudit partenariat seront précisés dans une (des) convention(s) intercommunale(s).

Article 5

En application de l'article 9 de l'arrêté royal du 28 janvier 2014, la Ville mettra à la disposition du médiateur un local adapté afin que celui-ci puisse effectuer ses séances de médiation dans des conditions optimales.

Par ailleurs, la Ville fournira le support administratif nécessaire à l'exercice de la fonction de médiateur.

Article 6

L'Etat fédéral s'engage à offrir à la Ville un soutien méthodologique à la demande, concernant la mise en œuvre de la procédure de médiation. Celui-ci sera assuré par le service politique des grandes villes du service public fédéral de programmation (SPP) intégration sociale.

L'Etat fédéral organisera régulièrement des réunions d'échange d'expérience pour les médiateurs engagés dans les différentes villes du pays, dans le cadre de la présente mesure.

Article 7

La Ville s'engage à autoriser et laisser le temps nécessaire au médiateur pour participer aux réunions d'échange d'expérience organisées par l'Etat fédéral.

Article 8

La Ville s'engage à transmettre au service politique des grandes villes dans les quatre mois qui suivent la fin de la présente convention le rapport d'activités du service de médiation mis en place et approuvé par le collège communal.

Article 9

Une collaboration avec le fonctionnaire sanctionnateur et les autres services en charge des sanctions administratives communales est la condition première de la réussite de la mission du médiateur. C'est pourquoi la Ville s'engage à établir une coopération structurelle entre le fonctionnaire sanctionnateur (inter)communal et le médiateur, afin qu'un maximum de dossiers où la médiation serait plus opportune que l'amende administrative, lui soient communiqués.

La Ville s'engage, par ailleurs, à informer l'éventuel fonctionnaire sanctionnateur communal, le chef de corps de la zone de police, le fonctionnaire sanctionnateur provincial ainsi que les agents désignés par le conseil communal pour constater les infractions aux règlements communaux, de la présente convention et des coordonnées précises de la personne désignée pour exercer la fonction de médiateur.

La Ville s'engage enfin à prendre ou soutenir diverses initiatives afin de promouvoir en interne et à l'extérieur la médiation dans le cadre des sanctions administratives communales.

III. Dispositions financières

Section 1 : financement pris en charge par l'Etat fédéral

Article 10

L'Etat fédéral s'engage à prendre en charge les frais relatifs à la rémunération du médiateur ainsi que les frais de fonctionnement et d'investissement nécessaires à l'exercice de sa fonction.
A cette fin, l'Etat fédéral alloue à la Ville une subvention de maximum 53.600,00 € par an, à utiliser dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Article 11

Tous les aspects administratifs et financiers de la présente convention sont explicités dans les directives financières édictées par le service politique des grandes villes et jointes en annexe.

Seuls seront pris en compte :

- les frais de personnel (médiateur), de fonctionnement et d'investissement qui ont un lien réel et direct avec la mise en œuvre de la présente convention;
- les dépenses pour lesquelles des factures, des notes de frais, des tickets de caisse ou des reçus peuvent être présentés.

Les frais de fonctionnement et d'investissement ne peuvent dépasser au total 15% du montant du subside, sauf si la Ville prouve le caractère raisonnable et justifié des frais engendrés.

Article 12

La Ville s'engage à rembourser à l'Etat fédéral les montants qui n'auront pas été utilisés ou employés conformément aux dispositions de la présente convention.

Section 2 : procédure de paiement

Article 13

Sous réserve des crédits disponibles, le paiement de la subvention allouée par l'Etat fédéral se fera de la manière suivante :

- une première tranche de paiement équivalente, pour l'année concernée, à 50% de la subvention, dans les trois mois qui suivent la signature de la présente convention.
- une deuxième tranche équivalente au solde de la subvention, sur la base d'une déclaration de créance et d'un décompte final reprenant les justificatifs correspondant à la première tranche et au solde demandé, et après l'approbation du rapport d'activités rendu par la Ville.

Le rapport d'activité, la déclaration de créance et le décompte final doivent être transmis au service politique des grandes villes dans les quatre mois qui suivent la fin de la présente convention.

La déclaration de créance est datée, signée et certifiée sincère et véridique. Le décompte final sera établi, en utilisant les modèles de tableau mis à disposition par le service politique des grandes villes. La déclaration de créance et le décompte final sont introduits en deux exemplaires sous format papier.

Le rapport d'activités est transmis à l'administration fédérale en 1 exemplaire par la poste et par voie électronique (par e-mail sous format Word).

Le rapport d'activités doit être rédigé selon le modèle fourni par le service politique des grandes villes.

Article 14

L'Etat fédéral s'engage, conformément aux normes en vigueur et à la procédure de paiement mentionnée ci-dessus, à virer les montants imputés et approuvés sur le compte bancaire, au nom de la Ville de Tournai, avec en communication la mention Médiation SAC 2016.

Le traitement administratif se déroulera sous la surveillance du service politique des grandes villes et du service subsides et marchés publics du SPP intégration sociale, boulevard Roi Albert II 30, 26ème étage, à 1000 Bruxelles.

Article 15

La Ville communique à l'administration de la politique des grandes villes les coordonnées du responsable administratif en charge du suivi administratif et financier de la convention.

IV. Communication

Article 16

Les parties s'engagent à échanger en temps utile toute information pertinente liée à la bonne exécution de la présente convention.

En outre, la Ville s'engage dans sa communication, à faire connaître du public l'origine des fonds utilisés et la présente convention, notamment par la mention «avec le soutien de la politique fédérale des grandes villes», ainsi que l'apposition du logo de l'Etat fédéral et de la politique des grandes villes.

V. Rectification et modification éventuelle de la présente convention

Article 17

A la demande de l'une des parties, des rectifications et des modifications de la présente convention peuvent être apportées. Les rectifications éventuelles font l'objet d'une concertation préalable et doivent de ce fait être notifiées à temps auprès du service politique des grandes villes. Chaque modification est négociée de la même manière que la convention initiale.

VI. Durée de la convention

Article 18

La présente convention entre en vigueur le 1er novembre 2016. Sa durée est annuelle.

Elle pourra être reconduite, moyennant la signature d'une nouvelle convention.

[1] défini avant l'entrée en vigueur de la loi du 1er décembre 2013 portant réforme des arrondissements judiciaires."

33. Office du Tourisme. Convention tripartite avec l'ASBL Wallonie-Bruxelles Tourisme et Zoom Production. Approbation.

Sur proposition du président d'assemblée, le conseil communal décide d'examiner les points 33, 34 et 35 ensemble.

Madame la Conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, intervient en premier :

"Ma question porte sur les points 33-34-35. Il y a un peu plus d'un an, une nouvelle directrice était désignée à l'office du tourisme. J'aurais voulu savoir si ces conventions, ces collaborations faisaient partie du plan stratégique qu'elle voulait développer et appliquer il y a un an. Si c'est le cas, pouvons-nous savoir où on en est au sujet de la mise en oeuvre de ce plan stratégique ?".

Le **président** d'assemblée lui répond comme suit :

"C'est inscrit dans le plan stratégique qui est proposé par la nouvelle directrice, sous la supervision de son échevine de tutelle. Chacune de ces conventions matérialise des partenariats. On s'ouvre davantage à la Flandre. On a envie de collaborer avec cette région adjacente. C'est une priorité."

Il cède ensuite la parole à Madame l'Echevine PS, **Ludivine DEDONDER** :

"Le plan stratégique avait pour échéance 2018 et 2025. Un bilan intermédiaire annuel était également prévu. Cela se fait. Il s'agit d'un outil interne avec lequel elle travaille. Ces conventions ne doivent pas être confondues avec la stratégie globale, bien entendu."

Pour clôturer le débat sur ce point, le **président** d'assemblée souscrit à la proposition de la conseillère communale cdH, Hélène CLEMENT-COUPLET, de réunir une commission du conseil communal à ce propos.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant la proposition du club de promotion "Excursions et séjours" de Wallonie-Bruxelles Tourisme de réaliser des capsules promotionnelles d'1 minute 30 pour ses membres;

Considérant que les avantages sont les suivants :

- faire connaître le produit auprès d'une clientèle "loisirs"
- rendre le produit attractif
- à terme, garder les rushs pour monter un film sur le produit;

Considérant que les capsules seront diffusées sur le site internet du membre et de l'ASBL Wallonie-Bruxelles Tourisme, dans des newsletters, sur tablettes et smartphones et via les réseaux sociaux;

Considérant que chaque tournage se fera sur une journée et que l'ASBL Wallonie-Bruxelles Tourisme mandatera une société de production pour le tournage des capsules;

Considérant que les films seront la propriété de l'ASBL Wallonie-Bruxelles Tourisme et du membre concerné et ce, pour une durée indéterminée;

Considérant que les conditions du partenariat sont les suivantes :

- l'ASBL Wallonie-Bruxelles Tourisme et la ville de Tournai auront un droit de regard sur le contenu de la capsule
- l'ASBL Wallonie-Bruxelles Tourisme ne fournit pas de figurant. Ces derniers seront, si besoin, à charge de la Ville avec les clauses en lien au droit à l'image.
- il s'agira d'une version sans commentaire
- la bannière de l'ASBL Wallonie-Bruxelles Tourisme sera toujours présente au début du film ainsi que le nom de la Ville
- à la fin du film, un bandeau reprenant le logo de l'ASBL Wallonie-Bruxelles Tourisme ainsi que son site web sera visible. Le logo de la Ville apparaîtra également;

Considérant que le prix préférentiel en tant que membre du club "Excursions et séjours" est de 1.300,00€ hors TVA/capsule (une journée de réalisation et montage), soit 1.573,00€ TVA comprise;

Considérant que l'ASBL Wallonie-Bruxelles Tourisme propose de conclure une convention tripartite entre la Ville, l'ASBL et la société chargée de la réalisation du film afin de garantir à la Ville et à l'ASBL les droits de propriété des images tournées (film et rushs);

Considérant qu'en séance du 29 juillet 2016, le collège communal a marqué son accord de principe sur ce projet de convention, sous réserve de la décision du conseil communal;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal,

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention tripartite entre la Ville, l'ASBL Wallonie-Bruxelles Tourisme et la société chargée de la réalisation du film, Zoom Production :

CONVENTION

Entre :

- Zoom Production, situé chaussée de Wavre, 514 – 1040 Etterbeek
représentée par Monsieur Olivier Guéret, en sa qualité d'administrateur
ci-après dénommée: "Zoom Production"

Et :

- L'association sans but lucratif «Wallonie-Bruxelles Tourisme», en abrégé WBT, dont le siège social est établi à Saint-Gilles (1060 Bruxelles), rue Saint-Bernard, 30, inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro BE0888.366.085.

Valablement représentée par Monsieur Michel Vankeerberghen, en sa qualité d'administrateur-délégué
ci-après dénommée : «WBT»

- l'administration communale de Tournai, 52, rue Saint-Martin à 7500 Tournai

Valablement représenté par Monsieur Paul-Olivier Delannois, en sa qualité d'échevin délégué à la fonction maïorale, et Monsieur Thierry Lesplingart, en sa qualité de directeur général
ci-après dénommée : "Ville de Tournai"

AU PREALABLE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIIT :

Zoom Production va produire pour le compte de WBT et de la ville de Tournai une vidéo loisirs. L'ensemble des éléments filmés et montés pour cette mission est rassemblé dans l'intitulé «vidéothèque».

L'utilisation de cette vidéothèque sera cédée à WBT et à la ville de Tournai selon les modalités décrites dans la présente convention.

EN FOI DE QUOI IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

CHAPITRE 1 – LA VIDEOTHEQUE :

Article 1. Objet

Zoom Production s'engage à fournir une vidéo relative aux attractions touristiques de la ville de Tournai.

Le contenu général de chaque vidéo sera défini au préalable par WBT et la ville de Tournai. WBT et la ville de Tournai bénéficieront d'un droit de regard sur le montage final et pourront demander les modifications qu'elles jugeront nécessaires sans supplément de prix. Les vidéos des clubs wallons de loisirs seront réalisées pour une durée d'une minute trente.

La vidéothèque sera tournée en HD (Haute définition).

Article 2. Droit d'utilisation

Zoom Production cède à WBT et à la ville de Tournai le droit d'utilisation de cette vidéothèque. Celle-ci sera libre de droit pour toute utilisation par les différents acteurs du tourisme dépendant directement ou indirectement de WBT, ou toute institution qui la remplacerait en totalité ou en partie. Les partenaires de WBT pourront également utiliser cette vidéothèque.

WBT et la ville de Tournai sont libres de faire procéder à autant de duplications de la vidéothèque qu'elles jugent nécessaires pour son utilisation comme décrite supra.

WBT et la ville de Tournai seront également seuls propriétaires des images (rush, montages, remontages ultérieurs, adaptations diverses...) et ce, en vue de n'importe quelle autre exploitation quelle qu'elle soit, film, reportage, cession à tiers, exploitation en DVD, photographies, ou autre...

CHAPITRE 2 – GENERALITES :

Article 1. Droits

1. Zoom Production garantit :

- qu'elle a acquis ou se fait fort d'acquérir, sous réserve des droits consentis aux sociétés de gestion collective de droits d'auteur pour les droits qu'elles administrent, l'ensemble des droits d'auteur sur le sujet, les scénarios, les dialogues et le découpage, le montage, ainsi que les noms et les autres éléments créatifs de la vidéothèque, en ce compris également la bande sonore et musicale éventuelle de toute personne participant à la création de la vidéothèque;
- qu'elle s'est fait céder ou se fera céder des auteurs, l'ensemble des droits usuellement acquis pour tous modes d'exploitation cinématographique, télévisuelle et audiovisuelle du documentaire, les plus étendus (y compris les droits d'exploitation en vidéogrammes, vidéodisques, transmission par réseau numérique, toutes formes de télévision et de communication audiovisuelle, y compris le pay per view (near vidéo on demand, câble, satellite), sur le sujet, le scénario, les dialogues, le découpage ainsi que les autres éléments créatifs et, notamment et de façon générale, tous les droits d'exploitation, de reproduction sur tous supports ou en tous formats et de communication publique et cinématographique et audiovisuelle, ainsi que le droit d'insérer ou d'autoriser l'insertion de messages publicitaires, pour le monde entier et pour toute la durée des droits d'auteur;
- qu'elle a acquis ou se fait fort d'acquérir l'ensemble des droits voisins de toute personne participant à l'interprétation et la production de la vidéothèque;

De même, Zoom Production s'engage à acquérir les droits des auteurs, directeurs de photos et, de façon générale, les droits de toute personne et de tout prestataire qui pourraient prétendre à des droits sur la vidéothèque, y compris ceux avec lesquels elle contracterait pour la fabrication de la vidéothèque.

2. Zoom Production garantit également que :

- la vidéothèque ne contiendra pas d'allusion à des personnes ou des événements susceptibles de provoquer un litige, ni de ressemblances illicites avec d'autres œuvres;
- les éléments utilisés pour la production de la vidéothèque ne sont pas empruntés illégalement à d'autres œuvres;
- les droits acquis pour la réalisation de la vidéothèque n'ont pas été, par ailleurs, cédés à des tiers ou grevés au profit de tiers;
- leur exercice n'est pas confié à des tiers, sauf les droits des auteurs adhérant à des sociétés d'auteurs pour les droits que ces sociétés gèrent habituellement et, dans la mesure nécessaire à cette gestion, les droits qu'elles acquièrent des auteurs et autres prestataires de service qui ne violent pas les droits des tiers;
- le présent contrat contient tous les droits et obligations des parties et qu'il n'existe aucun autre empêchement ou engagement à l'égard de tiers qui pourrait rendre impossibles ou plus difficiles les prestations que chaque partie a garanti à l'autre d'exécuter.

S'il apparaissait que les droits acquis n'ont pas été légalement acquis comme prévu par le présent contrat, la partie, qui est en défaut, prendra sous sa seule charge et sa seule responsabilité, le

préjudice qui en résulterait et elle conservera à sa charge tous les frais, indemnités et autres dépenses que ce manquement pourrait causer, y compris les frais de défense juridique, sans préjudice de tout droit à dommages et intérêts de la part de l'autre partie.

Article 2. Assurances

Zoom Production prendra toutes les assurances utiles (accidents du travail, responsabilité civile, tous risques). Elle assurera, en outre, la vidéothèque contre tous les risques de production.

Article 3. Cession

Chacune des parties pourra céder tout ou partie des droits et obligations résultant du présent contrat à un tiers, moyennant l'accord préalable et écrit des autres parties.

Elle resterait, néanmoins, garante de l'exécution par ce tiers, des obligations prévues à l'égard des autres parties.

Article 4. Clause résolutoire

Dans le cas où l'une des parties ne remplit pas les obligations mises à sa charge, l'autre partie aura la faculté, après mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet dans un délai de 15 jours à compter de l'envoi de ladite lettre, de considérer le présent accord comme résolu, sans formalité.

Sauf pour les cas de force majeure prévus par la loi, tels que guerre, révolution, incendie, inondation, épidémie, grèves, émeutes..., la partie défaillante sera alors tenue du remboursement des frais exposés par l'autre partie pour la réalisation de ses propres obligations et ce, sans préjudice de la réclamation éventuelle de dommages et intérêts proportionnels à la contre-valeur de la prestation non réalisée.

Article 5. Divers

Le présent accord ne constitue pas une association entre les trois parties.

La responsabilité de chaque partie est limitée aux engagements pris directement par chacune d'entre elle envers les tiers.

En aucun cas, une partie ne pourra être tenue pour responsable des engagements pris par l'autre partie, même dans le cas où ces engagements ne se rapporteraient pas au présent contrat.

Article 6. Annexes

Les annexes à la présente convention en font intégralement partie.

Les modifications, compléments ou annulation du contrat doivent être conclus par écrit et signés par les deux parties. Un échange de courrier entre les deux parties peut former annexe ou apporter des modifications ou décider de l'annulation du présent contrat.

Article 7. Dispositions finales

1) La nullité éventuelle de l'une des dispositions de la présente convention n'affectera pas la validité des autres dispositions du contrat qui conserveront une force contraignante entre les parties nonobstant la nullité de la clause litigieuse.

Dans le cas où l'une des dispositions de la présente convention serait affectée d'une telle nullité, les parties s'engagent à remplacer cette disposition par une nouvelle clause conforme aux exigences légales.

2) Sauf s'il est consacré par un accord écrit en bonne et due forme, le fait pour les parties d'adopter un comportement allant à l'encontre de l'une ou l'autre disposition de la présente convention ne peut jamais être interprété comme constituant une modification de la présente convention.

Article 8. Prix

Wallonie-Bruxelles Tourisme accorde à la Ville de Tournai un tarif préférentiel de 1.300,00€ hors TVA en tant que membre du club, pour la réalisation de la vidéo par la société Zoom Production. Ce montant sera payé par la Ville sur la base d'une facture éditée par Wallonie-Bruxelles Tourisme.

Article 9. Compétence

La présente convention est régie par le droit belge.

En cas de litige sur son interprétation ou son exécution, les juridictions de Bruxelles seront seules compétentes.

Fait à BRUXELLES, le en autant d'exemplaires que de parties, chacune ayant retiré le sien.

Pour la ville de Tournai,

Le Directeur général, L'Echevin délégué à la fonction maïorale,

Thierry Lesplingart Paul-Olivier DELANNOIS

Pour la société Zoom Production,

Pour Wallonie-Bruxelles Tourisme.

34. Office du Tourisme. Convention générale d'insertion avec l'ASBL Wallonie-Bruxelles Tourisme. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant le courriel du service "loisirs" de l'ASBL Wallonie-Bruxelles Tourisme (WBT) relatif à l'édition 2017 de la brochure "Escapades en Wallonie" - "Echte Ardennen en Waalse Steden";

Considérant que, comme les années précédentes, cette brochure fait la promotion des villes wallonnes en leur donnant une visibilité d'une pleine page pour chacune;

Considérant que le contenu de cette page s'inscrira dans la continuité de celui des années précédentes, à savoir : un texte descriptif avec rubriques

"ambiance"/"incontournables"/"plus"/"événements majeurs"/"environs" + visuels;

Considérant que les membres en ordre de cotisation bénéficient d'une insertion gratuite dans la brochure et sur le site internet de l'ASBL Wallonie-Bruxelles Tourisme;

Considérant que l'ASBL Wallonie-Bruxelles Tourisme propose de conclure une convention générale d'insertion ayant pour but de régler les conditions et modalités de l'insertion;

Considérant que le projet a été soumis au service juridique qui a émis un avis favorable;

Considérant qu'en séance du 19 août 2016, le collège communal a marqué son accord de principe sur ce projet de convention, sous réserve de la décision du conseil communal;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 31 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention établie entre la Ville et l'asbl Wallonie-Bruxelles Tourisme :

"CONVENTION GENERALE D'INSERTION

ENTRE :

Wallonie-Bruxelles Tourisme ASBL ci-après dénommé WBT, dont le siège social est établi rue Saint-Bernard, 30 – 1060 Bruxelles – TVA : BE 0888.366.085,

représentée par Monsieur Michel VANKEERBERGHEN, administrateur délégué d'une part,

ET

l'administration communale de Tournai, 52 rue Saint-Martin, 7500 Tournai, ci-après dénommée le prestataire de services, représentée par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS, et Monsieur le Directeur général Thierry LESPLINGART, d'autre part.

PREAMBULE

Dans le cadre des actions des clubs de promotion wallons, WBT publie la brochure "Escapades en Wallonie 2017" dénommée "Echte Ardennen en Waalse Steden" dans sa version en néerlandais.

Les membres des clubs de promotion de WBT Détente-Découverte "Séjours" et "Excursions" en ordre de cotisation 2016 pour l'ASBL WBT et de contribution 2016 pour les clubs de promotion bénéficient d'une insertion gratuite dans les deux versions de la brochure et sur les sites internet de WBT.

L'objet de la présente convention est de régler les modalités et conditions d'insertion.

OBJET DE LA CONVENTION

Toutes les informations ainsi que toutes les illustrations (photos, logos...) présentes dans la brochure "Escapades en Wallonie 2017" publiée en deux versions (français, néerlandais) pourront être publiées sur les sites internet de WBT et utilisées pour toutes les actions de promotion menées par les différents services de WBT.

Le prestataire de services s'engage à respecter intégralement l'offre reprise, tant dans son contenu que dans ses conditions et prix. Un bon à tirer sera transmis par WBT au prestataire pour accord définitif avant impression.

RESPONSABILITES

WBT agissant en qualité d'éditeur responsable de la brochure "Escapades en Wallonie 2017" (deux versions de langue) est uniquement responsable de la transcription exacte des données et des prix fournis tels qu'ils sont communiqués par le prestataire de services. La responsabilité de WBT n'est aucunement engagée en cas d'inexécution totale ou partielle des conditions reprises dans l'offre concernée.

Le prestataire est seul responsable de l'exécution de son offre telle que présentée et décrite dans la brochure et sur les sites internet de WBT.

Le prestataire s'engage formellement à respecter scrupuleusement les conditions et prix convenus dans l'offre publiée.

En outre, le prestataire :

1. Garantit formellement détenir l'ensemble des droits de reproduction et d'exploitation sur les illustrations fournies pour une durée illimitée à WBT.
2. S'engage à communiquer à WBT la mention exacte à faire figurer sous l'illustration en question (nom des auteurs, crédits et légende).
3. Autorise WBT à reproduire et diffuser les illustrations fournies sur tous les supports émis par WBT dans le monde entier pour une période illimitée à dater de la réception de la présente convention dûment complétée, datée et signée. Cette présente convention ne constitue pas une cession des droits sur les illustrations, mais une autorisation d'exploitation de ces dernières à titre non exclusif et gratuit et aux conditions reprises ci-avant.
4. Garantit WBT contre toute réclamation émanant des auteurs, éditeurs ou encore de tous tiers concernant l'exploitation des illustrations visées par la présente.
5. WBT émet toute réserve quant à l'éventuel préjudice subi par WBT en cas d'infraction aux conditions susmentionnées et notamment dans l'hypothèse d'un recours justifié ou non de tiers au sujet de l'exploitation de l' (des) illustration(s).
6. Autorise WBT à mettre à disposition via sa photothèque en ligne les illustrations fournies à des professionnels du voyage, de la presse nationale et internationale et des partenaires touristiques dans le cadre de la promotion de la destination Wallonie et du prestataire.

WBT n'effectue aucune réservation.

DUREE DE VALIDITE

A l'exception des conditions d'utilisation des illustrations (points 1 à 6 de l'encadré ci-dessus) qui sont conclues pour une durée illimitée, la présente convention est conclue pour l'année 2017, suivant les périodes d'ouverture et de validité citées dans l'offre.

CESSATION D'ACTIVITES

Le prestataire de services, qui cesserait ses activités, est tenu d'en informer WBT dans les plus brefs délais.

LITIGES

Tous litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence exclusive des juridictions de Bruxelles.

Fait en double exemplaire, le

Pour WBT asbl,
Michel VANKEERBERGHEN
Administrateur délégué

Pour la ville de Tournai,
Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS
et Monsieur le Directeur général, Thierry LESPLINGART".

35. Office du Tourisme. Convention de collaboration avec la haute école HOWEST. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la haute école HOWEST, Marksesteenweg, 58 à 8500 Kortrijk, a proposé à l'office du tourisme une collaboration avec ses étudiants dans le cadre d'un projet scolaire;

Considérant que ce projet ainsi que les implications de chacun sont formalisés dans une convention transmise par la haute école;

Considérant que la convention établie a été soumise au service juridique qui a émis un avis positif;

Considérant qu'en séance du 19 août 2016, le collège communal a marqué son accord de principe sur ce projet de convention sous réserve de la décision du conseil communal;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver les termes du projet de convention entre la Ville et la haute école HOWEST (Hogeschool West-Vlaanderen) :

"CONVENTION DE COLLABORATION"

ENTRE

HOGESCHOOL WEST-VLAANDEREN, en abrégé HOWEST, dont le siège social se situe Marksesteenweg 58, 8500 KORTRIJK, légalement représenté par M. Lode DE GEYTER, directeur général, désignant M. Roel VANDOMMELE comme responsable pour l'exécution de la présente convention

Contractant principal, nommé ci-après "HOWEST",

ET

LA VILLE DE TOURNAI, donneur d'ordre, dont le siège social se situe à l'hôtel de Ville, rue Saint-Martin 52 à 7500 TOURNAI, légalement représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et par M. Thierry LESPLINGART, Directeur général désignant Mme Eva DEMEULEMEESTER comme responsable pour l'exécution de la présente convention

Partenaire, nommé ci-après "donneur d'ordre",

Nommés ci-après ensemble "parties" ou séparément "partie".

À l'occasion de laquelle chacune des parties souhaite convenir d'une collaboration.

POUR CE FAIRE, LES PARTIES ONT CONVENU DE CE QUI SUIT :

Article 1. Mission

A. Mission pour Howest :

Howest met plusieurs équipes multidisciplinaires d'étudiants en management de communication et tourisme et en management de loisirs à disposition. Ils travailleront à l'exécution de la présente convention au cours du premier semestre de l'année académique 2016-2017 (septembre 2016 – janvier 2017).

Les étudiants seront encadrés chaque semaine par des conférenciers de Howest.

Les étudiants montent un dossier de projet se composant d'un développement de projet, d'une étude de marché, d'un plan de communication, d'une feuille de route et d'un plan financier.

La mission Howest Talent@work consiste exclusivement à établir le dossier de projet, et en aucun cas

à son exécution effective.

Etant donné qu'il s'agit pour nos étudiants d'une expérience d'apprentissage, il ne saurait être question d'obligation de résultat.

B. Mission pour le donneur d'ordre :

Jour de démarrage le vendredi 23 septembre 2016 chez Howest : le "donneur d'ordre" s'engage à y être présent, de préférence accompagné de deux personnes, afin d'exposer le sujet de la présente "convention" aux étudiants. La première journée se déroulera entre 10 heures et 16 heures.

Pitch intermédiaire le jeudi 27 octobre 2016 en après-midi dans les installations du "donneur d'ordre" : les étudiants viennent exposer leurs premières idées au "donneur d'ordre". Le "donneur d'ordre" prévoit un local pour les présentations, sera à cette occasion représenté par au moins deux personnes qui consacreront environ une heure à chaque groupe d'étudiants pour la présentation + la remise du compte-rendu.

Présence chez Howest le jeudi 1^{er} décembre 2016 dans l'après-midi pour le compte-rendu et le coaching des étudiants.

Pitch final chez Howest en janvier 2017 : les étudiants présentent leur résultat final. Le "donneur d'ordre" est accompagné de deux personnes lors de la présentation et expose son compte-rendu. Au cours de la période séparant le pitch intermédiaire et le pitch final, le "donneur d'ordre" désigne une ou plusieurs personnes de contact en mesure, si nécessaire, de coacher les étudiants et de les aider à rectifier le tir dans cet intervalle. Les modalités concrètes à ce sujet (quand et à quelle fréquence les étudiants peuvent prendre contact) seront convenues en concertation. Le "donneur d'ordre" fournit les informations générales utiles aux étudiants (matériel chiffré, rapports, évaluations passées...).

Article 2. Confidentialité

Toute information fournie par le "donneur d'ordre" à Howest dans le cadre de Howest Talent@work sera traitée en toute confidentialité.

Les étudiants et conférenciers ne sont autorisés à utiliser ces informations que dans le cadre de Howest Talent@work. Les informations ne seront pas divulguées à des tiers. Les étudiants et conférenciers signeront à cet effet une déclaration de confidentialité dès le début du module.

Article 3. Communication externe à propos du projet

Toute communication externe concernant le projet Howest Talent@work par Howest ne pourra avoir lieu qu'en concertation avec le "donneur d'ordre".

Le "donneur d'ordre" s'engage à mentionner Howest dans sa communication lorsqu'il utilisera des idées développées dans le cadre de Howest Talent@work.

Article 4. Droits de propriété intellectuelle

Les droits de propriété intellectuelle des idées développées par les étudiants Howest dans le cadre de Howest Talent@work seront conservés par Howest.

Lorsque le module aura pris fin (fin janvier 2017), les droits de propriété intellectuelle seront transmis au "donneur d'ordre" à titre gracieux. Le "donneur d'ordre" sera libre d'utiliser les idées et de les mettre à exécution moyennant mention de Howest dans la communication.

Article 5. Adresses de contact

Chaque document nécessaire dans le cadre de la présente convention sera transmis aux parties signataires aux adresses telles que mentionnées ci-dessous :

Ville de Tournai

M. Paul-Olivier DELANNOIS et M. Thierry LESPLINGART

Hôtel de Ville - rue Saint-Martin 52

7500 TOURNAI

Hogeschool West-Vlaanderen

T.a.v. Roel VANDOMMELE

Renaat De Rudderlaan 6

8500 Kortrijk

Toute modification d'adresse devra être communiquée par écrit aux signataires de la présente convention.

Article 6. Durée

La présente collaboration démarrera le 23 septembre 2016 et se prolongera jusqu'au 31 janvier 2017 inclus.

Article 7. Cas de force majeure

7.1 Aucune des parties signataires ne peut être tenue pour responsable de la non-exécution des obligations comme stipulées dans la présente convention de collaboration en cas de force majeure, à condition qu'elle ait pris toutes les mesures nécessaires pour en limiter le plus possible les conséquences.

7.2 En cas de force majeure du côté de l'une des parties, cette partie sera tenue d'en informer immédiatement l'autre partie par lettre recommandée, en précisant l'origine, la nature et la durée escomptée de la force majeure. L'exécution des modalités concernées sera suspendue pendant la durée du cas de force majeure.

7.3 Au plus tard une semaine suivant la date de l'envoi précité, les parties essayeront de trouver un compromis concernant la modification de la ou des modalités suspendues en raison de force majeure.

Article 8. Droit belge

Le droit belge est d'application dans le cadre de la présente convention. Tout différend entre les parties sera exclusivement soumis aux instances juridiques compétentes de l'arrondissement juridique de Courtrai.

Établi le en deux exemplaires à Courtrai, dont chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire.

HOWEST

Roel Vandommele

Directeur Formations Howest Kortrijk

VILLE DE TOURNAI

Paul-Olivier DELANNOIS,

Echevin délégué à la fonction maïorale

Thierry LESPLINGART,

Directeur général "

36. Projet "Métropole culture en fédération Wallonie-Bruxelles". Convention de partenariat avec l'ASBL Culture.Wapi. Avenant n°3. Approbation.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient comme suit :

"Ce projet en est à ses débuts et fait donc ses "maladies de jeunesse". Beaucoup de Tournaisiens de la ville et des villages n'ont pas bien compris la chronologie des événements du week-end : qu'est-ce qui se passe ? Où ? Quand exactement ? Il faudra donc à l'avenir faire un effort de communication. Nous pensons aussi que le montage financier et la présence de trois acteurs (Ville, ASBL culture.wapi et Amis de Tournai) n'aident pas à la transparence pour cet événement que l'on veut pérenniser sur Tournai.

Puisque le projet "métropole culture" est enterré, pourquoi ne pas revoir la manière d'octroyer ce budget ville pour un projet culturel tournaisien qui serait piloté par la Ville et les acteurs de l'événementiel à Tournai ?"

Le **président** d'assemblée lui répond comme suit :

"Nous parlons de deux événements distincts : les Inattendues et la reformulation des 4 cortèges en harmonie avec la grande procession. Il y a des constats différents et communs à faire.

Ces deux projets font intervenir une multiplicité d'acteurs institutionnels et associatifs. On n'est pas du tout dans une approche monosectorielle. Les Inattendues, par exemple, mêlent conférence philosophie, création et diffusion musicales, dialogue entre musique et philosophie.

Concernant l'information du public, la qualité s'améliore. Deux conférences de presse ont été organisées à trois mois de distance. Les publics sont concernés. La diffusion commence à trouver un rythme de croisière qui est très favorable.

Concernant le deuxième événement qui est fondé sur une cohabitation harmonieuse entre la grande procession et ce qu'on appelle désormais les 400 cloches, je voudrais d'abord vous faire part de quelque chose qui me touche. Il s'agit de l'extraordinaire investissement et du dévouement de tous ceux qui font vivre ces événements. La grande procession a connu cette année une très belle mobilisation en termes de groupes, d'énergie. Son président, Pierre VANDENBROECKE, n'a pas ménagé ses efforts pour mobiliser des groupes folkloriques qui se sont insérés entre les représentants traditionnels de la grande procession. Et puis surtout, ce qui est aujourd'hui en voie de pérennisation, c'est que les 4 cortèges, entrés dans la logique des 400 cloches, ont lieu l'après-midi dans la foulée de la grande procession. Cette démarche, basée sur le folklore tournaisien, a été récompensée par le temps, par les participants au cortège et par le public. C'est un peu comme le comité de rénovation de la ducasse d'Ath, laquelle a repris des couleurs à partir des années 70. C'est ce qui semble se produire à Tournai. Ce qui me satisfait sur le plan politique, c'est que souvent on a vu le monde séculier et le monde spirituel ne pas cohabiter dans des événements qui s'harmonisaient, chacun voulant faire ce qu'il veut de son côté. Ici, il y a une volonté de faire des jonctions, des renvois de l'un à l'autre, de créer de la cohérence. Il est vrai qu'au stade actuel, on essuie les plâtres. A ce stade, rien n'est facile. En termes de communication, les dernières décisions avaient été prises à peine quelques semaines avant l'événement. Il était donc difficile pour les Amis de Tournai et le comité de la grande procession de diffuser une vision claire tant qu'on n'achevait pas le programme.

L'année prochaine, on va franchir une étape supplémentaire, pour répondre à ce besoin d'une information mieux structurée, mieux comprise, sur les heures de rendez-vous, sur la remise des clefs.

Les sources de financement resteront multiples. Pourquoi ? Parce qu'elles ont des origines liées à la nature de l'activité. On ne finance pas par le même programme de la musique, du folklore, de la philosophie. Ce que Culture.Wapi apporte, c'est un dialogue entre les différents acteurs. Maintenant il y a une nouvelle pièce dans l'échiquier tournaisien, c'est la maison des associations et de l'évènementiel.

La nouvelle équipe qui y travaille, est embryonnaire. Ils ne sont pas extrêmement nombreux. Mais aux côtés du comité de la grande procession, aux côtés des Amis de Tournai, chacun jouant son rôle, nous allons essayer de mieux coordonner, de mieux articuler les questions financières, les questions de publicité, les questions d'information directe aux citoyens de Tournai qui ont envie, je crois, d'être associés à ce mouvement de renouveau.

Voici quelques éléments qui ne clôturent certainement pas la discussion, mais qui montrent qu'il y a une amorce de changement qui doit se faire. Nous allons dans le bon sens.

En ce qui concerne "métropole-culture", je voudrais donner les précisions suivantes : il était prévu qu'à l'instar de Mons 2015, on mette en place des mini-événements culturels régionaux que la Fédération Wallonie-Bruxelles organiserait autour des thématiques de métropolisation culturelle.

Dans la programmation du précédent gouvernement, il était prévu qu'à un moment donné, la Wallonie picarde accueille l'un de ces événements. Pour des raisons d'économie, les déclarations de politique régionale et communautaire ont supprimé ces événements. Mais entre-temps, la ville de Tournai, qui était prévoyante, avait constitué un fonds pour financer cet événement. Ce que nous faisons aujourd'hui, c'est utiliser les moyens thésaurisés pour faire de l'évènementiel à Tournai, avec un rayonnement régional.

Le fonds est maintenant utilisé pour la relance des 400 cloches et sa pérennisation. En clair, l'argent sert à alimenter les nouveaux événements que nous mettons en place.

On va l'utiliser tant qu'on peut le faire. Ce qui serait intéressant, c'est que la Ville continue à thésauriser pour permettre que cet argent collectif finance du multisectoriel à Tournai."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, intervient à son tour :

" Je souhaite compléter la réflexion.

J'ai vu, entendu et lu que les ambitions étaient importantes. Régulièrement, on prend comme références Ath, Mons et Binche. Il est vrai que l'ambition est importante. La structuration des acteurs institutionnels, c'est essentiel. Je crains, néanmoins, que leur nombre affaiblisse la structure. Au plus il y a d'acteurs autour de la table, au plus il y a danger que l'un d'eux ait des difficultés auxquelles on doive remédier à la dernière minute.

Il faut être attentif au fait que chaque acteur soit solidement ancré dans le système.

Mais il y a un élément, pour moi, qui ne résulte d'aucune convention, d'aucun financement, c'est l'enthousiasme et la mobilisation de la population. On parle de deux événements fort différents : la procession et les 4 cortèges, appelés maintenant les 400 coups. Créer un sentiment d'identification des Tournaisiens autour de l'événement, c'est autre chose. Ce n'est pas deux à trois semaines avant l'événement qu'on va créer une identité tournaisienne autour de l'évènement. Il y a un travail de fond à mener au quotidien. L'année prochaine, il faudra créer une émulation et une mobilisation de la population derrière l'évènement. Sinon les gens n'adhéreront pas, car à Tournai, c'est un peu particulier. Les Athois sont passionnés au même titre que les Binchoux. Mais ils ne sont pas dispersés sur un territoire aussi important avec des mentalités aussi différentes. C'est un challenge important à relever. La création d'une identité autour de l'événement et la mobilisation de la population autour de quelque chose qui fait la fierté des Tournaisiens dans le sens large du terme, c'est un travail important à mener. On peut donc signer toutes les conventions et mettre l'argent qu'on veut sur la table."

Le **président** d'assemblée lui répond comme suit :

"Je suis d'accord avec vous. L'enthousiasme se crée par une adhésion identitaire qui vient aussi avec ce qu'on va y mettre. Il y a un élément fondamental. On voit que le monde tournaisien, qui avait du mal à dialoguer, entre aujourd'hui en interaction. Dans la cathédrale, on voit entrer aujourd'hui des animations, notamment autour du thème de la cloche. On sent qu'il y a une volonté des Tournaisiens de dépasser ce qui est clivé et d'adhérer à un événement. Ce qu'il faudra faire davantage à l'avenir, c'est pavoiser. Quand on a lancé des événements dans des villes voisines, on a acheté des drapeaux qui ont été distribués aux habitants. A Tournai, il faudra que le pouvoir communal fasse l'effort de pavoiser, que les gens soient fiers de sortir les blasons de Tournai et de les mettre aux fenêtres, y compris dans les villages. Ce qui va faire la réussite des fêtes à Tournai, c'est précisément d'associer et de faire descendre la chaleur des villages dans les cœurs à Tournai. Quand le groupe de Thimougies a porté son géant partant de Celles, comme une voisine, quand on les a vus arriver ici, c'était vraiment un moment de chaleur. On sent qu'il y a quelque chose que nous ne pouvons pas imposer, qui n'est pas écrit dans une convention, mais qui est en train de naître à Tournai.

Nous avons tout le matériel folklorique, la capacité traditionnelle. Nous avons aussi les hommes et les femmes qui peuvent contribuer à ces événements. L'argent, les conventions, les règles ne se substituent pas à l'enthousiasme, j'en conviens. Mais j'ai aussi senti, au pied du beffroi le soir, lorsqu'on a lancé les 400 cloches, cette chaleur qu'on peut retrouver dans le carnaval, qu'on retrouve dans des moments comme "l'accordéon moi j'aime". Ce potentiel, il est à Tournai, il vit à Tournai. Je pense que beaucoup de Tournaisiens et Tournaisiennes ne demandent qu'à l'exprimer.

A Ath, lorsqu'on parle des événements tournaisiens, on espère que notre Ville, en mutation, va de plus en plus s'approprier cette capacité à donner une dimension chaleureuse à chacun de ces événements, y compris pour les visiteurs, pour retrouver une âme commune. On attend des moments communautaires, dans un monde où souvent on a le sentiment d'être un peu chacun de son côté. Cet esprit-là, nous pouvons le gagner, l'entretenir et le développer là où il existe déjà, à Tournai et dans nos villages."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant la convention de partenariat signée avec l'ASBL Culture.Wapi relative au projet "Métropole culture en fédération Wallonie-Bruxelles" et approuvée par le conseil communal du 25 avril 2012;

Considérant que la convention prévoit l'établissement d'avenants annuels;

Considérant le désir de la Ville de poursuivre l'engagement en 2016 dans le cadre des "Inattendues";

Considérant la volonté de la Ville exprimée dans le programme de politique générale de se réapproprier les Quatre Cortèges, en prenant appui sur la dynamique associative et créative et de repenser la Grande Procession de Tournai pour continuer à faire d'elle l'un des piliers de la mythologie tournaissienne;

Considérant que Tournai est positionnée en tant que première ville et capitale de Wallonie picarde de par son implication historique, géographique, démographique et administrative dans la construction de l'eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai;

Considérant que la dynamique de développement culturel de la Wallonie picarde a été confiée à l'ASBL Culture.Wapi;

Considérant qu'il y a lieu de confirmer l'élan des festivités de septembre 2015, qui se sont déroulées dans le cadre de Mons 2015;

Considérant que la contribution financière à la réorganisation des fêtes de septembre se fera, pour 2016, au départ de la subvention annuelle prévue dans le cadre de la convention de partenariat signée avec l'ASBL Culture.Wapi relative au projet "Métropole culture en fédération Wallonie-Bruxelles", approuvée par le conseil communal du 25 avril 2012;

Considérant qu'il revient au conseil communal d'approuver les termes du projet d'avenant à cette convention de partenariat;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 31 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de marquer son accord sur les termes du projet d'avenant à la convention de partenariat établie avec l'ASBL Culture.Wapi, dans le cadre du projet "Métropole culture en Fédération Wallonie-Bruxelles" :

Avenant n°3 pour les années 2015 et 2016 à la convention de partenariat "Métropole culture en fédération Wallonie-Bruxelles"

"Entre :

l'ASBL Culture point Wapi (Culture•Wapi)
rue de la Citadelle, 124/29 à 7500 Tournai,
représentée par son président, M. Raphaël DEBRUYN,
ci-après dénommée "Culture•Wapi ASBL"

et :

la Ville de Tournai
rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai,
représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale
et par M. Thierry LESPLINGART, Directeur général, en exécution d'une délibération du conseil communal du 25 mars 2013,
ci-après dénommée "la Ville de Tournai".

Préambule

Le présent avenant s'inscrit dans le cadre de l'exécution des articles 3.1 et 4.a de la convention de partenariat "Métropole culture en fédération Wallonie-Bruxelles", conclue le 26 octobre 2012 entre la Ville de Tournai et Culture.Wapi ASBL, lesquels stipulent :

Article 3.1 : le cadre des projets de la dynamique "Métropole Culture en fédération Wallonie-Bruxelles" et de la dynamique culturelle dans le développement du projet de territoire Wallonie-picarde 2025 et leur valorisation pour la ville de Tournai doivent se préciser chaque année dans une note explicative des projets liés à la présente convention. Ceux-ci font l'objet d'un avenant annuel à la présente convention, accompagnés d'une perspective d'utilisation budgétaire. Cet avenant devra être approuvé chaque année par la ville de Tournai selon les modalités fixées ci-après.

Article 4.a : la ville de Tournai s'engage à verser une subvention de 69.000,00€ par an durant la présente convention, en ce compris pour l'année 2011, sur le compte bancaire BE31 0882 4946 0955,

ouvert au nom de Culture.Wapi ASBL et dédié à être le réceptacle de l'ensemble des cotisations de la dynamique "Métropole Culture en Fédération Wallonie-Bruxelles" en Wallonie picarde. Cette subvention sera affectée conformément aux perspectives budgétaires précisées dans l'avenant annuel dont question à l'article 3.1 ci-avant.

Objet de l'avenant

En dérogation à l'article 4.a de la convention, pour les années 2015 et 2016, la Ville de Tournai s'engage à verser une subvention annuelle de 30.000,00€.

1. Les Inattendues

L'avenant n°1 stipulait pour "Les Inattendues" : "La Ville de Tournai attend donc de Culture.Wapi ASBL que celle-ci s'engage dans les années à venir (2012-2013-2014-2015), à raison de 30.000,00€ par an."

Au vu du succès rencontré, il est proposé que cet engagement soit renouvelé pour l'année 2016.

2. Mise en œuvre d'un événement culturel et populaire

Le nouveau projet faisant l'objet du présent avenant s'inscrit dans la volonté exprimée dans le programme de politique générale visant à la réappropriation des quatre cortèges, en prenant appui sur la dynamique associative et créative et de repenser la grande procession de Tournai pour continuer à faire d'elle l'un des piliers de la mythologie tournaïenne.

C'est, notamment, dans cet esprit qu'en 2015, Les Amis de Tournai, organisateurs de la grande procession, se sont associés aux événements des 400 coups dans le cadre de Mons 2015, liés à la démarche de territoire partenaire.

Finalement, beaucoup ont appréhendé les festivités du week-end (12 et 13 septembre 2015) des 400 coups comme étant le contour d'un projet événementiel, culturel, touristique, folklorique qui pourrait fédérer les acteurs publics et associatifs, créer le lien entre les activités laïques et religieuses cohabitant au sein d'un même week-end, rassembler les villages à la partie urbaine de notre territoire. Mais également la pérennisation d'un tel projet pourrait être les prémices d'un événement annuel fédérant les Tournaisiens, amplifiant un sentiment d'appartenance tout en étant un point d'appel pour des publics "extérieurs".

L'objectif à long terme est de créer un temps fort annuel (bloqué à l'agenda) à l'instar de la ducasse d'Ath et de Mons. Afin d'atteindre cet objectif, nous devons l'inscrire dans le court, moyen et long terme.

Gouvernance du projet commun

En exécution des articles 3.1 et 4.a de la convention de partenariat "Métropole culture en Fédération Wallonie-Bruxelles" conclue entre les parties le 26 octobre 2012 en exécution d'une décision du conseil communal du 25 avril 2012, les parties marquent leur accord sur le développement du projet suivant :

- soutien financier (50.000,00€) en 2016 aux Amis de Tournai afin de permettre au syndicat d'initiative de mettre en œuvre un événement culturel et populaire annuel (en septembre), à l'instar de la ducasse d'Ath en août et de la ducasse de Mons en mai, avec pour objectif d'envisager sa pérennisation.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet :

I. Culture.wapi ASBL prendra contact avec Les Amis de Tournai afin d'organiser les modalités de ce soutien financier

II. Culture.Wapi ASBL participera à l'évaluation afin de restituer l'événement tant à l'échelle de la Ville, mais également dans sa dimension eurométropolitaine.

Un comité d'accompagnement composé du bourgmestre ou de son représentant, de l'échevin en charge de la politique événementielle, de la responsable de la maison des associations, des Amis de

Tournai, de la maison de la culture et d'un représentant de Culture.Wapi ASBL, sera chargé de présenter au collège communal une évaluation pour la fin de l'année 2016 au plus tard.

Pour l'ASBL Culture Point Wapi

Le Président,
Raphaël DEBRUYN

Pour la Ville de Tournai

Le Directeur général, L'Echevin délégué à la fonction maïorale,
Thierry LESPLINGART Paul-Olivier DELANNOIS".

37. Maison du tourisme de Wallonie picarde -Tournai. Maintien de l'adhésion de la Ville. Approbation.
--

Le conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, demande de quand date cette réforme.

Le directeur général, **Thierry LESPLINGART**, précise que la demande du ministre de tutelle date du 8 août 2016 et que le Gouvernement wallon doit statuer avant le 31 décembre 2016.
Il propose au conseiller communal de répondre par écrit à sa question précise.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant le courrier du Ministre René COLLIN relatif à la réforme des "maisons du tourisme";
Considérant que le gouvernement wallon a arrêté le 31 décembre 2016 comme date ultime à laquelle chaque maison du tourisme devra faire l'objet d'une reconnaissance officielle, dans le cadre de la réforme de celles-ci;

Considérant qu'au-delà de cette date, les maisons du tourisme, qui n'auront pas bénéficié de la reconnaissance du gouvernement, ne pourront se prévaloir que de 50% du subside de fonctionnement versé trimestriellement;

Considérant que le Ministre souhaite disposer de la position définitive de la Ville pour le 31 août 2016;

Considérant le courrier signé par le directeur général de l'agence intercommunale de développement (IDETA) et le directeur du développement territorial et des services aux communes transmis le 19 août 2016, dont le contenu est le suivant :

"Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames, Messieurs les membres du collège communal,

La révision du Code wallon du tourisme a été adoptée en première lecture le 14 avril 2016. La réforme du Code wallon vise notamment à redéfinir les missions des différents organismes touristiques telles que reprises en annexe.

Dans ce cadre, le ministre wallon en charge du tourisme, René COLLIN, a souhaité réduire dans un idéal de moitié le nombre de maisons du tourisme (aujourd'hui 42), afin de correspondre à des territoires touristiques cohérents et d'importance.

Par ailleurs, le nouveau Code wallon du tourisme impose le statut d'ASBL comme véhicule juridique pour les maisons du tourisme.

Comme vous le savez, l'agence de développement territorial IDETA porte la maison du tourisme depuis 15 ans au sein de son secteur tourisme. IDETA, à travers la maison du tourisme, a fait valoir la marque territoriale "Wallonie picarde" et a créé des outils performants inscrits dans une stratégie marketing et de développement territorial au bénéfice des opérateurs publics, privés et parapublics, de l'image et de l'attractivité du territoire. Elle a ainsi contribué avec les communes et opérateurs à structurer une offre par filière et à en assurer la promotion auprès de différents types de publics externes et internes au territoire: groupes autocaristes, associations, comités d'entreprises, scolaires, individuels, couples, spécialisés (vélo, pédestre, archéologie, gastronomie, patrimoine, événementiel,...), etc.

Vous trouverez en annexe une présentation sommaire des actions menées par IDETA - maison du tourisme de Wallonie picarde.

Avec ses 20 communes, la maison du tourisme de Wallonie picarde-Tournai est la plus importante de Belgique en terme de territoire.

Aujourd'hui, deux structures existent sur le territoire de la Wallonie picarde : l'ASBL PICARDIE BELGE, basée à Mouscron et la maison du tourisme de Wallonie picarde-Tournai (secteur tourisme d'IDETA). Pour viser une cohérence territoriale vis-à-vis du public touristique, la communication des deux lieux d'accueil principaux est la suivante :

- maison du tourisme de Wallonie picarde-Mouscron*
- maison du tourisme de Wallonie picarde-Tournai.*

Depuis cinq ans, un accord de coopération existe avec l'ASBL MAISON DU TOURISME DE PICARDIE BELGE (Mouscron, Comines, Estaimpuis), confiant à IDETA-maison du tourisme de Wallonie picarde-Tournai la promotion de la Wallonie picarde dans son ensemble. L'agence intercommunale IDETA est, par ailleurs, ouverte à toute discussion visant à renforcer la coopération tout en préservant l'équité des communes.

Une réflexion est en cours, au sein du conseil d'administration d'IDETA, pour envisager les modalités de la création de l'ASBL MAISON DU TOURISME DE WALLONIE PICARDE, obligatoire pour garder la reconnaissance dès 2017 et maintenir l'accès aux subsides.

Pour rappel, les 20 communes adhérentes au secteur développement d'IDETA cotisent pour la maison du tourisme de Wallonie picarde, à hauteur de 0,75€/habitant, dans le cadre de leur cotisation annuelle.

Vous avez reçu début août un courrier du cabinet COLLIN vous invitant à vous prononcer sur l'adhésion de votre commune à la maison du tourisme, en vue de reconnaître le périmètre de la maison du tourisme de Wallonie picarde.

Conformément à la demande du cabinet COLLIN, nous vous invitons à confirmer avant le 31 août votre intérêt et le maintien de votre adhésion à la maison du tourisme de Wallonie picarde-Tournai. Votre marque d'intérêt permettra de circonscrire le périmètre de reconnaissance de la maison du tourisme de Wallonie picarde.

Nous reviendrons vers vous dans les prochaines semaines avec une proposition de gouvernance, de fonctionnement, de plan d'actions et de budget afin de mettre en place, au plus simple et efficient, la future structure ASBL MAISON DU TOURISME DE WALLONIE PICARDE.

Par simplification administrative et fonctionnelle, nous proposons que la représentation des 20 communes continue à se faire au travers de l'intercommunale, support de l'ASBL MAISON DU TOURISME.

Nous vous remercions pour votre intérêt, votre confiance et restons à votre disposition pour toutes informations complémentaires et échange de réflexions.

Pour notre bonne information, nous vous remercions de nous communiquer copie de votre courrier au Ministre Collin.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames, Messieurs les membres du collège communal, en l'expression de nos sentiments les meilleurs. "

Considérant qu'en séance du 26 août 2016, le collège a pris la décision de principe, sous réserve de l'approbation du conseil communal, de maintenir son adhésion à la maison du tourisme de Wallonie picarde-Tournai;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de maintenir son adhésion à la maison du tourisme de Wallonie picarde-Tournai.

38. "Tournai, commune pilote Wallonie cyclable". Pré-RAVeL ligne 88A. Convention de mise à disposition avec la Région wallonne. Approbation.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient comme suit :

"Il y a quelques années déjà, la commission cycliste avait émis le souhait de développer un projet RAVeL sur la ligne 88A d'Ere à la gare de Tournai. Les étapes sont longues et les travaux importants pour arriver à la réalisation de ce projet important pour les déplacements cyclistes. Nous sommes ravis que Tournai se lance enfin dans la construction du pré RAVeL sur la ligne 88A . Pouvez-vous nous dire si la suite de la mise en place de ce RAVeL est déjà programmée ? La Ville est-elle déjà en négociation avec la Région wallonne pour les remplacements des ponts qui posent problème (passerelle de l'Escaut à Allain et passerelle au-dessus de la rue de la Lys), car il est essentiel que ce projet de liaison cyclable puisse se poursuivre au moins jusqu'à la liaison avec le chemin de halage et au-delà vers Ere."

Le **président** d'assemblée dit partager ce souhait d'assurer une continuité des circuits et qu'ils soient sécurisés par une signalisation adaptée.

Il conviendrait, selon lui, que le service public de Wallonie (SPW) y soit également sensibilisé.

Monsieur l'Echevin MR, **Armand BOITE**, précise de son côté que l'aménagement du dernier tronçon permettant d'accéder à la gare est envisagé dans le cadre de la mise en oeuvre du master plan du plateau de la gare.

Monsieur le Conseiller Tournai Plus, **Benoît MAT**, suggère d'utiliser de l'asphalte plutôt que du béton. "Ca coûte moins cher et c'est plus rapide à mettre en place" précise-t-il. Ceci permettrait en outre, toujours selon lui, de prolonger ce qui est prévu actuellement.

Pour l'échevin MR, **Armand BOITE**, la solution proposée, le béton, sera au contraire plus facile à mettre en oeuvre et elle sera plus durable.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que dans le cadre du projet "Tournai, commune pilote Wallonie cyclable" et la mise en oeuvre du plan communal cyclable, est inscrit l'aménagement d'un pré-RAVeL sur la ligne désaffectée

n°88A dans sa portion urbaine, du carrefour formé par les rues Jean-Baptiste Moens et de l'Orient et la rue Paul Pastur en franchissant la N7 (chaussée de Bruxelles);

Attendu que le tronçon permettant d'accéder à la gare est bien envisagé et qu'il sera étudié dans le cadre de la mise en oeuvre du masterplan du plateau de la gare;

Attendu que la société nationale des chemins de fer belges (SNCB) est toujours propriétaire de cette ancienne ligne, que la Région wallonne a été sollicitée pour lui louer la ligne par bail emphytéotique et la mettre ensuite à la disposition de la Ville via une convention, de façon à pouvoir y réaliser les travaux d'aménagement;

Considérant qu'en vue de répondre à cette demande, le Région wallonne propose une convention de mise à disposition à la Ville de ce tronçon de la ligne 88A;

Vu le plan joint au bail emphytéotique conclu entre la SNCB et la Région wallonne, plan n° 1 (km: 0,990 - km: 2,085);

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 31 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention entre la Ville et le service public de Wallonie, direction générale opérationnelle "Routes et Bâtiments", direction des routes de Mons, relative à la mise à disposition d'un tronçon de la ligne n°88A: Tournai - Chercq :

" Entre d'une part, la Région wallonne (service public de Wallonie- direction générale opérationnelle "Routes et Bâtiments"- direction des routes de Mons), sise rue du Joncquois, 118 à 7000 Mons, représentée par son gouvernement, en la personne de M. Maxime PREVOT, vice-président, ministre des travaux publics, de la santé, de l'action sociale et du patrimoine, ci-après dénommée "la Région", et

d'autre part, la Ville de Tournai, valablement représentée par son collège communal en la personne de M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et de M. Thierry LESPLINGART, Directeur général, ci-après désignée "la Ville";

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT:

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet la mise à disposition par la Région à la Ville du site de la ligne SNCB désaffectée n°88A situé entre les kilomètres 0.984 (ancien passage à niveau du chemin du Bosquet) et 2.072 (ancien passage à niveau avec le carrefour formé par les rues Jean-Baptiste Moens et de l'Orient), en vue de réaliser à terme, l'aménagement d'un itinéraire Pré-RAVEL.

Article 2 - Droits et obligations de la Région

La Région s'engage à demander à la SNCB la cession de la ligne désaffectée n°88A par le biais d'un bail emphytéotique de 99 ans et supporte le paiement du canon. Elle accorde la mise à disposition du site de la ligne à la Ville.

La Région se réserve le droit de modifier les aménagements réalisés par la Ville et d'y apporter des améliorations en vue de la concrétisation d'un itinéraire RAVeL.

Article 3 - Droits et obligations de la Ville

La Ville réalisera à terme, à ses frais, les travaux d'aménagement d'un itinéraire pré-RAVeL sur le site de la ligne n°88A. La Ville communiquera en temps voulu à la Région l'état d'avancement de réalisation des travaux.

Par ailleurs, la Ville assurera l'entretien du site de la ligne dont objet ci-dessus et de ses abords, ce qui comporte notamment et de façon non exhaustive les opérations suivantes :

- le fauchage des abords dans les zones où l'accotement est constitué de terres végétales;
- le balayage de la piste pré-RAVeL après les fauchages et de manière régulière en période de chute des feuilles et la mise à gabarit des abords;
- le débroussaillage, l'élagage et l'abattage d'arbres dangereux, la taille des haies, les interventions éventuelles après tempête sur toute l'assiette de la ligne;
- le nettoyage des fossés et le curage régulier des chambres de visite;
- le nettoyage et l'évacuation des détritiques abandonnés sur toute l'assiette;
- le nettoyage et la vidange des poubelles suivant une fréquence à adapter à la fréquentation de l'itinéraire par les usagers;
- les réparations globales ou ponctuelles des ouvrages d'art;
- les réparations du revêtement de la piste pré-RAVeL;
- l'entretien du marquage et de la signalisation;
- le nettoyage des graffitis sur les panneaux de signalisation et de balisage;
- le maintien, l'entretien et le remplacement systématique du mobilier urbain (bancs, tables, poubelles, potelets, barrières ou autres dispositifs limiteurs d'accès, clôtures, glissières, etc.);
- le contrôle policier visant à interdire et sanctionner le passage de véhicules motorisés sur l'itinéraire, à limiter les dépôts clandestins d'immondices et à sécuriser le réseau pour les usagers.

Enfin, la Ville, le moment venu, s'engage à ne pas s'opposer à la concrétisation de l'itinéraire RAVeL par la Région sur le site concerné par la présente convention.

Article 4 - jouissance du droit réel

La Région conserve le droit d'emphytéose relatif à la ligne.

La SNCB s'est réservé le droit d'utiliser le tréfonds et le surplomb pour y placer ou y faire placer câbles, canalisations, conduites et installations similaires.

Toute installation supplémentaire non prévue dans l'aménagement de l'itinéraire pré-RAVeL apportée par la Ville sans autorisation préalable de la Région sera automatiquement acquise à cette dernière qui pourra, le cas échéant, la faire démolir aux frais de la Ville.

Moyennant l'accord écrit et préalable de la Région, la Ville pourra, toutefois, effectuer sur l'itinéraire des travaux d'aménagements complémentaires et de plantations à condition que ceux-ci n'empiètent pas sur l'espace utilisé par les usagers. La Ville assumera l'entretien de ces aménagements complémentaires.

Sauf cas exceptionnels qui devront être signifiés par écrit à la Région, la Ville ne pourra jamais fermer ou interdire l'accès de l'itinéraire pré-RAVeL, même sur un tronçon, si ce n'est pour garantir la sécurité des usagers (stabilité d'ouvrage d'art, inondation de zones en déblai, chute d'arbres imminente...) ou pour d'autres motifs prévus expressément dans la législation applicable en la matière. En cas de fermeture, la signalisation d'un itinéraire temporaire sécurisé de déviation est à charge du demandeur. Cet itinéraire de déviation sera notifié à la Région.

Article 5 - Responsabilité

La Ville assume l'entière responsabilité des dommages causés à l'utilisateur par l'état de la piste et du site de la ligne n°88A dont objet, ainsi que ses obligations de sécurité découlant de l'article 135, alinéa 2 de la nouvelle loi communale codifiée par arrêté royal du 24 juin 1988.

Si les ouvrages d'art sont déjà dégradés ou infranchissables en raison de leur vétusté, il appartient à la Ville d'adopter toutes les mesures adéquates de sécurisation.

Article 6 - Occupation du domaine public

La Région reste seule compétente pour accorder ou refuser toute autorisation d'occupation temporaire ou permanente de l'itinéraire pré-RAVeL et de ses abords. Préalablement à sa décision, la Région s'engage à consulter la Ville.

La fermeture de tout ou partie d'un itinéraire pré-RAVeL pour raison de chasse est exclue.

La circulation de troupeaux ou d'engins agricoles est interdite sur l'itinéraire pré-RAVeL sauf aux endroits dûment autorisés; seules des traversées de l'itinéraire sont permises localement.

La Ville a l'obligation de réhabiliter les anciens chemins latéraux à la piste pré-RAVeL afin d'assurer aux agriculteurs l'accès aux champs et terrains de culture.

La Ville exécute à ses frais les réparations en cas de dommages causés par le non-respect du présent article et peut se retourner ensuite contre l'auteur des dégâts.

Article 7 - Clause d'élection de for

Les deux parties s'engagent à régler à l'amiable tout litige qui découlerait de l'application des clauses définies dans la présente convention.

A défaut, les cours et tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut - Section Tournai sont seuls compétents pour connaître de ces litiges.

Article 8 - Durée

La présente convention entre en vigueur pour une durée indéterminée le jour de la prise en location de la ligne 88A par la Région wallonne. Lorsque l'itinéraire RAVeL sera aménagé par la Région, elle sera remplacée par une convention relative à l'entretien des itinéraires RAVeL conclue entre les parties.

39. Tournai, "commune pilote Wallonie cyclable". Travaux d'aménagement pré-RAVeL 88A entre le site Aqua Tournai et la rue Paul Pastur. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23 et 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5, § 2;

Considérant que le bureau d'études communal a établi le projet définitif pour le marché relatif aux travaux d'aménagement pré-RAVeL 88A entre le site Aqua Tournai sis rue Jean-Baptiste Moens et la rue Paul Pastur à Tournai dans le cadre de l'opération "commune pilote Wallonie cyclable";

Considérant que ce marché consiste en la création de voiries en béton pour piétons et cyclistes sur l'ancienne ligne de chemin de fer 88A;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève à 562.723,62€ hors TVA, soit 680.895,58€ TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire 2016 à concurrence de 790.000,00€ sous l'article 4218/731-60;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 31 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet les travaux d'aménagement pré-RAVeL 88A entre le site Aqua Tournai sis rue Jean-Baptiste Moens et la rue Paul Pastur à Tournai dans le cadre de l'opération "commune pilote Wallonie cyclable", estimés à 562.723,62€ hors TVA, soit 680.895,58€ TVA comprise.

Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par adjudication ouverte conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières à ce marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant le cahier général des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et les plans y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir pour ce marché :

- un certificat d'agrément en catégorie C – classe 4.
- une déclaration implicite sur l'honneur du soumissionnaire attestant que, par le seul fait de déposer une offre, l'entreprise ne se trouve dans aucun des cas visés aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures, de services et aux concessions de travaux publics.

Article 5 : les crédits nécessaires pour ce marché sont prévus au budget extraordinaire 2016 à concurrence de 790.000,00€ sous l'article 4218/731-60.

40. Service informatique. Dématérialisation des processus communaux. Mise à disposition du guichet "Téléservices". Annexe à la convention-cadre avec l'intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle (IMIO). Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant la décision du conseil communal du 25 janvier 2016 de passer, par procédure négociée directe avec publicité, un marché de services ayant pour objet la dématérialisation des processus communaux et la mise en place d'un guichet citoyen, estimé à 190.000,00€ hors TVA, soit 229.000,00€ TVA comprise;

Considérant que le cahier spécial des charges de ce marché prévoyait une variante facultative consistant en la mise en place d'une interface entre la plate-forme de dématérialisation et le guichet citoyen "Téléservices" de l'intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle (IMIO);

Considérant la décision du collège communal du 10 juin 2016 désignant comme prestataire dans le cadre de ce marché le groupement BIZLINER SA/ ENTR'OUVERT, conformément à son offre variante et nécessitant l'acquisition du guichet citoyen "Téléservices" d'IMIO;

Considérant que le coût d'acquisition du guichet citoyen d'IMIO s'élève à 6.500,00€ hors TVA (la TVA n'étant pas applicable aux produits fournis par IMIO) et la maintenance à 5.980,00€ hors TVA/an;

Considérant la convention-cadre de services conclue avec l'intercommunale IMIO et approuvée par le conseil communal en date du 22 septembre 2014;

Considérant qu'afin d'acquérir le guichet citoyen "Téléservices", il est nécessaire de conclure une annexe à cette convention-cadre;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 31 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver les termes de l'annexe à la convention-cadre de services conclue avec l'intercommunale IMIO, approuvée par le conseil communal le 22 septembre 2014 et relative à l'acquisition du guichet citoyen "Téléservices" :

"DISPOSITIONS PARTICULIERES - ANNEXE LOGICIEL LIBRE "Guichet TéléServices v2.0"

Ces dispositions particulières sont applicables au contrat n°IMIO/VILLE TOURNAI/2014-01, conclu le 24 septembre 2014 entre l'administration communale de Tournai et IMIO.

1. Description de la mission/services confiés par le membre adhérent à IMIO :

L'objet de cette convention est de fixer les modalités de mise à disposition du guichet "Téléservices v2.0" en mode SaaS (Solution as a Service) et les conditions spécifiques de participation au projet de mutualisation. La solution est mise à disposition avec les fonctionnalités actuellement disponibles.

Les services IMIO associés sont les suivants :

- *accompagnement du membre adhérent à la mise en œuvre*
- *suivi du projet et accompagnement individualisé*
- *fourniture et implémentation du module. Les documents sont, par contre, de la responsabilité du membre adhérent*
- *documentation technique de la configuration*
- *formation du référent*
- *guide d'utilisation pour chaque outil*
- *support téléphonique et par e-mail au membre adhérent (pas de help-desk aux utilisateurs finaux)*
- *séances de formation organisées dans le cadre des ateliers*
- *hébergement de la solution en mode SaaS (Software as a Service).*

Accompagnement de mise en œuvre (frais uniques) :

IMIO accompagne le membre adhérent afin de :

- *donner la formation qui permettra aux porteurs de projet du membre adhérent de démarrer le projet*
- *collecter et analyser des informations nécessaires à la mise en œuvre*
- *configurer et implémenter le produit.*

Les services couverts sont :

<i>Installation locale sur l'infrastructure d'hébergement d'IMIO :</i>	<i>Cette procédure générique, commune aux autres produits hébergés par IMIO, est décrite ci-après.</i>
<i>Aide au paramétrage "standard" de l'application :</i>	<i>Avant de passer en production, il est nécessaire de configurer l'application en fonction des données propres du service. Il s'agit principalement :</i>

	<ul style="list-style-type: none"> • de la mise à disposition de la solution "standard" dans sa version la plus récente comportant les modules Citoyen, Métier et Système • de la fourniture d'une série de modèles de procédure dans le but d'éviter à la Ville de concevoir des formulaires similaires déjà mis en place par d'autres villes. Des modèles complémentaires peuvent être conçus par IMIO en fonction du nombre de jours disponibles dans le forfait d'installation ou sur devis complémentaire • du paramétrage de l'application : <ul style="list-style-type: none"> ◦ de la gestion des rôles ◦ de l'adaptation des workflows en fonction de l'organisation du pouvoir local ◦ de la gestion du profil ◦ de la configuration des applications externes (messagerie, web service,...) • à la demande du membre, de la mise en place de la connexion des outils fédéraux d'authentification (CSAM) • de la mise à disposition du lien technique avec l'infrastructure de l'opérateur financier (ingenico ou ATOS) afin de permettre le paiement en ligne. Le lien contractuel avec l'opérateur financier n'est pas pris en charge par IMIO.
Formation des agents "administrateurs" :	Cette formation a pour objectif de conférer à un agent l'autonomie d'administration de l'application via l'interface web (éléments abordés dans la rubrique "aide au paramétrage standard", gestion des formulaires, etc.). Cette formation est dispensée aux référents.
Accompagnement :	Elle couvre les aspects fonctionnels et l'aide au démarrage de l'utilisation en production.

Prestations relatives à la mise à disposition de la solution (frais annuels) :

Accompagnement projet :

IMIO accompagne le membre adhérent afin de :

- réaliser régulièrement un suivi du projet et faciliter l'utilisation de la solution
- fournir une maintenance du site.

Prestations de maintenance :

La maintenance et la mise à jour :	La maintenance couvre les interventions techniques requises pour assurer un bon fonctionnement des outils. La mise à jour couvre les interventions techniques requises pour installer une nouvelle version des outils.
------------------------------------	--

<i>Une aide à l'utilisation :</i>	<p>Accès aux ateliers qui se déroulent deux fois par mois dans nos locaux.</p> <p>Un guide d'utilisation pour chaque outil disponible sur notre site.</p> <p>Un support téléphonique et par e-mail à l'administrateur (pas de helpdesk aux utilisateurs finaux).</p> <p>Des séances de formation.</p>
<i>La gestion de l'infrastructure d'hébergement :</i>	<p>Les serveurs IMIO utilisés dans le cadre de l'hébergement des applications «IMIO» font l'objet d'un contrat entre l'intercommunale et un sous-traitant.</p> <p>Ce contrat charge le sous-traitant des missions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • hébergement du serveur et sa connexion au réseau internet • gestion de la sécurité du serveur au niveau du software et du système d'exploitation • tâches quotidiennes d'administration, d'audit du système, de backup
<i>Taille maximale de l'espace disque alloué en GB :</i>	<p>2 GB.</p> <p>En cas de besoin d'espace complémentaire un devis sera fourni par IMIO.</p>

2. Nom des représentants d'IMIO :

Responsable IMIO : M. Frédéric RASIC

Chef de projet : M. Joël LAMBILLOTTE.

3. Nom des représentants du membre adhérent :

Chef de projet : M. Sébastien CASTIAUX

Correspondant informatique : M. Sébastien CASTIAUX.

4. Durée de la mission :

Le projet débute à la signature de la présente convention. Le planning détaillé de mise en œuvre sera fixé d'un commun accord entre le membre adhérent et IMIO.

5. Prix :

Le membre adhérent s'engage à verser le montant de sa participation au projet de mutualisation de la façon suivante :

<i>Montant annuel couvrant les services de mise à disposition de la solution :</i>	5.980,00€ hors TVA
<i>Montant mise en place - coût unique :</i>	6.500,00€ hors TVA
<i>Prestations complémentaires :</i>	<p>Toutes demandes de prestation non reprises dans la description de la mission feront l'objet d'un devis émis par IMIO sur base d'un tarif homme/jour de 650,00€ hors TVA.</p> <p>Sont également à prendre en considération au titre de prestations complémentaires toutes</p>

	demandes spécifiques du membre adhérent qui ne peuvent faire l'objet d'une mutualisation, les formations organisées sur site ou dans nos locaux pour le pouvoir local. Dans ce cas, un avenant précisant l'objet de la demande, le montant estimé, les modalités de la mise en œuvre et les délais sera établi.
--	---

Le remboursement par le membre adhérent des frais encourus par IMIO en rapport avec ladite mission se fera selon les modalités suivantes : demande écrite approuvée par les deux parties.

Sauf avis contraire de l'administration de la TVA, la TVA n'est pas applicable aux montants dus à IMIO.

6. Facturation :

La facturation sera effectuée à la commande et annuellement durant le premier trimestre de chaque nouvelle année.

7. Conditions spécifiques :

Néant.

Fait à Mons.

Le __/__/20__

En deux exemplaires, chacun reconnaissant avoir reçu le sien."

41. Tournai, avenue des Etats-Unis. Convention de concession domaniale avec l'ASBL "Notre Maison". Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que la confédération des syndicats chrétiens représentée par son secrétaire fédéral a informé l'administration communale de son intention d'aménager en parking l'espace appartenant à l'association sans but lucratif "Notre Maison" sise à Tournai, avenue des Etats-Unis, cadastré ou l'ayant été 1ère division, section H, n°627, et situé devant le bâtiment appartenant à l'association (cadastré ou l'ayant été 1ère division, section H, n° 426 I);

Considérant que pour mener à bien ce projet, une partie du domaine public communal comprise entre cet espace et ce bâtiment devait être incorporée au projet d'aménagement;

Considérant que la convention de concession domaniale accordée par la Ville a pour but de régulariser une situation existante;

Considérant que, sur base des différents avis des services techniques et sous réserve de l'approbation du conseil communal, le collège communal a décidé en séance du 28 février 2014 :

- de marquer son accord sur :
 - l'octroi d'une convention de concession domaniale au profit de l'ASBL "Notre Maison", avenue des Etats-Unis, 10/11 à 7500 Tournai, portant sur la partie du domaine public communal comprise entre la parcelle cadastrée ou l'ayant été 1ère division, section H, n°627 (appartenant à l'association) et le bâtiment cadastré ou l'ayant été 1ère division, section H, n°426 I (appartenant également à l'association). L'association a incorporé une partie du domaine public communal lorsqu'elle a aménagé un parking privé sur cette

parcelle, devant ce bâtiment (occupé par l'association de fait confédération des syndicats chrétiens).

- le projet de convention de concession domaniale rédigé par le service patrimoine
- l'octroi de ladite convention de concession domaniale moyennant la redevance annuelle indexée de 1,50€/m²;

Considérant que, selon le plan de mesurage levé et dressé par le géomètre communal, la surface du domaine public concédée a été fixée à 3a 19ca et que, dès lors, le montant de la redevance annuelle indexée s'élèvera à 478,50 €;

Considérant que le projet de convention de concession (article 5 - Conditions) a été modifié à plusieurs reprises:

- d'une part, suite aux remarques formulées par le secrétaire fédéral de la confédération des syndicats chrétiens concernant différents points de l'aménagement projeté
- et, d'autre part, par l'architecte mandaté par l'ASBL Notre Maison portant sur la suppression de l'emplacement pour personne à mobilité réduite étant donné que deux emplacements de parking pour personne à mobilité réduite sont déjà prévus en voirie;

Considérant qu'au sujet des emplacements de stationnement pour personne à mobilité réduite, il a été précisé au demandeur que les deux emplacements de parking précités présents en voirie sont à usage public et ne peuvent donc être privatisés et inclus dans la convention de concession domaniale, conformément à la décision du collège communal du 22 avril 2016;

Considérant que la dernière mouture du projet de convention de concession domaniale ainsi modifiée a été soumise pour accord à l'ASBL;

Considérant que cette association n'a pas réagi dans le délai lui imparti et qu'il y a donc lieu de considérer qu'elle a marqué son accord sur les termes de ladite convention;

Considérant le plan d'aménagement transmis par l'architecte mandaté par l'ASBL "Notre Maison";

Considérant l'extrait du plan cadastral et les matrices;

Vu les articles L1122-30 et L1222-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

de marquer son accord sur les termes de la convention de concession domaniale au profit de l'association sans but lucratif "Notre Maison" portant sur la partie du domaine public communal comprise entre la parcelle cadastrée ou l'ayant été 1ère division, section H, n°627 (appartenant à l'association) et le bâtiment cadastré ou l'ayant été 1ère division, section H, n°426 I (appartenant également à l'association) ayant pris cours le 1er janvier 2014 :

"CONVENTION DE CONCESSION DOMANIALE

Entre les soussignés :

La Ville de Tournai, dont les bureaux sont situés à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52,

Ici représentée par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction majeure, et par Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général, en vertu des articles L1132-3 et L1123-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, agissant en exécution de la délibération du conseil communal datée du 19 septembre 2016

Ladite délibération a été notifiée à l'autorité de tutelle, laquelle n'a pas émis d'objection à la conclusion de la présente convention dans le délai lui imparti.

Ci-après dénommée «le concédant»

Et

L'association sans but lucratif "Notre Maison", représentée par, dont le siège social est situé à Tournai, avenue des Etats-Unis, 10, boîte 11.

ci-après dénommée «le concessionnaire»

Et

L'association de fait confédération des syndicats chrétiens, représentée par, en sa qualité d'occupant des biens appartenant à l'ASBL Notre Maison.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. Préambule

L'association sans but lucratif "Notre Maison" est propriétaire d'un immeuble sis à Tournai, avenue des Etats-Unis, 8 B, cadastré ou l'ayant été 1ère division, section H, n° 426 I.

L'ASBL a aménagé, en parking privé, la parcelle lui appartenant située devant le bien précité et cadastrée ou l'ayant été 1ère division, section h, n°627 en y incorporant une partie du domaine public communal.

La présente convention a pour objet de régulariser une situation existante en accordant au profit du concessionnaire une dérogation limitée au principe d'interdiction d'utiliser privativement le domaine public. Cette dérogation est soumise au strict respect des conditions fixées ci-après.

Article 2. Situation – Description – Destination du bien concédé

Le concédant donne en concession au concessionnaire, qui l'accepte, une partie d'espace public non cadastrée sise à 7500 Tournai, avenue des Etats-Unis, comprise, selon le plan de division levé et dressé en date du 12 mai 2014 par Monsieur Alain LETOT, géomètre communal, et approuvé par le collège communal en date du 13 novembre 2015, entre les points L1, L2, L3 et L4, d'une contenance de 3 a 19 ca.

La parcelle est concédée pour permettre l'aménagement d'un parking destiné aux affiliés et au personnel de la CSC.

Les photographies prises en 2012* et 2014 et jointes au présent contrat tiennent lieu d'état des lieux contradictoire entre parties. L'aménagement doit respecter les conditions fixées à l'article 5 de la présente convention.

Article 3. Redevance – Indexation annuelle

La présente convention de concession domaniale est consentie moyennant le paiement de la redevance annuelle indexée de 1,50€ par mètre carré, soit quatre cent septante-huit euros et cinquante centimes (478,50€) pour la surface décrite à l'article 2 du présent contrat.

Ladite redevance est due par anticipation et payable chaque année dans le mois de la date anniversaire de l'entrée en vigueur de la convention par versement au numéro de compte 091-0004055-10 au nom de l'administration communale de Tournai avec la mention «Tournai, avenue des Etats-Unis – année 20.. – nom du concessionnaire».

En cas de non-paiement dans les délais requis, le concessionnaire est tenu de payer les intérêts de retard calculés au taux légal au concédant sans que celui-ci soit tenu d'adresser de mise en demeure préalable au concessionnaire.

Il est procédé, chaque année, à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent contrat, au réajustement de la redevance précitée et ce, sur base de l'indice santé du mois précédant la date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent contrat. La nouvelle redevance est calculée et fixée conformément à la formule ci-après :

Nouvelle redevance = (redevance de base x nouvel indice) / Indice de base

La redevance de base est la redevance telle qu'elle est fixée au présent article.

L'indice de base est celui du mois précédant le mois de la signature du contrat.

Le nouvel indice est celui du mois précédant la date anniversaire de l'entrée en vigueur du contrat.

Chaque adaptation annuelle est acquise de plein droit à la partie bénéficiaire sans que celle-ci doive mettre en demeure l'autre partie.

Article 4. Caractéristiques de la concession

La présente convention de concession domaniale a pris cours le 1er janvier 2014.

Elle est conclue à titre précaire et est révocable à tout moment et sans indemnité moyennant un préavis de trois mois notifié par envoi recommandé prenant cours le premier jour du mois suivant et ce, sans préjudice du droit du concédant de résilier la convention sans préavis et sans indemnité pour des motifs liés à l'intérêt général.

Le concessionnaire reconnaît expressément la précarité de la présente convention de concession.

A l'expiration de la présente convention, le concessionnaire devra remettre, à ses frais exclusifs, les lieux dans leur pristin état.

Article 5. Conditions

La concession est accordée aux conditions suivantes :

- pour les aménagements déjà réalisés, l'ASBL "Notre Maison" doit s'être conformée aux règlements en vigueur et aux prescriptions légales en la matière et s'être munie des autorisations et permis à délivrer par les autorités compétentes. Elle en fera de même pour tout autre aménagement qu'elle souhaiterait réaliser.
- les aménagements réalisés par la société régionale wallonne des transports (SRWT) doivent en tout temps rester accessibles aux piétons
- la libre circulation des modes de déplacement doux doit être assurée sur la voirie de desserte du parking
- sur le bien concédé, le concessionnaire est tenu de respecter les conditions complémentaires suivantes :
 - l'accès aux canalisations souterraines appartenant aux sociétés d'adduction de fluides et d'énergie doit être maintenu à tout instant
 - les aménagements seront de type amovible afin de pouvoir, le cas échéant, être déplacés
 - il s'interdit formellement :
 - d'ériger toute espèce de construction (bâtiment, mur de séparation, clôture, etc.) et de planter des arbres et arbustes. Les plantations existantes peuvent être maintenues.
 - de pratiquer des fouilles ou déplacements ou enlèvements de terre de nature à modifier le niveau naturel du sol ou à nuire à la stabilité des conduites qui y seront posées
 - d'établir un dépôt de matières toxiques et notamment d'hydrocarbures.
 - d'une manière générale, de faire quoi que ce soit qui puisse nuire, de quelque façon que ce soit, aux canalisations installées en sous-sol, ainsi qu'à leur stabilité.
- l'aménagement de la parcelle s'effectuera conformément au croquis, daté du 18 mars 2016, établi par ARCH SPRL ARCHITECTES (Dominique ANSEEL) annexé à la présente convention et précisant :
 - la largeur minimale de la voie d'accès (4 mètres)
 - la suppression du dernier emplacement de stationnement avant la rue des Récollets en retour vers l'avenue des Etats-Unis (prévu dans le précédent croquis)
 - la suppression de l'emplacement "dépose minute" et la mise en place de bacs à fleurs à cet endroit afin d'y éviter le stationnement de véhicules

- la création d'une zone de déchargement à l'entrée de l'aire de stationnement.
- toute modification aux aménagements figurant sur le croquis précité et tout nouvel aménagement devront être préalablement autorisés par écrit par le concédant.
- les aménagements suivants devront être réalisés dans le délai de trois mois à dater de la signature de la présente convention:
 - à l'entrée de l'aire de stationnement, à partir de la voie publique, les deux premiers poteaux de bois à gauche de la voie d'entrée seront enlevés par la Ville à ses frais pour agrandir le rayon de giration de la courbe
 - l'association s'engage, à ses frais, à marquer au sol la zone de déchargement située à l'entrée du parking, à placer une signalisation verticale et à installer une barrière de zone de stationnement de parking afin de réserver la zone de déchargement à cette fonction
 - l'association déplacera également le panneau publicitaire présent sur l'aire de stationnement.

Article 6. Incessibilité – Caractère intuitu personae – Résiliation de plein droit

Le bien continue à relever du domaine public de la Ville de Tournai.

Le concessionnaire ne peut ni céder ses droits résultant de la présente convention ni accorder à des tiers aucun droit (droits réels ou autres) sur le bien.

La convention présente un caractère «intuitu personae» dans le chef du concessionnaire de sorte qu'elle prendra fin de plein droit :

- en cas de dissolution du concessionnaire ou de la confédération des syndicats chrétiens
- au cas où la confédération des syndicats chrétiens n'occuperait plus le bâtiment cadastré 1ère division, section h, n°627.

La présente convention est également résiliée de plein droit et sans sommation en cas de manquement du concessionnaire à l'une des obligations qui résultent pour lui des dispositions de la concession sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts. Il en serait ainsi notamment au cas où le concessionnaire ne réaliserait pas les modifications lui incombant décrites à l'article 5 de la présente convention dans le délai de trois mois à dater de sa signature.

Article 7. Entretien - Responsabilité

Entretien

Le concessionnaire s'engage à user du bien visé aux articles 1 et 2 du présent contrat en bon père de famille et à le tenir en bon état d'entretien et en parfait état de propreté.

Dommages causés au bien concédé

Pendant la durée de la concession, le concessionnaire est responsable de tous les dommages, quelle que soit leur nature, causés au bien concédé. Il lui incombe de remettre en état, à ses frais, le bien endommagé.

Il est tenu d'informer aussi vite que possible, et en tout cas dans les 48 heures, le concédant des dégradations, détériorations ou usures anormales qui se seraient produites sur le bien.

Accidents, dommages causés au concessionnaire ou à des tiers

Le concessionnaire est responsable de tous les dommages ou accidents, quelle que soit leur nature, causés à quiconque, liés à l'exercice des droits et obligations qui lui sont conférés par la convention.

Le concessionnaire exonère le concédant de toute responsabilité au cas où pareils dommages ou accidents se produisaient, même si ces dommages ou accidents étaient dus à des vices et défauts quelconques (apparents ou cachés) du bien.

Le concessionnaire :

- garantit le concédant contre tout recours qui pourrait être exercé contre lui du chef des accidents ou dommages précités
- s'engage à intervenir volontairement dans les procédures mues à ce titre contre le concédant.

Article 8. Assurances

Le concessionnaire assurera sa responsabilité résultant de ce qui est prévu à l'article 7. Il s'engage à justifier du paiement des primes à toute demande du concédant.

Article 9. Accès au bien concédé

Le concédant a en permanence accès au bien concédé afin de s'assurer que le concessionnaire n'a pas outrepassé ou modifié les droits qui lui ont été accordés et qu'il s'acquitte correctement et pleinement des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention.

En outre, le concessionnaire autorise le concédant et tout autre organisme compétent à accéder en tout temps et pour cause d'utilité publique au bien concédé (par exemple : entretien et réparation des conduites et canalisations).

Article 10. Enregistrement – Frais

Le concédant fera enregistrer la présente convention.

Les frais d'enregistrement et autres frais éventuels de la présente convention sont à charge du concessionnaire qui supportera seul tous les droits et amendes auxquels celle-ci donnerait ouverture.

Article 11. Tribunaux compétents

Tout litige relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution du présent contrat sera tranché par les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut – Section Tournai.

* Photos prises le 19 octobre 2012 annexées à la présente convention."

42. Centrale de cogénération GAZENBOIS. Récolte des taillis à très courte rotation. Convention transactionnelle avec Xylowatt SA. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, intervient d'emblée comme suit :
"Si j'ai bien compris, en 2014, il y a eu des problèmes dans la fourniture de la matière à cause des conditions climatiques. Et la société XYLOWATT demande le respect des délais de livraison et une diminution du prix payé à la Ville par m³ de matière sèche de 62,00 à 51,00€.

Combien coûte la production à la ville et quels sont les prix du marché ?"

Le **président** d'assemblée propose qu'une réponse écrite soit adressée au conseiller.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, intervient alors comme suit :
"S'agit-il de la fin du taillis à courte rotation à l'horizon 2017 ? Je sais que certains agriculteurs ont renoncé à l'exploitation, car cela devenait trop problématique. C'est bien d'arrêter ce système même si c'est un projet financé par l'Europe. Il s'est terminé de manière catastrophique ! Je me demandais s'il y avait encore beaucoup de parcelles en exploitation, ce qu'elles deviendraient si les contrats conclus avec les agriculteurs se terminaient aussi en 2017 et s'il y avait encore des obligations par rapport à certaines parcelles en exploitation. J'ai suivi ce dossier, mais je ne sais plus qui signait le contrat. Qui a le titre pour les agriculteurs : XYLOWATT ou la Ville?

Il faut que tout s'arrête en même temps pour éviter des problèmes avec les agriculteurs après 2017."

Pour le conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, "XYLOWATT pousse le bouchon fort loin en contactant la Ville par l'intermédiaire d'un avocat."

Il relève, par ailleurs, en relisant l'article 18 "que le tiers prestataire, qui prendra en charge les récoltes supplémentaires, sera désigné par XYLOWATT."

Monsieur l'Echevin PS, **Philippe ROBERT**, répond aux différents intervenants comme suit :

"Comme le Conseiller communal, Jean-Marie VANDENBERGHE, le rappelait, ce dossier n'est pas facile à gérer. Il ne l'était pas plus lorsque Monsieur Jean-Marie VANDENBERGHE était échevin de tutelle. Cela n'a donc pas été plus facile pour moi. Nous avons déjà réussi à conclure une convention avec XYLOWATT, grâce à laquelle ça ne coûte plus rien à la Ville. Il n'y a pas si longtemps, on payait 80.000,00€ par an pour un outil qui ne fonctionnait qu'épisodiquement. Aujourd'hui, c'est une opération blanche pour la Ville. Concernant la récolte de TTCR, notamment les dernières parcelles, c'est la dernière année. En 2017, ce sera terminé. De nouveau, si on a planté ces saules à courte rotation, c'est sur les conseils des "spécialistes" de XYLOWATT. Je me souviens que nous sommes allés visiter une usine dans le Brabant wallon ainsi que les parcelles de saules. En définitive, il s'est avéré que le produit ne convenait pas à XYLOWATT. Cela a posé beaucoup de problèmes. Du coup, il est préférable pour la Ville d'arrêter les frais. Ces saules posent, en outre, d'autres problèmes. Ils viennent du Nord de l'Europe, d'un environnement qui n'est pas du tout identique au nôtre. Les riverains des parcelles en subissent les désagréments. Il appartient au collège de remédier à ce problème. In fine, nous essayons de gérer ce projet de façon à ce que la Ville ne perde pas d'argent, qu'il n'y ait plus de nuisances pour les riverains et qu'in fine, on clôture ce dossier une fois pour toutes. C'est ce que nous vous proposons de faire aujourd'hui.

Sur les aspects plus techniques et plus pointus, je vais suivre l'avis du président. S'il le faut, nous répondrons par écrit."

Par 32 voix pour et 3 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCOQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant, pour rappel, que l'article 6 de l'avenant n°6 relatif à la réception de la centrale de cogénération par gazéification GAZENBOIS, conclu le 12 février 2014 entre la Ville et la société XYLOWATT SA, prévoit la livraison des dernières récoltes des taillis à très courte rotation (TTCR) durant l'hiver 2013-2014, selon les modalités prévues dans l'avenant n°3 (lire n°4), avec une révision du prix d'achat par la société XYLOWATT SA, à 62,50€/t de matière sèche;

Considérant qu'en son article 4, l'avenant n°4 relatif à la gestion de l'approvisionnement en bois stipule :

"Le calendrier annuel de l'approvisionnement en bois est réalisé par le fournisseur en collaboration avec la Ville. Ce calendrier veille à optimiser la récolte du bois issu de taille à très courte rotation

(TTCR) et les opérations de broyage des bois d'abattage provenant de la Ville, de manière à mettre à disposition de la centrale le bois le plus sec possible et à maximiser la quantité d'énergie thermique fournie à la piscine de l'Orient.

Le fournisseur s'engage à utiliser prioritairement le bois provenant du taillis à très courte rotation et les bois d'abattage. Il assurera, à ses frais, l'approvisionnement complémentaire de la centrale par du bois provenant de plates-formes commerciales actives.

En outre, le fournisseur s'engage et prend en charge les prestations suivantes :

- l'émission de recommandations à destination de la Ville pour la mise en stock des bois d'abattage du site
- la gestion sur le site des opérations de stockage et de séchage des plaquettes provenant des bois d'abattage et les taillis à très courte rotation
- les opérations de broyage pour les bois d'abattage et les opérations de criblage éventuellement nécessaires pour celles-ci et le taillis à très courte rotation. Le fournisseur prendra également en charge l'évacuation des particules fines résultant des opérations de criblage ne pouvant être utilisées dans la centrale
- l'information des riverains préalablement à l'organisation du chantier de broyage.

De son côté, la Ville s'engage sur les prestations suivantes :

- la récolte des parcelles de taillis à très courte rotation (idéalement entre février et mars) et le transport sur le site. La Ville veillera à informer le fournisseur au minimum deux mois avant la période de récolte du taillis à très courte rotation
- la remise au fournisseur des bons de pesée et des mesures du pourcentage d'humidité réalisées sur la récolte du taillis à très courte rotation, ces éléments serviront de base à la facturation
- la livraison et la mise en stock sur le site, selon les recommandations du fournisseur, de l'ensemble des bois d'abattage réalisé par la Ville ou à la demande de celle-ci sur le territoire de la commune de Tournai. ";

Considérant que, par mail du 23 avril 2014, le représentant de la société XYLOWATT SA de l'époque, M. DALIMIER, confirme ce qui suit : "... La réception de la dernière récolte des TTCR fait intégralement partie de nos engagements réciproques...";

Considérant que les conditions climatiques n'ont pas permis la dernière livraison de TTCR fin 2014 comme initialement prévue;

Considérant qu'aux termes de son mail du 11 décembre 2015, le nouveau représentant de la société XYLOWATT SA, M. CORBISIER, remettait en cause les conditions de livraison des TTCR et fixait de nouvelles conditions;

Considérant la décision du collège communal du 29 janvier 2016 de rencontrer les responsables de la société XYLOWATT SA, préalablement à toute décision;

Considérant qu'une réunion s'est tenue le 23 février 2016 entre les responsables de la société XYLOWATT SA et les représentants de la Ville de Tournai;

Considérant que, suite à la réunion intervenue le 23 février 2016, XYLOWATT, par courrier du 11 mars 2016, persiste à contester l'existence d'une obligation envers la Ville concernant la prise en charge des récoltes TTCR 2013-2014, au-delà du 1er avril 2014, au motif qu'elle n'est pas responsable de l'absence d'organisation des dernières récoltes;

Considérant que la société demeure, néanmoins, disposée à rechercher une solution dans un esprit constructif de collaboration mutuelle et que, dans cet esprit, et pour autant qu'un accord global puisse être finalisé, elle accepterait d'apporter son support pour organiser une ultime récolte de TtCR, aux conditions suivantes :

"- *Produit : TTCR de saule broyé en plaquettes suivant cahier des charges ci-dessous :*

- *cahier des charges :*

calibre G30-G50 (granulométrie moyenne de 40-50mm)

taux de "longue" (>120mm) sera inférieur à 2% en masse et une longueur maximum 200mm

taux de >63mm/+ sera inférieur à 10%

taux de <3mm/- sera inférieur à 10%

l'humidité sera de maximum 55%

le bois sera propre, naturel et non traité

pas de présence de feuilles

pas de présence de terre, sable, cailloux, pièces métalliques ou autres impuretés;

- récolte :

par la Ville et suivant le cahier des charges ci-dessus

la notification de campagne de récolte sera de 2 mois et sera notifiée à la société XYLOWATT SA par e-mail

le préavis de la récolte sera de minimum 1 semaine hors période de congé et sera notifié à la société XYLOWATT SA par e-mail

une bonne coordination et information de la part de la Ville et ses sous-traitants sont indispensables.

Une réunion de coordination sera organisée dans le mois par la Ville avec la société XYLOWATT SA après la notification de la campagne de récolte;

- chargement :

par la Ville en bord de route (grue et/ou manitou) dans des camions fond mouvant de 90m³ selon nos accords initiaux

le chargement de TTCR broyé sera hors terre, pierres, autres impuretés;

- pesage :

le pesage sera indiqué sur le CMR et le ticket de pesage y sera accroché;

- quantités et prix :

suivant le tableau des données de la campagne TTCR (annexe 1), la société XYLOWATT SA accepte de se baser sur les quantités estimées suivant accords initiaux jusqu'en 2015, soit une quantité maximal de 294t en matière sèche (Tms au prix de reprise de 51,00€/Tms).

Les quantités supplémentaires seront reprises par le sous-traitant au prix du marché (actuellement estimé à 40,00€/Tms), sans aucune intervention de la société XYLOWATT SA, ni en termes de contribution financière, ni en termes de prestations à accomplir.

Les prix sont en bord de route, côté parcelles à récolter, camions fond mouvant 90m³ chargés

le calcul du tonnage matière sèche (Tms) se fera à partir du tonnage indiqué par les bons de pesage et de l'humidité relative mesurée à la réception des camions;

- facturation :

par la Ville après l'envoi du décompte final validé par la société XYLOWATT SA;

- Validité :

la proposition n'engage la société XYLOWATT SA et la Ville que moyennant une confirmation écrite adressée au plus tard dans les délais de 90 jours de la présente. La proposition est valable pour une récolte chargée sur camion jusqu'au plus tard le 28 février 2017

au-delà du 28 février 2017, la présente proposition est caduque. (...)";

Considérant qu'en dépit des critiques émises par le service juridique sur les considérations et propositions émises par la SA XYLOWATT, la proposition suivante a été retenue sous réserve de tous les droits de la Ville, de l'approbation du conseil communal et sans reconnaissance préjudiciable et ce, dans le souci de mettre un terme définitif audit litige :

"(...) - sous le titre cahier des charges : exclusion des cinq premières conditions relatives au calibre et aux différents taux mentionnés, en ce compris celui à l'humidité;

- facturation : il ne saurait être question de subordonner l'envoi de la facturation à la validation par la société XYLOWATT SA du décompte final.

Il sera précisé que le paiement devra intervenir dans le mois de l'envoi de la facture par la Ville. A défaut, la facture produira de plein droit et sans mise en demeure un intérêt au taux des transactions commerciales;

- validité : la récolte devra intervenir pour le 30 mars 2017 au plus tard.";

Considérant la décision du collège communal du 27 mai 2016 de marquer son accord sur le projet de réponse et, en cas d'accord de la société XYLOWATT SA sur la proposition émise par le service juridique, de formaliser cet accord dans une convention à soumettre au conseil communal, lors d'une prochaine séance;

Considérant que la réponse de la Ville détaillée ci-avant a été notifiée à la SA XYLOWATT par courrier du 1er juin 2016;

Considérant que par courrier du 9 juin 2016, le Conseil de la SA XYLOWATT a répondu au courrier du 1er juin 2016 susvisé en ces termes :

"Je vous écris en ma qualité de conseil de la SA XYLOWATT qui me remet le courrier que vous lui avez adressé ce 1er juin 2016.

Vous indiquez que la Ville de Tournai n'aurait pas été en mesure d'organiser la dernière campagne de récolte TTCR de 2013-2014 en raison des conditions climatiques.

Je vous rappelle à cet égard que pour pouvoir invoquer un cas de force majeure comme des conditions climatiques rendant impossible l'exécution des obligations, il appartiendrait pour la Ville d'établir que l'événement était tout à fait imprévisible et qu'aucune mesure prise par la Ville n'aurait permis d'y pallier. S'il est exact que la saison hivernale 2013-2014 a été plus douce, on ne peut pas parler de circonstances réellement exceptionnelles.

A considérer même que la Ville soit en mesure d'établir l'existence de circonstances climatiques tout à fait exceptionnelles et totalement imprévisibles, je rappelle qu'en matière de contrat synallagmatique, la libération de l'un des débiteurs, par la suite d'une cause d'exonération, se traduit par la dissolution de l'ensemble du contrat par application de la théorie des risques. Autrement dit, s'il était impossible à la Ville de Tournai d'organiser la dernière récolte, la Ville se voit exonérée de son obligation d'organiser cette récolte et par réciprocité, la SA XYLOWATT se voit exonérée de la prendre en charge. Vous ne pouvez dès lors pas reporter indéfiniment la prise en charge de cette récolte dont, par ailleurs, le volume s'accroît pour des raisons climatiques qualifiées d'exceptionnelles qui ne semblent plus d'actualité.

D'autre part, vous contestez le tableau de calcul de rendement des parcelles établi par XYLOWATT pour indiquer que la prise en charge d'une ultime récolte représente un volume supplémentaire.

Toutefois, en refaisant les calculs sur base d'un tonnage (suivant les années de croissance maintenant annoncées) de 5,61 tonnes de matières sèches par hectare ramené néanmoins sur une période de croissance de 5 ans au lieu de 9 ans, ma cliente obtient un volume total de 326 tonnes de matières sèches au lieu de 294 tonnes, ce qui fait une différence de seulement 10%.

Ma cliente n'est dès lors pas convaincue par les arguments qui lui sont opposés par la Ville.

Néanmoins, elle reste soucieuse de trouver une solution amiable sur base des termes des pages 3 et 4 de sa lettre du 11 mars 2016.

Dans le souci de rechercher un accord, ma cliente pourrait ainsi renoncer aux cinq premières spécifications techniques reprises sous le titre "cahier des charges", pour autant qu'elles soient remplacées par :

"une livraison de matières broyées en plaquettes avec un calibre avoisinant une granulométrie moyenne de G30-G50", ce qui assouplit les obligations de la Ville de Tournai, mais sans néanmoins l'exonérer d'une de ses obligations principales, à savoir la livraison de matière broyée.

Ma cliente peut accepter de renoncer au point compris sous le tiret "facturation" pour autant que le délai de paiement des factures qui seront adressées par la Ville soit fixé à 30 jours fin de mois ou tout délai concrètement observé par la Ville de Tournai pour le paiement des factures émises par XYLOWATT pour la livraison du gaz.

Enfin, la récolte devra intervenir au plus tard pour le 15 mars 2017, compte tenu du risque de floraison et feuillage de matières premières si la récolte s'organise trop tard dans la saison. Un délai fixé jusqu'au 15 mars 2017 donne encore toute latitude à la Ville pour organiser - de préférence pendant la saison hivernale - la récolte des TTCR.

Voulez-vous me faire savoir si nous pouvons nous entendre sur ces bases?

Les propositions contenues dans la présente forment un tout indissociable avec les propositions stipulées par ma cliente dans son courrier du 11 mars 2016. Seul un accord global et écrit pourrait engager la SA XYLOWATT.

Je vous prie de croire,..."

Considérant que d'une conversation téléphonique échangée, le 13 juin 2016, entre Maître Muriel GILLET, conseil de la SA XYLOWATT et Mme Sabine LANSSENS, directrice du service juridique, il a été convenu qu'en cas d'accord de principe du collège communal sur les termes de la propositions transactionnelle formulée ci-avant, Maître Muriel GILLET se chargera d'établir à cet effet, un projet de convention transactionnelle à soumettre au conseil communal;

Considérant sa décision du 17 juin 2016, sous réserve de tous les droits de la Ville ainsi que de l'accord du conseil communal et sans reconnaissance préjudiciable, de marquer son accord de principe sur la contre-proposition transactionnelle formulée par Maître Muriel GILLET, moyennant les précisions suivantes : le paiement des factures interviendra dans les trente jours qui suivent la fin du mois de l'envoi de la facture et la quantité maximale payée au prix de 51,00€/Tms est portée à 326 tonnes au lieu de 294 tonnes; d'inviter Maître Muriel GILLET à établir, comme convenu, une convention transactionnelle laquelle sera soumise à l'accord du conseil communal lors de sa séance du mois de septembre 2016;

Considérant le projet de contrat de transaction établi à cet effet;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 31 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 32 voix pour et 3 abstentions;

DECIDE:

de marquer son accord sur le projet de convention transactionnelle entre la Ville et XYLOWATT, dont les termes suivent :

"ENTRE : XYLOWATT SA, société de droit belge dont le siège social est situé à 1348 Louvain-la-Neuve, avenue Jean Monnet, 1,
représentée par M., agissant en qualité de.....,
ci-après dénommée "XYLOWATT"

ET : La VILLE DE TOURNAI, à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52,
représentée, en application de l'article L1132-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, par, en exécution d'une délibération du conseil communal du 19 septembre 2016,
ci-après dénommée "la Ville".

PREAMBULE

Par convention du 12 février 2014, la Ville a délégué à XYLOWATT la gestion de l'exploitation de la centrale, de ses équipements et du site GAZENBOIS.

La convention prévoyait la livraison par la Ville des dernières récoltes de taillis à très courte rotation durant l'hiver 2013-2014, au prix d'achat par XYLOWATT de 62,50€ par tonne de matière sèche.

Cette livraison n'a pas eu lieu.

Les parties ont conclu un accord en vue d'organiser une et une seule ultime livraison de taillis à très courte rotation.

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1

La Ville organise la livraison d'une ultime récolte de taillis de très courte rotation le 15 mars 2017 au plus tard. Cette date constitue le dernier jour au cours duquel XYLOWATT est tenue de prendre en charge cette dernière partie de récolte.

Article 2

Le produit livré est constitué de taillis de très courte rotation de saules broyés en plaquettes avec un calibre avoisinant une granulométrie moyenne de G30-G50. Le bois est propre, naturel et non traité. Il est exempt de feuilles, terre, sable, cailloux, pièces métalliques ou autres impuretés.

Article 3

La Ville organise à ses frais et sous sa responsabilité le chargement après broyage en plaquettes des taillis de très courte rotation en bord de route dans des camions à fond mouvant de 90m³ ou camions bennes.

Article 4

La Ville notifie, moyennant un préavis de deux mois adressé par mail avec confirmation de lecture, à XYLOWATT le début de la campagne de récolte. La Ville notifie par mail avec confirmation de lecture au moins sept jours calendrier à l'avance, hors période de jours fériés légaux, la(es) date(s) précise(s) de récolte des taillis et celle de livraison en plaquettes.

Article 5

La Ville organise avec ses sous-traitants une réunion de coordination de manière à assurer la récolte et le chargement des camions dans les meilleures conditions possibles. XYLOWATT avec le tiers prestataire désigné par ses soins sont invités à participer à cette réunion à tenir au plus tard un mois après la notification du début de la campagne de récolte.

Article 6

XYLOWATT procède au pesage des matières livrées et délivre un ticket de pesage pour chaque camion. Le calcul du tonnage de matière sèche se fera à partir du tonnage indiqué sur les bons de pesage et de l'humidité relative mesurée à la réception des camions.

Article 7

XYLOWATT achète un maximum de 326 tonnes de matière sèche au prix hors TVA de 51,00€ la tonne de matière sèche.

Article 8

Si la récolte génère des quantités supplémentaires, elles seront reprises par un tiers prestataire désigné par XYLOWATT au prix du marché (actuellement estimé à titre illustratif à 40,00€ la tonne de matière sèche), sans aucune intervention supplémentaire de XYLOWATT, ni en termes de contribution financière, ni en termes de prestations à accomplir.

Article 9

Le prix de reprise de matière sèche par XYLOWATT fait l'objet d'une facturation émise par la Ville. Les factures se réfèrent aux bons de pesage et humidités relatives visés à l'article 6. Elles sont payables dans un délai de trente jours prenant cours le dernier jour du mois de la réception des factures par XYLOWATT.

Le défaut de paiement dans le délai précité emportera de plein droit et sans mise en demeure la production d'un intérêt au taux des transactions commerciales.

Article 10

L'exécution du présent accord met définitivement fin à toutes obligations de prise en charge par XYLOWATT des récoltes de taillis de très courte rotation, la Ville renonçant à toute revendication à l'encontre de XYLOWATT à cet égard. Si la Ville n'a pas organisé la campagne de récolte conformément à la présente convention et dans le respect des délais spécifiés aux articles 1er, 4 et 5, XYLOWATT est définitivement libérée de tous engagements à cet égard.

Article 11

Les dispositions du contrat de délégation de gestion de l'exploitation de la centrale, de ses équipements et du site GAZENBOIS dans sa globalité, ainsi que ses différents avenants restent applicables pour les dispositions qui ne sont pas expressément modifiées par la présente convention transactionnelle.

Article 12

Le droit belge est applicable à la convention. Les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut-division Tournai, sont seuls compétents.

Fait à, le 2016.

En autant d'exemplaires que de parties, chacune reconnaissant avoir reçu le sien."

43. Option 2 de la "convention des maires". Adhésion. Plan d'action en faveur de l'énergie durable (PAED). Approbation.
--

Pour ECOLO, le conseiller communal, **Guillaume DENONNE**, se réjouit que cette option soit choisie. "Nous espérons que Tournai sera proactif au sein du groupe et visera des objectifs audacieux !" s'exclame-t-il.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures;

Vu le projet de "convention des maires" qui vise à dépasser les objectifs fixés par l'Union européenne de réduire pour 2020 d'au moins 20% les émissions de CO2 sur les territoires adhérents, grâce à la mise en œuvre d'un plan d'action en faveur de l'énergie durable dans les domaines d'activités relevant de leurs compétences;

Considérant la décision du conseil communal du 9 décembre 2013 d'adhérer à la "convention des maires";

Considérant que la Ville, par l'intermédiaire de son bourgmestre, s'est dès lors engagée à soumettre le plan d'action en faveur de l'énergie durable au cours de l'année suivant l'adhésion formelle à la "convention des maires";

Considérant que, dans le cadre de l'élaboration d'un plan d'actions en faveur de l'énergie durable (PAED) réalisé par un groupement d'autorités locales, deux options sont possibles :

- *option 1 : chaque signataire du groupe s'engage, à titre individuel, à réduire ses émissions de CO2 à hauteur d'au moins 20%, d'ici 2020;*
- *option 2 : le groupe de signataires s'engage, à titre collectif, à réduire ses émissions de CO2 à hauteur d'au moins 20%, d'ici 2020;*

Considérant que le groupe "Wallonie picarde énergie positive" a réalisé un programme d'action énergie durable (PAED) commun, par lequel les signataires, à savoir les communes de Bernissart, Brunehaut, Chièvres, Ellezelles, Enghien, Flobecq, Frasnes-lez-Anvaing, Péruwelz, Rumes, Silly et Tournai, s'engagent collectivement au travers d'actions individuelles et collectives, à (option 2 de la "convention des maires") :

"- dépasser les objectifs fixés par l'Union européenne pour 2020 en réduisant d'au moins 20% les émissions de CO2 sur le territoire couvert par le groupe;

- soumettre, dans l'année suivant la signature par le groupe de la présente convention, un plan d'action en faveur de l'énergie durable qui comprend les résultats des inventaires de référence des émissions et définit la manière d'atteindre les objectifs fixés;

- produire, au moins tous les deux ans après la proposition du plan d'action groupé, un rapport de mise en œuvre groupé à des fins d'évaluation, de suivi et de vérification;

- organiser des journées de l'énergie en collaboration avec la commission européenne et d'autres parties prenantes, afin de permettre aux citoyens de bénéficier directement des opportunités et avantages découlant d'une utilisation plus intelligente de l'énergie, et d'informer régulièrement les médias locaux sur les développements du plan d'action;

- participer et contribuer à la conférence européenne annuelle de la "convention des maires pour une Europe de l'énergie durable";

Considérant que le programme d'action énergie durable (PAED) commun doit être déposé auprès de la "convention des maires" pour le 27 septembre 2016;

Considérant que le collège communal sera chargé des modalités d'exécution de la présente décision;

Considérant que la présente délibération sera transmise à l'agence intercommunale de développement (IDETA), agence de développement territorial et coordinatrice territoriale du groupe "Wallonie picarde énergie positive";

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

- de confirmer l'adhésion à l'option 2 par laquelle "le groupe de signataires s'engage, à titre collectif, à réduire ses émissions de CO2 à hauteur d'au moins 20% d'ici à 2020";

- d'approuver le programme d'action énergie durable (PAED) du groupe "Wallonie picarde énergie positive" mis en annexe et reprenant les actions collectives et individuelles, déposé en vue de réaliser les objectifs fixés.

44. Jumelage Tournai-Cové (Bénin). Programme fédéral de coopération internationale communale 2017-2021. Protocole de collaboration avec la ville de Cové. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que Tournai a décidé de participer au programme fédéral de coopération internationale communale 2017-2021 avec la commune de Cové au Bénin;

Considérant que le 27 septembre 2012, la Ville a conclu un accord de partenariat avec la commune de Cové située en république du Bénin et que la participation à ce programme fédéral permettra d'accomplir quelques missions prévues dans le cadre de cet accord;

Considérant qu'en séance du 26 février 2016, le collège communal a manifesté son intérêt auprès de l'Union des villes et communes de Wallonie (UVCW) pour un partenariat avec une commune du Bénin, dans le cadre du programme fédéral de coopération internationale communale 2017-2021, étant entendu qu'un partenariat avec la commune de Cové serait le bienvenu en raison du jumelage existant entre les deux villes depuis le 27 septembre 2012;

Considérant que, par mail du 29 février 2016, la directrice du service Europe/International de l'UVCW, a signifié à la Ville qu'elle était reprise dans la prochaine phase de programmation du programme fédéral de coopération internationale communale;

Considérant que l'ensemble de ce programme fédéral a pour objectif principal d'"upgrader" l'organisation et la capacité fonctionnelle des administrations municipales au Bénin dans les domaines de l'état civil et du registre foncier;

Considérant que l'ensemble des coûts liés à cette collaboration avec la commune de Cové seront pris en charge dans le cadre de ce programme fédéral;

Considérant que, dans le cadre de ce programme, il est nécessaire pour Tournai et Cové de signer un protocole de collaboration avant que le dossier ne soit introduit par l'Union des villes et communes de Wallonie auprès des services fédéraux de coopération au développement;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver les termes du protocole de collaboration entre la Ville de Tournai et la commune de Cové au Bénin dans le cadre du programme fédéral de coopération internationale communale 2017-2021, piloté par le service Europe/International de l'UVCW :

"PROGRAMME FEDERAL DE COOPERATION INTERNATIONALE COMMUNALE

Protocole de collaboration

Phase 2017-2021

Protocole de collaboration entre la Ville de Tournai (Belgique)
et la commune de Cové (Bénin).

Considérant que la Ville de Tournai a acté sa volonté de jouer un rôle actif dans le domaine de la coopération au développement en sa délibération du collège communal du 26 février 2016, notamment dans le cadre du programme fédéral belge de coopération internationale communale; Considérant les liens (historiques, symboliques, d'amitié, socioculturels, etc.) qui lient la Ville de Tournai et la commune de Cové; Considérant que ces liens ne peuvent se consolider que par un partenariat responsable entre les deux villes;

ENTRE

la Ville de Tournai, ici représentée par son collège communal, au nom duquel agissent M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. Thierry LESPLINGART, Directeur général, sous la condition suspensive de la ratification du présent protocole par le conseil communal

ET

la commune de Cové, ici représentée par ses autorités municipales, au nom desquelles agit M. Ferdinand HOUESSO, maire de Cové, sous la condition suspensive de la ratification du présent protocole par le conseil municipal,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. Principes

Les partenaires s'engagent à promouvoir les principes énoncés ci-dessous et définis à l'annexe 1 du présent protocole, tant dans la conception que dans la mise en œuvre de leurs actions de coopération :

- égalité, solidarité, réciprocité, subsidiarité, bonne gouvernance
- précaution, prévention, réversibilité
- partenariat, participation, formation, transversalité, articulation entre les territoires et dans le temps
- transparence, information, évaluation, capitalisation.

Article 2. Objectifs

Les objectifs du présent protocole sont d'œuvrer conjointement au renforcement du niveau local, lequel repose sur trois piliers indissociables:

- une bonne gouvernance politique;
- une administration efficace;
- une participation des citoyens dans le processus décisionnel.

Article 3. Domaines d'action

Les partenaires s'engagent à unir leurs efforts de coopération dans l'un ou plusieurs des domaines d'action suivants, jugés prioritaires :

Objectif spécifique (OS).

D'ici 2021, les communes béninoises auront dynamisé et sécurisé leurs structures et capacités organisationnelles pour la maîtrise de leurs ressources financières et une amélioration des capacités de gestion de leur territoire et des services de base aux citoyens.

Résultat 1 – administration générale

Les communes béninoises participant au programme de PCIC développent leur registre foncier urbain (RFU) et leur état civil, mobilisent les ressources financières endogènes et exogènes, gèrent leurs ressources humaines et sécurisent leurs données, en toute cohérence avec la politique nationale en

ces matières, et sont efficaces pour ce faire, en harmonisant leurs pratiques et en mutualisant leurs actions et acquis.

Résultat 2 – registre foncier

D'ici 2021, les communes du programme de PCIC disposent d'un registre foncier sécurisé, s'inscrivant dans les orientations nationales, dont la gestion, l'actualisation des données et la maintenance sont maîtrisées par l'administration communale, et qui permet une occupation contrôlée/régulée des sols/plans fonciers, avec une optimisation des recettes fiscales.

Résultat 3 – état civil

D'ici 2021, les communes du programme de CIC disposent d'un état civil modernisé, complet et sécurisé, au service du citoyen et de ses droits, en conformité avec les orientations nationales.

Résultat 4 – ressources financières

Toutes les communes béninoises du PCIC ont une administration efficace pour la mobilisation optimale des ressources financières endogènes et exogènes, afin d'augmenter leurs capacités d'investissement et de faire face à leurs dépenses courantes.

Résultat 5 - GRH

Les communes du PCIC disposent d'une administration communale responsable, efficace et fonctionnelle, dotée d'outils modernes de gestion.

Résultat 6 - sécurisation

Les communes du PCIC ont adopté des mesures de sécurisation de leur fonctionnement pour assurer l'efficacité permanente de leurs services.

Article 4. Plans d'action

Il sera dressé régulièrement (et au minimum annuellement), en concertation entre les partenaires, un plan d'action commun en vue d'atteindre les objectifs fixés ultérieurement dans ce(s) domaine(s) d'action. Dans le cadre du programme de coopération internationale communale, ces plans d'action seront couchés dans la convention spécifique liant les deux communes partenaires.

Pour la Ville de Tournai, Pour la commune de Cové,
Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale Ferdinand HOUESSOU, maire
Thierry LESPLINGART, Directeur général.

Fait à ... (lieu), le ... (date)

ANNEXE I

Définition des principes de coopération présidant à la conception et à la mise en œuvre du présent protocole.

1. Les fondements du partenariat

Egalité, solidarité, réciprocité, subsidiarité, bonne gouvernance.

Egalité : la coopération décentralisée met en relation des partenaires égaux sur le plan des droits, devoirs et responsabilités en dépit des différences et des disparités existantes en termes politiques, économiques, sociaux, environnementaux, culturels, civils et religieux.

Solidarité : prenant en compte l'interdépendance entre les territoires et les générations, la coopération décentralisée doit permettre d'identifier ensemble les besoins des territoires partenaires et d'élaborer, par une réflexion et des moyens communs, des stratégies et projets de développement améliorant les conditions de vie du plus grand nombre.

Réciprocité : la coopération décentralisée repose sur une logique de partage et va bien au-delà de la traditionnelle aide humanitaire ou mise à disposition de fonds. La valorisation des acteurs, de leurs

savoirs et de leurs savoir-faire fonde ce principe, soutenu par la conviction que le partenariat doit être mutuellement équitable et que les particularités de chaque partenaire sont une source d'enrichissement pour l'un et pour l'autre.

Subsidiarité : les autorités locales jouent un rôle éminent pour la mise en œuvre du développement. Aussi, pour répondre de la manière la plus adaptée et la plus directe aux besoins des populations et favoriser ainsi une plus grande implication des acteurs locaux au développement de leur territoire, la coopération s'attachera, dans le respect des dispositions des états concernés, à accompagner l'émergence de pouvoirs locaux autonomes et démocratiques, mais aussi de systèmes de gouvernance locale participative.

Bonne gouvernance : dans le même sens, les partenaires s'attachent à adopter des règles, processus et comportements qui influent positivement sur l'exercice des pouvoirs, particulièrement du point de vue de l'ouverture, de la participation, de la responsabilité, de l'efficacité et de la cohérence, se conformant ainsi au principe de bonne gouvernance, dans son acception internationalement reconnue.

2. L'élaboration et la mise en œuvre de la coopération

Précaution, prévention, réversibilité.

Tout projet de coopération décentralisée nécessite l'élaboration d'un diagnostic partagé préalable, permettant d'évaluer les impacts sociaux, économiques, environnementaux et culturels, directs et indirects, à court, moyen et long terme, des actions envisagées. Ce diagnostic permet de décider, en connaissance de cause, de la mise en œuvre du projet, de son ajustement, de son rejet ou de l'élaboration d'un projet différent.

Par ailleurs, la définition d'un dispositif d'évaluation concerté, nécessaire avant toute mise en œuvre du projet, permettra de limiter, anticiper, gérer ou éviter d'éventuelles conséquences négatives. En fonction des objectifs recherchés, il est nécessaire de ménager des solutions alternatives et de s'assurer de la réversibilité des choix. Ces principes doivent être privilégiés sur la réparation.

Partenariat, participation, formation, transversalité, articulation des échelles.

Partenariat : tout projet de coopération doit mobiliser l'ensemble des partenaires concernés des collectivités locales (acteurs économiques, sociaux, associatifs, institutionnels) et les associer dès la conception et tout au long de sa mise en œuvre. Le respect du principe de partenariat doit aussi favoriser la recherche d'une concertation, d'une complémentarité, d'une mise en cohérence des initiatives menées par l'ensemble des acteurs de différents niveaux (local, régional, national, européen et international).

Participation : la spécificité de la coopération décentralisée est d'être une coopération de territoire à territoire impliquant dans la durée l'ensemble des acteurs présents. L'implication des populations permet une meilleure appropriation des enjeux de la coopération et contribue à la construction d'une citoyenneté internationale.

Tout projet de coopération doit tendre à promouvoir un partenariat et une participation actives des acteurs territoriaux, des populations locales, des usagers et des consommateurs, à l'élaboration des choix, à la mise en œuvre des programmes et à leur évaluation.

Formation : la formation de l'ensemble des acteurs des territoires concernés est indispensable pour assurer une compréhension commune des enjeux et leur permettre une participation active et éclairée à l'élaboration et à la mise en œuvre des projets. Elle doit prendre en compte les spécificités des territoires et des acteurs.

Transversalité : tout projet de coopération décentralisée se doit d'appréhender, dès sa conception, l'ensemble des enjeux environnementaux, économiques, sociaux et culturels des territoires. Il importe donc d'impliquer dans les projets l'ensemble des élus et des services des collectivités locales

concernées et de rechercher une mise en cohérence des initiatives menées par l'ensemble des autres acteurs.

Articulation entre les territoires et dans le temps : il convient de tenir compte, dans toute action de coopération, de son impact potentiel sur les autres niveaux territoriaux, ainsi que des contraintes issues de ceux-ci. De même, les incidences de ces actions à court, moyen et long terme doivent être évaluées.

3. Le suivi du partenariat

Transparence, information, évaluation, capitalisation.

Transparence : les rôles et responsabilités de chacun des partenaires doivent être clairement définis. L'ensemble des acteurs des collectivités locales partenaires doit pouvoir accéder à l'information relative à tous les éléments du partenariat et des projets.

Information : les habitants des collectivités locales partenaires doivent être informés des actions entreprises et être associés à leur réalisation. Il s'agit de mettre en place un système d'information et de communication neutre et lisible par tous. Il doit s'accompagner d'un programme d'éducation aux enjeux du développement dans le cadre de la coopération.

Evaluation : la conduite d'une évaluation permanente concertée du partenariat et de la pertinence des projets menés dans le cadre de la coopération décentralisée est indispensable. Dès la conception du projet, doivent être mis en place les outils nécessaires à la mise en œuvre de processus d'évaluation où chacun des partenaires et chaque acteur du territoire disposent d'une voix égale et d'un réel droit de regard.

Capitalisation : les partenaires du projet doivent s'attacher à ce que l'expérience tirée de leur coopération soit capitalisée, valorisée et exploitable par l'ensemble des acteurs de la coopération décentralisée. Le produit de cette capitalisation doit être diffusé au sein des collectivités locales concernées, mais également relayé à une échelle plus large par le biais des associations de collectivités locales actives en matière de coopération internationale.

Outre les principes définis ci-dessus, le développement doit se traduire concrètement par la réalisation des objectifs fixés, notamment par les déclarations, conventions et protocoles internationaux adoptés par les états."

45. ASBL "Al Maseon du Pichou". Reconnaissance comme institution caritative locale. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal Briec LAVALLEE sort de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant la demande adressée par mail du 1er juin 2016 aux autorités communales par la secrétaire de l'ASBL "Al Maseon du Pichou", visant à obtenir de la Ville la reconnaissance en tant qu'institution caritative locale, au sens de la décision taxe sur la valeur ajoutée ou TVA de l'administration fiscale n° E.T. 127.958 du 21 mai 2015;

Considérant que cette demande a pour but de permettre aux commerces de proximité et aux magasins de petite/moyenne taille de ne pas se voir appliquer de TVA lorsqu'ils lui distribuent des produits qui ne peuvent plus être introduits dans le circuit commercial habituel;

Considérant que, dans ce cadre, la décision TVA E.T. 127.958 du 21 mai 2015 de l'administration fiscale a exigé que l'institution caritative, qui distribue de tels produits aux personnes nécessiteuses :

- soit reconnue par l'administration locale concernée
- ait une raison d'être sociale
- ait conclu avec l'administration locale un contrat dans lequel un représentant de l'administration locale confirme que l'institution caritative locale concernée :
 - est connue localement en tant qu'organisation active dans la lutte contre la pauvreté et la distribution alimentaire sociale
 - a la capacité de distribuer dans de bonnes conditions des produits alimentaires encore de qualité reçus gratuitement
 - s'engage à ne pas utiliser les produits alimentaires concernés à des fins commerciales et à les distribuer réellement à titre gratuit, exclusivement aux personnes nécessiteuses au niveau local;

Considérant qu'à cette fin, le conseil communal est invité à valider un document qualifié de "contrat" au bénéfice de l'ASBL "Al Maeson du Pichou" et des commerces qui lui font don de leurs produits;
Considérant que si la directive de l'administration fiscale fait bien mention d'un "contrat", il s'agit, de l'avis du service juridique confirmé par l'Union des villes et communes de Wallonie (UVCW), d'une qualification erronée dans la mesure où le document en question ne confère ni droits ni obligations entre les parties;

Considérant, néanmoins, qu'à suivre l'avis de l'Union des villes et des communes de Wallonie, il convient de soumettre ce document à l'accord du conseil communal;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de marquer son accord sur le document de reconnaissance de l'ASBL "Al Maeson du Pichou" en tant qu'institution caritative locale :

" Entre :

- La Ville de Tournai dont les locaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, n° 52, représentée par, et,
ci-après dénommée "la Ville";

Et

- L'ASBL "Al Maeson du Pichou" dont le siège social est situé à Tournai (7500), rue Saint-Piat, n°7, ayant comme numéro d'entreprise le 0537 584 292, agissant en son nom propre et au nom de ses membres et représentée par Madame Martine MAENHOUT, présidente, ci-après désignée "l'institution";

PRÉAMBULE

Considérant que l'association est connue par la Ville comme étant une institution caritative locale et, plus précisément, comme organisation active dans la lutte contre la pauvreté et la distribution alimentaire sociale;

Considérant que la Ville confirme que l'association a la capacité de distribuer des denrées alimentaires, reçues gratuitement de la part de producteurs et de sociétés de distribution, dans de bonnes conditions et de manière qualitative.

Article 1. Objet

Dans le cadre de la décision TVA n° E.T. 127 958 de l'administration fiscale du 21 mai 2015, la Ville reconnaît l'ASBL "Al Maseon du Pichou" comme institution caritative locale.

Article 2. Engagement de l'association

L'association s'engage à ne pas utiliser les denrées alimentaires concernées à des fins commerciales et à les distribuer réellement à titre gratuit, exclusivement aux personnes nécessiteuses au niveau local.

Fait à Tournai, le en deux exemplaires.

Chaque partie déclarant avoir reçu son exemplaire original."

46. Arsenal des pompiers. Précompte immobilier. Arrêt de la cour d'appel du 12 mai 2016. Pourvoi en cassation. Autorisation d'ester en justice.

Monsieur le Conseiller communal Didier SMETTE sort de séance.

Le **président** d'assemblée invite Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, à s'exprimer sur ce point :

"Nous acceptons de soutenir un pourvoi en cassation si le jeu en vaut la chandelle. Nous vous rappelons que nous étions opposés, à l'origine, à ce montage financier pour la construction de l'arsenal des pompiers. Un montage classique avec emprunt et intervention de subsides était beaucoup moins risqué que la solution choisie. Et si, par malheur, nous étions définitivement déboutés, avez-vous chiffré la somme globale que cela représenterait pour la Ville ?"

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, intervient ensuite :

"Cela fait déjà 12 ans, je pense, de précompte.

Malheureusement, nous devons nous débrouiller avec cet héritage du passé. Ce n'est pas évident. Le montage financier de ce dossier est désavantageux pour la Ville. Mais c'est davantage le projet de délibération qui me tracasse. En fait, il y est dit qu'on autorise le collège à se renseigner auprès d'un avocat spécialisé pour savoir si l'on peut aller en justice. Ce sont deux étapes différentes selon moi . La première étape, que nous n'allons pas contester, consiste à s'informer auprès d'un spécialiste. Mais ce qui pose problème, c'est qu'on ne connaîtra pas la décision qui sera prise ensuite d'aller ou non en justice. A tout le moins, je demanderai qu'on soit tenu au courant de la suite des événements."

Le **directeur général** rappelle que l'autorisation d'ester en justice est de la compétence du conseil communal, pas du collège. Le reste est une question de procédure.

Monsieur le Conseiller communal PS, **Geoffroy HUEZ**, complète cette réponse comme suit :

"Nous sommes en matière de pourvoi en cassation, en matière civile. Les seules personnes habilitées en Belgique à introduire un pourvoi en cassation sont les avocats près la cour de cassation. S'ils rendent un avis négatif, on ne fait pas de pourvoi parce qu'il faut qu'un avocat à la cour de cassation accepte de le déposer. Ils ne vont jamais accepter d'engager leur responsabilité en le déposant. L'avocat va d'abord rédiger un avis qui, en général, coûte 2.000,00€ à 3.000,00€, en fonction de la matière. Ensuite, il va déposer le recours en cassation après avoir demandé à son client s'il est

d'accord ou pas. Il y a quand même une réserve. En général, comme le délai est de 3 mois, on précise d'emblée à l'avocat que, si son avis est positif, il est autorisé à déposer le pourvoi.
Si l'arrêt n'a pas été signifié, il peut revenir vers le collège communal."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que par convention du 6 décembre 2004, la SA Entreprises générales DHERTE a consenti à la Ville de Tournai, pour une durée de 30 ans, un bail portant sur un immeuble à usage exclusif d'arsenal de pompiers, situé avenue de Maire, 91 à Tournai, moyennant un loyer annuel initial de 310.141,66€;

Considérant que la société précitée a sollicité l'exonération du précompte immobilier pour cet immeuble auprès de l'administration fiscale et devant la chambre fiscale du tribunal de première instance de Mons;

Considérant que la réclamation introduite devant les tribunaux a été engagée au nom de la SA Entreprises générales DHERTE, étant entendu que la Ville s'était engagée, par décision du 10 mai 2012, à en supporter les frais et honoraires, d'une part, et à intervenir volontairement dans le cadre de l'action, d'autre part;

Considérant que le 3 mars 2014, la chambre fiscale du tribunal de première instance de Mons a déclaré fondée la demande de la SA Entreprises générales DHERTE, qu'elle a annulé la cotisation au précompte immobilier 2007 sous l'article 900.299 et qu'elle a condamné l'Etat belge à payer à la SA Entreprises générales DHERTE les frais et dépens de l'instance liquidés à 1.210,00€;

Considérant que l'Etat belge a interjeté appel contre cette décision par requête du 24 juillet 2014;

Considérant que par arrêt du 12 mai 2016, la cour d'appel de Mons a mis à néant la décision de première instance et a déclaré non fondée la demande de la SA Entreprises générales DHERTE tendant à l'annulation de la cotisation au précompte immobilier enrôlée à sa charge pour l'exercice d'imposition 2007 sous l'article 900.299 et qu'elle a condamné la SA Entreprises générales DHERTE à payer à l'état belge la somme de 1.210,00€ à titre d'indemnités de procédure;

Considérant que, sur base de cette décision, la Ville de Tournai est condamnée à devoir supporter le paiement annuel de ce précompte immobilier, eu égard aux termes de la convention de bail passée le 6 décembre 2004 entre la Ville et la SA Entreprises générales DHERTE (à titre d'exemple: 24.188,57€ pour l'exercice 2015);

Considérant que l'avocat de la Ville de Tournai a suggéré de prendre un avis préalable auprès d'un avocat spécialisé en matière fiscale et habitué des pourvois en cassation quant à la possibilité d'introduire un pourvoi en cassation contre l'Etat belge.

Considérant que le 8 juillet 2016, le collège communal a décidé de marquer son accord de principe sur le fait :

- de prendre un avis préalable auprès d'un avocat spécialisé en la matière quant aux possibilités d'introduction d'un pourvoi devant la cour de cassation;
- d'intenter un pourvoi en cassation si l'avis de l'avocat spécialisé est favorable;

Considérant que le conseil communal est invité à autoriser le collège communal à introduire un pourvoi devant la cour de cassation contre l'Etat belge, dans l'hypothèse où cet avocat spécialisé rend un avis favorable sur l'introduction de ce pourvoi en cassation;

Vu l'article L1242-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 18 juillet 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'autoriser le collège communal à introduire un pourvoi en cassation contre l'Etat belge dans le cadre du présent litige.

47. Froyennes. Versement dans le domaine public communal de la rue de Fléquières. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'en date du 14 décembre 2015, il a marqué son accord sur les termes de l'acte déclaratif constatant que la Ville était devenue propriétaire de l'assiette de la rue de Fléquières à Froyennes par prescription;

Considérant que la signature de l'acte a eu lieu le 25 mai 2016;

Considérant qu'afin de régulariser la situation, il est nécessaire de verser cette voirie privée dans le domaine public communal;

Considérant que, conformément à l'article 29 du décret du 6 février 2016 relatif à la voirie communale :

- la création d'une voirie par l'usage du public doit faire l'objet d'un acte la constatant, adopté par le conseil communal
- l'acte de constat doit sans délai être:
 - intégralement affiché durant quinze jours
 - notifié aux propriétaires riverains
 - transmis spontanément au gouvernement wallon ou à son délégué;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'incorporer à la voirie communale la rue de Fléquières à Froyennes, qui a été créée par l'usage public et dont l'assiette appartient par prescription à la Ville.

48. Kain. Lotissement "Clos du Château". Acte de cession de la voirie à la Ville. Approbation.

Messieurs les Conseillers communaux Briec LAVALLEE et Didier SMETTE rentrent en séance.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient d'emblée comme suit :

"Me promenant dans ce quartier, quelques éléments incongrus sautent directement aux yeux. Ce lotissement se trouve au bout d'une longue voirie avec, en avant, un terrain enherbé inoccupé. Cela fait sans doute partie de l'histoire un peu compliquée de ce lotissement : pas d'autorisation de construire sur une partie, faillite de promoteurs. Mais c'est quand même un paysage peu commun qui s'offre aux promeneurs. J'ai une question précise : la Ville compte-t-elle donner enfin un usage à la voirie dénommée rue Albert Thiébaud, une voirie macadamisée qui n'aboutit nulle part ou sans doute dans une propriété privée ? En créant une légère déviation près de la propriété privée, on pourrait très bien permettre aux usagers de modes doux de rejoindre la voirie existante le long des maisons et avoir ainsi un cheminement sécurisé en dehors de la voirie principale qu'est l'avenue Montgomery."

Monsieur l'Echevin MR, **Armand BOITE**, lui répond comme suit :

"Je connais le dossier, mais pas la problématique de la rue Albert Thiébaud. Je me rendrai sur place."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant sa décision du 1er février 1993 marquant son accord sur :

- le projet de convention Ville/lotisseur relatif aux travaux de voirie à réaliser dans le lotissement

"Clos du Château" rue du Maréchal Montgomery à Kain

- La reprise de la voirie, à titre gratuit, par la Ville et ce, après réception définitive;

Considérant que cette convention a été signée le 11 janvier 1993 par la ville de Tournai et la SA VANA de Mouscron;

Considérant que le permis de lotir n° 171 L a été accordé le 29 octobre 1993;

Considérant qu'entre-temps, la SA VANA a été mise en liquidation et que ses actifs ont été transmis à son repreneur;

Considérant que la réception définitive a été accordée en date du 29 novembre 2012;

Considérant que la cession de cette desserte est réalisée à titre gratuit, pour cause d'utilité publique, par le propriétaire lotisseur suivant le plan dressé le 16 mai 2011 par un géomètre-expert;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 16 juin 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

1. D'incorporer à la voirie communale la voirie et les équipements desservant le lotissement "Clos du Château" sis à Kain et dénommée rue du Clos du Château Pellé.

2. De marquer son accord sur les termes de l'acte de cession de cette voirie et de ses équipements, à savoir:

"L'AN DEUX MILLE SEIZE, LE

Par-devant Nous Maître Christophe WERBROUCK, notaire associé, notaire gérant de la société civile ayant adopté la forme d'une société privée à responsabilité limitée «Notaires associés Christophe WERBROUCK - Sylvie DELCOUR Geassocieerde notarissen», ayant son siège social établi à Dottignies, boulevard des Alliés, 16/6.

ONT COMPARU :

Monsieur **VAUDEVILLE Louis Claude Marie**, né à La Roche-Sur-Yon (France) le dix-neuf septembre mil neuf cent cinquante-deux, (numéro registre national bc55 524919-055-34) divorcé de Madame Dominique DUPOUX, non remarié, domicilié à Paris 5ème Arrondissement (France), 262 rue Saint-Jacques,

Lequel déclare par la présente ne pas avoir effectué de déclaration de cohabitation légale par devant l'officier de l'état civil,

Lequel ici présent, ci-après dénommé «le cédant» ou «les cédants», a déclaré avoir **cédé pour cause d'utilité publique**, sous les garanties de droit, et pour quitte et libre de toutes dettes et hypothèques, avec garantie de tous troubles et évictions, et aux conditions suivantes :

A ET AU PROFIT DE

LA VILLE DE TOURNAI ayant son siège à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52 (registre des personnes morales Tournai, numéro d'entreprise 0207.354.920),

Ici représentée par :

- Monsieur **DELANNOIS Paul-Olivier**, Echevin délégué à la fonction maïorale, né à Tournai le premier juillet mil neuf cent soixante-six, domicilié à Tournai, chaussée de Bruxelles 125/11.
- Monsieur **LESPLINGART Thierry**, Directeur général, né à Beloeil le vingt juin mil neuf cent cinquante-neuf, domicilié à Tournai, rue du Nord 42.

Comparants dont l'identité a été établie au vu de leurs cartes d'identité portant les numéros suivants :

Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS : 591-8107366-14

Monsieur Thierry LESPLINGART : 591-8579819-77

Numéros d'identification au registre national des personnes physiques :

Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS : 660701 415-20

Monsieur Thierry LESPLINGART : 590620 157-39

Agissant conformément à une délibération du conseil communal en date du dix-neuf septembre deux mille seize, délibération dont copie conforme restera annexée.

Laquelle ici valablement représentée et qui accepte, ci-après dénommée "le cessionnaire" ou "les cessionnaires" les immeubles ci-après décrits et sous les conditions suivantes:

DESCRIPTION DES BIENS

VILLE DE TOURNAI - Quatrième division – KAIN

Dans une parcelle de terrain sise «Clos du Château» cadastrée selon titre section A numéro 493L, et selon extrait cadastral récent section A numéro 0493LP0000 pour une contenance d'un hectare soixante ares vingt-cinq centiares (1ha60a25ca) :

- une parcelle de terrain à bâtir consistant en **l'assiette de voirie** du lotissement dénommé «CLOS DU CHÂTEAU», dont question ci-après, pour une contenance selon mesurage de trente-cinq ares quinze centiares (35a15ca).

Ce terrain servant d'assise aux voiries qui ont été réalisées par le cessionnaire conformément au plan de géomètre ci-annexé.

Plan - Mesurage

Telle que cette parcelle figure en couleur grise au plan de division, d'alignement et de rétrocession dressé par le géomètre-expert Christian George, à Mouscron le 16 mai 2011, dont un exemplaire restera ci-annexé après avoir été signé «ne varietur» par les comparants et le notaire.

Ce plan est repris dans la base de données des plans de délimitation de l'administration générale de la documentation du patrimoine sous la référence numéro 57042-10163 et n'a plus été modifié depuis.

Ce plan sera annexé aux présentes, mais pas présenté à la formalité de l'enregistrement ni à celle de transcription au bureau des hypothèques. Les parties demandent l'application de l'article 26, 3ème alinéa, 2° du Code des droits d'enregistrement et de l'article 1, 4ème alinéa de la loi hypothécaire.

ORIGINE DE PROPRIETE

Le terrain prédécrit dépendait, alors sous plus grande contenance, de la communauté ayant existé entre Monsieur VAUDEVILLE Louis Claude Marie et Madame DUPOUX Dominique Geneviève Marie Françoise pour l'avoir acquis sous plus grande contenance envers la société anonyme «VANA» en liquidation suivant acte reçu par le notaire Christophe WERBROUCK à Dottignies en date du seize décembre deux mille trois, transcrit au bureau des hypothèques de Tournai sous la référence 42-T-18/12/2003-18027.

Aux termes d'un acte de liquidation et partage de communauté préalables au divorce par consentement mutuel entre les époux Louis VAUDEVILLE - Dominique DUPOUX, reçu suivant acte du notaire Vincent LEGENDRE à Paris (France) le quatre mai deux mille onze repris dans un acte reçu par le notaire Vincent LEGENDRE à Paris (France) le vingt-cinq novembre deux mille onze, le bien a été attribué à Monsieur VAUDEVILLE Louis, sous condition suspensive d'aboutissement de procédure. Le divorce a été prononcé par jugement rendu par Madame la Juge aux affaires familiales du tribunal de grande instance de Paris (France) le huit juillet deux mil onze, transcrit dans les registres de la Mairie de Camarsac le vingt-neuf juillet deux mille onze.

Par acte du notaire Christophe WERBROUCK à Dottignies du premier décembre deux mille onze, transcrit au bureau des hypothèques de Tournai le vingt-neuf décembre suivant sous la formalité numéro 42-T-29/12/2011-19869, il a été constaté que l'attribution du bien à Monsieur VAUDEVILLE Louis est devenue définitive.

Ce bien appartenait originellement à la société anonyme « VANA » en liquidation pour l'avoir acquis sous plus grande contenance en ce qui concerne le bien anciennement cadastré section A numéro 485/B, de la société anonyme « ADVAN » à Schaerbeek en date du dix-huit décembre mil neuf cent quatre-vingt-neuf, suivant un acte reçu par le notaire Dirk WERBROUCK à Dottignies, transcrit au bureau des hypothèques de Tournai le cinq février mil neuf cent nonante, volume 12.894 numéro 9. La société anonyme «ADVAN» était propriétaire de ces biens, à savoir les biens anciennement cadastrés section A numéros 485/B, 485/C et 486/B pour les avoir acquis du centre public d'aide sociale de Tournai, qui en était propriétaire depuis plus de trente ans, aux termes d'un acte reçu par Maître Genin, notaire à Tournai le dix-neuf décembre mil neuf cent septante neuf, transcrit au bureau des hypothèques de Tournai le dix-sept janvier mil neuf cent quatre-vingt, volume 10936 numéro 20. La société anonyme «ADVAN» était propriétaire du bien anciennement cadastré section A numéro 493/B pour l'avoir acquis de Madame Paule COPPIN, épouse de Monsieur Odon NOUL à Meslin-l'Evêque, aux termes d'un acte reçu par le notaire Jacques SEYNAEVE à Tournai le neuf octobre mil neuf cent quatre-vingt, transcrit au bureau des hypothèques de Tournai le trente et un octobre mil neuf cent quatre-vingt, volume 11102 numéro 7.

Ce bien appartenait à Madame Paule COPPIN pour l'avoir recueilli sous plus grande contenance dans la succession de son oncle, Monsieur Omer COPPIN, décédé le vingt-trois mars mil neuf cent soixante-deux, sans héritiers réservataires, en vertu de son testament olographe du dix-huit février mil neuf cent soixante et un, déposé au rang des minutes de maître Alfred GENIN, notaire à Tournai en date du huit mai mil neuf cent soixante-deux.

Monsieur Omer COPPIN en était propriétaire pour l'avoir acquis aux termes d'un acte reçu par maître GERARD, notaire à Tournai en date du treize mai mil neuf cent trente-sept, transcrit.

Le cessionnaire devra se contenter de l'origine de propriété qui précède et ne pourra exiger d'autre titre qu'une expédition des présentes, à délivrer à ses frais.

Lotissement

- La société anonyme «VANA» a obtenu en date du vingt-neuf octobre mil neuf cent nonante-trois (29/10/1993), par le collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Tournai, le permis de lotir, prévu par l'arrêté de l'exécutif régional Wallon, portant la référence 1057.042/171 L, portant sur le terrain ci-avant décrit.

Aux termes d'un acte reçu par le notaire Christophe WERBROUCK à Dottignies en date du neuf novembre mil neuf cent nonante-quatre, transcrit au bureau des hypothèques à Tournai, le vingt-cinq novembre suivant, volume 14.082, numéro 30, le terrain ci-avant décrit a fait l'objet d'un lotissement.

- La société anonyme «VANA», susmentionnée, a obtenu en date du vingt février mil neuf cent nonante-huit par le collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Tournai, une modification du permis de lotir susmentionné, laquelle modification portant la référence urbanistique numéro F.0313/57.081/LOT/97.35 M.; cette modification portant le nombre de lots à 32 dans sa totalité (la phase 1 de quatre lots reste inchangée, la phase 2 de 13 lots est portée à 28 lots).

Aux termes d'un acte reçu par le notaire Christophe WERBROUCK à Dottignies en date du trente avril mil neuf cent nonante-huit, transcrit au bureau des hypothèques à Tournai, le dix juin suivant, volume 15.049, numéro 7, la modification de la division du lotissement a été actée.

- Aux termes d'un acte reçu par le notaire Alain HENRY à Estaimbourg en date du quatorze décembre deux mille, transcrit au bureau des hypothèques à Tournai, le vingt-deux décembre suivant, volume 15.802, numéro 32, une modification de la division du lotissement a été rédigée. Ce dernier acte contient toutes les servitudes grevant certains lots du lotissement.

Le cessionnaire déclare avoir reçu une copie de cet acte de base ainsi que de ses modifications et avoir pris connaissance des conditions normales, spéciales et conventionnelles imposées par les permis de lotir et par le lotisseur, notamment celles concernant les conventions signées avec la société Electrabel à Tournai, relatives à l'approvisionnement des lots en gaz. Il déclare vouloir respecter les droits et obligations y repris.

DESTINATION DE LA PROPRIETE

La propriété cédée (voirie de desserte du lotissement «Clos du Château» situé à Tournai ex Kain) est destinée à être incorporée dans le domaine public de la voirie communale, conformément à la décision du conseil communal du dix-neuf septembre deux mille seize.

CONDITIONS

1. La cession est consentie et acceptée gratuitement pour cause d'utilité publique.

2. Le cessionnaire aura la propriété du bien cédé à partir de ce jour.

Il en aura la jouissance par la prise en possession réelle également à compter de ce jour, le cédant déclarant que le bien est actuellement libre d'occupation. Le cédant déclare renoncer à toute action en revendication ou en rétrocession du bien cédé.

La cession est garantie contre tous troubles et évictions.

3. La Ville de Tournai ne supportera pas les conséquences financières d'un éventuel procès intenté contre le cédant soussigné de première part et trouvant son origine dans les travaux de réalisation de la voirie et de ses équipements.

4. Le cessionnaire déclare parfaitement connaître le bien cédé et en avoir personnellement relevé les limites, s'il échet.

Le bien est cédé dans l'état où il se trouve ce jour, sans garantie de la nature du sol et du sous-sol et sans garantie d'absence de vices apparents; le cédant déclare ne pas avoir connaissance de vices cachés concernant le bien présentement cédé.

Le bien est encore cédé avec toutes ses servitudes actives et passives, apparentes et occultes, continues et discontinues dont il pourrait être avantagé ou grevé.

A cet effet, le cédant déclare qu'il n'a personnellement conféré aucune servitude sur le bien cédé et qu'à sa connaissance, il n'en existe pas, à l'exception de ce qui est repris dans les titres antérieurs et de ce qui est repris dans les actes de lotissement dont question ci-dessus.

Les cessionnaires déclarent s'être enquis des servitudes et prescriptions imposées par les services urbanistiques et autorités administratives (surtout s'il a l'intention de modifier la destination du bien cédé) ainsi que des mesures d'expropriation qui pourraient frapper le bien cédé, en manière telle que le cédant ne pourra être inquiété ni recherché à ce sujet ; le cédant certifie qu'il n'a pas reçu de notification relative à une expropriation, un classement ou un plan d'alignement.

5. Le cessionnaire supportera tous impôts et taxes généralement quelconques mis ou à mettre sur le bien cédé, prorata temporis à partir du jour de son entrée en jouissance.

Le cédant déclare ne pas être redevable de taxes communales de recouvrement pour l'ouverture et l'élargissement des rues et pour l'exécution des travaux de voirie. S'il en existait cependant ou si elles ne sont pas encore enrôlées, le cédant les prendrait à sa charge, du moins en ce qui concerne les travaux d'infrastructures réalisés jusqu'à ce jour.

6. Le bien est cédé sans garantie de contenance pour le cessionnaire. Toute différence entre la contenance susindiquée et celle que pourrait révéler tout mesurage ultérieur, excédât-elle même un vingtième en plus ou en moins, fera profit ou perte pour le cessionnaire, sans bonification éventuelle ni indemnité.

Les indications cadastrales ne sont données qu'à titre informatif. Aucune imprécision ou erreur ne pourra donner lieu à un recours.

7. Le bien est cédé avec les limitations du droit de propriété qui peuvent résulter des dispositions légales en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire, des arrêtés pris par les pouvoirs publics compétents en application de ces dispositions, ainsi que des règlements sur la bâtisse, s'il en existe.

Le cédant déclare que l'ensemble des actes, travaux et constructions réalisés ou maintenus à son initiative sur le bien cédé sont conformes aux normes applicables en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire et déclare avoir obtenu toutes les autorisations nécessaires pour les constructions et travaux qu'il aurait effectués et soumis par la loi à autorisation et n'avoir connaissance d'aucune infraction en matière d'urbanisme, environnement ou toute autre réglementation.

Le cédant garantit l'affectation des constructions qui sont érigées sur le bien avec la législation et la réglementation en vigueur et notamment avec la législation sur l'aménagement du territoire.

Le cessionnaire reconnaît avoir été informé qu'en vertu de ce code tout changement d'affectation et tout particulièrement en bureau de tout ou partie du bien nécessite un permis d'urbanisme.

L'article 137 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie permet de faire certifier sur place, par les soins du collège des bourgmestre et échevins, l'implantation de toute construction nouvelle (en ce compris l'extension de l'emprise au sol de constructions existantes), avant le début des travaux.

Suivant l'article 136 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie, l'existence d'un périmètre de surimpression ou, éventuellement, la proximité avec l'un de ceux-ci, dont l'accès est limité (commune ou Moniteur belge), peut conditionner lourdement, voire hypothéquer, non seulement la délivrance de nouveau permis d'urbanisme, mais également, exceptionnellement corrompre les effets attachés à ceux-ci; de la même manière, la seule proximité d'un établissement «Seveso» peut, en vertu du décret «Seveso» s'accompagner d'effets identiques.

Le bien n'a fait l'objet d'aucun permis d'urbanisme ou de lotir, ni d'un certificat d'urbanisme datant de moins de deux ans laissant prévoir la possibilité d'effectuer ou de maintenir sur ce bien aucun des actes et travaux visés à l'article 84 § 1er et le cas échéant 84 § 2, alinéa 1er du code wallon de l'aménagement du territoire, du patrimoine et de l'énergie (CWATUPE).

En outre, il est rappelé :

- 1/ qu'aucun des actes et travaux visés à l'article 84 § 1er et le cas échéant 84 § 2 alinéa 1er du CWATUPE ne peut être accompli sur le bien tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu,
- 2/ qu'il existe des règles relatives à la péremption des permis d'urbanisme et
- 3/ que l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir le permis d'urbanisme.

Suite à une lettre adressée à la Ville de Tournai par le notaire soussigné, la Ville de Tournai a, dans sa réponse adressée au notaire soussigné, en date du 21 janvier 2016, répondu ce qui suit, dont le contenu est ici repris littéralement :

"En réponse à votre demande d'informations relative au bien repris sous objet, nous avons l'honneur de vous adresser ci-après les informations visées à l'article 85, § 1er, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine tel que modifié par le Décret du 17 juillet 2008.

Le bien en cause :

- *est situé dans le schéma de développement de l'espace régional ;*
- *est affecté au plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz approuvé par arrêté royal du 24 juillet 1981 et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité, en «zone d'habitat» laquelle est régie par l'article 26 du nouveau Code wallon;*
- *n'est pas situé dans un projet de révision du susdit plan de secteur approuvé par arrêté;*
- *n'est pas situé dans le périmètre d'un plan communal d'aménagement approuvé;*
- *est situé dans le projet de schéma de structure communal adopté provisoirement par le conseil communal du 28 avril 2008 avec sur la carte de structure spatiale une affectation de "zone résidentielle de la deuxième couronne";*
- *n'est pas situé sur le territoire ou partie de territoire communal où un règlement régional est applicable;*
- *est situé sur le territoire communal où un avant-projet de règlement communal d'urbanisme au sens de l'article 78 est à l'étude tout étant qu'à ce jour les dispositions du règlement général de police sur les bâtisses du 15 mai 1946 sont maintenues (cfr article 244 du règlement général de police du 1er juillet 2002);*

- n'est pas situé dans un projet de rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 dudit Code wallon;
- n'est pas situé dans un site à réaménager au sens de l'article 169 du Code (site d'activité économique désaffecté);
- n'est pas situé dans un périmètre de revitalisation urbaine au sens de l'article 172 dudit Code;
- n'est pas situé dans un périmètre de rénovation urbaine au sens de l'article 173 dudit Code;
- n'est pas situé dans le périmètre tel que visé par l'article 136 bis (à savoir par arrêté du gouvernement wallon) traitant des périmètres des zones vulnérables établies autour des établissements présentant un risque majeur au sens du décret sur l'environnement;
- n'est pas à notre connaissance soumis au droit de préemption à savoir que le gouvernement n'a pas arrêté un périmètre d'application de ce droit pour le susdit bien comme dit à l'article 176 § 3 dudit Code;
- n'est pas repris dans les limites d'un plan d'expropriation approuvé par arrêté;
- n'a pas fait l'objet de classement comme monument, comme site ou ensemble architectural;
- n'a pas fait l'objet d'une inscription sur une liste de sauvegarde visée à l'article 193 dudit Code;
- n'est pas inclus dans une zone de protection par arrêté (zone de protection autour d'un monument ou site classé) au sens de l'article 209 dudit Code wallon;
- est situé aux termes du PASH approuvé par arrêté du gouvernement wallon du 10 novembre 2005, en zone d'assainissement collectif, égout existant;
- est situé dans le périmètre du lotissement n° 171 L délivré par le collège échevinal du 29 octobre 1993 à la société VANA (permis délivré sur avis conforme de l'Urbanisme de Mons du 1er juillet 1993 (réf.10.57042/171L)) et modifié par le collège échevinal du 20 février 1998 (réf.F0313/57081/Lot/97.35), cette modification porte le nombre de lots à 32 dans sa totalité (la phase 1 de 4 lots n'est pas modifiée, la phase 2 de 13 lots est portée à 28 lots). Le bien est constitué par les lots 1, 2, 3, 4 initialement autorisés ainsi que par le lot 16 de la modification du lotissement initial mais aussi d'espace voirie pour le bien cadastré n° 493/L comme annexé à votre courrier. Celui-ci a été repris par la Ville et constitue dès lors «le domaine public». Dans la chambre de visite à l'about de la voirie à front des lots 1 à 4, une servitude d'écoulement a été établie (sur le lot 4) au profit des lots propriétés de Mme Roxane Lefebvre (en lieu et place d'un fossé).

Le bien a fait l'objet d'une demande de modification de permis de lotir refusée par le collège communal du 12 avril 2013 pour le motif d'une trop grande densification et de problèmes de mobilité. La modification prévoyait la modification des 4 lots de la phase 1 du lotissement et du lot 16 de la phase 2, portant ainsi l'ensemble à 36 lots (1 lot en espace vert, 4 lots en zone de stationnement, 4 lots en garage, 1 voirie et 26 lots à bâtir). Le lotissement de 1998 étant déjà une modification du lotissement initial de 1993 comme dit plus haut.

Ce refus du collège communal n'ayant pas fait l'objet au niveau communal de la procédure voirie (article 129 du CWATUP), le demandeur de la modification de permis de lotir (Monsieur Christian GEORGE agissant au nom de M. VAUDEVILLE, propriétaire du bien) est allé en recours auprès du gouvernement wallon tant pour le volet création de voirie communale que pour le volet lotissement. Le demandeur a obtenu, sur recours, en date du 17 janvier 2014 (M. le Ministre Carlo DI ANTONIO) la modification de voirie relative à la modification de permis de lotir refusée par le collège communal du 12 avril 2013. Cependant, le Ministre HENRY a, en date du 18 avril 2014 refusé la partie urbanisme de cette susdite modification de permis de lotir.

Il y a, dès lors, lieu de s'interroger sur la valeur actuelle (péremption ?) de l'autorisation de modification de voirie accordée par le Ministre Carlo DI ANTONIO.

Il est à noter que si des modifications de densité (modérées !) pourraient être possibles sur le périmètre des lots initiaux 1 à 4 (modification de permis de lotir via permis d'urbanisation), il n'en est

pas de même pour la partie concernée par le lot 16 de la deuxième phase qui, quant à lui, doit rester à l'usage EXCLUSIF D'UN LOT UNIQUE (car situé en about d'un cul-de-sac difficilement accessible).»

D'autre part, il y a lieu de savoir que la voisine, Madame Roxanne LEFEBVRE, a intenté une procédure en justice : l'objet de la citation en justice portant sur le fossé qu'elle considérait comme faisant partie de sa propriété au motif qu'il servait d'exutoire à ses eaux usées : dans le jugement ci-annexé, il sera constaté que le juge des référés a débouté l'intéressée, laquelle n'étant pas en mesure de prouver l'existence d'un quelconque droit de propriété sur le fonds du fossé litigieux;

· Ce lotissement :

- a fait l'objet pour partie d'un permis d'urbanisme (PU00/04/391) délivré par le collège échevinal du 1er juin 2000 à la SPRL SHRIJVERS BOUWTEAM, Kruiswege, 41 à Ruiselede autorisant à construire un ensemble de 27 habitations (sur les lots 5 à 32 à l'exception du lot 16). Ce permis n'a pas été mis en œuvre et est périmé ;

- a fait l'objet d'un permis d'urbanisme (PU 03/4/445) délivré à la Société MIDIMOB, par le collège échevinal du 14 mai 2004 pour la construction de 26 logements (lots 5 à 32), à l'exception du lot 16 et du lot 32;

- a fait l'objet d'une modification de permis de lotir (modification de la première phase) concernant les lots 1 à 4 et 16, portant ainsi le parcellaire total des 2 phases à 61 lots

En ce qui concerne l'accès du bien à une voirie suffisamment équipée en eau, électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante : ces renseignements ne seront fournis qu'après consultation des impétrants et des services «voirie» sur base d'un dossier de certificat d'urbanisme n° 2.

Tout renseignement quant à la localisation dans un site repris à l'Atlas des sites archéologiques ne peut vous être communiqué, cet atlas n'étant pas établi à ce jour.

En ce qui concerne (article 85 §1er - 3ème), les données inscrites pour ce bien dans la banque de données de l'état des sols visée à l'article 14 du décret relatif à l'assainissement des sols pollués, nous ne sommes pas en possession de celles-ci.

Pour ce qui concerne l'information quant à l'existence d'un certificat de performance énergétique relatif au bien prédécrit, nous ne sommes pas en mesure de vous répondre. En effet, aucune banque de données n'est à ce jour accessible aux communes quant à la certification en matière de performance énergétique des bâtiments existants. Nous vous invitons, dès lors, à interroger les propriétaires du bien concerné auxquels il appartient de faire certifier leur bâtiment et à communiquer ce certificat à l'acquéreur. Veuillez vous en référer également aux exonérations reprises dans l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 27 mai 2010, entré en vigueur le 31 mai 2010, modifiant l'Arrêté du 31 décembre 2009 pour la certification des bâtiments résidentiels existants.

Outre les renseignements ci-dessus tels que préconisés par l'article 85 dudit Code, nous vous signalons également à titre d'information que ce bien :

· est soumis aux dispositions d'alignement du susdit lotissement;

· est repris dans une zone de contrainte karstique considérée comme modérée sur la carte géologique établie en janvier 2004 par la faculté polytechnique de Mons (FPMs) à la demande de la Région wallonne;

· n'est pas répertorié dans le patrimoine monumental (Tome 6) édité par le ministère de la culture française (1976);

· n'est pas inventorié à l'Atlas du patrimoine architectural des centres anciens édité par le ministère de la Région wallonne;

· n'a pas fait l'objet d'un arrêté le déclarant inhabitable."

Nonobstant l'entrée en vigueur formelle du décret du dix sept juillet deux mille huit visant à modifier l'article 150 bis du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie, en introduisant un délai de rigueur pour le certificat d'urbanisme n° 1, publié aux annexes au Moniteur belge du onze août deux mille huit, le notaire soussigné constate que :

- A ce jour, en dehors des informations directement accessibles aux citoyens sur le site de la direction générale de l'aménagement du territoire, du logement et du patrimoine (DGATLP), il ne dispose d'aucun accès direct à la banque de données informatisée de la Région wallonne relative au statut administratif des immeubles (ou P.L.I.).
- La demande de certificat d'urbanisme n° 1 adressée à la Ville de Tournai a été suivie des renseignements urbanistiques susmentionnés.

Le cédant déclare en outre que le bien faisant l'objet de la présente vente n'est, à sa connaissance :

- ni classé, ni visé par une procédure de classement ouverte depuis moins d'une année;
- ni inscrit sur la liste de sauvegarde;
- ni repris à l'inventaire du patrimoine;
- et qu'il n'est pas situé dans une zone de protection ou dans un site archéologique, tels qu'ils sont définis dans le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie;
- qu'il n'y a pas de mitoyenneté restant due;
- qu'en dehors de ce qui résulte des présentes, le bien cédé n'est grevé d'aucun droit de préemption ou de préférence, d'aucune option d'achat, ni d'aucune faculté de réméré;
- qu'il n'a pas effectué dans les deux ans précédant la présente vente de travaux au bien cédé susceptibles d'engendrer la visite de l'administration du cadastre à l'effet de réviser le revenu cadastral.

Le cédant déclare n'avoir pas connaissance de ce que le bien cédé :

- soit soumis au droit de préemption visé aux articles 175 et suivants du CWATUPE;
- ait fait ou fasse l'objet d'un arrêté d'expropriation;
- soit concerné par la législation sur les mines, minières et carrières, ni par la législation sur les sites wallons d'activité économique désaffectés;
- soit repris dans le périmètre d'un remembrement légal;
- soit repris dans ou à proximité d'un des périmètres «Seveso» adoptés en application de l'article 136bis du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie et, plus généralement, soit repris dans l'un des périmètres prévus à l'article 136 dudit Code susceptibles de conditionner lourdement, voire d'hypothéquer, toute délivrance d'autorisation administrative (permis d'urbanisme, permis de lotir,...);
- soit situé à proximité ou autour d'un établissement présentant un risque d'accident majeur ou en zone marquée d'une surimpression 'R.M.'.

Servitude d'utilité publique liée à la présence d'une canalisation de gaz naturel de FLUXYS

En date du dix huit novembre deux mille huit, la société FLUXYS a adressé aux notaires un courrier imposant aux notaires chargés de transactions immobilières de vérifier si des canalisations de Fluxys passent à proximité du bien cédé.

En date du vingt-trois octobre deux mille quinze, le notaire soussigné a consulté le site du point de contact fédéral informations, câbles et conduites (CICC). En réponse à la demande d'informations concernant le bien, objet des présentes, le CICC a répondu : «*propriétaires d'installations concernées par l'annonce : ORES, PROXIMUS et SWDE*».

Les parties reconnaissent que leur attention a été attirée sur le fait que:

1. la présence de terres polluées dans le sol, quelle que soit l'origine ou la date de la pollution, peut être constitutive de déchets. A ce titre, le détenteur de déchets, soit en résumé celui qui les possède

ou en assure la maîtrise effective (exploitant, le cas échéant, propriétaire,...), est tenu d'un ensemble d'obligations, allant notamment d'une obligation de gestion (collecte, transport, valorisation ou élimination ...) à une obligation d'assainissement, voire de réhabilitation,

2. parallèlement, en vertu de l'article 18 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, tout propriétaire peut être identifié comme titulaire de l'obligation d'assainissement ou encore, n'être tenu d'adopter que des mesures de sécurité et, le cas échéant, de suivi, selon qu'il s'agit d'une pollution nouvelle ou historique (antérieure ou postérieure au 30 avril 2007) et, dans ce dernier cas, qu'elle constitue ou non une menace grave, sauf cause de dispense,

3. pour autant, en l'état du droit,

- en vertu de l'article 85 du CWATUP, amendé par le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, le cédant est tenu de mentionner au cessionnaire les données relatives au bien inscrites dans la banque de données de l'état des sols au sens de l'article 10 du décret. A ce jour, cette banque de donnée est en voie de constitution, de sorte que le cédant est dans l'impossibilité de produire un extrait de celle-ci;

- il n'existe pas de norme (décret, arrêté,...) qui prescrive à charge du cédant des obligations d'investigation, d'assainissement ou de sécurité, en cas de mutation de sol;

- de même, est discutée la question de savoir si l'exigence classique de «bonne foi» oblige le cédant non professionnel à mener d'initiative de telles démarches d'investigation sur son propre sol, avant toute mutation;

Dans ce contexte, le cédant déclare qu'à sa connaissance, - après des années de jouissance paisible (sans trouble) et utile (sans vice), - sans pour autant que le cessionnaire exige de lui des investigations complémentaires dans le terrain (analyse de sol par un bureau agréé, ...) - rien ne s'oppose, selon lui, à ce que le bien cédé soit destiné, au regard de cette seule question d'état de sol, **à l'accueil d'une voirie publique** et qu'en conséquence, il n'a exercé ou laissé s'exercer sur le bien cédé ni acte, ni activité qui soit de nature à générer une pollution antérieure aux présentes qui soit incompatible avec la destination future du bien. Sous cette réserve, le cessionnaire le libère de toute obligation dans les rapports entre parties, sans préjudice aux droits des tiers et, notamment, des autorités publiques. Le cessionnaire est avisé de ce qu'avec pareille exonération, il se prive de tout recours à l'encontre du cédant si, en final, il était désigné par les autorités comme l'auteur d'une éventuelle pollution ou encore, celui qui doit assumer à un autre titre la charge de l'assainissement ou d'autres mesures de gestion. Pour autant, en pareil cas, les parties conviennent que le cédant mis en cause par les autorités publiques ne pourrait se retourner contre le cessionnaire ou l'appeler en garantie.

Le bien ne fait l'objet d'**aucun permis d'environnement**, anciennement permis d'exploiter, de sorte qu'il n'y a pas lieu de faire mention de l'article 60 du règlement général sur la protection de l'environnement (RGPE).

Toute mutation au sens de l'article 85 nouveau du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie doit être accompagnée de la délivrance d'un certificat sur la performance énergétique du bâtiment cédé.

Les parties confirment que le bien cédé n'étant pas une habitation, la présente vente est dispensée de l'obligation de disposer d'un certificat de performance énergétique.

8. Le notaire instrumentant attire l'attention du cédant sur l'obligation qui lui incombe en vertu de l'article 48 de l'arrêté royal du vingt- cinq janvier deux mille un, lequel stipule :

«Afin de permettre au nouveau propriétaire de répondre à ses obligations futures en tant que maître d'ouvrage d'éventuels travaux ultérieurs à l'ouvrage, la personne ou les personnes qui cède(nt)

l'ouvrage, lors de chaque mutation totale ou partielle de l'ouvrage, le dossier d'intervention ultérieur (D.I.U.) au nouveau propriétaire.

Cette remise est enregistrée dans l'acte confirmant la mutation. »

Interrogé par le notaire instrumentant sur l'existence d'un dossier d'intervention ultérieur (D.I.U.), le cédant déclare qu'à ce jour, **il n'existe pas** encore un tel dossier relativement au bien cédé.

Le notaire instrumentant attire l'attention sur l'obligation du maître d'ouvrage d'établir, lors de tous travaux prévus par ledit arrêté, un dossier d'intervention ultérieur (D.I.U.), lequel doit contenir les éléments utiles en matière de sécurité et de santé à prendre en compte lors d'éventuels travaux ultérieurs et qui est adapté aux caractéristiques de l'ouvrage (article 34) et qui comportera au moins :

- 1° les éléments architecturaux, techniques et organisationnels qui concernent la réalisation, la maintenance et l'entretien de l'ouvrage.

- 2° l'information pour les exécutants de travaux ultérieurs prévisibles, notamment la réparation, le remplacement ou le démontage d'installations ou d'éléments de construction.

- 3° la justification pertinente des choix en ce qui concerne, entre autres, les modes d'exécution, les techniques, les matériaux ou les éléments architecturaux. (article 36)».

9. Le notaire instrumentant a attiré l'attention des parties que dans le cas où il y a, dans le bien cédé, un réservoir à mazout, la législation en Région wallonne oblige, si la contenance de ce réservoir est de trois mille litres (ou plus), et si elle a plus de dix ans, de faire tester l'étanchéité du réservoir et que celui-ci doit être équipé d'un système antidébordement depuis le premier janvier deux mille cinq. Lors d'un test d'étanchéité, une plaquette de contrôle verte est scellée au réservoir et une attestation de conformité est délivrée.

Le cédant déclare **qu'il ne se trouve pas dans le bien cédé un réservoir à mazout.**

10. Assurance contre les catastrophes naturelles – aléa d'inondation par débordements de cours d'eau.

L'attention du cessionnaire a été attirée sur le contenu de l'article 129 § 4 de la loi du quatre avril deux mille quatorze sur le contrat d'assurance terrestre.

Les parties reconnaissent avoir pu consulter la cartographie des zones inondables sur le site :

<http://geoapps.wallonie.be/inondations/#CTX=alea#BBOX=72487.82585026673,76837.58454978413,156754.6669392515,159276.15114888656>

Le cédant a attiré l'attention du cessionnaire sur le fait que le bien est situé en zone à **faible risque d'inondation** selon les données fournies par le Région wallonne.

11. Installations électriques.

Le cédant déclare que l'objet de la présente vente n'est pas une unité d'habitation au sens de l'article 276 Bis du règlement général sur les installations électriques du dix mars mil neuf cent quatre-vingt-un, lequel règlement n'est donc pas applicable.

12. Certificat performance énergétique des bâtiments.

Toute mutation au sens de l'article 85 nouveau du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie doit être accompagnée de la délivrance d'un certificat sur la performance énergétique du bâtiment cédé.

Un certificat de performance énergétique se rapportant au bien, objet de la présente vente, n'est en l'espèce pas obligatoire étant donné que les parties nous ont déclaré qu'il n'y a pas de possibilité d'habitation dans le bien, objet des présentes.

CONDITIONS PARTICULIERES

Le titre de propriété du cédant, acte reçu par le notaire Christophe WERBROUCK, à Dottignies, le seize décembre deux mille trois, stipule littéralement les conditions particulières, comme suit :

« Dans son courrier adressé au notaire WERBROUCK en date du deux juillet deux mille deux (2/7/2002), la Ville de Tournai mentionne ce qui suit : « Nous vous informons que selon convention Ville/SA VANA établie en date du onze janvier mil neuf cent nonante trois, lors de la demande de lotissement autorisé par le collège échevinal du 29 octobre 1993, l'entretien des zones d'espaces verts constituera une charge commune dans le chef de chaque acquéreur des lots de la 2ème phase (lots 5 à 32).

A cet effet, selon l'article 6 de ladite convention, il y aura lieu d'insérer dans chacun des actes de vente des parcelles précitées, une clause par laquelle l'acquéreur est tenu, de manière solidaire et indivisible avec les autres acquéreurs du lotissement, d'entretenir les espaces verts du lotissement ; il sera également spécifié que, dans l'hypothèse où un défaut d'entretien desdits espaces verts est constaté dans le chef de l'acquéreur par la Ville, celle-ci pourra, après mise en demeure, procéder d'office à l'entretien des espaces verts concernés en ses lieux, place et frais... »
(...)

Il est également repris audit titre de propriété :

«CONDITIONS PARTICULIERES

-a- Dans l'acte de base modificatif reçu par le notaire HENRY en date du quatorze décembre deux mil, il est repris dans les « conditions spéciales » deuxième alinéa, textuellement ce qui suit : « De plus, les acquéreurs des lots seront tenus de se raccorder au gaz, à l'électricité et à la télédistribution dans les deux ans de l'acte d'achat ; dans le cas contraire, une indemnité forfaitaire et indivisible de soixante mille francs belges (60.000 BEF) sera due à la comparante (SA VANA) à titre de dédommagements. ». Il est convenu entre parties que cette clause ne s'appliquera pas pour le présent acquéreur, le vendeur renonçant irrévocablement à l'exécution de la présente clause à son profit. Cependant l'acquéreur au présente déclare vouloir appliquer la clause susmentionnée à son profit à l'égard des futurs acquéreurs des lots susmentionnés, l'acquéreur au présente se réservant le droit de réclamer à titre de dédommagement, aux futurs acquéreurs d'un lot du lotissement (à l'exception du lot 32) ne s'étant pas raccordé au gaz, à l'électricité et à la télédistribution dans les deux ans de son acte d'achat, une somme de mille cinq cents euros (1.500,00 EUR).

-b- Dans le même acte de base modificatif reçu par le notaire HENRY il était repris en page 7 textuellement ce qui suit : « La comparante (SA VANA) cède dès à présent et définitivement à la société anonyme Antwerps Beroepskrediet à Antwerpen ou à ses ayants-cause les remboursements éventuels que pourraient faire les sociétés concessionnaires relativement à l'approvisionnement en eau, gaz, électricité et télédistribution des maisons à construire sur les lots à vendre. Cette cession est limitée à la créance hypothécaire dont dispose cette société à l'égard de la comparante. Pour le surplus, la comparante se les réserve propres. ».

Le vendeur déclare que la présente clause ne s'appliquera plus, la société Antwerps Beroepskrediet étant, dans le cadre de la présente vente, remplie dans ces droits. De plus, la société Vana en liquidation déclare par la bouche de son représentant, céder irrévocablement aux acquéreurs au présente, Monsieur et Madame Vaudeville-Dupoux, tous ses droits sur les remboursements éventuels que pourraient faire les sociétés concessionnaires relativement à l'approvisionnement en eau, gaz, électricité et télédistribution des maisons à construire sur les lots à revendre.

-c- Il est précisé que Madame Roxanne LEFEBVRE, domiciliée à Kain rue du Maréchal Montgomery numéro 43, invoque le fait qu'elle serait propriétaire partielle d'un fossé qui longe les lots 1, 2, 3 et 4 de la première phase du lotissement. L'acquéreur déclare être au courant de cette requête.

SERVITUDES

Dans l'acte de base modificatif reçu par le notaire Alain HENRY en date du quatorze décembre deux mil il est repris textuellement ce qui suit :

«Du plan général qui restera ci-annexé, il ressort que certains des terrains à vendre sont concernés par diverses servitudes, savoir :

1. Les lots 1,2,3 et 4 seront grevés d'une servitude de passage gratuite, réelle et perpétuelle, telle que reprise sous liseré jaune au plan de lotissement, permettant aux futurs propriétaires et occupants d'accéder à leur propriété. Sous ce passage seront placés les câbles et canalisations des divers impétrants desservant ces quatre lots.

2. Chacun des futurs constructeurs devra respecter strictement le bornage de son lot pour tout ce qui concerne haie et clôture.

3. Les lots 1,2,3 et 4 seront également grevés d'une servitude d'écoulement des eaux usées et pluviales provenant des propriétés voisines tel que cela est repris sous liseré bleu au plan ci-joint. Cette servitude d'écoulement se fera également parallèlement à la rue maréchal Montgomery, sous la servitude de passage dont question ci-dessus en partant du lot 4 jusqu'à la limite du lot 2 et ensuite de ce point jusqu'à la rue en passant sous la zone d'espaces verts jusqu'à l'entrée du lotissement.

4. Les deux zones d'espaces verts, reprises sous liseré vert au susdit plan, seront aménagées par et aux frais du lotisseur sur base :

- du permis de lotir resté annexé à l'acte de dépôt de lotissement reçu le neuf novembre mil neuf cent nonante quatre par le notaire Christophe WERBROUCK à Dottignies, en ce qui concerne les lots 1 à 4 inclus.

- Du permis de lotir modificatif resté annexé à l'acte de dépôt de lotissement modificatif resté annexé à l'acte de dépôt de lotissement modificatif reçu le trente avril mil neuf cent nonante huit par le notaire Christophe WERBROUCK à Dottignies en ce qui concerne les lots 5 à 32 inclus.

Chaque acquéreur des lots 1 à 32 sera tenu de manière solidaire et indivisible avec les autres acquéreurs de ces mêmes lots, d'entretenir le lot 34 qui devra rester ouvert à tous et ne pourra en aucun cas être clôturé de quelque façon que ce soit à front de la voirie. Dans l'hypothèse où un défaut d'entretien serait constaté par la Ville de Tournai, celle-ci pourra, après mise en demeure, procéder d'office à l'entretien de l'espace vert concerné en leurs lieu, place et à leurs frais. Le texte du présent alinéa sera textuellement repris dans tous les actes translatifs ou déclaratifs de propriété relatifs à chacun des lots 1 à 32 du lotissement.

5. Les lots 16, 17, 18, 19 et 20 seront grevés d'une servitude d'écoulement des eaux usées et pluviales. Cette servitude d'écoulement s'exercera du lot 16 au lot 20 où les eaux usées et/ou les eaux de pluie se déverseront dans la chambre de visite reprise au plan sous «CV1».

6. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la mitoyenneté ou non du mur de clôture séparant les lots 4,16,17, 18, 19 et 20 des propriétés voisines. Toute contestation à ce sujet sera réglée conformément au Code civil et aux usages locaux.

7. Les lots 21 à 27 sont grevés d'un sentier communal étant actuellement le sentier numéro 56, qui passe au fond de chacun de ces lots. Si le tracé de ce sentier était rectifié et passait alors également en fonds des lots 28 à 34 pour rejoindre directement le sentier numéro 57, ces lots seraient grevés par sa nouvelle assiette qui serait d'une largeur de trois mètres. Le cas échéant, les acquéreurs des lots concernés seront censés marquer leur accord définitivement sur cette rectification de tracé.

8. Le sentier communal numéro 57 grevant actuellement la propriété cadastrée section A numéro 473/E sera déplacé pour se superposer précisément à la voirie actuellement construite.

9. Chaque lot devra tolérer en sous-sol le placement de toutes les canalisations nécessaires par les divers impétrants, pour son propre usage ou l'usage des autres lots....»

L'acquéreur sera subrogé dans les droits et obligations du vendeur concernant les servitudes susmentionnées.»

Quant aux suites de la requête introduite par Madame Roxanne LEFEBVRE, dont question au point «c» ci-avant, Madame Roxanne LEFEBVRE a été déboutée aux termes d'un jugement rendu par le tribunal de première Instance de Tournai, en date du 10 septembre 2014, lequel jugement est à ce jour coulé en force de chose jugée.

Les cessionnaires aux présentes seront subrogés dans tous les droits et obligations du cédant pouvant résulter de la clause ci-avant littéralement reproduite, pour autant qu'entre-temps il n'y ait pas d'extinction de la servitude par prescription et, dès lors, sans pouvoir créer un nouveau droit pour des tiers mais au contraire sous toutes réserves.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée **gratuitement pour cause d'utilité publique.**

DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE

Les parties déclarent formellement dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office lors de la transcription des présentes de quelque chef que ce soit.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur demeure et domicile respectif.

DECLARATIONS FISCALES – LOI ORGANIQUE DU NOTARIAT

Conformément à loi organique sur le notariat, le notaire soussigné certifie connaître les parties et avoir vérifié, en ce qui concerne les personnes physiques, leur identité au vu de leur carte d'identité. Conformément à la loi hypothécaire, le notaire soussigné certifie, en ce qui concerne les personnes physiques, les nom, prénoms, lieu et date de naissance, domicile des parties et mention du numéro de registre national au vu de la carte d'identité et/ou des registres de l'état civil et du livret de mariage.

Les frais, droits et honoraires des présentes sont à charge exclusive du cédant.

Le notaire a donné lecture de l'article 203 du code de l'enregistrement qui stipule ce qui suit : "En cas de dissimulation au sujet du prix et des charges ou de la valeur conventionnelle, il est dû individuellement par chacune des parties contractantes, une amende égale au droit éludé. Celle-ci est due individuellement par toutes les parties".

Afin de bénéficier de l'enregistrement gratuit, le cessionnaire déclare qu'il tombe sous le coup de **l'article 161, 2° du Code des droits d'enregistrement**, qui stipule ce qui suit : «Sont enregistrées gratuitement : les cessions amiables d'immeubles pour cause d'utilité publique à l'Etat, aux provinces,

aux communes, aux établissements publics et à tous autres organismes ou personnes ayant le droit d'exproprier : les actes relatifs à la rétrocession après expropriation pour cause d'utilité publique dans les cas où cette rétrocession est autorisée par la loi, les actes constatant un remembrement ou un lotissement effectué en exécution du chapitre VI du titre premier de la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. Les actes constatant la cession d'un site d'activité économique désaffecté à l'Etat ou à une autre personne de droit public.»

Le notaire instrumentant déclare avoir donné lecture aux parties comparantes qui le reconnaissent des articles 62 § 2 et 73 du code de la taxe sur la valeur ajoutée.

A la demande formulée au cédant par le notaire instrumentant s'il est assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée, le cédant a déclaré ne pas être assujetti à ladite taxe.

Les parties cédante et cessionnaire déclarent être informées du contenu de l'article 90 du code des impôts sur les revenus (CIR) stipulant la taxation à titre de revenus divers des plus-values réalisées à l'occasion de cession à titre onéreux sur des immeubles bâtis ou non bâtis situés en Belgique, dans les cinq ou les huit ans de la date d'acquisition.

Le notaire soussigné a rappelé aux parties cédante et cessionnaire les dispositions de l'article 212 du code des droits d'enregistrement, tel que modifié par la loi du vingt-huit décembre mil neuf cent nonante-deux en matière de restitution de droit d'enregistrement en cas de revente d'immeuble dans les délais prescrits.

Les comparants déclarent avoir été éclairés sur les dispositions de l'article 212 du Code des droits d'enregistrement relatif à la restitution des droits.

Le cédant Nous déclare finalement :

- ne pas pouvoir bénéficier de la restitution des droits d'enregistrement en vertu de l'article 212 du Code des droits d'enregistrement.
- ne pas avoir de connaissance d'une procédure judiciaire en cours qui pourrait empêcher la jouissance du bien ou la vente de ce dernier.
- ne pas avoir signé un acte notarié contenant mandat hypothécaire et concernant les biens prédécrits
- ne pas avoir bénéficié de primes d'assainissement, de transformation ou de réhabilitation depuis cinq ans, date des présentes.

Chaque partie déclare :

- être capable;
- d'une manière générale, qu'elle n'est pas dessaisie de l'administration de ses biens, ni avoir introduit une requête visant à obtenir un règlement collectif de dettes;
- qu'elle n'a pas été déclarée en faillite à ce jour ou qu'elle n'est pas frappé d'une mesure d'interdiction;
- qu'elle n'a pas déposé de requête en réorganisation judiciaire (dans le cadre de la loi relative à la continuité des entreprises).

Le présent acte a donné lieu à la perception du droit d'écriture de cinquante euros (€ 50,00).

Les comparants ont déclaré qu'à leur avis, il n'y a pas d'opposition d'intérêt manifeste dans les opérations juridiques objet du présent acte et qu'ils tiennent toutes les clauses reprises dans le présent acte pour équilibrées et les acceptent.

Les comparants confirment tout à la fois que le notaire les a renseignés, comme il convient, sur les droits, obligations et charges, qui découlent du présent acte, et qu'il les a conseillés de façon impartiale.

Les parties confirment pour autant que de besoin, que les actes antérieurs auxquels le présent acte renvoie, forment un tout avec le présent acte, en avoir reçu une copie et l'explication, pour valoir ensemble comme acte authentique.

DONT ACTE

Fait et passé à Mouscron ex Dottignies, date que dessus.

Les parties nous déclarent qu'elles ont pris connaissance du projet du présent acte avant la signature des présentes, et que ce délai leur a été suffisant pour l'examiner utilement. Après lecture intégrale et commentée de l'acte et après avoir donné toutes les explications utiles, ce que les parties reconnaissent, les parties ont signé avec nous, notaire."

49. Ancrage communal du logement 2014-2016. Réaffectation du financement pour le projet de réhabilitation de 6 logements publics au château de Templeuve. Approbation.

Messieurs les Conseillers communaux Geoffroy HUEZ et Emmanuel VANDECAVEYE sortent de séance.

Le **président** d'assemblée invite Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, à s'exprimer sur ce point :

"Evidemment, nous sommes favorables à ne pas perdre les subsides et à réaffecter le financement à d'autres projets. Mais sur le fond du dossier, nous dénonçons encore une fois le laxisme de la Ville quant à la gestion de son patrimoine. C'est réellement un manquement grave dans la gestion des deniers publics. Quand la Ville va-t-elle réellement mettre les moyens pour éviter que ses bâtiments ne se dégradent ?"

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, intervient ensuite :

"Je voulais savoir ce qu'on va faire de ce bâtiment, surtout qu'il se dégrade de plus en plus vite comme indiqué dans le dossier. Qu'est-ce que la Ville compte en faire ?"

Le **président** d'assemblée répond comme suit à ces premières interventions :

"Avant de répondre à la question du devenir de ce bâtiment, je voudrais préciser que le collège communal, comme je viens d'en avoir confirmation, a demandé une fiche d'état sanitaire de l'immeuble qui, effectivement, pose des questions de stabilité.

Si le Logis renonce aux logements qu'il avait prévu d'y aménager, c'est qu'il estime qu'il n'est plus du tout dans l'enveloppe budgétaire finançable par la Wallonie. En clair, la Ville avait trouvé comme solution ce partenariat avec le Logis. Aujourd'hui, le Logis se rétracte pour des raisons financières. Donc, le modèle doit être revisité.

Je rebondis sur la question posée par Monsieur le Conseiller communal Benoît MAT : "que va-t-il s'y faire à l'avenir ?"

Toutes les pistes restent ouvertes. Dès que le rapport d'expertise et d'évaluation sanitaire du bâtiment sera établi, il faudra voir si ce sera de l'investissement public, dans la limite des balises d'emprunt qui sont les nôtres, si ce sera un investissement mixte public-privé ou si nous pouvons songer notamment à un partenariat avec un partenaire pour qu'il exploite le bâtiment.

Ce qui est certain, c'est que la Ville de Tournai est extrêmement préoccupée et veut une solution pour ce bien. Aujourd'hui, il est encore un peu tôt pour répondre à la question de l'affectation future puisqu'elle dépend notamment de cette estimation de l'état sanitaire. Ensuite, viendra un débat sur l'opportunité d'agir directement, conjointement ou par délégation sur un projet dont la nature sera discutée en conseil communal.

Voilà la méthodologie qui vous est proposée."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient ensuite :

"Qu'est-ce que la Ville met en place pour éviter que ça arrive encore ? Les exemples sont nombreux. A la rue Clercamps, le plafond est tombé. A l'académie des Beaux-Arts, l'école n'a même pas pu fonctionner dans les bâtiments, car les plafonds étaient tombés. Qu'est-ce qu'on fait ? Qu'est-ce qu'on met en place pour éviter que ces habitations et ce patrimoine ne se détériorent comme ça ? Parfois, il suffit qu'une tuile tombe puis la maison pourrit."

Le **président** d'assemblée passe en revue les mesures prises pour préserver le patrimoine communal : "la Ville de Tournai est une ville de patrimoine qui souffre d'un sous-financement évident lié au fait que la dotation du fonds des communes n'intègre pas ou n'intègre pas à suffisance la question du patrimoine. Après Liège, la ville qui a le plus riche patrimoine de toute la Wallonie, c'est Tournai. Mais si vous faites une comparaison entre Liège et Tournai, il est clair que les moyens proportionnels autorisent Liège à être plus proactif sur la question de son patrimoine et, singulièrement, du patrimoine communal.

Pensons simplement à notre musée des Beaux-Arts. Pensons également à nos écoles. Les écoles font l'objet d'un rapport d'évaluation, de rapports réguliers de l'échevine des finances et aussi d'un plan de mise en conformité qui dépend lui-même des balises financières dans lesquelles la ville est inscrite. Je rappelle que nous ne vivons plus au siècle où les communes pouvaient emprunter librement. Imaginons que nous ayons envie d'endetter la Ville, ce qui aurait une légitimité indéniable pour protéger notre patrimoine. Nous ne le pouvons plus légalement. Nous sommes sous la tutelle du CRAC. Nous sommes contrôlés par la norme européenne. L'Europe fixe pour la Ville des normes tellement sévères qu'elles ne permettent plus de répondre à la nécessité. 60 millions d'investissement pour toute la législature, pour la police, pour les services de sécurité, pour les écoles, pour le CPAS, pour les administrations différentes, pour la voirie, pour les espaces verts, c'est vraiment très peu d'argent. C'est insuffisant. Toute personne, qui exerce une responsabilité politique, sait à quel point on peut effectivement s'arracher les cheveux pour trouver des moyens et veiller au minimum d'ordre."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, intervient brièvement comme suit :

"Existe-t-il à Tournai un régisseur, ou pourrait-on éventuellement créer cette fonction, qui sillonne quotidiennement l'ensemble du patrimoine ?

Le **président** d'assemblée reprend ses explications :

"Dans la Ville, pour le moment, il y a différents dispositifs. A mon sens, ils sont perfectibles. Par exemple, à propos des bâtiments, il faut regarder la manière dont ils sont chauffés. Ici dans la salle, nous avons un expert qui fait ce travail d'étalonnage et de jaugeage de l'état énergétique des bâtiments. Nous avons un responsable bâtiment dans chaque école qui fixe l'état des besoins et les priorisations. Nous avons également des personnes de référence dans d'autres types d'établissement comme les musées qui font part de leurs besoins. Nous avons désormais aussi un Monsieur Patrimoine, ce qui n'existait pas à Tournai. Il y a aussi des experts qui vont chercher des modes de

financement pour réaffecter nos bâtiments. Je songe aux Anciens Prêtres notamment. Nous avons été chercher des moyens pour racheter les Anciens Prêtres et les réaffecter. Parfois, c'est le privé qui intervient. On voit ce qui s'est fait, notamment lors du week-end des 400 coups, près de l'église Sainte-Marguerite. Les bâtiments étaient abandonnés. Parfois, une partie publique est reprise par le privé puis abandonnée.

Pour revenir à ce que je disais au début de ma réponse, Monsieur le Conseiller communal, tous ces services qui existent aujourd'hui et qui essaient avec les moyens du bord de répondre aux besoins gigantesques, doivent encore davantage dialoguer entre eux. Il y a là un besoin d'efficience dans le contexte actuel, dont le collège est parfaitement conscient."

A une dernière question posée par Madame la Conseillère communale ECOLO, Coralie LADAVID, le **président** d'assemblée rappelle le principe de l'universalité budgétaire.

"Ce que nous faisons à chaque fois que nous en avons les moyens, c'est alléger le fardeau de la dette. Quand on vend une cure, c'est une partie du patrimoine communal que nous cédon et qui aurait pu servir à une association, qui aurait pu héberger une conciergerie. Nous sommes conscients de cela. Mais quand nous le faisons, cet argent sert ensuite à alléger notre dette. Après, c'est à nous aussi de débattre d'une vision d'ensemble sur le bilan et la hiérarchisation des interventions pour que le conseil communal en ait pleine conscience. Je reconnais que ce n'est pas évident. Même du côté du collège, je n'y assiste pas pour être le témoin de leurs difficultés, mais je sais que le collège a aujourd'hui besoin de guides, notamment sur l'état des lieux."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le programme de politique générale du logement approuvée par le conseil communal du 14 octobre 2013;

Vu le Code wallon du logement et de l'habitat durable;

Considérant que le conseil communal du 14 octobre 2013 a approuvé la demande de financement des projets proposés dans le programme communal d'actions en matière de logement 2014-2016, notamment le projet de réhabilitation des étages inoccupés de l'aile droite du château communal de Templeuve en **six logements à loyer d'équilibre** [(partie d'un projet conjoint Ville-Logis tournaisien visant à être subsidié par la division du logement (opérateur le Logis tournaisien) et la division du patrimoine (Ville de Tournai))];

Vu l'approbation du projet par le gouvernement wallon le 3 avril 2014, pour la création de **six logements publics (LS2015/35)**, compte tenu de la suppression, par la Région wallonne, du financement destiné aux logements à loyer d'équilibre;

Vu l'aggravation de la dégradation du bâtiment rapportée par le Logis tournaisien dans son courrier du 14 janvier 2016;

Vu l'importance des budgets à envisager pour la restauration/restructuration du bâtiment, les échéances liées à la mise en oeuvre des financements octroyés, la complexité du projet concerné par deux niveaux de subvention (patrimoine/logement), la procédure de certificat de patrimoine et la coordination des maîtres d'ouvrage;

Vu la décision du conseil d'administration du Logis tournaisien du 19 mai 2016 d'abandonner ce projet en raison des critères financiers imposés pour la création de logements publics et de réaffecter les 6 financements concernés à la mise en oeuvre ou en complément de 5 projets en cours, à savoir :

1. pour le projet de réhabilitation d'une maison sociale acquise par le Logis tournaisien au centre public d'action sociale (CPAS), sis à 7500 Tournai, terrasse de la Madeleine, 13, proposé et non retenu dans l'ancrage communal 2014-2016. La maison est située en fond de parcelle du projet de réhabilitation de 3 habitations sises enclos du Béguinage, 8-10-12, en 6 logements publics approuvé dans l'ancrage communal 2014-2016 (financement LS 2015/36);
 2. en complément du projet de construction de 45 logements en cours de chantier à 7500 Tournai, rue Paul Pastur, bloc C, approuvé pour 21 logements moyens dans l'ancrage 2007-2008, approuvé par le ministre du logement le 24 juin 2013 pour 3 logements moyens complémentaires issus d'une relocalisation et pour 19 logements publics approuvés dans l'ancrage communal 2014-2016 (financement LS 2015/37);
 3. en complément du projet de réhabilitation d'une fermette en 3 logements publics et de la construction d'un logement public sur le terrain jouxtant, à 7500 Tournai, rue Bonnemaïson, 4-6-8, approuvé dans l'ancrage communal 2014-2016 (financement LS2016/28), propriété acquise par le Logis tournaisien au CPAS;
 4. pour le projet de réhabilitation d'une habitation 4 chambres à 7500 Tournai, rue des Soeurs de Charité, 18, propriété du Logis tournaisien, proposé et non retenu dans l'ancrage communal 2014-2016;
 5. pour le projet de réhabilitation d'une habitation à 7530 Gaurain-Ramecroix, rue Tiefert 19, propriété vendue par la Ville au Logis tournaisien le 23 février 2016;
- Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver l'abandon du projet de réhabilitation de l'aile droite du château communal de Templeuve et le changement d'affectation des 6 financements concernés vers cinq projets en cours, à savoir :

1. pour le projet de réhabilitation d'une maison sociale acquise par le Logis tournaisien au CPAS, sis à 7500 Tournai, terrasse de la Madeleine, 13, proposé et non retenu dans l'ancrage communal 2014-2016. La maison est située en fond de parcelle du projet de réhabilitation de 3 habitations sises enclos du Béguinage, 8-10-12, en 6 logements publics approuvé dans l'ancrage communal 2014-2016 (financement LS 2015/36).
2. en complément du projet de construction de 45 logements en cours de chantier à 7500 Tournai, rue Paul Pastur, bloc C, approuvé pour 21 logements moyens dans l'ancrage 2007-2008, approuvé par le ministre du logement le 24 juin 2013 pour 3 logements moyens complémentaires issus d'une relocalisation et pour 19 logements publics approuvés dans l'ancrage communal 2014-2016 (financement LS 2015/37).
3. en complément du projet de réhabilitation d'une fermette en 3 logements publics et de la construction d'un logement public sur le terrain jouxtant, à 7500 Tournai, rue Bonnemaïson, 4-6-8, approuvé dans l'ancrage communal 2014-2016 (financement LS2016/28), propriété acquise par le Logis tournaisien au CPAS.
4. pour le projet de réhabilitation d'une habitation 4 chambres à 7500 Tournai, rue des Soeurs de Charité, 18, propriété du Logis Tournaisien, proposé et non retenu dans l'ancrage communal 2014-2016.
5. pour le projet de réhabilitation d'une habitation à 7530 Gaurain-Ramecroix, rue Tiefert 19, propriété vendue par la Ville au Logis tournaisien le 23 février 2016.

50. Tournai, rue du Rempart. Travaux de trottoirs (2016). Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Messieurs les Conseillers communaux Geoffroy HUEZ et Emmanuel VANDECAVEYE rentrent en séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 article 26, §1er,1^a relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics notamment l'article 5 § 3;

Considérant que le bureau d'études communal a établi le projet définitif relatif aux travaux de trottoirs (2016) dans l'entité de Tournai et, plus précisément à la rue du Rempart à Tournai;

Considérant que le projet prévoit :

- la démolition de revêtement de terre-plein
- le démontage et la démolition d'éléments linéaires
- le fraisage de revêtements hydrocarbonés
- la démolition de trapillons
- les déblais localisés
- la réalisation d'une fondation en béton maigre pour éléments linéaires
- la réalisation d'une fondation en béton maigre pour terre-plein
- la fourniture et la pose de pavés de béton pour terre-plein aménagé
- la fourniture et la pose de revêtements en hydrocarboné
- la fourniture et la pose d'éléments linéaires
- la fourniture et la pose d'éléments localisés;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève à 82.637,50€ hors TVA, soit 99.991,38€ TVA comprise;

Considérant que des crédits de l'ordre de 100.000,00€ sont inscrits à l'article 4217/731-60 du budget extraordinaire 2016;

Considérant que, conformément à l'article L 1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir la procédure négociée conformément à l'article 26, §1er,1^a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 31 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3^o du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : de passer un marché de travaux ayant pour objet les travaux de trottoirs 2016 - rue du Rempart à Tournai pour un montant estimé à 82.637,50€ hors TVA, soit 99.991,38€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée, conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi par les règles générales d'exécution de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet

Article 4 : des crédits de l'ordre de 100.000,00€ sont inscrits à l'article 4217/731-60 du budget extraordinaire 2016.

51. Tournai, avenue de Maire (pie). Travaux de voirie et d'égouttage. Nouvelle procédure. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Sur proposition du **président** d'assemblée, le conseil communal décide d'examiner les points 51 à 54 ensemble.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, intervient d'emblée à propos du point 54 :

"Il fallait bien entendu répondre à l'urgence. Maintenant, il est temps de penser à l'avenir. En effet, les méthodes de curage à fond-vif sont un facteur aggravant d'inondation. Les terres sont arrachées par l'eau lors des fortes pluies et bouchent les canalisations."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, intervient ensuite :

"Au point 51, les neuf offres ont été reconnues matériellement irrégulières. Je me pose des questions à ce sujet."

Monsieur l'Echevin MR, **Armand BOITE**, répond aux deux interventions :

"Pour répondre à l'intervention de Monsieur le Conseiller communal ECOLO, Guillaume DENONNE, qui intervient régulièrement à ce sujet, avec mon collègue Monsieur l'Echevin Philippe ROBERT, nous discutons régulièrement avec le CREL (contrat Rivière Escaut-Lys) à ce propos. Ce matin même, nous avons eu une réunion à ce sujet pour essayer de trouver des éléments permettant de réduire les problèmes d'inondation. Comme vous le dites, il s'agit ici de coulées de boues provenant de bassins versants énormes. Nous avons dû évacuer ces boues en urgence, y compris nettoyer les têtes de pont. Or, vous devez savoir que les têtes de pont sont des entrées privées pour les agriculteurs. Nous pourrions les enlever, à charge pour les agriculteurs de les remettre.

Nous essayons de curer ou de nettoyer les entrées de ponts y compris les buses. Nous travaillons aussi avec la cellule GISER dans le cadre du traitement des eaux de ruissellement. Nous avons eu des réunions à Vezon et Willemeau. Nous avons des propositions qui permettront, nous l'espérons, d'éviter des coulées de boue à l'avenir.

Pour répondre à la remarque de Monsieur le Conseiller communal Benoît MAT, je précise que les neuf entreprises n'ont pas remis de prix justifiant l'utilisation du pertuis avec la cunette dans le fond. C'est une cunette spéciale. Aucune entreprise n'a remis de prix.

C'est donc dû à un problème technique. L'avenue de Maire est une voirie assez plane. Nous devons donc trouver, avec les techniciens et les ingénieurs d'IPALLE, la meilleure manière de réduire le flux d'eau qui va arriver à l'exutoire.

Je rappelle que c'est une cunette spéciale. Sa coque doit être parfaite. C'est la raison pour laquelle le dossier est remis en adjudication."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu sa décision du 25 avril 2016 de passer par adjudication ouverte, conformément aux articles 23, 25 et 38 de la loi du 15 juin 2006, un marché ayant pour objet les travaux de voirie et d'égouttage à l'avenue de Maire (pie) à Tournai, dont le coût est estimé :

- pour la subdivision 1 - Ville de Tournai à 430.436,00€ hors TVA, soit 520.827,56€ TVA comprise;
- pour la subdivision 2 - société publique de gestion de l'eau (SPGE) à 600.343,55€ hors TVA (pas de TVA appliquée sur la partie SPGE),

soit un total de 1.030.779,55€ hors TVA, soit 1.121.171,11€ TVA comprise;

Considérant que la date d'ouverture des offres a été fixée au lundi 20 juin 2016 à 14 heures;

Considérant que neuf offres ont été déposées, à savoir:

- SPRL PETIT, SA HUBAUT, Association momentanée GROWEBO et THT, SA TRBA, SA SODRAEP, SA VIABUILD, SA COLAS, SA KRINKELS et SA GALERE;

Considérant qu'après analyse des offres, l'auteur de projet pour la partie SPGE a considéré que celles-ci étaient matériellement irrégulières;

Considérant qu'en séance du 26 août 2016, le collège communal a décidé du principe de relancer ce marché de travaux et de proposer au conseil communal de le passer par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° e de la loi du 15 juin 2006.

Considérant que les crédits nécessaires pour la partie Ville ont été prévus en modification budgétaire n°1 au budget extraordinaire 2016, à concurrence de 600.000,00€ sous l'article 4213/731-60;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 31 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1 : il sera passé un marché conjoint ayant pour objet les travaux de voirie et d'égouttage à l'avenue de Maire (pie) à Tournai, estimés :

- pour la subdivision 1 - Ville de Tournai à 430.436,00€ hors TVA, soit 520.827,56€ TVA comprise;
 - pour la subdivision 2 - SPGE à 600.343,55€ hors TVA (pas de TVA appliquée sur la partie SPGE),
- soit un total de 1.030.779,55€ hors TVA, soit 1.121.171,11€ TVA comprise.

Ces montants ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° e de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ce, sous réserve des dérogations contenues dans les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits de l'ordre de 600.000,00 € ont été prévus en modification budgétaire n°1 au budget extraordinaire 2016 sous l'article 4213/731-60;.

Article 5 : la présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle.

52. Tournai, rue de Saint-Maur. Travaux de réfection de la voirie suite aux inondations du 7 juin 2016. Article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article L1222-3 et 4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, notamment l'article 26;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Considérant les dégâts provoqués par les pluies torrentielles du 7 juin 2016 à la rue de Saint-Maur à Tournai;

Considérant l'urgence de la situation et la nécessité d'intervenir rapidement pour des raisons de sécurité;

Vu le rapport de l'auteur de projet stipulant que :

"Avertis par le rapport de police du 9 juin 2016, les services techniques ont été informés d'un double effondrement de la rue de Saint-Maur à Tournai causé par le débordement massif du ruisseau de Barges sur la chaussée qui s'est alors déversé dans la carrière située de l'autre côté de l'axe. L'eau a, de ce fait, raviné les berges de la carrière, de manière telle que celles-ci se sont abattues dans la carrière en emportant l'accotement ainsi qu'une partie significative de la voirie. La déstabilisation de celle-ci ne permet plus en l'état d'envisager de maintenir une circulation quelle qu'elle soit.

Aussi, le danger pour les usagers a exigé la pose immédiate d'une signalisation conforme à la réglementation en vigueur pour d'évidentes raisons de sécurité.

Pour ce faire, contact a été pris avec trois entreprises capables de répondre immédiatement à l'urgence et l'impérieuse nécessité de faire disparaître les risques liés à ces deux effondrements.

Des offres ont été sollicitées sur base des instructions données sur site.

Les trois entreprises consultées et ayant remis une offre sont :

Pierre PETIT à 7740 Pecq : 84.178,04€

DELABASSEE à 7760 Escanaffles : 86.904,14€

TRAVAUX PUBLICS HUBAUT à 7531 Havinnes : 94.283,20€.

Les travaux consistent en la remise en état des ouvrages en ayant préalablement stabilisé les berges de la carrière par la pose de pieux et de moellons.

L'offre la plus intéressante émane de l'entreprise Pierre PETIT SPRL, rue de la Croix-Rouge 41 à 7740 Pecq. Aussi, je propose de confier, par procédure négociée sans publicité, les travaux cités supra, au montant de son offre s'élevant à la somme de 84.178,04€ TVA comprise.

Ceux-ci peuvent être confiés conformément à l'article 26, §1, 1er c) de la loi sur les marchés publics et seront régis par le cahier général des charges type RW-version 2009 dénommé "Qualiroutes". Le paiement se fera sur base de l'offre pour les travaux principaux et sur la présentation de factures détaillées dans le cadre d'un marché à remboursement pour les travaux imprévisibles. L'ordre de commencer est signifié immédiatement à l'entreprise et prend cours à la date du présent rapport. Fait à Tournai, ce 16 juin 2016."

Vu l'urgence démontrée ci-dessus ne permettant pas de respecter les délais exigés par les procédures autres que la procédure négociée;

Considérant la décision prise par le collège communal du 24 juin 2016 de passer par procédure négociée un marché de travaux ayant pour objet la réfection de la voirie effondrée suite aux

inondations du 7 juin 2016, rue de Saint-Maur à Tournai, avec l'entreprise Pierre PETIT SPRL, rue de la Croix-Rouge, 41 à 7740 Pecq, au montant de son offre s'élevant à 69.568,63€ hors TVA soit 84.178,04€ TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires seront prévus par voie de modification budgétaire n°2 de l'exercice 2016, sous l'article 4213/731-60;

Considérant que, conformément aux articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de prendre connaissance de cette décision et de délibérer s'il admet ou non la dépense;

Sur proposition du collège communal;

PREND CONNAISSANCE :

de la décision prise par le collège communal en séance du 24 juin 2016, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation:

Article 1er : il est passé un marché ayant pour objet des travaux de réfection de voirie effondrée suite aux inondations du 7 juin 2016, rue de Saint-Maur à Tournai.

Article 2 : le marché, dont il est question à l'article 1er, est passé par procédure négociée, conformément à l'article 26, §1 - 1 c) auprès de l'entreprise Pierre PETIT SPRL, rue de la Croix-Rouge, 41 à 7740 Pecq, au montant de son offre s'élevant à 69.568,63€ hors TVA (en application de l'autoliquidation par le cocontractant, le montant de la TVA au taux de 21% sera payée auprès du service public fédéral Finances. Le n° de TVA de l'administration communale de Tournai est le 207.354.920).

Article 3 : les clauses contractuelles administratives, générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

Article 4 : le conseil communal prendra acte et admettra ou non la dépense lors de sa prochaine séance, comme prévu à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 5 : des crédits disponibles, mais affectés à d'autres travaux de voirie, permettent la dépense. Une nouvelle inscription budgétaire, via la modification budgétaire n°2 de l'exercice 2016, s'avérera par conséquent nécessaire;

A l'unanimité;

ADMET

la dépense.

53. Béclers, rue Relambu et chemin du Rail. Maulde, rue Grand'Mazures. Travaux de réfection des voiries suite aux inondations du 7 juin 2016. Article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, notamment l'article 26;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Considérant les dégâts provoqués par les pluies torrentielles du 7 juin 2016 à Béclers, rue Relambu et chemin du Rail, ainsi qu'à Maulde, rue Grand'Mazures;

Considérant l'urgence de la situation et la nécessité d'intervenir rapidement pour des raisons de sécurité;

Considérant le rapport de l'auteur de projet stipulant ce qui suit :

"Avertis par des rapports de police des 8 et 16 juin 2016, les services techniques ont été informés de multiples effondrements à Béclers et Maulde, causés par le ruissellement massif lors de l'épisode pluvieux exceptionnel du 7 juin 2016. L'eau a, de ce fait, raviné les talus en bord de voirie à tel point que ceux-ci se sont abattus en contrebas, emportant l'accotement ainsi qu'une partie significative des voiries concernées. La déstabilisation de celles-ci a conduit à l'interdiction partielle ou totale de circuler le long des axes.

Aussi, le danger pour les usagers a exigé la pose immédiate d'une signalisation conforme à la réglementation en vigueur pour d'évidentes raisons de sécurité.

Pour ce faire, contact a été pris avec quatre entreprises capables de répondre immédiatement à l'urgence et à l'impérieuse nécessité de faire disparaître les risques liés à ces deux effondrements.

Des offres ont été sollicitées sur base des instructions données sur site.

Les quatre entreprises consultées et ayant remis une offre sont :

Pierre PETIT à 7740 Pecq : 157.873,96€

DELABASSEE à 7760 Escanaffles : 148.859,04€

MOULARD à 7911 Montroeuil-au-Bois : 160.167,10€

DUFOUR à 7522 Marquain : 163.422,00€.

Les travaux consistent en la remise en état des ouvrages, en ayant préalablement stabilisé les talus.

L'offre la plus intéressante émane de l'entreprise DELABASSEE SPRL, Haute Wimbreucq, 9 à 7760 Escanaffles. Aussi, le chef de division du service voirie propose de confier, par procédure négociée sans publicité, les travaux cités supra, au montant de son offre s'élevant à la somme de 148.859,04€ TVA comprise.

Ceux-ci peuvent être confiés, conformément à l'article 26, §1, 1er c) de la loi sur les marchés publics et seront régis par le cahier général des charges type RW-version 2009, dénommé "Qualiroutes". Le paiement se fera sur base de l'offre pour les travaux principaux et sur la présentation de factures détaillées dans le cadre d'un marché à remboursement pour les travaux imprévisibles. L'ordre de commencer est signifié immédiatement à l'entreprise et prend cours à la date du 22 juin 2016.";

Vu l'urgence démontrée ci-dessus ne permettant pas de respecter les délais exigés par les procédures autres que la procédure négociée;

Considérant la décision prise par le collège communal du 1er juillet 2016 de passer par procédure négociée un marché de travaux ayant pour objet la réfection des voiries effondrées suite aux inondations du 7 juin 2016, à Béclers, rue Relambu et chemin du Rail ainsi qu'à Maulde, rue Grand'Mazures, avec l'entreprise DELABASSEE SPRL, Haute Wimbreucq, 9 à 7760 Escanaffles, au montant de son offre s'élevant à 123.024,00€ hors TVA soit 148.859,04€ TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits par voie de modification budgétaire n°2 du budget extraordinaire 2016, sous l'article 4213/731-60;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de prendre connaissance de cette décision et de délibérer s'il admet ou non la dépense;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 18 juillet 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

PREND CONNAISSANCE :

de la décision prise par le collège communal en séance du 1er juillet 2016, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché ayant pour objet des travaux de réfection de voiries effondrées suite aux inondations du 7 juin 2016, rue Relambu et chemin du Rail à Béclers ainsi que rue Grand'Mazures à Maulde.

Article 2 : le marché, dont il est question à l'article 1er, est passé par procédure négociée, conformément à l'article 26, §1, 1c) auprès de l'entreprise DELABASSEE SPRL, Haute Wimbreucq, 9 à 7760 Escanaffles, au montant de son offre s'élevant à 123.024,00€ hors TVA (en application de l'autoliquidation par le cocontractant, le montant de la TVA au taux de 21% sera payé auprès du service public fédéral Finances).

Article 3 : les clauses contractuelles administratives, générales et particulières du marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

Article 4 : le conseil communal prendra acte et admettra ou non la dépense lors de sa prochaine séance, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 5 : les crédits nécessaires seront inscrits par voie de modification budgétaire n°2 du budget extraordinaire 2016, sous l'article 4213/731-60;

A l'unanimité;

ADMET

la dépense.

54. Tournai. Travaux de curage de fossés et de nettoyage de canalisations suite aux inondations des 7 et 8 juin 2016. Articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L1222-3 et 4 et L 1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, notamment l'article 26;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Considérant qu'avertis par les services de police, les services techniques ont constaté que de nombreux fossés ainsi que certaines canalisations d'égouttage étaient saturés de terre, de boue et de briquillons suite aux inondations des 7 et 8 juin derniers;

Considérant que, vu le mauvais écoulement des eaux, ces situations provoquaient des coulées de boue sur la route;

Considérant que, pour d'évidentes raisons de sécurité, une signalisation conforme à la réglementation en vigueur a été immédiatement posée et qu'il a été décidé de faire procéder aux travaux de curage et de nettoyage;

Considérant que l'urgence démontrée ci-dessus ne permettait pas de respecter les délais exigés par les procédures autres que la procédure négociée;

Considérant que contact a été pris avec trois entreprises capables de répondre immédiatement à l'urgence et à l'impérieuse nécessité de faire disparaître les risques liés;

Considérant que les offres ont été sollicitées sur base des instructions données sur site;

Considérant qu'une seule entreprise a remis une offre : l'entreprise DELABASSEE, Haute Wimbreucq 9 à 7760 Escanaffles pour un montant estimé à 126.050€ hors TVA soit 152.520,50€ TVA comprise;

Considérant que les travaux consistaient en la remise en état des fossés (curage) en ayant préalablement nettoyé les têtes de pont avec évacuation des produits de curure;

Considérant que cinq voiries ont fait l'objet d'une visite préalable et que l'urgence des travaux s'est portée sur les rues suivantes :

- Petit chemin, chemin d'Ath, Grand chemin à Béclers
- route de Lamain à Marquain
- rue de la Pannerie à Froidmont
- rue Grand Mazures à Maulde
- chemin du Ruisseau à Kain;

Considérant que, régis par le cahier général des charges type RW-version 2009, dénommé "Qualiroutes", les travaux ont été confiés à l'entreprise DELABASSEE, conformément à l'article 26, § 1 1er c) de la loi sur les marchés publics;

Considérant que le paiement se fera sur base de l'offre pour les travaux principaux et sur présentation des factures détaillées dans le cadre d'un marché à remboursement pour les travaux imprévisibles;

Considérant qu'aucun crédit budgétaire ne permet de faire face à la dépense, qu'il est fait application de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et qu'un crédit sera inscrit au budget extraordinaire 2016 par voie de modification budgétaire n°2;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

PREND CONNAISSANCE

de la décision prise par le collège communal en séance du 29 juillet 2016, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché ayant pour objet des travaux de curage de fossés et de nettoyage de canalisations suite aux inondations des 7 et 8 juin 2016 dans l'entité.

Article 2 : le marché, dont il est question à l'article 1er, est passé par procédure négociée, conformément à l'article 26, §1 - 1 c) auprès de l'entreprise DELABASSEE, Haute Wimbreucq 9 à 7760 Escanaffles, au montant de son offre s'élevant à 126.050,00€ hors TVA (en application de l'autoliquidation par le cocontractant, le montant de la TVA au taux de 21% sera payé auprès du service public fédéral finances. Le n° de TVA de l'administration communale de Tournai est le 207.354.920.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives, générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics. Le paiement se fera sur base de l'offre pour les travaux principaux et sur présentation des factures détaillées dans le cadre d'un marché à remboursement pour les travaux imprévisibles.

Article 4 : le conseil communal prendra acte de cette décision et admettra ou non la dépense lors de sa prochaine séance, comme prévu aux articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

A l'unanimité;

ADMET

la dépense.

55. Ilot des Sept Fontaines. Rénovation de la chaufferie. Article L1222-3 du code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article L 1222-3 du code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, §1er, 1°, a et c;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5, §3;

Considérant que l'installation de chauffage à l'Ilot des Sept Fontaines est tombée en panne, que le chauffage et la production d'eau chaude ne peuvent plus être assurés et qu'il est urgent de faire procéder aux réparations d'autant que des familles ayant des enfants en bas âge sont impactées par cette panne;

Considérant que, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité démontrées ci-dessus, le collège communal a décidé, en séance du 3 juin 2016, de désigner comme prestataire de services dans le cadre du marché de services ayant pour objet l'étude de faisabilité, la rédaction du cahier spécial des charges, l'analyse des offres et le suivi des travaux relatifs au remplacement du système de chauffage de l'Ilot des Sept Fontaines, BE DTS SPRL, avenue des Dauphins, 8 à 1495 Sart-Dames-Avelines, au montant de son offre régulière, négociée, répondant aux prescriptions du cahier des charges et s'élevant à 21.440,00€ hors TVA, soit 25.942,40€ TVA comprise;

Considérant que cet auteur de projet a transmis les documents du marché, dont le coût est estimé à 64.645,00 € hors TVA, soit 78.220,45 € TVA comprise;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques du marché, celui-ci peut être passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, conformément à l'article 26, §1er, 1°a et c de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que les entreprises suivantes ont été consultées en urgence en vue de remettre offre:

- CELSIUS HVAC, avenue de Maire, 91 à 7500 Tournai
- CFA Chaud Froid Applications, rue du Mont d'Orcq, 1 à 7503 Froyennes
- Etablissements Karl BOUVEZ, rue de Douvrain, 3 à 7011 Ghlin
- ENVISYS SPRL, avenue du Champ de Bataille, 237 à 7012 Jemappes;

Considérant que les crédits nécessaires seront prévus au budget de la régie foncière par voie de modification budgétaire, sous l'article 60200;

Vu l'avis Négatif du Directeur financier du 08 septembre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

A l'unanimité;

PREND ACTE

de la décision du collège communal du 2 septembre 2016 prise vu l'urgence et l'impérieuse nécessité :

Article 1 : il est passé un marché de travaux ayant pour objet la rénovation de la chaufferie collective de l'Ilôt des Sept Fontaines, dont le coût est estimé à 64.645,00 € hors TVA, soit 78.220,45 € TVA comprise.

Cette estimation a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché, dont il est question à l'article 1er, est passé par procédure négociée et ce conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1^a et c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ce, sous réserve des dérogations contenues dans les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les entreprises suivantes sont consultées :

- CELSIUS HVAC, avenue de Maire, 91 à 7500 Tournai
- CFA Chaud Froid Applications, rue du Mont d'Orcq, 1 à 7503 Froyennes
- Etablissements Karl BOUVEZ, rue de Douvrain, 3 à 7011 Ghlin
- ENVISYS SPRL, avenue du Champ de Bataille, 237 à 7012 Jemappes

Article 5 : de donner connaissance de cette décision au conseil communal qui en prendra acte lors de sa prochaine séance.

Article 6 : la présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle.

Article 7 : les crédits seront prévus au budget de la régie foncière par voie de modification budgétaire, sous l'article 60200.

56. Bibliothèque communale. Installation au stade Luc Varenne. Fourniture et pose d'éclairage.
Article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Pour les points 56 et 57, les conseillers communaux ECOLO voteront contre par cohérence avec leur vote précédent sur la localisation temporaire de la bibliothèque.

Par 32 voix pour et 3 voix contre, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, §1, 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105, §1^{er}, 4^o et 110, dernier alinéa;

Vu le rapport du 31 mai 2016 établi par les services techniques stipulant :

"Les locaux de la maison de la culture où est implantée actuellement la bibliothèque communale seront prochainement en travaux et celle-ci sera transférée au stade Luc Varenne, où des espaces sont disponibles au rez-de-chaussée et au premier étage.

La fonction première du bâtiment n'étant pas l'accueil d'une bibliothèque, certains aménagements doivent être effectués avant la date prévue du déménagement pour pouvoir accueillir la bibliothèque dans des conditions optimales, notamment l'éclairage.

Les travaux devront être réalisés avant le 15 septembre 2016 (date estimée du déménagement), en sachant que des travaux de peintures seront entrepris avant la susdite date.

Pour ce faire, contact a été pris avec deux entreprises capable de répondre immédiatement à l'urgence de réaliser ces travaux, de manière à ce qu'elles nous transmettent leurs devis sur base des instructions reprises sur le récapitulatif des travaux transmis par courriel.

Les deux entreprises consultées sont :

- LA TECHNIQUE, rue de la Lys, 21 à 7500 Tournai
- BRACOR ELECTRIC DEVELOPMENT, boulevard du Tivoli, 37 bte3 à 7100 La Louvière.

Les entreprises ayant remis une offre sont :

Entreprises	Montants hors TVA
LA TECHNIQUE	20.197,49€
BRACOR ELECTRIC DEVELOPMENT	19.960,56€

L'offre la plus intéressante émane de l'entreprise BRACOR ELECTRIC DEVELOPMENT, boulevard Tivoli, 37 - boîte 3 à 7100 La Louvière. Aussi, il est proposé de lui confier, par procédure négociée et sans publicité, les travaux d'éclairage au stade Luc Varenne en vue d'accueillir la bibliothèque communale, au montant de 19.960,56€ hors TVA, soit 24.152,28€ TVA comprise.

Ceux-ci peuvent être confiés conformément à l'article 26, §1c de la loi sur les marchés publics, invoquant l'urgence et l'impérieuse nécessité. Le paiement se fera sur base de l'offre pour les travaux principaux et sur la présentation de factures détaillées dans le cadre d'un marché à remboursement pour les travaux imprévisibles. L'ordre de commencer est signifié immédiatement à l'entreprise."

Considérant que l'auteur de projet a proposé de désigner l'entreprise au montant de son offre présentant le meilleur rapport qualité/prix, s'élevant à 24.152,28€ TVA comprise;

Considérant qu'un crédit de 50.000,00€ a été prévu par voie de modification budgétaire n°1 sous l'article 767/723-60 du budget extraordinaire 2016;

Considérant la décision du collège communal du 17 juin 2016 de passer, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1^{er}, 1^{er} c de la loi du 15 juin 2006, un marché de fournitures ayant pour objet la fourniture et la pose d'éclairage au stade Luc Varenne, avec l'entreprise BRACOR ELECTRIC DEVELOPMENT, boulevard du Tivoli, 37 - boîte 3 à 7100 La Louvière, au montant de son offre s'élevant à 24.152,28€ TVA comprise;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de prendre connaissance de cette décision;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 18 juillet 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 32 voix pour et 3 voix contre;

PREND CONNAISSANCE

de la décision du collège communal prise en séance du 17 juin 2016, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

1. Il est passé un marché de fournitures ayant pour objet la fourniture et la pose d'éclairage au stade Luc Varenne, afin de pouvoir y accueillir la bibliothèque communale.
2. Ce marché est passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1°c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, avec l'entreprise BRACOR ELECTRIC DEVELOPMENT, boulevard du Tivoli, 37 - boîte 3 à 7100 La Louvière, au montant de son offre répondant aux attentes du pouvoir adjudicateur et s'élevant à 24.152,28€ TVA comprise.
3. Le crédit permettant de supporter la dépense a été inscrit au budget extraordinaire 2016 par voie de modification budgétaire n°1, sous l'article 767/723-60 à concurrence de 50.000,00€.
4. De passer commande immédiatement.
5. De donner connaissance de cette décision au conseil communal du 19 septembre 2016.

57. Bibliothèque communale. Installation au stade Luc Varenne. Travaux de chauffage et de climatisation. Articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Par 32 voix pour et 3 voix contre, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, §1, 1°c;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105, §1er, 4° et 110, dernier alinéa;

Vu le rapport du 31 mai 2016 établi par les services techniques stipulant :

"Les locaux de la maison de la culture où est implantée actuellement la bibliothèque communale seront prochainement en travaux et celle-ci sera transférée au stade Luc Varenne, où des espaces sont disponibles au rez-de-chaussée et au premier étage.

La fonction première du bâtiment n'étant pas l'accueil d'une bibliothèque, certains aménagements doivent être effectués avant la date prévue du déménagement pour pouvoir accueillir la bibliothèque dans des conditions optimales.

C'est, notamment, le cas en ce qui concerne le système de chauffage/climatisation, comme précisé ci-dessous :

- en effet, le système de chauffage par aérothermes au premier étage ne convient pas car les deux aérothermes génèrent trop de bruit et le débit d'air produit est trop important dans le cadre d'une bibliothèque;

- la surface de vitrages étant très importante, la température intérieure pendant les périodes ensoleillées est élevée.

Il est donc proposé d'installer des pompes à chaleur qui permettent à la fois le chauffage et la climatisation.

Les travaux devront être réalisés avant le 15 septembre 2016 (date estimée du déménagement), sachant que des travaux de renouvellement de l'éclairage et de parachèvement devront également être entrepris avant cette date.

Pour ce faire, contact a été pris avec trois entreprises capables de répondre immédiatement à l'urgence et l'impérieuse nécessité de réaliser ces travaux, de manière à ce qu'elles nous transmettent leurs devis sur base des instructions reprises sur le récapitulatif des travaux transmis par courriel.

Les trois entreprises consultées sont :

- CELSIUS HVAC SA, avenue de Maire, 91 à 7500 Tournai*
- CFA SA, zoning industriel de Tournai Ouest 1, rue du Mont d'Orcq, 1 à 7503 Froyennes*
- Etablissements Karl BOUVE, rue de Douvrain, 3 à 7011 Ghlin.*

Les entreprises ayant remis une offre sont :

Entreprise	Montant hors TVA
CELSIUS HVAC SA	55.356,38€
CFA SA	17.775,60€ (offre incomplète)
Ets KARL BOUVE	63.442,00€

L'entreprise CFA SA n'a remis prix que pour la partie chauffage.

L'offre la plus intéressante émane de l'entreprise CELSIUS Heating, Ventilation and Air-Conditioning SA ("chauffage, ventilation et climatisation"), avenue de Maire, 91 à 7500 Tournai. Aussi, il est proposé de lui confier par procédure négociée et sans publicité, les travaux de chauffage et climatisation au stade Luc Varenne, en vue d'accueillir la bibliothèque communale, au montant de 55.356,38€ hors TVA, soit 66.981,22€ TVA comprise.

Ceux-ci peuvent être confiés, conformément à l'article 26, §1c de la loi sur les marchés publics, invoquant l'urgence et l'impérieuse nécessité. Le paiement se fera sur base de l'offre pour les travaux principaux et sur la présentation de factures détaillées dans le cadre d'un marché à remboursement pour les travaux imprévisibles. L'ordre de commencer est signifié immédiatement à l'entreprise.";
Considérant la décision du collège communal du 15 juillet 2016 de passer, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1^o de la loi du 15 juin 2006, un marché de travaux ayant pour objet l'installation du chauffage et de la climatisation au stade Luc Varenne, afin d'y accueillir la bibliothèque communale et l'ASBL maison

de la culture, avec l'entreprise CELSIUS HVAC, avenue de Maire, 91 à 7500 Tournai, au montant de son offre s'élevant à 66.981,22€ TVA comprise;

Considérant que le solde disponible sous l'article 767/723-60 est insuffisant pour ces travaux de chauffage et de climatisation et que des crédits seront prévus lors de la modification budgétaire n°2 de l'exercice 2016;

Considérant que le financement de ce marché sera assuré par le fonds de réserve extraordinaire via le transfert de crédits inutilisés au service ordinaire pour un montant de 65.000,00€ de la fonction 767 (articles 767/124-02: 50.000,00€ et 767/124-06: 15.000,00€) ;

Considérant qu'il appartient au conseil communal de prendre acte de la décision prise par le collège communal en séance du 3 juin 2016 et de délibérer s'il admet ou non la dépense;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

PREND CONNAISSANCE

de la décision prise par le collège communal en séance du 15 juillet 2016, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché de travaux ayant pour objet des travaux de chauffage et de climatisation au stade Luc Varenne, afin d'y accueillir la bibliothèque communale et l'ASBL maison de la culture.

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1°c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, fournitures et services, avec l'entreprise CELSIUS HVAC, avenue de Maire, 91 à 7500 Tournai, au montant de son offre répondant aux attentes du pouvoir adjudicateur, s'élevant à 66.981,22€ TVA comprise.

Article 3 : de donner l'ordre de commencer les travaux immédiatement.

Article 4 : de pourvoir aux dépenses relatives à l'exécution de ce marché, en vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. La régularisation des crédits sera effectuée lors de la deuxième modification budgétaire extraordinaire 2016 à l'article 767/723-60 via le transfert dans le fonds de réserve extraordinaire de crédits inutilisés au service ordinaire pour un montant de 65.000,00€ (fonction 767).

Article 5 : de donner connaissance de cette décision au prochain conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense;

Par 32 voix pour et 3 voix contre;

ADMET

la dépense.

**58. Maison de la culture. Désamiantage. Mode et conditions de passation du marché.
Approbation.**

Monsieur l'Echevin Vincent BRAECKELAERE sort de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 23, 24 et 38;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5, §2;

Considérant qu'en séance du 8 juillet 2016, le collège communal a décidé d'approuver l'avenant relatif aux études et suivi de chantier de désamiantage préalable à la rénovation de la maison de la culture de Tournai et de les confier au bureau d'architecture ANORAK, auteur de projet, au montant de 40.371,65€ TVA comprise basé sur les heures prestées pour ces études en quantités forfaitaires, une somme fixe à justifier pour ces prestations complémentaires imprévues étant proposée en quantités présumées au taux horaire de 85,00€ hors TVA;

Considérant que le bureau d'architecture ANORAK a déposé les documents du marché relatif au désamiantage de la maison de la culture dont le coût est estimé à 424.927,80€ TVA comprise;

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 31 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1er : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet le désamiantage de la maison de la culture dont le coût est estimé à 351.180,00 € hors TVA, soit 424.927,80 € TVA comprise.

Cette estimation a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de travaux sera passé par adjudication ouverte conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ce, sous réserve des dérogations contenues dans les documents du marché établis à cet effet et aux plans y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir:

- un certificat d'agrération en catégorie G5 - classe 3
- la liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, cette liste étant appuyée d'attestation de bonne exécution pour les travaux les plus importants.

Article 5 : des crédits de l'ordre de 3.425.000,00 € sont inscrits au budget extraordinaire 2016 sous l'article 7623/724-60.

Article 6: cette délibération sera transmise à l'autorité de tutelle.

59. Académie des Beaux-Arts (enseignement à horaire réduit). Démolition et reconstruction de l'atelier céramique. Mission d'auteur de projet. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 §1er 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 §2;

Considérant qu'à l'académie des Beaux-Arts, l'atelier céramique est installé dans un bâtiments vétuste et insalubre et qu'outre des problèmes de sécurité dus à l'effondrement et à des infiltrations d'eau en toiture, l'état du local est non conforme au bien-être des élèves et des enseignants;

Considérant qu'il s'avère donc nécessaire de procéder à sa démolition et à sa reconstruction;

Considérant qu'il y a lieu de passer un marché de services ayant pour objet une mission d'auteur de projet;

Considérant que les services techniques ont établi les documents du marché, dont le coût est estimé à 80.000,00 € hors TVA, soit 96.800,00 € TVA comprise;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques du marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, conformément à l'article 26, § 1er, 1°, a de la loi du 15 juin 2006;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 31 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1er : Il sera passé un marché de services consistant en une mission d'auteur de projet relative à la démolition et à la reconstruction du bâtiment occupé par l'atelier céramique de l'académie des Beaux-Arts, dont le coût est estimé à 80.000,00 € hors TVA, soit 96.800,00 € TVA comprise.

Cette estimation a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de services sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, conformément à l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ce, sous réserve des dérogations contenues dans les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits de l'ordre de 100.000,00 € ont été inscrits au budget extraordinaire 2016 par voie de modification budgétaire n° 1 sous l'article 734/733-60.

60. Aménagement d'un skate park. Nouvelle procédure. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu sa décision du 25 avril 2016 de passer par appel d'offres ouvert, conformément aux articles 23 et 25 de la loi du 15 juin 2006, un marché de travaux ayant pour objet la construction d'un skate park dans le périmètre du hall des sports de la Caisse d'épargne de la ville de Tournai, dont le coût est estimé à 438.095,63 € TVA comprise;

Considérant que la date du dépôt des offres a été fixée au lundi 6 juin 2016;

Considérant que deux offres ont été déposées, à savoir:

- SA NONET de Floreffe

- SA TRBA de Péruwelz

Considérant qu'après analyse des offres, l'auteur de projet a considéré que celles-ci étaient irrégulières;

Considérant qu'en séance du 19 août 2016, le collège communal a décidé de considérer les offres des entreprises NONET SA et TRBA SA comme matériellement irrégulières, nulles et non avenues, ainsi que de relancer ce marché de travaux en proposant au conseil communal de le passer par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° e de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que l'auteur de projet a transmis le dossier complet, dont le coût est estimé à 362.741,00 € hors TVA, soit 438.916,61 € TVA comprise;

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques du marché, il lui est proposé de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation pour ce marché, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° e de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 31 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1er : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet l'aménagement d'un skate park dans le périmètre du hall des sports de la caisse d'épargne de la ville de Tournai, dont le coût est estimé à 362.741,00 € hors TVA, soit 438.916,61 € TVA comprise.

Cette estimation a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° e de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ce, sous réserve des dérogations contenues dans les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits de l'ordre de 439.000,00 € sont inscrits au budget extraordinaire 2016 sous l'article 764/722-60.

Article 5 : la présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle.

61. Cimetière de Blandain. Remplacement de la clôture du mur d'enceinte. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la décision prise par le collège communal du 12 décembre 2014 de désigner l'entreprise PARENT-DELMOTTE SPRL, rue de la Machine à Feu, 9 à 7370 Dour, pour le remplacement de la clôture du mur d'enceinte du cimetière de Blandain, au montant de son offre régulière et la plus avantageuse s'élevant à 21.720,00€ hors TVA, soit 26.281,20€ TVA comprise;

Vu la décision du collège communal du 13 mai 2015 d'approuver l'avenant n°1 au marché de travaux de remplacement de la clôture du mur d'enceinte du cimetière de Blandain, consistant en une modification des plaques à commander au montant de 1.172,71€ hors TVA, soit 1.418,98€ TVA comprise;

Considérant que, dans le cadre de cet avenant, une seconde plaque de réserve a été commandée;

Vu le rapport de l'auteur de projet stipulant que : *"Dans le cadre de l'avenant au marché ayant pour objet la réfection du mur d'enceinte du cimetière de Blandain, une plaque de réserve avait été prévue. Toutefois, une seconde plaque de réserve s'est avérée nécessaire au cas où, en manipulant celle-ci lors du transport, l'une d'elle venait à être abîmée. Le service voirie est allé prendre possession des plaques en date du 1er avril 2016 et les a déposées au cimetière de Blandain. Les crédits inscrits au budget extraordinaire s'avèrent, compte tenu de cette commande supplémentaire, insuffisants pour honorer la facture certifiée conforme de l'entreprise PARENT-DELMOTTE. Une fiche de demande de modification budgétaire est établie au montant de 104,60€ TVA comprise pour pouvoir payer la facture n°2016/164, d'un montant total de 208,70€ TVA comprise."*;

Considérant que le retard de paiement de cette facture pouvant entraîner des intérêts de retard, le collège communal a décidé, en date du 10 juin 2016, de pourvoir à la dépense, conformément aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et d'en donner connaissance au prochain conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense; Considérant que la régularisation des crédits se fera par voie de modification budgétaire n°2 de l'exercice 2016;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 16 juin 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

d'admettre la dépense supplémentaire d'un montant de 104,60€, relative à la fourniture d'une seconde plaque de réserve dans le cadre du marché de travaux de remplacement du mur d'enceinte du cimetière de Blandain.

62. Eclairage public. Illumination des fortifications de la tour Marvis. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu sa décision du 23 mars 2015 relative à la pose d'illuminations des fortifications de la tour Walter de Marvis, visant à remplacer, comme proposé par l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES), l'entreprise TECHNIQUE ELECTRIQUE INDUSTRIELLE SA par l'entreprise ELECTROMONTAGE SA, zone artisanale de la Rivèrette, 67 à 7330 Saint-Ghislain, et d'imputer la dépense relative à ces travaux sur l'article 426/735-60 du budget extraordinaire 2015;

Considérant que les crédits reportés au budget extraordinaire 2016 en exercices antérieurs ne permettent pas la liquidation du solde à payer à l'entreprise ELECTROMONTAGE s'élevant, pour les fournitures, à 1.679,81€ hors TVA, soit 2.032,57€ TVA comprise pour les fournitures;

Considérant que le retard de paiement de cette facture aurait entraîné le paiement d'intérêts de retard;

Vu les dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation stipulant : "*Dans le cas où le moindre retard occasionnerait un préjudice évident, le collège communal peut, sous sa responsabilité, pourvoir à la dépense, à charge d'en donner, sans délai, connaissance au conseil communal qui délibère s'il admet ou non la dépense.*";

Vu la décision prise en séance du 8 juillet 2016 par le collège communal de pourvoir à la dépense, conformément à l'article précité, et d'en donner connaissance au prochain conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense;

Considérant que la régularisation des crédits sera effectuée par voie de modification budgétaire extraordinaire 2016 n°2, sous l'article 426/735-60/15;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

PREND CONNAISSANCE

de la décision prise par le collège communal en séance du 8 juillet 2016, dans le cadre des travaux de pose d'illuminations des fortifications de la tour Walter de Marvis, de pourvoir à la dépense, pour les fournitures, de 1.679,81€ hors TVA soit 2.032,57€ TVA comprise, conformément aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

A l'unanimité;

ADMET

la dépense.

63. Bornes électriques limitant l'accès aux zones piétonnières du centre-ville. Gestion centralisée et informatisée. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Madame la Conseillère communale Laurence BARBAIX sort de séance.

A la demande de Monsieur le Conseiller communal ECOLO, Guillaume DENONNE, Monsieur l'Echevin MR, **Armand BOITE**, précise qu'un contrat de maintenance sera prévu.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 23 et 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 §2;

Considérant qu'afin d'améliorer le contrôle des accès aux zones piétonnières du centre-ville de Tournai en limitant les interventions humaines sur sites, le bureau d'études communal a établi le projet d'une gestion informatisée des bornes électriques;

Considérant que ce système permettra de donner automatiquement l'accès aux zones à l'aide de badges, qui seront délivrés par l'administration aux personnes autorisées à accéder;

Considérant que chaque passage sera répertorié en lieu et en temps par un logiciel de gestion et que la commande des bornes pourra également s'opérer à partir d'un écran d'ordinateur;

Attendu que les bornes mécaniques, qui seront maintenues, se verront munies d'une serrure sécurisée afin d'en empêcher l'utilisation abusive;

Considérant que le devis estimatif de cette mise en oeuvre comprenant également l'alimentation électrique et en ADSL des bornes, s'élève à 208.070,00€ hors TVA, soit 251.764,70€ TVA comprise;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir l'adjudication ouverte, conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 31 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : de passer un marché de travaux ayant pour objet la mise en oeuvre d'une gestion informatisée visant à commander le réseau des bornes électriques limitant l'accès aux zones piétonnières du centre-ville de Tournai pour un montant estimé à 208.070,00€ hors TVA, soit 251.764,70€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché sera passé par adjudication ouverte, conformément aux articles 23 et 24 de la loi sur les marchés publics.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et plan y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir un certificat d'agrément en catégorie C classe 2 et une déclaration sur l'honneur attestant que l'entreprise ne se trouve pas dans l'une des situations visées par l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : des crédits de l'ordre de 250.000,00€ sont inscrits à l'article 42111/731-60 du budget extraordinaire 2016.

64. Office du tourisme et beffroi. Acquisition et installation d'une application informatique de billetterie/boutique/réservation et du matériel nécessaire. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, §1er, 1^oa);

Vu la note de motivation établie par le service informatique et l'office du tourisme stipulant :

"Le système actuel utilisé à l'office du tourisme et au beffroi ne donne pas satisfaction (manque d'ergonomie, manque de souplesse de configuration, bugs fréquents, firme peu accessible...).

La mise en place d'un nouveau système plus facile d'utilisation, avec une interface plus claire, un encodage aisé et rapide, permettra aux collaborateurs d'être plus opérationnels et de proposer un meilleur service.

La mise en place d'un nouveau système permettra également de répondre aux besoins en matière de gestion des réservations, gestion des données clients-fournisseurs, gestion des stocks... Ce qui n'est pas le cas avec le logiciel actuel.

Enfin, l'un des objectifs visés par l'installation d'un nouveau système est de favoriser des synergies entre les différents sites touristiques tournaisiens.

Nous proposons donc de passer un marché pour l'acquisition et l'installation d'une application de billetterie/boutique/réservation et du matériel nécessaire pour l'office du tourisme et le beffroi de Tournai. Ce marché comporte des options obligatoires au-delà du budget disponible en 2016 afin d'étendre le système par l'équipement d'autres sites et de proposer du commerce en ligne pour les réservations et la boutique. Cela permettra, si le système donne satisfaction, de l'étendre via une demande de crédits supplémentaires dans les années à venir.

Vu que le beffroi et les deux films diffusés à l'office du tourisme ont été reconnus comme attractions touristiques par le commissariat général au tourisme le 2 mai 2016, une partie de la dépense est subsidiable par la subvention attraction touristique (taux de 50%).";

Considérant que le service informatique et l'office du tourisme ont établi le cahier spécial des charges relatif à l'acquisition et l'installation d'une application de billetterie, boutique, réservation et du matériel nécessaire, pour un montant de base estimé à 56.100,00€ hors TVA, soit 67.881,00€ TVA comprise et, options comprises, à 78.100,00€ hors TVA soit 94.501,00€ TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires à la conclusion du marché de base sont prévus au budget extraordinaire 2016 sous l'article 561/742-53 et que des crédits complémentaires seront, le cas échéant, inscrits en modification budgétaire n°2 en vue de lever les options;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26, § 1er, 1) a de la loi du 15 juin 2006;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 31 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1 : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition et l'installation d'une application informatique de billetterie, boutique, réservation et du matériel nécessaire destinée à l'office du tourisme et au beffroi, pour un montant de base estimé à 56.100,00€ hors TVA, soit 67.881,00€ TVA comprise et, options comprises, à 78.100,00€ hors TVA soit 94.501,00€ TVA comprise.

Les montants repris à l'alinéa précédent ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de fournitures sera passé par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs entrepreneurs conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi, d'une part, par l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions de travaux publics et, d'autre part, par les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2016 sous l'article 561/742-53, à concurrence de 70.000,00€. Des crédits complémentaires seront, le cas échéant, inscrits en modification budgétaire n°2 pour lever les options comprises dans le marché.

65. Service des espaces verts. Acquisition de diverses machines horticoles. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.
--

Monsieur l'Echevin Vincent BRAECKELAERE rentre en séance.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, demande ce qu'il advient des anciennes machines devenues impropres pour un usage intensif.

Monsieur l'Echevin PS, **Philippe ROBERT**, lui répond que le matériel est utilisé aussi longtemps qu'il fonctionne. Dès lors que ce n'est plus le cas, il est déclassé.

"Ce matériel pourrait continuer à être utilisé de manière moins intense comme dans des ressourceries" fait observer le conseiller communal **Guillaume DENONNE**.

Pour clôturer le débat, le **président** d'assemblée insiste sur la fonction pratique, en particulier, au service des espaces verts. La casse de matériel provient parfois d'un usage impropre de celui-ci, lié à un manque de formation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics notamment l'article 5, §2;

Vu la note de motivation de l'agent technique responsable du service des espaces verts:

"Le service espaces verts souhaite faire l'acquisition de diverses machines horticoles telles que des tondeuses, des taille-haies, des tronçonneuses...

Ces différentes machines viennent en remplacement de celles acquises en 2014, en 2015 aucune n'a été remplacée.

Le service espaces verts couvre à présent l'ensemble des anciens districts, soit +/- 330ha de surface, à cela il faut ajouter 110ha de bois, +/- 100km de sentiers, +/- 10.000 arbres.

L'entretien quotidien met à mal les machines et pour que la qualité du service rendu aux citoyens soit de bonne qualité, le petit matériel horticole doit être remplacé très régulièrement."

Considérant que ce marché de fournitures comprendra les machines suivantes :

- une tondeuse autoportée
- un microtracteur
- un chargeur frontal
- un bac multifonction pour chargeur frontal
- un plateau de coupe pour microtracteur
- une tondeuse autotractée
- un souffleur dos
- un souffleur à main
- un taille-haies de rabattage
- un taille-haies de mise en forme
- une débroussailleuse à dos
- une débroussailleuse à main
- une tronçonneuse d'élagage
- une tondeuse/débroussailleuse à roues
- un microtracteur tondeuse
- une cuve d'arrosage sur essieu routier
- un bras faucheur
- un lamier d'élagage
- un désherbeur thermique à main;

Considérant que ce marché est estimé à 150.000,00 € TVA comprise;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer, par adjudication ouverte, conformément aux dispositions de l'article 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 150.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article 766/744-51;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 31 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il sera passé un marché ayant pour objet l'acquisition de diverses machines horticoles destinées au service des espaces verts pour un montant estimé à 150.000,00€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché de fournitures sera passé par adjudication ouverte conformément aux dispositions de l'article 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant le cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et les plans y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir des preuves des principales livraisons au cours des 3 dernières années de matériel similaire à celui faisant l'objet du présent marché ou de matériel d'un montant équivalent à celui du marché, les certificats CE pour chaque poste repris dans le marché, une déclaration concernant le chiffre d'affaires global minimum de 120.000,00 € hors TVA par an et une déclaration sur l'honneur attestant que l'entreprise ne se trouve pas dans l'une des situations visées par l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : un crédit de 150.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article 766/744-51.

66. Service bus. Acquisition d'un minibus scolaire au gaz naturel. Avis rectificatif. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu sa décision prise en date du 30 mai 2016 de passer par procédure négociée avec publicité, conformément aux dispositions de l'article 26§2 d de la loi du 15 juin 2006, un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'un minibus scolaire au CNG (compressed natural gaz) estimé à 115.000,00€ hors TVA, soit 139.150,00€ TVA (21%) comprise;

Considérant que, suite à une erreur administrative, un avis rectificatif dans le cahier spécial des charges a été envoyé au bulletin des adjudications et au journal officiel de l'Union européenne en date du 5 juillet 2016 afin de préciser le nombre de passagers;

Considérant qu'en séance du 15 juillet 2016, le collège communal a pris connaissance de cet avis rectificatif relatif au nombre de places prévues dans le minibus, à savoir 31 + 1 places (31 passagers

plus le conducteur) et a décidé de le soumettre pour approbation au conseil communal du 19 septembre 2016;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver, dans le cadre du marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'un minibus scolaire au CNG (compressed natural gaz), l'avis rectificatif relatif au nombre de places prévues dans le minibus, à savoir 31 + 1 places (31 passagers + le conducteur), envoyé au bulletin des adjudications et au journal officiel de l'Union européenne.

67. Service propreté publique. Acquisition d'une petite balayeuse. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Madame la Conseillère communale Laurence BARBAIX rentre en séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'il est nécessaire d'acquérir une petite balayeuse destinée au service propreté publique, qui servira essentiellement au nettoyage des rues et trottoirs du centre-ville;

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à ± 66.000,00€ hors TVA, soit ± 79.860,00€ TVA comprise et que ce montant a valeur d'indication sans plus;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 80.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 875/743-98 (montant financé par emprunt);

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'une petite balayeuse destinée au service propreté publique pour un montant estimé à ± 79.860,00€ TVA comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1er, sera régi par les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 80.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 875/743-98 (montant financé par emprunt).

Article 5 : de transmettre la présente délibération à l'autorité de tutelle.

68. Fabrique d'église Saint-Thomas à Maulde. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 26 avril 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 28 avril 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Thomas à Maulde arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 12 mai 2016 réceptionnée en date du 13 mai 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le compte susvisé reprend tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Thomas à Maulde au cours de l'exercice 2015 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 juin 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 26 avril 2016 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Thomas à Maulde arrête son compte pour l'exercice 2015, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	27.920,88€
-----------------------------	------------

- dont une intervention communale ordinaire de secours de	21.569,83€
Recettes extraordinaires totales	20.185,43€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	5.185,43€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.066,32€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	24.865,17€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	5.888,77€
Recettes totales	48.106,31€
Dépenses totales	33.820,26€
Résultat comptable	14.286,05€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Thomas à Maulde;
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

69. Fabrique d'église Saint-Géry à Willemeau. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 18 avril 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 23 avril 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Géry à Willemeau arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 12 mai 2016 réceptionnée en date du 14 mai 2016, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement avec remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : "D15 ramené à 133,40€, faute de justificatif";

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique, aucun dépassement de crédit dans l'ensemble des articles du chapitre II dépenses n'est constaté;

Considérant que, sur base des corrections apportées, le compte 2015 de la fabrique d'église Saint-Géry à Willemeau est conforme à la loi;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 16 juin 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 18 avril 2016 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement culturel Saint-Géry à Willemeau arrête son compte pour l'exercice 2015, est **RÉFORMÉE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
15 (dépenses)	Achat de livres liturgiques	151,40€	133,40€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	12.659,25€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	0,00€
Recettes extraordinaires totales	11.049,72€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	8.639,58€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	995,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	11.539,98€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	4.820,28€
Recettes totales	23.708,97€
Dépenses totales	17.355,26€
Résultat comptable	6.353,71€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Géry à Willemeau et à l'organe représentatif agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être

introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Géry à Willemeau;
- à l'organe représentatif agréé (Évêché de Tournai).

70. Fabrique d'église Saint-Lazare à Tournai. Compte 2015. Approbation.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 18 avril 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 20 avril 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Lazare à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 2 mai 2016 réceptionnée le 4 mai 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement avec remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant les remarques de l'organe représentatif agréé : "*facture TOTAL mazout 831,62€, enregistrée au compte : 831,60€ (différence = 2 cents), pour les exercices ultérieurs, merci d'agrafer les feuilles entre elles, par groupe*";

Considérant que le formulaire des ajustements internes est parvenu à l'administration communale de Tournai le 3 juin 2016;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Lazare à Tournai au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 16 juin 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 18 avril 2016 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Lazare à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2015, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	32.916,97€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	21.880,81€
Recettes extraordinaires totales	6.003,06€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	3.218,06€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.561,74€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	24.654,36€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	3.000,00€
Recettes totales	38.920,03€
Dépenses totales	29.216,10€
Résultat comptable	9.703,93€

L'attention du conseil de fabrique est attirée sur la demande de l'organe représentatif du culte agréé : *"Facture TOTAL mazout 831,62€, enregistrée au compte : 831,60€ (différence = 2 cents), pour les exercices ultérieurs, merci d'agrafer les feuilles entre elles, par groupe"*.

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Lazare à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

71. Fabrique d'église du Sacré-Coeur à Tournai. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 24 avril 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 25 avril 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel du Sacré-Coeur à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 29 avril 2016 réceptionnée en date du 4 mai 2016 par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant la délibération du conseil communal du 29 juin 2015 relative à l'approbation du compte 2014, le résultat du compte 2014 est de 14.773,13€ et non pas 14.772,75€ et qu'il y a donc lieu de corriger;

Considérant que le montant de 1.140,58€ inscrit par le conseil de fabrique à l'article 41 "Remise au trésorier" des dépenses du chapitre II est erroné, que le montant à inscrire est de 1.138,69€ [52.579,21€ (recettes ordinaires) - 29.805,37€ (supplément communal) x 5%]) et qu'il y a donc lieu d'adapter le compte en conséquence;

Considérant les inscriptions en recettes extraordinaires : 6.895,75€ à l'article 28c "Indemnité d'assurance pour travaux extraordinaires" et 142,80€ à l'article 28d "Remboursements divers";

Considérant qu'en l'absence d'inscriptions au budget 2015, de justificatifs et d'explications détaillées du conseil de fabrique, il y a lieu de réformer ces deux montants;

Considérant les inscriptions en dépenses extraordinaires : 4.550,40€ à l'article 58 "Grosses réparations d'autres propriétés bâties" et 750,00€ à l'article 61 "Autres dépenses extraordinaires";

Considérant qu'en l'absence d'inscriptions au budget 2015, d'explications détaillées du conseil de fabrique et de factures détaillant les travaux réalisés, il y a lieu de réformer ces deux montants;

Considérant que, sur base du document des ajustements internes, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre II des dépenses n'est constaté;

Considérant que, sur base des corrections apportées, le compte 2015 de la fabrique d'église du Sacré-Coeur est conforme à la loi;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 16 juin 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 24 avril 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sacré-Coeur à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2015, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
41 (dépenses)	Remise au trésorier	1.140,58€	1.138,69€

19 (recettes)	reliquat du compte	14.772,75€	14.773,13€
28c (recettes)	Indemnité d'assurance	6.895,75€	0,00€
28d (recettes)	Remboursements divers	142,80€	0,00€
61 (dépenses)	Autres dépenses extraordinaires	750,00€	0,00€
58 (dépenses)	Grosses réparations du presbytère	4.550,40€	0,00€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	52.579,21€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	29.805,37€
Recettes extraordinaires totales	14.773,13€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	14.773,13€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.430,81€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	45.588,53€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
Recettes totales	67.352,34€
Dépenses totales	50.019,34€
Résultat comptable	17.733,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Sacré-Coeur à Tournai et à l'organe représentatif du culte agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site Internet du conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Sacré-Coeur à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

72. Fabrique d'église Notre-Dame de la Salette à Tournai. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 23 avril 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 25 avril 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Salette à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 12 mai 2016 réceptionnée en date du 13 mai 2016 par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Notre-Dame de la Salette à Tournai au cours de l'exercice 2015 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 16 juin 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1 : la délibération du 23 avril 2016 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Salette à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2015, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	20.825,59€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	16.513,12€
Recettes extraordinaires totales	15.308,87€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	15.308,87€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	682.96€

Dépenses ordinaires du chapitre II totales	18.277,37€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
Recettes totales	36.134,46€
Dépenses totales	18.960,33€
Résultat comptable	17.174,13€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Notre-Dame de la Salette à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

73. Fabrique d'église Saint-Pierre à Vaulx. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 12 avril 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 19 avril 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Vaulx arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 12 mai 2016 réceptionnée le 13 mai 2016 par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement avec remarques les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant les remarques de l'organe représentatif agréé : *"A l'avenir, prière d'annexer un récapitulatif des dépenses poste par poste, article 5 : reprendre les dépenses d'achat d'ampoules à l'article 27 du chapitre II (entretien de l'église), établir un relevé de créance signé par le bénéficiaire pour tout remboursement."*;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Pierre à Vaulx, au cours de l'exercice 2015 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 16 juin 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 12 avril 2016 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Vaulx arrête son compte pour l'exercice 2015, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	28.335,48€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	26.397,39€
Recettes extraordinaires totales	9.205,50€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	9.205,50€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.067,94€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	20.959,36€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0.00€
Recettes totales	37.540,98€
Dépenses totales	25.027,30€
Résultat comptable	12.513,68€

L'attention du conseil de fabrique est attirée sur les remarques de l'organe représentatif du culte agréé : *"A l'avenir, prière d'annexer un récapitulatif des dépenses poste par poste, article 5 : reprendre les dépenses d'achat d'ampoules à l'article 27 du chapitre II (entretien de l'église), établir un relevé de créance signé par le bénéficiaire pour tout remboursement"*.

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Pierre à Vaulx;
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

74. Fabrique d'église Saint-Amand à Lamain. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;
 Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;
 Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;
 Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;
 Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;
 Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;
 Vu la délibération du 19 avril 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 22 avril 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Lamain arrête son compte pour l'exercice 2015;
 Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;
 Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;
 Vu la décision du 2 mai 2016 réceptionnée en date du 4 mai par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, avec remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et approuve sans remarque le reste du compte;
 Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : "*Pour les exercices ultérieurs, merci de joindre un récapitulatif des dépenses par article*";
 Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;
 Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;
 Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Amand à Lamain, au cours de l'exercice 2015 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;
 Vu l'avis Positif du Directeur financier du 16 juin 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 19 avril 2016 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Lamain arrête son compte pour l'exercice 2015, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	18.836,35€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	14.412,32€
Recettes extraordinaires totales	4.396,37€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	4.396,37€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.203,89€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	15.747,59€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
Recettes totales	23.232,72€
Dépenses totales	18.951,48€

Résultat comptable	4.281,24€
---------------------------	------------------

L'attention du conseil de fabrique est attirée sur la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : *" Pour les exercices ultérieurs, merci de joindre un récapitulatif des dépenses par articles."*

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Amand à Lamain
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

75. Fabrique d'église Saint-Martin à Warchin. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 23 avril 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 25 avril 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Warchin arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 12 mai 2016 réceptionnée en date du 13 mai 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Martin à Warchin au cours de l'exercice 2015 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 16 juin 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 23 avril 2016 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Warchin arrête son compte pour l'exercice 2015, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	14.617,65€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	9.944,81€
Recettes extraordinaires totales	22.610,04€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	22.115,04€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.768,58€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	14.239,40€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
Recettes totales	37.227,69€
Dépenses totales	16.007,98€
Résultat comptable	21.219,71€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Martin à Warchin
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

76. Fabrique d'église Saint-Amand à Hertain. Compte 2015. Approbation
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 20 mars 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 31 mars 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Hertain arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 14 avril 2016 réceptionnée le 15 avril 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement avec remarque les dépenses reprises dans le chapitre I et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant les remarques de l'organe représentatif du culte agréé : *"A l'avenir, veuillez joindre le récapitulatif des recettes et dépenses par article, joindre les mandats de paiement ainsi que l'état du patrimoine."*;

Considérant que le formulaire des ajustements internes est parvenu à l'administration le 13 mai 2016;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Amand à Hertain, au cours de l'exercice 2015 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 juin 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 20 mars 2016 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Hertain arrête son compte pour l'exercice 2015, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	4.190,20€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	1.821,18€
Recettes extraordinaires totales	16.493,70€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	4.493,70€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	998,92€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	4.507,95€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
Recettes totales	20.683,90€
Dépenses totales	5.506,87€
Résultat comptable	15.177,03€

L'attention du conseil de fabrique est attirée sur la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : *"A l'avenir, veuillez joindre le récapitulatif des recettes et dépenses par article, joindre les mandats de paiement ainsi que l'état du patrimoine."*

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Amand à Hertain
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

77. Fabrique d'église Saint-Elleuthère à Blandain. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII,6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 21 mars 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 24 mars 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Elleuthère à Blandain arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 30 mars 2016 réceptionnée en date du 31 mars 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Elleuthère à Blandain au cours de l'exercice 2015 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 15 juillet 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1 : la délibération du 21 mars 2016 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Eleuthère à Blandain arrête son compte pour l'exercice 2015, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	56.219,59€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	37.359,65€
Recettes extraordinaires totales	22.575,82€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	2.852,79€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	5.343,06€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	49.283,03€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	19.723,00€
Recettes totales	78.795,41€
Dépenses totales	74.349,09€
Résultat comptable	4.446,32€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Eleuthère à Blandain
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

78. Fabrique d'église Sainte-Vierge à Melles. Compte 2015. Approbation.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 8 février 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 18 avril 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Vierge à Melles arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 3 mai 2016 réceptionnée le 2 juin 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement avec remarques les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant les remarques de l'organe représentatif du culte agréé : "*Article 3: manque la facture de 16,77€, vin acheté par la sacristine. Accepté, car le relevé de créance est présent. Article 9: blanchissage du linge : idem. A modifier pour les années à venir*";

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte et remis à l'administration communale le 22 juin 2016, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Sainte-Vierge à Melles, au cours de l'exercice 2015 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 15 juillet 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1 : la délibération du 8 février 2016 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Vierge à Melles arrête son compte pour l'exercice 2015, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	15.024,17€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	13.996,44€
Recettes extraordinaires totales	185,26€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	185,26€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.786,75€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	11.242,88€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0.00€
Recettes totales	15.209,43€
Dépenses totales	13.029,63€
Résultat comptable	2.179,80€

L'attention du conseil de fabrique est attirée sur la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : "*à l'avenir, joindre toutes les factures*".

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Sainte-Vierge à Melles
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

79. Fabrique d'église Saint-Albin à Barry. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 19 mai 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 20 mai 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Albin à Barry, arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 26 mai 2016 réceptionnée en date du 27 mai 2016, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I et approuve le reste du compte sans remarque;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Albin à Barry au cours de l'exercice 2015 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 15 juillet 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1 : la délibération du 19 mai 2016 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Albin à Barry arrête son compte pour l'exercice 2015, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	13.115,68€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	12.111,31€
Recettes extraordinaires totales	2.177,54€

- dont un boni comptable du compte 2014 de	2.177,54€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.839,32€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	10.463,28€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	2.513,48€
Recettes totales	15.293,22€
Dépenses totales	14.816,08€
Résultat comptable	477,14€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Albin à Barry
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

80. Fabrique d'église protestante de Tournai-Estaimpuis. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples, l'article 2;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, l'article 18;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 13 mars 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 1er avril 2016, par laquelle le conseil d'administration de l'établissement culturel protestant uni de Belgique à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé, au conseil communal d'Estaimpuis et au gouverneur de la province de Hainaut;

Considérant qu'en date du 11 mai 2016, le conseil communal d'Estaimpuis n'a pas rendu d'avis dans le délai prescrit de 40 jours et que sa décision est donc réputée favorable;

Considérant qu'en date du 11 avril 2016, l'organe représentatif du culte agréé a arrêté les dépenses du chapitre I et approuvé le reste du compte sans remarque;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil d'administration dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;
Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église protestante unie de Belgique à Tournai au cours de l'exercice 2015 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 juin 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 13 mars 2016 par laquelle le conseil d'administration de l'établissement cultuel protestant uni de Belgique à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2015, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	21.173,68€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	18.563,68€
Recettes extraordinaires totales	5.786,09€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	584,76€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	7.091,51€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	13.278,24€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un déficit comptable du compte 2013 de	0,00€
Recettes totales	26.959,77€
Dépenses totales	20.369,75€
Résultat comptable	6.590,02€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église protestante unie de Belgique à Tournai;
- à l'organe représentatif agréé (conseil administratif du culte protestant et évangélique);
- au conseil communal d'Estaimpuis;
- au gouverneur de la province de Hainaut.

81. Fabrique d'église protestante Baptiste à Tournai. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples, l'article 2;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, l'article 18;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 28 février 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée des pièces justificatives le 17 avril 2016, par laquelle le conseil d'administration de l'établissement cultuel protestant Baptiste à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Considérant que l'organe représentatif du culte agréé n'a pas rendu de décision sur ce compte endéans le délai prescrit de 20 jours (22 mai 2016) et que sa décision est donc réputée favorable;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les pièces justificatives du compte, le montant de 298,90€ inscrit à l'article 9 du chapitre I des dépenses ordinaires ne correspond pas à la seule facture jointe de 149,45€ et qu'il y a donc lieu d'adapter le montant à 149,45€;

Considérant que le montant de 95,66€ inscrit à l'article 38 du chapitre II des dépenses ordinaires est erroné, que le montant à inscrire correspond au résultat suivant : (recettes ordinaires - supplément communal) x 5%, soit la somme de 77,09€ et qu'il y a donc lieu de modifier le montant en conséquence;

Considérant l'inscription de 172,59€ à l'article 32 du chapitre II des dépenses ordinaires et l'inscription de 52,19€ à l'article 49 du chapitre II des dépenses extraordinaires et qu'en l'absence de crédits budgétaires approuvés au budget 2015 de la fabrique, il y a donc lieu de réformer ces deux dépenses;

Considérant qu'en 2015, la Ville a versé par erreur sur le compte de la fabrique d'église un subside de 5.000,00€, que ce montant a été remboursé à la Ville, que l'inscription par le conseil de fabrique de la somme de 5.000,00€ à l'article 15 des recettes ordinaires doit être modifiée et qu'il y a lieu d'inscrire ce montant à l'article 23 des recettes extraordinaires;

Considérant que, suivant ces corrections, le résultat du compte 2015 s'élève à 1.756,36€;

Considérant que le document des ajustements internes ne faisait pas partie des pièces jointes au compte et que ce document a été réclamé au trésorier de la fabrique et remis le 13 juin 2016 à l'administration communale de Tournai;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil d'administration dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église protestante Baptiste à Tournai, au cours de l'exercice 2015 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1 : la délibération du 28 février 2016 par laquelle le conseil d'administration de l'établissement cultuel protestant Baptiste à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2015, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
15 (recettes)	Supplément de la commune	9.425,95€	4.425,95€
23 (recettes)	Subsides extraordinaires de la commune	0,00€	5.000,00€
9 (dépenses)	Entretien de la garde-robe ecclésiastique	298,90€	149,45€
38 (dépenses)	Remise au trésorier	95,66€	77,09€
32 (dépenses)	Entretien autres matériels	172,59€	0,00€
49 (dépenses)	Achats d'ornements	52,19€	0,00€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	5.967,71€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	4.425,95€
Recettes extraordinaires totales	14.202,28€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	8.529,56€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.116,95€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	9.296,68€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	5.000,00€
Recettes totales	20.169,99€
Dépenses totales	18.638,41€
Résultat comptable	1.756,36€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église protestante Baptiste à Tournai et à l'organe représentatif agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la Province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation, datée et signée, doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par la

présente. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église protestante Baptiste à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (conseil administratif du culte protestant et évangélique).

82. Fabrique d'église Saint-Vaast à Ramecroix. Modification budgétaire 2016 n°1. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 20 avril 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 25 avril 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Ramecroix arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 2 mai 2016 réceptionnée le 4 mai 2016, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I et approuve sans remarque le reste de la modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la première modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, cette première modification budgétaire 2016 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 20 avril 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Ramecroix arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	21.476,15€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	18.087,15€
Recettes extraordinaires totales	5.806,10€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	5.806,10€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	8.930,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	18.352,25€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	27.282,25€
Dépenses totales	27.282,25€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Vaast à Ramecroix
- à l'organe représentatif agréé (évêché de Tournai).

83. Fabrique d'église Saint-Etienne à Templeuve. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 11 avril 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 14 avril 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Etienne à Templeuve arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 21 avril 2016 réceptionnée en date du 21 avril 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement avec remarques les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant les remarques de l'organe représentatif du culte agréé : "*Article 3 : montant ramené à 146,60€, les cierges d'offrande devant être pris en charge par la paroisse et pas par la fabrique d'église - total du chapitre I ramené à 8.376,32€*";

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique et remis à l'administration communale le 15 juillet 2016, aucun dépassement de crédit dans l'ensemble des articles du chapitre II dépenses n'est constaté;

Considérant que, sur base des corrections apportées, le compte 2015 de la fabrique d'église Saint-Etienne à Templeuve est conforme à la loi;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1 : la délibération du 11 avril 2016 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Etienne à Templeuve arrête son compte pour l'exercice 2015, est **RÉFORMÉE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
3 (dépenses)	Cire, encens et chandelles	414,60€	146,60€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	53.946,44€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	43.423,07€
Recettes extraordinaires totales	30.614,95€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	5.380,30€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	8.376,32€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	39.116,40€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	21.059,23€
Recettes totales	84.561,39€
Dépenses totales	68.551,95€
Résultat comptable	16.009,44€

L'attention du conseil de fabrique est attirée sur les points suivants : *"A l'avenir, il y a lieu de : annexer une copie de toutes les factures reçues par mail et pas uniquement l'invitation à payer (ELECTRABEL), établir un relevé de créance signé par le bénéficiaire pour tout remboursement de frais (ticket de caisse,...), annexer l'état du patrimoine, mentionner le résultat du vote sur le compte dans la délibération"*.

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Etienne à Templeuve et à l'organe représentatif agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée, à la poste, au conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Etienne à Templeuve
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

84. Finances communales. Exercice 2016. Subsidés aux associations locales. Quatrième partie. Approbation.
--

Madame la Conseillère communale Sylvie LIETAR sort de séance.

Le conseiller communal PS, **Didier SMETTE**, fait observer que la demande de subvention de l'ASBL culturo-sportive de Templeuve ne figure pas sur la liste.

L'Echevine des finances PS, **Laetitia LIENARD**, l'invite à vérifier si cette demande a été correctement introduite.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que les communes disposent de la possibilité d'accorder une subvention à des associations locales en vue de les soutenir dans le développement de leurs initiatives, conformément à la loi du 14 novembre 1983 et au Code de la démocratie locale et de la décentralisation (troisième

partie, livre IV, chapitre unique - modifié par le décret du 31 janvier 2013) relatifs à l'octroi et au contrôle des subventions octroyées par [notamment] les communes;

Considérant qu'il a été décidé de revoir globalement la politique d'octroi des subsides [procédure et modalités d'octroi (critères objectifs,...)] depuis l'exercice 2015;

Considérant la délibération du conseil communal du 10 novembre 2014 instaurant un règlement sur l'octroi de subventions aux associations locales;

Considérant que plusieurs demandes d'aide financière ont été introduites fin 2015 et, depuis le 1er janvier 2016, par des associations locales;

Considérant la délibération du conseil communal du 16 septembre 2013, par laquelle il a décidé de déléguer au collège communal, pour la durée de la législature, la compétence d'octroyer les subventions :

- qui figurent nominativement au budget, dans les limites des crédits qui y sont inscrits à cet effet et approuvés par l'autorité de tutelle
- en nature
- motivées par l'urgence ou en raison de circonstances impérieuses et imprévues;

Considérant, pour rappel, qu'il faut distinguer les subsides, nominativement inscrits au budget, des crédits à répartir entre différentes associations;

Considérant que les subsides nominatifs sont inscrits au budget 2016 comme suit :

Article	Libellé	Budget 2016	Solde disponible
104/332-02	Subside à la fédération des directeurs généraux	250,00€	250,00€
1041/332-02	Subside à la fédération des directeurs financiers	250,00€	250,00€
421/332-02	Subside à l'ASBL A.P.P.E.R.	2.000,00€	2.000,00€
520/332-02	Subside à l'ASBL Tournai Centre-Ville	182.500,00€	0,00€
561/332-03	Subside à l'ASBL Association des guides de Tournai	3.500,00€	3.500,00€
5611/332-02	Subside à l'ASBL Les Amis de Tournai	35.000,00€	0,00€
5612/332-02	Subside à l'ASBL Tournai commerces	7.100,00€	7.100,00€
6203/332-02	Subvention pour expansion agricole (ASBL Journées internationales de l'élevage et de l'agriculture) (2017)	0,00€	0,00€
6205/332-02	Subvention au service de remplacement agricole	2.500,00€	2.500,00€
7222/332-02	Enseignement primaire - subvention fédération	4.400,00€	4.400,00€

	sportive de l'enseignement communal		
76203/332-02	Subside à l'ASBL Ramdam	20.000,00€	20.000,00€
76204/332-02	Subside à la Fondation Roger de le Pasture	2.500,00€	2.500,00€
7621/332-02	Subside à l'ASBL La Piste aux espoirs	15.000,00€	15.000,00€
7623/332-02	Harmonie des pompiers	8.000,00€	0,00€
7623/332-03	Subside à l'ASBL Centre culturel transfrontalier - Maison de la Culture (après modification budgétaire)	250.000,00€	250.000,00€
7625/332-02	Subside à l'ASBL Infor Jeunes	16.500,00€	0,00€
7627/332-03	Subside à l'ASBL Centre de la marionnette	15.000,00€	15.000,00€
76301/332-02	Subside à l'ASBL Carnaval de Tournai	18.000,00€	0,00€
76302/332-02	Subside à l'ASBL L'accordéon, moi j'aime	3.000,00€	0,00€
7632/332-02	Subside à l'ASBL Fondation Auschwitz	620,00€	620,00€
76401/332-02	Subside à l'ASBL Cazeau pédale Templeuve - circuit franco-belge	35.000,00€	0,00€
76402/332-03	Subside au Cercle royal de Natation de Tournai (C.N.T.)	20.000,00€	0,00€
76403/332-02	Subside au Triptyque des Monts et Châteaux	5.000,00€	0,00€
7645/332-02	Subside triennal aux Tournaisiades (2018)	0,00€	0,00€
80101/332-02	Subside à l'ASBL Veeweyde Tournai	17.110,00€	17.110,00€
871/332-02	Subside à la Croix-Rouge de Belgique - section locale de Tournai	2.500,00€	2.500,00€
77101/332-02	A l'aube de l'Europe	0,00€	0,00€
878/332-02	Commission sauvegarde patrimoine funéraire	2.500,00€	2.500,00€
TOTAL		668.230,00€	345.230,00 €

Considérant que le conseil communal, lors de la séance du 27 juin 2016, a accordé un subside à diverses associations et sur différents articles budgétaires généraux;
 Considérant que les soldes des crédits à répartir se présentent comme suit :

Article	Libellé	Crédit initial	Solde disponible
161/332-02	Subside pour l'aide au développement	20.000,00€	20.000,00€
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00€	250,00€
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00€	2.000,00€
761/332-02	Subside aux associations de jeunesse	10.000,00€	2.600,00€
762/332-02	Subside aux associations culturelles et de loisirs	24.500,00€	6.750,00€
76201/332-02	Subside aux associations - chorales	5.400,00€	5.400,00€
76202/332-02	Subside aux associations - Fanfares	9.000,00€	9.000,00€
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	38.000,00€	37.700,00€
7631/332-02	Subside aux sociétés patriotiques	4.000,00€	4.000,00€
764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	2.800,00€	2.200,00€
764/332-02	Subsides aux associations sportives	63.000,00€	34.100,00€
801/332-02	Subside à diverses associations - Aide sociale	23.750,00€	6.550,00€
80105/332-02	Subside aux associations protectrices des animaux	2.500,00€	2.500,00€
TOTAL		205.200,00€	133.050,00€

Considérant que les demandes suivantes ont été introduites par des associations qui satisfont aux différents points de l'article 11 du règlement communal sur l'octroi et le contrôle de l'octroi des subsides qui dispose :

"L'objet de la demande de subvention s'inscrira :

- dans les objectifs stratégiques et opérationnels définis dans le programme de politique générale 2012-2018 et le programme stratégique transversal 2013-2018, comme suit :*

- agir pour créer de l'activité économique et de l'emploi
- agir pour garantir la cohésion sociale, la solidarité
- agir pour s'affirmer comme une région de qualité : enseignement, culture, sport
- agir pour atteindre l'excellence environnementale
- agir pour relever le défi de l'attractivité urbaine et rurale
- agir pour valoriser notre situation géographique
- agir pour remporter l'enjeu de la gouvernance et de la participation.
- dans les valeurs arrêtées dans la charte des valeurs :
 - respect – être respecté et être respectueux
 - qualité – donner le meilleur de soi
 - honnêteté – être intègre
 - bien-être – qualité de la vie
 - écoute – entendre, s'entendre et être entendu
 - solidarité – être plus forts ensemble
 - service public – être un vrai service public local.";

7222/332-02 FEDERATION SPORTIVE DE L'ENSEIGNEMENT COMMUNAL			
Crédit initial : 4.400,00€ - solde disponible : 4.400,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
Association sportive de l'enseignement communal	Aide au fonctionnement	4.400,00€	4.400,00€
Total pour l'article		4.400,00€	
561/332-02 ASBL ASSOCIATION DES GUIDES DE TOURNAI			
Crédit initial : 3.500,00€ - solde disponible : 3.500,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
ASBL Guides de Tournai	Aide au fonctionnement	3.500,00€	1.500,00€
Total pour l'article		1.500,00€	
761/332-02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS DE JEUNESSE			
Crédit initial : 10.000,00€ - solde disponible : 2.600,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
ASBL Guides et scouts de Kain	Aide au fonctionnement	néant	1.000,00€
Royale Cecilia d'Ere	Aide à l'organisation du camp annuel	400,00€	500,00€
Total pour l'article		1.500,00€	
7601/332-02 SUBSIDES D'ENCOURAGEMENT AUX ARTISTES			
Crédit initial : 2.000,00€ - solde disponible : 2.000,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
Compagnie AL DENTE	Aide à l'organisation de projets culturels (Belgique-Maroc)	300,00€	300,00€
Total pour l'article		300,00€	
764/331-01 SUBSIDES D'ENCOURAGEMENT AUX SPORTIFS			

Crédit initial : 2.800,00€ - solde disponible : 2.200,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
Anthony CASTERMAN	Aide à la prise en charge des frais	néant	500,00€
Total pour l'article		500,00€	

762/332-02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES ET DE LOISIRS Crédit initial : 24.500,00€ - solde disponible : 6.750,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
ASBL Ligne 4	Aide au fonctionnement	néant	2.500,00€
ASBL ON ERE	Aide à l'organisation du Festival Les Gens d'Ere	4.000,00€	4.000,00€
El' broc de l'Roc	Aide à l'organisation du tournoi annuel	70,00€	70,00€
Total pour l'article		6.570,00€	

801/332-02 SUBSIDES A DIVERSES ASSOCIATIONS - AIDE SOCIALE Crédit initial : 23.750,00€ - solde disponible : 6.550,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
ASBL Comité de quartier de Warchin	Aide au fonctionnement	néant	4.000,00€
ASBL APEDAF	Aide au fonctionnement	1.500,00€	1.500,00€
Total pour l'article		5.500,00€	

80105/332-02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS PROTECTRICES DES ANIMAUX Crédit initial : 2.500,00€ - solde disponible : 2.500,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
ASBL Galgo's Dream Belgium	Aide au fonctionnement	500,00€	500,00€
Total pour l'article		500,00€	

7642/332-02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES Crédit initial : 63.000,00€ - solde disponible : 34.100,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
Boule carreulé Kain	Aide au fonctionnement	250,00€	300,00€
British Crew	Aide à l'organisation du Tournai Skate & Rock	néant	1.500,00€
Palette Verte Froidmont	Aide au fonctionnement	néant	250,00€
ASBL SKILL Volley Club	Aide au fonctionnement	5.000,00€	5.000,00€

ASBL AXEL Club Tournai	Aide au fonctionnement	1.500,00 €	2.000,00 €
Cyclo Club Vaulx	Aide pour collaboration à l'organisation de la Tournai du Mayeur	néant	250,00€
ASBL Union Audax Tournai	Aide pour collaboration à l'organisation de la Tournai du Mayeur	néant	300,00 €
Club Cyclo Lamain Sport	Aide pour collaboration à l'organisation de la Tournai du Mayeur	néant	250,00 €
Club Cyclo de Kain	Aide pour collaboration à l'organisation de la Tournai du Mayeur	néant	250,00€
ASBL MTBikers Academy	Aide pour collaboration à l'organisation de la Tournai du Mayeur	néant	250,00€
Roue Princièrè Allain	Aide pour collaboration à l'organisation de la Tournai du Mayeur	néant	250,00€
ASBL Estudiantes Handball Club Tournai	Aide au fonctionnement	5.000,00€	7.000,00 €
ASBL Tournai Espoir Femina Kain	Aide au fonctionnement	néant	5.000,00€
Total pour l'article		22.600,00€	
763/332-02 SUBSIDES POUR FETES ET CEREMONIES			
Crédit initial : 38.000,00€ - solde disponible : 37.700,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
Union des patrons boulangers-pâtisseries	Aide à l'organisation de la Fête de Saint Aubert	200,00€	200,00€
Les Gilles de Tournai	Aide à l'organisation d'un voyage	néant	250,00€
Ducasse de Kain	Aide à l'organisation	1.000,00€	1.000,00€
ASBL Cercle d'histoire de la Vallée du Rieu de Barges	Aide à l'organisation de la commémoration du 8 mai 1945	250,00€	250,00€
ASBL Grande Procession	Aide à l'organisation de la procession de septembre 2016	5.000,00€	5.000,00€
ASBL Carnaval	Impression de flyers		2.000,00€
Total pour l'article		8.700,00€	

Article 12 (règlement communal sur l'octroi et le contrôle de l'octroi des subventions) : pour pouvoir introduire une demande de subside, l'association doit remplir les conditions suivantes :

1. se prévaloir d'une existence de minimum 1 an précédant l'année de la demande

2. avoir son siège social sur le territoire de l'entité et intéresser un nombre significatif d'habitants de la Ville de Tournai
3. à défaut de répondre au point "b", justifier d'activités régulières ou d'un impact significatif envers la population de l'entité
4. disposer d'un compte ouvert au nom de l'association
5. disposer de statuts conformes à la loi du 2 mai 2002 et/ou d'un règlement d'ordre intérieur actualisé (si existant)
6. promouvoir des activités : basées sur un calendrier, qui s'inscrivent dans une politique d'ouverture au public, qui font l'objet d'une publicité;
7. ne pas avoir d'activités contraires aux principes de la déclaration universelle des droits de l'homme ni se prévaloir de publications ou d'activités à caractère raciste, xénophobe ou sexiste.

Date in = date de réception du formulaire à l'administration.

Demandeur	Critère A	Critère B	Critère C	Critère D	Critère E	Critère F	Critère G	Date in
Fédération sportive de l'enseignement communal	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	25/05/2016
ASBL Guides de Tournai	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	16/05/2016
El'broc de l'Roc	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	30/05/2016
ASBL Cercle d'histoire Vallée Rieu de Barges	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	30/05/2016
ASBL Grande Procession	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	09/05/2016
Club cyclo Kain	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	07/06/2016
ASBL MTBikers	Ok	OK	OK	OK	OK	OK	OK	16/05/2016
Roue Princièrè Allain	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	13/06/2016
ASBL Etudiants	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	06/06/2016

ASBL Tournai Espoirs Femina	OK	OK	OK	OK	OK	Ok	OK	02/05/2016
Royale Cecilia d'Ere	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	15/06/2016
ASBL ON ERE	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	01/06/2016
ASBL Comité de quartier de Warchin	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	15/06/2016
ASBL APEDAF	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	15/06/2016
Club Cyclo Lamain	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	17/06/2016
ASBL Audax Tournai	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	10/06/2016
ASBL Axel Club	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	20/06/2016
ASBL Galgo's Dream Belgium	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	20/06/2016
ASBL Guides et scouts de Kain	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	15/06/2016
Anthony CASTERMAN	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	01/06/2016
Union Patrons boulangers-pâtisseries	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	01/07/2016
Gilles de Tournai	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	27/07/2016
Ducasse de Kain	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	22/06/2016
Cie Al Dente	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	20/06/2016

ASBL Ligne 4	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	29/07/2016
Cyclo Club Vaulx	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	29/06/2016
Boule carreaulé Kain	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	30/06/2016
British Crew	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	16/06/2016
ASBL SKILL Volley Club	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	10/07/2016
Palette Verte Froidmont	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	29/06/2016

Considérant que les subsides repris dans la présente délibération sont accordés pour promouvoir des activités réalisées par les diverses associations bénéficiaires animant culturellement, sportivement, voire économiquement la cité, et utiles à l'intérêt général;

Considérant qu'il est de bonne administration de les soutenir financièrement par l'octroi d'une subvention destinée à permettre la poursuite des activités, et plus particulièrement de faire face au paiement d'une partie de leurs dépenses de fonctionnement;

Considérant que les subsides sont octroyés exclusivement dans la limite des crédits ordinaires disponibles et dans le respect du règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'octroi des subventions;

Considérant que les subsides repris dans la présente décision sont constitués par un ou des versement(s) en numéraire sur le compte de l'association bénéficiaire;

Considérant que les subsides seront liquidés conformément aux dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'il est proposé d'examiner les dossiers introduits par les associations locales sur base de l'octroi des subsides lors de l'exercice 2015, et ainsi de limiter l'impact budgétaire;

Considérant les délibérations du conseil communal des 27 avril 2015, 1er et 29 juin 2015, 22 septembre 2015, 26 octobre 2015 et 23 novembre 2015 relatives à l'octroi de subsides pour l'exercice 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 septembre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver l'octroi des subsides repris au service ordinaire comme suit :

7222/332-02 FEDERATION SPORTIVE DE L'ENSEIGNEMENT COMMUNAL Crédit initial : 4.400,00€ - solde disponible : 4.400,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	2016
Association sportive de l'enseignement communal	Aide au fonctionnement	4.400,00€	4.400,00€
Total pour l'article		4.400,00€	
561/332-02 ASBL ASSOCIATION DES GUIDES DE TOURNAI Crédit initial : 3.500,00€ - solde disponible : 3.500,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	2016
ASBL Guides de Tournai	Aide au fonctionnement	3.500,00€	1.500,00€
Total pour l'article		1.500,00€	
761/332-02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS DE JEUNESSE Crédit initial : 10.000,00€ - solde disponible : 2.600,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	2016
ASBL Guides et scouts de Kain	Aide au fonctionnement	néant	1.000,00€
Royale Cecilia d'Ere	Aide à l'organisation du camp annuel	400,00€	500,00€
Total pour l'article		1.500,00€	
7601/332-02 SUBSIDES D'ENCOURAGEMENT AUX ARTISTES Crédit initial : 2.000,00€ - solde disponible : 2.000,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	2016
Compagnie AL DENTE	Aide à l'organisation de projets culturels (Belgique-Maroc)	300,00€	300,00€
Total pour l'article		300,00€	
764/331-01 SUBSIDES D'ENCOURAGEMENT AUX SPORTIFS Crédit initial : 2.800,00€ - solde disponible : 2.200,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	2016
Anthony CASTERMAN	Aide à la prise en charge des frais	néant	500,00€
Total pour l'article		500,00€	
762/332-02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES ET DE LOISIRS Crédit initial : 24.500,00€ - solde disponible : 6.750,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	2016
ASBL Ligne 4	Aide au fonctionnement	néant	2.500,00€
ASBL ON ERE	Aide à l'organisation du Festival Les Gens d'Ere	4.000,00€	4.000,00€

El' broc de l'Roc	Aide à l'organisation du tournoi annuel	70,00€	70,00€
Total pour l'article		6.570,00€	
801/332-02 SUBSIDES A DIVERSES ASSOCIATIONS - AIDE SOCIALE			
Crédit initial : 23.750,00€ - solde disponible : 6.550,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	2016
ASBL Comité de quartier de Warchin	Aide au fonctionnement	néant	4.000,00€
ASBL APEDAF	Aide au fonctionnement	1.500,00€	1.500,00€
Total pour l'article		5.500,00€	
80105/332-02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS PROTECTRICES DES ANIMAUX			
Crédit initial : 2.500,00€ - solde disponible : 2.500,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	2016
ASBL Galgo's Dream Belgium	Aide au fonctionnement	500,00€	500,00€
Total pour l'article		500,00€	
7642/332-02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES			
Crédit initial : 63.000,00€ - solde disponible : 34.100,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	2016
Boule carreaulé Kain	Aide au fonctionnement	250,00€	300,00€
British Crew	Aide à l'organisation du Tournai Skate &Rock	néant	1.500,00€
Palette Verte Froidmont	Aide au fonctionnement	néant	250,00€
ASBL SKILL Volley Club	Aide au fonctionnement	5.000,00€	5.000,00€
ASBL AXEL Club Tournai	Aide au fonctionnement	1.500,00 €	2.000,00 €
Cyclo Club Vaulx	Aide pour collaboration à l'organisation de la Tournai du Mayor	néant	250,00€
ASBL Union Audax Tournai	Aide pour collaboration à l'organisation de la Tournai du Mayor	néant	300,00 €
Club Cyclo Lamain Sport	Aide pour collaboration à l'organisation de la Tournai du Mayor	néant	250,00 €
Club Cyclo de Kain	Aide pour collaboration à l'organisation de la Tournai du Mayor	néant	250,00€

ASBL MTBikers Academy	Aide pour collaboration à l'organisation de la Tournai du Mayeur	néant	250,00€
Roue Princièr Allain	Aide pour collaboration à l'organisation de la Tournai du Mayeur	néant	250,00€
ASBL Estudiantes Handball Club Tournai	Aide au fonctionnement	5.000,00€	7.000,00 €
ASBL Tournai Espoir Femina Kain	Aide au fonctionnement	néant	5.000,00€
Total pour l'article		22.600,00€	
763/332-02 SUBSIDES POUR FETES ET CEREMONIES			
Crédit initial : 38.000,00€ - solde disponible : 37.700,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	2016
Union des patrons boulangers-pâtisseries	Aide à l'organisation de la Fête de Saint-Aubert	200,00€	200,00€
Les Gilles de Tournai	Aide à l'organisation d'un voyage	néant	250,00€
Ducasse de Kain	Aide à l'organisation	1.000,00€	1.000,00€
ASBL Cercle d'histoire de la Vallée du Rieu de Barges	Aide à l'organisation de la commémoration du 8 mai 1945	250,00€	250,00€
ASBL Grande Procession	Aide à l'organisation de la procession de septembre 2016	5.000,00€	5.000,00€
ASBL Carnaval	Impression de flyers		2.000,00€
Total pour l'article		8.700,00€	

PREND CONNAISSANCE

qu'après la répartition ci-dessus, les crédits ou le solde se présente comme suit :

Article	Libellé	Crédit initial	Solde disponible	Solde après nouvel octroi
161/332-02	Subside pour l'aide au développement	20.000,00€	20.000,00€	20.000,00€
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00€	250,00€	250,00€
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00€	2.000,00€	1.700,00€
761/332-02	Subside aux associations de jeunesse	10.000,00€	2.600,00 €	1.100,00€
762/332-02	Subside aux associations	24.500,00€	6.750,00 €	180,00€

	culturelles et de loisirs			
76201/332-02	Subside aux associations - chorales	5.400,00€	5.400,00€	5.400,00€
76202/332-02	Subside aux associations - fanfares	9.000,00€	9.000,00€	9.000,00€
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	38.000,00€	37.700,00€	31.000,00€
7631/332-02	Subside aux sociétés patriotiques	4.000,00€	4.000,00€	4.000,00€
764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	2.800,00€	2.200,00€	1.700,00€
7642/332-02	Subsides aux associations sportives	63.000,00€	34.100,00 €	11.500,00€
801/332-02	Subside à diverses associations - aide sociale	23.750,00€	6.550,00 €	1.050,00€
80105/332-02	Subside aux associations protectrices des animaux	2.500,00€	2.500,00€	2.000,00€
TOTAL		205.200,00€	151.150,00 €	88.880,00€

85. Finances communales. Marché conjoint de services bancaires et d'investissement. Financement des dépenses extraordinaires du budget 2016. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Madame la Conseillère communale Sylvie LIETAR rentre en séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 23, 25 et 38;

Vu le cahier spécial des charges établi par la direction comptable et financière pour le nouveau marché de services bancaires portant sur le financement par emprunts des investissements 2016

prévus aux budgets de la Ville, de ses régies, de la zone de police et du centre public d'action sociale (CPAS);

Considérant que le coût du marché est estimé à 3.050.000,00€ pour 20.930.000,00€ d'emprunts;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché de services par appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles 23 et 25 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics;

Considérant qu'il est également proposé, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 2°b de la loi du 15 juin 2006, de se réserver le droit de passer, auprès du prestataire de service choisi, de nouveaux services consistant dans la répétition de services similaires, conformes au susdit marché;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il sera passé un marché conjoint ayant pour objet le financement par emprunts des investissements 2016 prévus aux budgets de la Ville, de ses régies, de la zone de police du Tournaisis et du CPAS de Tournai estimé à 3.050.000€ pour 20.930.000,00€ d'emprunts.

Les montants repris à l'alinéa précédent ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de services conjoint sera passé par appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles 23, 25 et 38 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services après consultation du prestataire du marché initial de services.

Conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 2°b de la loi du 15 juin 2006, il est prévu dans les documents du marché de passer, le cas échéant auprès du prestataire de service choisi, de nouveaux services consistant dans la répétition de services similaires, conformes au susdit marché.

Article 3 : ce marché sera régi par les documents du marché établis à cet effet, conformément aux dispositions de l'article 6 §1er 2° de l'arrêté royal du 14 janvier 2013. Les règles générales d'exécution des marchés publics ne sont pas d'application.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront :

Le droit d'accès

La simple participation à cette procédure vaut déclaration sur l'honneur de la part du soumissionnaire qu'il ne se trouve pas dans l'une des situations visées à l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés dans les secteurs classiques.

Le droit d'accès sera justifié par la vérification des attestations prouvant que le soumissionnaire est en règle avec ses obligations fiscales (impôts des sociétés et TVA) et relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, articles 62 et 63.

La capacité financière et économique

La capacité financière et économique sera justifiée au moyen d'une déclaration concernant le volume d'affaires global et le volume d'affaires pour les services auxquels se réfère le marché, réalisés au cours des trois derniers exercices. Le volume d'affaires pour les services auxquels se réfère le marché, doit s'élever au minimum à 50 millions d'euros par année comptable.

La capacité technique

Le soumissionnaire fournira un certificat permettant au pouvoir adjudicateur de s'assurer de la capacité du soumissionnaire à fournir toutes les informations et documents requis par la réglementation sur la comptabilité communale.

Le soumissionnaire fournira trois références d'un montant minimum de 5 millions d'euros de marchés financiers de même type, pour lesquels il a été désigné comme adjudicataire au cours des trois dernières années.

Les prestations sont prouvées par la présentation d'une liste de services indiquant le montant, la date et le destinataire ainsi que par des attestations émises ou contresignées par l'autorité compétente.

Article 5 : Les critères d'attribution sont arrêtés comme suit :

A.	Le prix :		
	<ul style="list-style-type: none"> • Pendant la période de prélèvement (cfr. article 17 A) • Après la conversion en emprunt (cfr. article 17 B) • La commission de réservation (cfr. article 19) 	10 points 60 points 5 points	75 points
	<i>Sous-total :</i>		
B.	Modalités relatives au coût du financement (cfr. article 26):		
	1. Optimalis	5 points 5 points	

	ation s et flexi bilité s 2. Gesti on activ e de la dett e <i>Sous-total :</i>		10 points
C.	Assistance financière et support informatique (cfr article 26)		
	1. Servi ces d'ass istan ce et d'ex perti se 2. Elect roni que banc aire 3. Admi nistr atif sur mes ure <i>Sous-total :</i>	6 points 5 points 4 points	15 points
	Total	100 points	100 points

Article 6 : les crédits nécessaires au financement des dépenses sont prévus aux budgets de la Ville, de ses régies, de la zone de police du Tournaisis et du CPAS de Tournai.

86. Finances communales. Régie communale ordinaire de valorisation des énergies renouvelables. Exercice 2009. Comptes annuels. Arrêt.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu la communication du projet de délibération au directeur financier le 15 juillet 2016, et ce conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que les comptes annuels de la régie de valorisation des énergies renouvelables pour l'exercice 2009 se clôturent aux chiffres suivants :

- recettes d'exploitation : 127.880,62€

- dépenses d'exploitation : 171.676,91€

- résultat d'exploitation : -43.796,29€;

Considérant que les comptes annuels de l'exercice 2009 de la régie de valorisation des énergies renouvelables s'analysent comme suit :

le budget initial de l'exercice 2009 a été approuvé aux chiffres suivants :

Service ordinaire Service extraordinaire

Recettes 232.900,00€ 554.500,00€

Dépenses 232.900,00€ 554.500,00€

0,00€ 0,00€

Deux nouveaux emprunts ont été contractés pour un montant total de 22.671.75€ :

- emprunt n°6 de 11.371,75€ pour aménagement et raccordement électrique (cet emprunt a été converti pendant la même année comptable)

- emprunt n°7 de 11.300,00€ pour la sécurisation des installations.

Les produits financiers bruts s'élèvent à 570,16€ (précompte mobilier 85,54€).

L'intervention communale fixée à 60.000,00€ a été versée en deux fois (40.000,00€ et 20.000,00€).

Les résultats budgétaires se présentent donc comme suit :

Ordinaire Extraordinaire

Recettes : 68.227,90€ 307.418,61€

Dépenses : 151.159,20€ 245.925,16€

Boni/Mali : -82.931,30€ 61.493,45€.

Les crédits reportés au service ordinaire s'élèvent à 58.391,00€.

Quant à la comptabilité générale, le compte d'exploitation se présente comme suit :

Charges courantes 92.421,29€ Produits courants 60.570,16€

Mali courant 31.851,13€ Plus-values annuelles 110,84€

Dotation aux amortissements 65.694,54€ Réduction subsides 23.814,79€

Réduction annuelles des valeurs 13.561,08€ Redressements emprunts 43.384,83€

Mali d'exploitation 43.796,29€

Charges exceptionnelles 346,91€ Produits exceptionnels 0,00€

Mali exceptionnel : 346,91€

Mali de l'exercice : 44.143,20€

En considérant la baisse des indices ABEX (684,00€ en 2009 contre 692,00€ en 2008, ce qui a entraîné une réévaluation négative sur cet exercice) et l'évolution des centimes additionnels (4.354,36€ en 2009 contre 4.279,19€ en 2008), les écritures de fin d'exercice reprennent :

- Les dotations aux amortissements

- La réévaluation des immobilisés

- La réduction des subsides reçus.

Les dotations aux amortissements s'élèvent à 65.694,54€ se divisant comme suit :

- honoraires études : 1.260,00€
- hall : 24.151,00€
- raccordement installation : 9.250,94€
- pont roulant : 31.032,60€.

La réévaluation donne une plus-value de 110,84€ pour le terrain et une moins-value de 13.561,08€ pour le hall.

Quant à la réduction des subsides reçus, elle est comptabilisée pour un montant de 23.814,79€ se subdivisant comme suit :

- 16.876,79€ construction hall
- 6.938,00€ raccordement de la centrale à la piscine.

Le montant des subsides est de 2.166.637,16€, mais ils sont comptabilisés pour un montant net de 1.946.816,00€ (réductions déduites).

Les immobilisations sont constituées comme suit :

Valeur initiale Valeur comptable

Immobilisation incorporelle (étude) : 22.800,00€ 3.780,00€

Terrains : 5.930,90€ 6.420,52€

Constructions : 1.155.211,37€ 1.135.321,43€

Canalisations : 277.528,09€ 259.026,21€

Matériel d'exploitation : 1.187.076,00€ 1.212.793,40€

Immobilisation en cours : 0,00€ 0,00€

Le bilan présente tant à l'actif qu'au passif une masse de 2.983.972,80€ contre 3.006.481,52€ en 2008.

Le matériel d'équipement et d'exploitation (la centrale de cogénération) est évalué à 1.124.750,00€, mais les amortissements ne débiteront que lors du paiement du décompte final.

La TVA à récupérer est de 6.848,75€.

L'endettement total est de 683.233,54€. Amortissements de l'exercice 43.384,83€ et tranche 2010 : 48.547,42€.

Quant au passif, le capital initial est toujours de 22.430,90€ et les résultats capitalisés de -1.197,30€.

Le compte des fournisseurs présente un solde de 109.462,08€;

Considérant que l'état des recettes et dépenses s'établit à la somme de 54.805,50€;

Considérant que le total actif/passif du bilan de la régie de valorisation des énergies renouvelables s'établit à la somme de 2.983.972,80€;

Considérant que le résultat de l'exercice 2009 d'un montant de -44.143,20€ sera affecté au compte des pertes et profits;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 18 juillet 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE

1°) les comptes annuels de l'exercice 2009 de la régie communale ordinaire de valorisation des énergies renouvelables se clôturant aux chiffres suivants :

Comptabilité budgétaire

Service ordinaire Service extraordinaire

Recettes (droits nets) 68.227,90€ 307.418,61€

Dépenses engagées 151.159,20€ 245.925,16€

Résultat budgétaire -82.931,30€ 61.493,45€

Recettes (droits nets) 68.227,90€ 307.418,61€

Dépenses imputées 92.768,20€ 57.125,16€

Résultat comptable -24.540,30€ 250.293,45€

Comptabilité générale

Compte de résultats

Produits Charges BONI (+) MALI (-)

Résultat d'exploitation 127.880,62€ 171.676,91€ -43.796,29€

Résultat exceptionnel 346,91€ 693,82€ -346,91€

Résultat d'exercice 127.880,62€ 171.676,91€ -44.143,20€

Bilan

TOTAL ACTIF/PASSIF : 2.983.972,80€

Résultats globalisés : 22.693,34€

Réserves : 0,00€

2°) l'état des recettes et dépenses au montant de 54.805,50€ (encaisse au 1er janvier 2009 : 226.766,99€ et au 31 décembre 2009 : 281.572,49€), ventilé comme suit :

Compte à vue DEXIA (n° 091-0173848-53) :

(service extraordinaire)

- au 1er janvier 2009 : 180.592,99€

- au 31 décembre 2009 : 229.167,97€

48.574,98€

Compte à vue DEXIA (n° 091-0182916-03) :

(service ordinaire)

- au 1er janvier 2009 : 0,00€

- au 31 décembre 2009 : 6.230,52€

6.230,52€

Compte DEXIA - prêt n°2 - 091-3312644-26 :

(pont roulant : prêt de 325.500,00€)

- au 1er janvier 2009 : 46.174,00€

- au 31 décembre 2009 : 46.174,00€

0,00€

Compte DEXIA - prêt n°7 - 091-3332286-74 :

(sécurisation installations : prêt de 11.300,00€)

- au 1er janvier 2009 : 0,00€

- au 31 décembre 2009 : 0,00€

0,00€.

La présente délibération sera soumise à l'approbation des autorités de tutelle.

87. Finances communales. Régie communale ordinaire de valorisation des énergies renouvelables. Exercice 2010. Comptes annuels. Arrêt.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu la communication du projet de délibération au directeur financier le 18 juillet 2016, et ce conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que les comptes annuels de la régie de valorisation des énergies renouvelables pour l'exercice 2010 se clôturent aux chiffres suivants :

- recettes d'exploitation : 162.815,18€

- dépenses d'exploitation : 221.657,22€

- résultat d'exploitation : -58.842,04€;

Considérant que les comptes annuels de l'exercice 2010 de la régie de valorisation des énergies renouvelables s'analysent comme suit :

Le budget initial de l'exercice 2010 a été approuvé aux chiffres suivants :

Service ordinaire Service extraordinaire

Recettes 362.600,00€ 100.000,00€

Dépenses 362.600,00€ 100.000,00€

0,00€ 0,00€

Deux nouveaux emprunts ont été contractés pour un montant total de 18.550,00€ :

- emprunt n°8 de 15.000,00€ : pour le contrôle de cogénération par gazéification de bois

- emprunt n° 9 de 3.550,00€ : pour la sécurisation des installations.

Les produits financiers bruts s'élèvent à 318,41€ (précompte mobilier 47,78€).

L'intervention communale fixée à 90.000,00€ a été versée en 3 fois (20.000,00€, 20.000,00€ et 50.000,00€).

Les résultats budgétaires se présentent comme suit :

Ordinaire Extraordinaire

Recettes : 90.318,41€ 250.293,45€

Dépenses : 212.863,54€ 188.800,00€

-122.545,13€ 61.493,45€

Les crédits reportés au service ordinaire s'élèvent à 58.391,00€.

Quant à la comptabilité générale, le compte d'exploitation se présente comme suit :

Charges courantes 138.092,99€ Produits courants 90.318,41€

Mali courant 47.774,58€ Plus-values annuelles 134,56€

Dotation aux amortissements 65.306,14€ Réduction subsides 23.814,79€

Réduction annuelles des valeurs 18.258,09€ Redressements emprunts 48.547,42€

Mali d'exploitation 58.842,04€

Charges exceptionnelles 0,00€ Produits exceptionnels 0,00€

En considérant la baisse des indices ABEX (673,00 en 2010 contre 684,00€ en 2009), qui a entraîné une réévaluation négative sur cet exercice) et l'évolution des centimes additionnels (4.445,62€ en 2010 contre 4.354,36€ en 2009), les écritures de fin d'exercice reprennent :

- Les dotations aux amortissements
- La réévaluation des immobilisés
- La réduction des subsides reçus.

Les dotations aux amortissements s'élèvent à 65.306,14€ et se divisent comme suit :

- Honoraires études : 1.260,00€
- Hall : 23.762,60€
- Raccordement installation : 9.250,94€
- Pont roulant : 31.032,60€.

La réévaluation nous donne une plus-value de 134,56€ pour le terrain et une moins-value de 18.258,09€ pour le hall.

Quant à la réduction des subsides reçus, elle est comptabilisée pour un montant de 23.814,79€ se subdivisant comme suit :

- 16.876,79€ construction hall.
- 6.938,00€ raccordement de la centrale à la piscine.

Le montant des subsides est de 2.166.637,16€ mais ils sont comptabilisés pour un montant net de 2.061.816,00€ (réductions déduites).

Les immobilisations sont constituées comme suit :

Valeur initiale Valeur comptable

Immobilisation incorporelles (étude) : 22.800,00€ 2.520,00€

Terrains : 5.930,90€ 6.555,08€

Constructions : 1.155.211,37€ 1.093.300,74€

Canalisations : 277.528,09€ 249.775,27€

Matériel d'exploitation : 1.187.076,00€ 1.181.760,80€

Immobilisation en cours : 2.426,30€ 2.426,30€

Le bilan présente tant à l'actif qu'au passif une masse de 2.814.409,03€ contre 2.983.972,80€ en 2009.

Le matériel d'équipement et d'exploitation (la centrale de cogénération) est évalué à 1.124.750,00€ mais les amortissements ne débiteront que lors du paiement du décompte final.

Les subsides reçus sont comptabilisés pour un montant net de 2.061.816,00€ (réductions déduites).

La TVA à récupérer est de 19.010,68€.

L'endettement total est de 626.879,84€. Amortissements de l'exercice 48.547,42€ et tranche 2011 : 53.412,83€.

Quant au passif, le capital initial est toujours de 22.430.90€ et les résultats capitalisés de -1.197,30€.

Le compte des fournisseurs présente un solde de 75.742,42€;

Considérant que l'état des recettes et dépenses s'établit à la somme de -78.050,58€;

Considérant que le total actif/passif du bilan de la régie de valorisation des énergies renouvelables s'établit à la somme de 2.814.409,03€;

Considérant que le résultat de l'exercice 2010, d'un montant de -58.842,04€, sera affecté au compte des pertes et profits;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 18 juillet 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE

1°) les comptes annuels de l'exercice 2010 de la régie communale ordinaire de valorisation des énergies renouvelables se clôturant aux chiffres suivants :

Comptabilité budgétaire

Service ordinaire Service extraordinaire

Recettes (droits nets) 90.318,41€ 250.293,45€

Dépenses engagées 212.863,54€ 188.800,00€

Résultat budgétaire -122.545,13€ 61.493,45€

Recettes (droits nets) 90.318,41€ 250.293,45€

Dépenses imputées 162.633,29€ 2.426,30€

Résultat comptable -72.314,88€ 247.867,15€

Comptabilité générale

Compte de résultats

Produits Charges BONI (+) MALI (-)

Résultat d'exploitation 162.815,18€ 221.657,22€ -58.842,04€

Résultat exceptionnel 0,00€ 0,00€ 0,00€

Résultat d'exercice 162.815,18€ 221.657,22€ -58.842,04€

Bilan

TOTAL ACTIF/PASSIF : 2.814.409,03€

Résultats globalisés : -36.148,70€

Réserves : 0,00€

2°) l'état des recettes et dépenses au montant de -78.050,58€ (encaisse au 1er janvier 2010 : 270.200,74€ et au 31 décembre 2010 : 192.150,16€), ventilé comme suit :

compte à vue DEXIA (n°091-0173848-53) :

(service extraordinaire)

- au 1er janvier 2010 : 229.167,97€

- au 31 décembre 2010 : 122.897,06€

-106.270,91€

compte à vue DEXIA (n°091-0182916-03) :

(service ordinaire)

- au 1er janvier 2010 : 6.230,52€

- au 31 décembre 2010 : 45.714,92€

39.484,40€

compte DEXIA - prêt n°2 - 091-3312644-26 :

(pont roulant : prêt de 325.500,00€)

- au 1er janvier 2010 : 46.174,00€

- au 31 décembre 2010 : 15.174,00€

-31.000,00€

compte DEXIA - prêt n°6 - 091-3326719-36 :

(raccordement électrique : prêt de 11.400,00€)

- au 1er janvier 2010 : -11.371,75€

- au 31 décembre 2010 : 0,00€

11.371,75€

compte DEXIA - prêt n°7 - 091-3332286-74 :

(sécurisation des installations : prêt de 11.300,00€)

- au 1er janvier 2010 : 0,00€

- au 31 décembre 2010 : 8.364,18€

8.364,18€.

La présente délibération sera soumise à l'approbation des autorités de tutelle.

88. Finances communales. Régie communale ordinaire de valorisation des énergies renouvelables. Exercice 2011. Comptes annuels. Arrêt.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu la communication du projet de délibération au directeur financier le 18 juillet 2016, et ce conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que les comptes annuels de la régie de valorisation des énergies renouvelables pour l'exercice 2011 se clôturent aux chiffres suivants :

- recettes d'exploitation : 201.690,17€

- dépenses d'exploitation : 216.390,30€

- résultat d'exploitation : -14.700,13€;

Considérant que les comptes annuels de l'exercice 2011 de la régie de valorisation des énergies renouvelables s'analysent comme suit :

Le budget initial de l'exercice 2011 a été approuvé aux chiffres suivants :

Service ordinaire Service extraordinaire

Recettes 353.650,00€ 100.000,00€

Dépenses 353.650,00€ 100.000,00€

0,00€ 0,00€

En 2011, aucun emprunt n'a été contracté.

Les produits financiers bruts s'élèvent à 251,07€ (précompte mobilier 37,60€).

L'intervention communale fixée à 90.000,00€ a été versée en une seule fois.

Les résultats budgétaires se présentent donc comme suit :

Ordinaire Extraordinaire

Recettes : 90.251,07€ 247.867,15€

Dépenses : 243.058,56€ 218.233,70€

-152.807,49€ 29.633,45€

Les crédits reportés au service ordinaire s'élèvent à 20.400,99€.

Quant à la comptabilité générale, le compte d'exploitation se présente comme suit :

Charges courantes 150.342,69€ Produits courants 90.251,07€

Mali courant 60.091,62€ Plus-values annuelles 34.211,89€

Dotation aux amortissements 66.047,61€ Réduction subsides 23.814,79€

Réduction annuelles des valeurs 0,00€ Redressements emprunts 53.412,42€

Mali d'exploitation 14.700,13€

Charges exceptionnelles 0,00€ Produits exceptionnels 0,00€

En considérant l'évolution des indices ABEX (694,00 en 2011 contre 673,00 en 2010), des centimes additionnels (4.511,42 contre 4.445,62 en 2010), les écritures de fin d'exercice reprennent :

- Les dotations aux amortissements.

- La réévaluation des immobilisés.

- La réduction des subsides reçus.

Les dotations aux amortissements s'élèvent à 66.047,61€

- Honoraires études : 1.260,00€

- Hall : 24.504,07€

- Raccordement installation : 9.250,94€

- Pont roulant : 31.032,60€

La réévaluation nous donne une plus-value de 97,02€ pour le terrain et une plus-value de 34.114,87€ pour le hall.

Quant à la réduction des subsides reçus, elle est comptabilisée pour un montant de 23.814,79€ se subdivisant comme suit :

- 16.876,79€ construction hall.

- 6.938,00€ raccordement de la centrale à la piscine.

Le montant des subsides est de 2.134.777,16€ mais ils sont comptabilisés pour un montant net de 2.006.141,21€ (réductions déduites).

Les immobilisations sont constituées comme suit :

Valeur initiale Valeur comptable

Immobilisation incorporelles (étude) : 22.800,00€ 1.260,00€

Terrains : 5.930,90€ 6.652,10€

Constructions : 1.155.211,37€ 1.102.911,54€

Canalisations : 277.528,09€ 240.524,33€

Matériel d'exploitation : 1.187.076,00€ 1.150.728,20€

Immobilisation en cours : 2.426,30€ 2.426,30€

Le bilan présente tant à l'actif qu'au passif une masse de 2.681.682,96€ contre 2.814.409,03€ en 2010.

Le matériel d'équipement et d'exploitation (la centrale de cogénération) est évalué à 1.124.750,00€ mais les amortissements ne débiteront que lors du paiement du décompte final.

La TVA à récupérer est de 35.696,67€.

L'endettement total est de 570.636,22€. Amortissements de l'exercice 53.412,83€ et tranche 2012 : 56.293,77€

Quant au passif, le capital initial est toujours de 22.430,90€ et les résultats capitalisés de -1.197,30€.

Le compte des fournisseurs présente un solde de 69.213,28€;

Considérant que l'état des recettes et dépenses s'établit à la somme de -67.166,34€;

Considérant que le total actif/passif du bilan de la régie de valorisation des énergies renouvelables s'établit à la somme de 2.681.682,96€;

Considérant que le résultat de l'exercice 2011, d'un montant de -14.700,13€, sera affecté au compte des pertes et profits.

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 18 juillet 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE

1°) les comptes annuels de l'exercice 2011 de la régie communale ordinaire de valorisation des énergies renouvelables se clôturant aux chiffres suivants :

Comptabilité budgétaire

Service ordinaire Service extraordinaire

Recettes (droits nets) 90.251,07€ 247.867,15€

Dépenses engagées 243.058,56€ 218.233,70€

Résultat budgétaire -152.807,49€ 29.633,45€

Recettes (droits nets) 90.251,07€ 247.867,15€

Dépenses imputées 222.657,57€ 31.860,00€

Résultat comptable -132.406,50€ 216.007,15€

Comptabilité générale

Compte de résultats

Produits Charges BONI (+) MALI (-)

Résultat d'exploitation 201.690,17€ 216.390,30€ -14.700,13€

Résultat exceptionnel 0,00€ 0,00€ 0,00€

Résultat d'exercice 201.690,17€ 216.390,30€ -14.700,13€

Bilan

TOTAL ACTIF/PASSIF : 2.681.682,96€

Résultats globalisés : -50.848,83€

Réserves : 0,00€

2°) l'état des recettes et dépenses, au montant de -67.166,34€ (encaisse au 1er janvier 2011 : 192.150,16€ et au 31 décembre 2011 : 124.983,82€), ventilé comme suit :

compte à vue DEXIA (n°091-0173848-53) :

(service extraordinaire)

- au 1er janvier 2011 : 122.897,06€

- au 31 décembre 2011 : 28.013,87€

-94.883,19€

compte à vue DEXIA (n°091-0182916-03) :

(service ordinaire)

- au 1er janvier 2011 : 45.714,92€

- au 31 décembre 2011 : 54.881,77€

9.166,85€

compte DEXIA - prêt n°2 - 091-3312644-26 :

(pont roulant : prêt de 325.500,00€)

- au 1er janvier 2011 : 15.174,00€

- au 31 décembre 2011 : 15.174,00€

0,00€

compte DEXIA - prêt n°7 - 091-3332286-74 :

(sécurisation des installations : prêt de 11.300,00€)

- au 1er janvier 2011 : 8.364,18€

- au 31 décembre 2011 : 8.364,18€

0,00€

compte DEXIA - prêt n° 8 - 091-3333950-89 :

(centrale de cogénération : prêt de 15.000,00 €)

- au 1er janvier 2011 : 0,00€

- au 31 décembre 2011 : 15.000,00€

15.000,00€

compte DEXIA - prêt n° 9 - 091-3333951-90 :

(sécurisation des installations : prêt de 3.550,00€)

- au 1er janvier 2011 : 0,00€

- au 31 décembre 2011 : 3.550,00€

3.550,00€.

La présente délibération sera soumise à l'approbation des autorités de tutelle.

89. Finances communales. Régie communale ordinaire de valorisation des énergies renouvelables. Exercice 2012. Comptes annuels. Arrêt.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu la communication du projet de délibération au directeur financier faite le 19 juillet 2016, et ce conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que les comptes annuels de la régie de valorisation des énergies renouvelables pour l'exercice 2012 se clôturent aux chiffres suivants :

- recettes d'exploitation : 231.808,53€

- dépenses d'exploitation : 185.849,42€

- résultat d'exploitation : 45.959,11€;

Considérant que les comptes annuels de l'exercice 2012 de la régie de valorisation des énergies renouvelables s'analysent comme suit :

Le budget initial de l'exercice 2012 a été approuvé aux chiffres suivants :

Service ordinaire Service extraordinaire

Recettes 178.300,00€ 260.000,00€

Dépenses 178.300,00€ 260.000,00€

0,00€ 0,00€

En 2012, un nouvel emprunt a été contracté pour des investissements photovoltaïques :

- emprunt n°10 de 175.000,00€.

Les produits financiers bruts s'élèvent à 179,53€ (précompte mobilier 34,59€).

L'intervention communale fixée à 90.000,00 a été versée en une seule fois.

Les résultats budgétaires se présentent donc comme suit :

Ordinaire Extraordinaire

Recettes : 124.586,03€ 391.007,15€

Dépenses : 291.338,72€ 361.373,70€

-166.752,69€ 29.633,45€

Les crédits reportés au service ordinaire s'élèvent à 39.730,66€ et au service extraordinaire à 360.210,60€.

Quant à la comptabilité générale, le compte d'exploitation se présente comme suit (en €) :

Charges courantes 119.201,56 Produits courants 124.586,03

Mali courant 5.047,31 Plus-values annuelles 27.113,94

Dotation aux amortissements 66.647,86 Réduction subsides 23.814,79

Réduction annuelles des valeurs 0,00 Redressements emprunts 56.293,77

Boni d'exploitation 45.959,11

Charges exceptionnelles 0,00 Produits exceptionnels 0,00

En considérant l'évolution des indices ABEX (711,00 en 2012 contre 694,00 en 2011), des centimes additionnels (4.577,47 en 2012 contre 4.511,42 en 2011), les écritures de fin d'exercice reprennent :

- Les dotations aux amortissements.

- La réévaluation des immobilisés.

- La réduction des subsides reçus.

Les dotations aux amortissements s'élèvent à 66.647,86€ et se divisent comme suit :

- honoraires études : 1.260,00€

- hall : 25.104,32€

- raccordement installation : 9.250,94€

- pont roulant : 31.032,60€.

La réévaluation nous donne une plus-value de 97,39€ pour le terrain et une plus-value de 27.016,55€ pour le hall.

Quant à la réduction des subsides reçus, elle est comptabilisée pour un montant de 23.814,79€ se subdivisant comme suit :

- 16.876,79€ construction hall.

- 6.938,00€ raccordement de la centrale à la piscine.

Le montant des subsides est de 2.134.777,16€, mais ils sont comptabilisés pour un montant net de 1.982.326,42€ (réductions déduites).

Les immobilisations sont constituées comme suit :

Valeur initiale Valeur comptable

Immobilisation incorporelle (étude) : 22.800,00€ 0,00€

Terrains : 5.930,90€ 6.749,49€

Constructions : 1.155.211,37€ 1.104.823,77€

Canalisations : 277.528,09€ 231.273,39€

Matériel d'exploitation : 1.187.076,00€ 1.119.695,60€

Immobilisation en cours : 3.589,40€ 3.589,40€

Le bilan présente tant à l'actif qu'au passif une masse de 2.843.755,08€ contre 2.681.682,96€ en 2011.

Le matériel d'équipement et d'exploitation (la centrale de cogénération) est évalué à 1.124.750,00€, mais les amortissements ne débiteront que lors du paiement du décompte final.

La TVA à récupérer est de 38.841,29€.

L'endettement total est de 688.223,06€. Amortissements de l'exercice : 56.293,77€ et tranche 2013 : 57.363,01€

Quant au passif, le capital initial est toujours de 22.430.90€ et les résultats capitalisés de -1.197,30€.

Le compte des fournisseurs présente un solde de 91.590,75€;

Considérant que l'état des recettes et dépenses s'établit à la somme de 22.298,32€;

Considérant que le total actif/passif du bilan de la régie de valorisation des énergies renouvelables s'établit à la somme de 2.843.755,08€;

Considérant que le résultat de l'exercice 2012, d'un montant de 45.959,11€, sera affecté au compte des pertes et profits.

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 juillet 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE

1°) les comptes annuels de l'exercice 2012 de la régie communale ordinaire de valorisation des énergies renouvelables se clôturant aux chiffres suivants :

Comptabilité budgétaire

Service ordinaire Service extraordinaire

Recettes (droits nets) 124.586,03€ 391.007,15€

Dépenses engagées 291.338,72€ 361.373,70€

Résultat budgétaire -166.752,69€ 29.633,45€

Recettes (droits nets) 124.586,03€ 391.007,15€

Dépenses imputées 251.608,06€ 1.163,10€

Résultat comptable -127.022,03€ 389.844,05€

Comptabilité générale

Compte de résultats

Produits Charges BONI (+) MALI (-)

Résultat d'exploitation 231.808,53€ 185.849,42€ 45.959,11€

Résultat exceptionnel 0,00€ 0,00€ 0,00€

Résultat d'exercice 231.808,53€ 185.849,42€ 45.959,11€

Bilan

TOTAL ACTIF/PASSIF : 2.843.755,08€

Résultats globalisés : -4.889,72€

Réserves : 0,00€

2°) l'état des recettes et dépenses, au montant de 22.298,32€ (encaisse au 1er janvier 2012 : 124.983,82€ et au 31 décembre 2012 : 147.282,14€), ventilé comme suit :

compte à vue DEXIA (n°091-0173848-53) :

(service extraordinaire)

- au 1er janvier 2012 : 28.013,87€

- au 31 décembre 2012 : 28.047,79€

33,92€

compte à vue DEXIA (n°091-0182916-03) :

(service ordinaire)

- au 1er janvier 2012 : 54.881,77€

- au 31 décembre 2012 : 77.146,17€

22.264,40€

compte DEXIA - prêt n°2 - 091-3312644-26 :

(pont roulant : prêt de 325.500,00€)

- au 1er janvier 2012 : 15.174,00€

- au 31 décembre 2012 : 15.174,00€

0,00€

compte DEXIA - prêt n°7 - 091-3332286-74 :

(sécurisation des installations : prêt de 11.300,00€)

- au 1er janvier 2012 : 8.364,18€

- au 31 décembre 2012 : 8.364,18€

0,00€

compte DEXIA - prêt n°8 - 091-3333950-89 :

(centrale de cogénération : prêt de 15.000,00€)

- au 1er janvier 2012 : 15.000,00€

- au 31 décembre 2012 : 15.000,00€

0,00€

compte DEXIA - prêt n°9 - 091-3333951-90 :

(sécurisation des installations : prêt de 3.550,00€)

- au 1er janvier 2012 : 3.550,00€

- au 31 décembre 2012 : 3.550,00€

0,00€.

La présente délibération sera soumise à l'approbation des autorités de tutelle.

90. Finances communales. Régie communale ordinaire de valorisation des énergies renouvelables. Exercice 2013. Comptes annuels. Arrêt.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu la communication du projet de délibération au directeur financier le 19 juillet 2016, et ce conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que les comptes annuels de la régie de valorisation des énergies renouvelables pour l'exercice 2013 se clôturent aux chiffres suivants :

- recettes d'exploitation : 212.623,32€

- dépenses d'exploitation : 172.940,66€

- résultat d'exploitation : 39.682,66€;

Considérant que les comptes annuels de l'exercice 2013 de la régie de valorisation des énergies renouvelables s'analysent comme suit :

Le budget initial de l'exercice 2013 a été approuvé aux chiffres suivants :

Service ordinaire Service extraordinaire

Recettes 173.250,00€ 27.000,00€

Dépenses 173.250,00€ 27.000,00€

0,00€ 0,00€

En 2013, aucun emprunt n'a été contracté.

Les produits financiers bruts s'élèvent à 42,22€ (précompte mobilier 9,85€).

L'intervention communale fixée à 90.000,00 a été versée en une seule fois.

Les résultats budgétaires se présentent donc comme suit :

Ordinaire Extraordinaire

Recettes : 101.834,63€ 389.844,05€

Dépenses : 287.636,22€ 345.088,98€

-185.801,59€ 44.755,07€

Les crédits reportés au service ordinaire s'élèvent à 53.732,25€ et au service extraordinaire à 185.210,60€.

Quant à la comptabilité générale, le compte d'exploitation se présente comme suit (en €) :

Charges courantes 106.881,94 Produits courants 101.834,63

Mali courant 0,00 Plus-values annuelles 29.610,89

Dotation aux amortissements 66.058,72 Réduction subsides 23.814,79

Réduction annuelles des valeurs 0,00 Redressements emprunts 57.363,01

Boni d'exploitation 39.682,66

Charges exceptionnelles 0,00 Produits exceptionnels 0,00

En considérant l'évolution des indices ABEX (730,00 en 2013 contre 711,00 en 2012), des centimes additionnels (4.636,32 en 2013 contre 4.577,47 en 2012), les écritures de fin d'exercice reprennent :

- Les dotations aux amortissements.
- La réévaluation des immobilisés.
- La réduction des subsides reçus.

Les dotations aux amortissements s'élèvent à 66.058,72€ et se divisent comme suit :

- honoraires études : 0,00€
- hall : 25.775,18€
- raccordement installation : 9.250,94€
- pont roulant : 31.032,60€

La réévaluation nous donne une plus-value de 86,77€ pour le terrain et une plus-value de 29.524,12€ pour le hall.

Quant à la réduction des subsides reçus, elle est comptabilisée pour un montant de 23.814,79€ se subdivisant comme suit :

- 16.876,79€ construction hall.
- 6.938,00€ raccordement de la centrale à la piscine.

Le montant des subsides est de 2.134.777,16€, mais ils sont comptabilisés pour un montant net de 1.958.511,63€ (réductions déduites).

Les immobilisations sont constituées comme suit :

Valeur initiale Valeur comptable

Immobilisation incorporelles (étude) : 22.800,00€ 0,00€

Terrains : 5.930,90€ 6.836,26€

Constructions : 1.155.211,37€ 1.108.572,71€

Canalisations : 277.528,09€ 222.022,45€

Matériel d'exploitation : 1.187.076,00€ 1.088.663,00€

Immobilisation en cours : 163.467,78€ 163.467,78€

Le bilan présente, tant à l'actif qu'au passif, une masse de 2.775.803,67€ contre 2.843.755,08€ en 2012.

Le matériel d'équipement et d'exploitation (la centrale de cogénération) est évalué à 1.124.750,00€, mais les amortissements ne débiteront que lors du paiement du décompte final.

La TVA à récupérer est de 44.359,95€.

L'endettement total est de 628.515,00€. Amortissements de l'exercice : 57.363,01€ et tranche 2014 : 60.098,46€.

Quant au passif, le capital initial est toujours de 22.430,90€ et les résultats capitalisés de -1.197,30€.

Le compte des fournisseurs présente un solde de 66.823,36€;

Considérant que l'état des recettes et dépenses s'établit à la somme de -200.508,83€;

Considérant que le total actif/passif du bilan de la régie de valorisation des énergies renouvelables s'établit à la somme de 2.775.803,67€;

Considérant que le résultat de l'exercice 2013, d'un montant de 39.682,66€, sera affecté au compte des pertes et profits;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 juillet 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE

1°) les comptes annuels de l'exercice 2013 de la régie communale ordinaire de valorisation des énergies renouvelables se clôturant aux chiffres suivants :

Comptabilité budgétaire

Service ordinaire Service extraordinaire

Recettes (droits nets) 101.834,63€ 389.844,05€
Dépenses engagées 287.636,22€ 345.088,98€
Résultat budgétaire -185.801,59€ 44.755,07€

Recettes (droits nets) 101.834,63€ 389.844,05€
Dépenses imputées 233.903,97€ 159.878,38€
Résultat comptable -132.069,34€ 229.965,67€

Comptabilité générale

Compte de résultats

Produits Charges BONI (+) MALI (-)

Résultat d'exploitation 212.623,32€ 172.940,66€ 39.682,66€
Résultat exceptionnel 0,00€ 0,00€ 0,00€
Résultat d'exercice 212.623,32€ 172.940,66€ 39.682,66€

Bilan

TOTAL ACTIF/PASSIF : 2.775.803,67€
Résultats globalisés : 34.792,94€
Réserves : 0,00€

2°) l'état des recettes et dépenses au montant de -200.508,83€ (encaisse au 1er janvier 2013 : 147.282,14€ et au 31 décembre 2013 : -53.226,69€), ventilé comme suit :

compte à vue DEXIA (n°091-0173848-53) :

(service extraordinaire)

- au 1er janvier 2013 : 28.047,79€
- au 31 décembre 2013 : 28.055,28€
7,49€

compte à vue DEXIA (n°091-0182916-03) :

(service ordinaire)

- au 1er janvier 2013 : 77.146,17€

- au 31 décembre 2013 : 37.915,58€
-39.230,59€
compte DEXIA - prêt n°2 - 091-3312644-26 :
(pont roulant : prêt de 325.500,00€)
- au 1er janvier 2013 : 15.174,00€
- au 31 décembre 2013 : 15.174,00€
0,00€
compte DEXIA - prêt n°7 - 091-3332286-74 :
(sécurisation des installations : prêt de 11.300,00€)
- au 1er janvier 2013 : 8.364,18€
- au 31 décembre 2013 : 6.956,83€
-1.407,35€
compte DEXIA - prêt n°8 - 091-3333950-89 :
(centrale de cogénération : prêt de 15.000,00€)
- au 1er janvier 2013 : 15.000,00€
- au 31 décembre 2013 : 15.000,00€
0,00€

compte DEXIA - prêt n° 9 - 091-3333951-90 :
(sécurisation des installations : prêt de 3.550,00€)
- au 1er janvier 2013 : 3.550,00€
- au 31 décembre 2013 : 3.550,00€
0,00€
compte DEXIA - prêt n° 10 - 091-3356091-17 :
(Investissements photovoltaïques : prêt de 175.000,00€)
- au 1er janvier 2013 : 0,00€
- au 31 décembre 2013 : -159.878,38€
-159.878,38€.

La présente délibération sera soumise à l'approbation des autorités de tutelle.

91. Finances communales. Régie communale ordinaire de valorisation des énergies renouvelables. Exercice 2014. Comptes annuels. Arrêt.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;
Vu la communication du projet de délibération au directeur financier le 20 juillet 2016, et ce conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que les comptes annuels de la régie de valorisation des énergies renouvelables pour l'exercice 2014 se clôturent aux chiffres suivants :

- recettes d'exploitation : 549.747,88€
- dépenses d'exploitation : 271.174,22€
- résultat d'exploitation : 278.573,66€;

Considérant que les comptes annuels de l'exercice 2014 de la régie de valorisation des énergies renouvelables s'analysent comme suit :

Le budget initial de l'exercice 2014 a été approuvé aux chiffres suivants :

Service ordinaire Service extraordinaire

Recettes 236.000,00€ 5.000,00€

Dépenses 236.000,00€ 5.000,00€

0,00€ 0,00€

En 2014, aucun emprunt n'a été contracté.

Les produits financiers bruts s'élèvent à 22,39€ (précompte mobilier 5,65€).

L'intervention communale fixée à 90.000,00€ a été versée en une seule fois.

Les produits des certificats verts totalisent un montant de 212.592,46€ se divisant comme suit :

- centrale de cogénération : 57.142,86€
- investissements photovoltaïques : 155.449,60€.

Les résultats budgétaires se présentent donc comme suit :

Ordinaire Extraordinaire

Recettes : 337.832,92€ 229.965,67€

Dépenses : 326.020,47€ 25.000,00€

11.812,45€ 204.965,67€

Les crédits reportés au service ordinaire s'élèvent à 88.616,81€ et sont nuls au service extraordinaire puisque le décompte final des travaux de la centrale de cogénération a été imputé sur l'exercice 2014. Dès lors, les charges d'amortissement de la centrale de cogénération débuteront en 2014.

Quant à la comptabilité générale, le compte d'exploitation se présente comme suit (en €) :

Charges courantes 105.334,32 Produits courants 337.832,92

Boni courant 232.498,60 Plus-values annuelles 21.371,96

Dotation aux amortissements 165.839,90 Réduction subsides 130.444,54

Réduction annuelles des valeurs 0,00 Redressements emprunts 60.098,46

Boni d'exploitation 278.573,66

Charges exceptionnelles 0,00 Produits exceptionnels 0,00

En considérant l'évolution des indices ABEX (744,00 en 2014 contre 730,00 en 2013), des centimes additionnels (4.712,05 en 2014 contre 4.636,32 en 2013), les écritures de fin d'exercice reprennent :

- Les dotations aux amortissements.
- La réévaluation des immobilisés.
- La réduction des subsides reçus.

Les dotations aux amortissements s'élèvent à 165.839,90€ et se divisent comme suit :

- honoraires études : 0,00€
- hall : 29.706,36€
- raccordement installation : 9.250,94€

- pont roulant : 31.032,60€
- centrale de cogénération : 95.850,00€.

La réévaluation nous donne une plus-value de 111,66€ pour le terrain et une plus-value de 21.260,30€ pour le hall.

Quant à la réduction des subsides reçus, elle est comptabilisée pour un montant de 130.444,54€ se subdivisant comme suit :

- 106.629,75€ centrale de cogénération.
- 16.876,79€ construction hall.
- 6.938,00€ raccordement de la centrale à la piscine.

Le montant des subsides est de 2.134.777,16€, mais ils sont comptabilisés pour un montant net de 1.828.067,09€ (réductions déduites).

Les immobilisations sont constituées comme suit :

Valeur initiale Valeur comptable

Immobilisation incorporelle (étude) : 22.800,00€ 0,00€

Terrains : 5.930,90€ 6.947,92€

Constructions : 1.318.679,15€ 1.263.594,43€

Gazenbois 1.158.800,77€ 1.106.913,62€

Photovoltaïque 159.878,38€ 156.680,81€

Canalisations : 277.528,09€ 212.771,51€

Matériel d'exploitation : 1.268.826,00€ 986.780,40€

Immobilisation en cours : 0,00€ 0,00€

Le bilan présente tant à l'actif qu'au passif une masse de 2.864.906,43€ contre 2.775.803,67€ en 2013.

La TVA à récupérer est de 44.416,99€.

L'endettement total est de 558.903,02€. Amortissements de l'exercice 60.098,46€ et tranche 2015 : 69.221,58€.

Quant au passif, le capital initial est toujours de 22.430,90€ et les résultats capitalisés de -1.197,30€.

Le compte des fournisseurs présente un solde de 66.289,19€;

Considérant que l'état des recettes et dépenses s'établit à la somme de 138.474,57€;

Considérant que le total actif/passif du bilan de la régie de valorisation des énergies renouvelables s'établit à la somme de 2.864.906,43€;

Considérant que le résultat de l'exercice 2014, d'un montant de 278.573,66€, sera affecté au compte des pertes et profits.

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 juillet 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE

1°) les comptes annuels de l'exercice 2014 de la régie communale ordinaire de valorisation des énergies renouvelables se clôturant avec les chiffres suivants :

Comptabilité budgétaire

Service ordinaire Service extraordinaire

Recettes (droits nets) 337.832,92€ 229.965,67€
Dépenses engagées 326.020,47€ 25.000,00€
Résultat budgétaire 11.812,45€ 204.965,67€

Recettes (droits nets) 337.832,92€ 229.965,67€
Dépenses imputées 237.403,66€ 25.000,00€
Résultat comptable 100.429,26€ 204.965,67€

Comptabilité générale

Compte de résultats

Produits Charges BONI (+) MALI (-)

Résultat d'exploitation 549.747,88€ 271.174,22€ 278.573,66€
Résultat exceptionnel 0,00€ 0,00€ 0,00€
Résultat d'exercice 549.747,88€ 271.174,22€ 278.573,66€

Bilan

TOTAL ACTIF/PASSIF : 2.864.906,43€

Résultats globalisés : 313.366,60€

Réserves : 0,00€

2°) l'état des recettes et dépenses, au montant de 138.474,57€ (encaisse au 1er janvier 2014 : - 53.226,69€ et au 31 décembre 2014 : 85.247,88€), ventilé comme suit :

compte à vue DEXIA (n°091-0173848-53) :

(service extraordinaire)

- au 1er janvier 2014 : 28.055,28€

- au 31 décembre 2014 : 3.058,35€

-24.996,93€

compte à vue DEXIA (n°091-0182916-03) :

(service ordinaire)

- au 1er janvier 2014 : 37.915,58€

- au 31 décembre 2014 : 41.387,08€

3.471,50€

compte DEXIA - prêt n°2 - 091-3312644-26 :

(pont roulant : prêt de 325.500,00€)

- au 1er janvier 2014 : 15.174,00€

- au 31 décembre 2014 : 15.174,00€

0,00€

compte DEXIA - prêt n°7 - 091-3332286-74 :

(sécurisation des installations : prêt de 11.300,00€)

- au 1er janvier 2014 : 6.956,83€

- au 31 décembre 2014 : 6.956,83€

0,00€

compte DEXIA - prêt n°8 - 091-3333950-89 :

(centrale de cogénération : prêt de 15.000,00€)

- au 1er janvier 2014 : 15.000,00€
- au 31 décembre 2014 : 0,00€
-15.000,00€

compte DEXIA - prêt n°9 - 091-3333951-90 :
(sécurisation des installations : prêt de 3.550,00€)
- au 1er janvier 2014 : 3.550,00€
- au 31 décembre 2014 : 3.550,00€
0,00€

compte DEXIA - prêt n°10 - 091-3356091-17 :
(investissements photovoltaïques : prêt de 175.000,00€)
- au 1er janvier 2014 : -159.878,38€
- au 31 décembre 2014 : 15.121,62€
175.000,00€.

La présente délibération sera soumise à l'approbation des autorités de tutelle.

92. Finances communales. Régie communale ordinaire de valorisation des énergies renouvelables. Exercice 2015. Comptes annuels. Arrêt.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;
Vu la communication du projet de délibération au directeur financier le 20 juillet 2016, et ce conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant que les comptes annuels de la régie de valorisation des énergies renouvelables pour l'exercice 2015 se clôturent aux chiffres suivants :
- recettes d'exploitation : 336.688,59€
- dépenses d'exploitation : 315.578,00€
- résultat d'exploitation : 21.110,59€;
Considérant que les comptes annuels de l'exercice 2015 de la régie de valorisation des énergies renouvelables s'analysent comme suit :
Le budget initial de l'exercice 2015 a été approuvé aux chiffres suivants :
Service ordinaire Service extraordinaire
Recettes 200.250,00€ 5.000,00€
Dépenses 200.250,00€ 5.000,00€
0,00€ 0,00€
En 2015, aucun emprunt n'a été contracté.

Les produits financiers bruts s'élèvent à 5,32€ (précompte mobilier 1,34€).

Il n'y a aucune intervention communale.

La redevance d'exploitation de la centrale de cogénération, suite au contrat de délégation de gestion à la société Xylowatt sa, a rapporté la somme de 80.000,00€.

Les produits des certificats verts totalisent un montant de 55.772,00€ se divisant comme suit :

- centrale de cogénération : 0,00€
- investissements photovoltaïques : 55.772,00€.

Les résultats budgétaires se présentent donc comme suit :

Ordinaire Extraordinaire

Recettes : 236.206,58€ 262.796,67€

Dépenses : 198.555,95€ 0,00€

37.650,63€ 262.796,67€

Les crédits reportés au service ordinaire s'élèvent à 48.817,85€.

Quant à la comptabilité générale, le compte d'exploitation se présente comme suit (en €) :

Charges courantes 149.738,10 Produits courants 135.777,32

Mali courant 13.960,78

Plus-values annuelles 88,53

Dotation aux amortissements 165.839,90 Réduction subsides 131.601,16

Réduction annuelles des valeurs 0,00 Redressements emprunts 69.221,58

Boni d'exploitation 21.110,59

Charges exceptionnelles 0,00 Produits exceptionnels 0,00

En considérant l'évolution des indices ABEX (744,00 en 2015 contre 744,00 en 2014), des centimes additionnels (4.772,09 en 2015 contre 4.712,05 en 2014), les écritures de fin d'exercice reprennent :

- Les dotations aux amortissements.
- La réévaluation des immobilisés.
- La réduction des subsides reçus.

Les dotations aux amortissements s'élèvent à 165.839,90€ et se divisent comme suit :

- honoraires études : 0,00€
- hall : 26.508,79€
- photovoltaïques : 3.197,57€
- raccordement installation : 9.250,94€
- pont roulant : 31.032,60€
- centrale de cogénération : 95.850,00€.

La réévaluation nous donne une plus-value de 88,53€ pour le terrain.

Le hall n'a pas été réévalué puisque l'indice ABEX de 2015 (744) est inchangé par rapport à 2014.

Quant à la réduction des subsides reçus, elle est comptabilisée pour un montant de 131.601,16€ se subdivisant comme suit :

- 106.629,75€ (centrale de cogénération).
- 16.876,79€ (construction hall).
- 6.938,00€ (raccordement de la centrale à la piscine).
- 1.156,62€ (installations photovoltaïques).

Un subside d'un montant de 57.831,00€ a été octroyé pour les investissements photovoltaïques, dès lors le montant des subsides est de 2.192.608,16€, mais ils sont comptabilisés pour un montant net de 1.754.296,93€ (réductions déduites).

Les immobilisations sont constituées comme suit :

Valeur initiale Valeur comptable

Immobilisation incorporelle (étude) : 22.800,00€ 0,00€

Terrains : 5.930,90€ 7.036,45€

Constructions : 1.315.089,75€ 1.233.888,07€

Gazenbois 1.155.211,37€ 1.080.404,83€

Photovoltaïque 159.878,38€ 153.483,24€

Canalisations : 277.528,09€ 203.520,57€

Matériel d'exploitation : 1.268.826,00€ 859.897,80€

Immobilisation en cours : 0,00€ 0,00€

Le bilan présente tant à l'actif qu'au passif une masse de 2.789.863,80€ contre 2.864.906,43€ en 2014.

La TVA à récupérer est de 44.514,46€.

L'endettement total est de 489.340,29€. Amortissements de l'exercice : 69.221,58€ et tranche 2016 : 69.562,73€.

Quant au passif, le capital initial est toujours de 22.430,90€ et les résultats capitalisés de -1.197,30€.

Le compte des fournisseurs présente un solde de 85.461,69€;

Considérant que l'état des recettes et dépenses s'établit à la somme de 239.600,73€;

Considérant que le total actif/passif du bilan de la régie de valorisation des énergies renouvelables s'établit à la somme de 2.789.863,80€;

Considérant que le résultat de l'exercice 2015, d'un montant de 21.110,59€, sera affecté au compte des pertes et profits;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 juillet 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE

1°) les comptes annuels de l'exercice 2015 de la régie communale ordinaire de valorisation des énergies renouvelables se clôturant aux chiffres suivants :

Comptabilité budgétaire

Service ordinaire Service extraordinaire

Recettes (droits nets) 236.206,58€ 262.796,67€

Dépenses engagées 198.555,95€ 0,00€

Résultat budgétaire 37.650,63€ 262.796,67€

Recettes (droits nets) 236.206,58€ 262.796,67€

Dépenses imputées 149.738,10€ 0,00€

Résultat comptable 86.468,48€ 262.796,67€

Comptabilité générale

Compte de résultats

Produits Charges BONI (+) MALI (-)

Résultat d'exploitation 336.688,59€ 315.578,00€ 21.110,59€

Résultat exceptionnel 0,00€ 0,00€ 0,00€

Résultat d'exercice 336.688,59€ 315.578,00€ 21.110,59€

Bilan

TOTAL ACTIF/PASSIF : 2.789.863,80€

Résultats globalisés : 334.477,19€

Réserves : 0,00€

2°) l'état des recettes et dépenses, au montant de 239.600,73€ (encaisse au 1er janvier 2015 : 85.247,88€ et au 31 décembre 2015 : 324.848,61€), ventilé comme suit :

compte à vue DEXIA (n°091-0173848-53) :

(service extraordinaire)

- au 1er janvier 2015 : 3.058,35€

- au 31 décembre 2015 : 60.889,78€

57.831,43€

compte à vue DEXIA (n°091-0182916-03) :

(service ordinaire)

- au 1er janvier 2015 : 41.387,08€

- au 31 décembre 2015 : 223.156,38€

181.769,30€

compte DEXIA - prêt n°2 - 091-3312644-26 :

(pont roulant : prêt de 325.500,00€)

- au 1er janvier 2015 : 15.174,00€

- au 31 décembre 2015 : 15.174,00€

0,00€

compte DEXIA - prêt n°7 - 091-3332286-74 :

(sécurisation des installations : prêt de 11.300,00€)

- au 1er janvier 2015 : 6.956,83€

- au 31 décembre 2015 : 6.956,83€

0,00€

compte DEXIA - prêt n°9 - 091-3333951-90 :

(sécurisation des installations : prêt de 3.550,00€)

- au 1er janvier 2015 : 3.550,00€

- au 31 décembre 2015 : 3.550,00€

0,00€

compte DEXIA - prêt n°10 - 091-3356091-17 :

(investissements photovoltaïques : prêt de 175.000,00€)

- au 1er janvier 2015 : 15.121,62€

- au 31 décembre 2015 : 15.121,62€

0,00€.

La présente délibération sera soumise à l'approbation des autorités de tutelle.

93. Finances communales. Tarifs de vente de caveaux pour concessions. Approbation.

Madame l'Echevine Ludivine DEDONDER sort de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que le collège communal a décidé, en séance du 15 avril 2016, de désigner la firme NEW COBEBIC SPRL, rue Sénéchal, 29 à 7320 Bernissart, pour la fourniture et la pose de caveaux aux cimetières de Tournai sud et de Warchin, au montant de son offre corrigée, régulière et la plus intéressante d'un point de vue qualité/prix s'élevant à 43.802,00€ TVA comprise et de passer commande immédiatement.

Considérant que les prix sont détaillés comme suit:

- caveau 1 niveau/1 corps: 500,00€ hors TVA soit 605,00€ TVA comprise
- caveau 2 niveaux/2 corps: 900,00€ hors TVA soit 1.089,00€ TVA comprise
- caveau 3 niveaux/3 corps: 1.350,00€ hors TVA soit 1.633,50€ TVA comprise;

Considérant que les caveaux ont été placés et qu'il convient donc de fixer les tarifs de vente aux citoyens;

Considérant que ces caveaux sont destinés à des sépultures qui font l'objet d'un contrat de concession (25 ans renouvelables);

Considérant que le collège communal propose de fixer les tarifs comme suit :

- caveau 1 niveau/1 corps: 800,00€
- caveau 2 niveaux/2 corps: 1.200,00€
- caveau 3 niveaux/3 corps: 1.800,00€;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de fixer le tarif de vente de caveaux destinés aux sépultures faisant l'objet d'un contrat de concessions à:

- caveau 1 niveau/1 corps: 800,00€
- caveau 2 niveaux/2 corps: 1.200,00€
- caveau 3 niveaux/3 corps: 1.800,00€

et ce, à partir du 1er septembre 2016.

94. Finances communales. Contribution au fonctionnement du service Incendie 2013 (exercice 2012). Décompte et solde à recevoir. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que la Ville disposait d'un service Incendie de classe Y et qu'à ce titre, elle bénéficiait d'une contribution provinciale pour en financer le fonctionnement;

Considérant que, pour la tarification 2013 (frais admissibles de l'année 2012), la redevance à percevoir par la Ville se chiffrait à 2.994.591,99€;

Considérant que la Ville a reçu des avances trimestrielles d'un montant total de 2.717.768,46€;

Considérant que, suivant le décompte établi au montant de 2.994.591,99€, le solde dû à la Ville s'élève donc à 276.823,53€;

Vu le courrier du bureau de sécurité civile de la province de Hainaut invitant le conseil communal à émettre un avis sur le décompte du solde de la redevance définitive 2013 (exercice 2012);

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver le décompte établi pour la contribution provinciale 2013 au fonctionnement du service Incendie au montant de 2.717.768,46€ en vue d'en recevoir le solde, soit la somme de 276.823,53€.

95. Finances communales. Régie foncière. Comptes annuels. Exercice 2011. Arrêt.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le courrier de Monsieur le Ministre, Paul FURLAN, relatif à la situation des comptes de la régie foncière;

Vu la communication du projet de délibération au directeur financier faite en date du 25 août 2016, et ce conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 31 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE

aux chiffres établis :

1) les comptes annuels de l'exercice 2011 de la régie foncière se clôturant avec un bénéfice d'exploitation de 325.773,61€, pour un montant de :

- recettes d'exploitation : 480.840,82€
- dépenses d'exploitation : 155.067,21€
- résultat d'exploitation : 325.773,61€;

2) l'état des recettes et dépenses à la somme de 58.376,34€ (encaisse au 1er janvier 2011 : 573.871,69€ et au 31 décembre 2011 : 632.248,03€);

DECIDE :

- d'affecter le résultat de l'exercice 2011, d'un montant de 325.773,61€, de la manière suivante :
 - dotation à la réserve légale : 16.288,68€
 - dotation à la réserve disponible : 309.484,93€;

La présente délibération sera soumise à l'approbation des autorités de tutelle.

96. Finances communales. Régie foncière. Comptes annuels. Exercice 2012. Arrêt.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le courrier de Monsieur le Ministre, Paul FURLAN, relatif à la situation des comptes de la régie foncière;

Vu la communication du projet de délibération au directeur financier faite en date du 25 août 2016, et ce conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 31 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE

aux chiffres établis :

1) les comptes annuels de l'exercice 2012 de la régie foncière se clôturant avec un bénéfice d'exploitation de 320.422,02€, pour un montant de :

- recettes d'exploitation : 506.502,28€
- dépenses d'exploitation : 186.080,26€
- résultat d'exploitation : 320.422,02€;

2) l'état des recettes et dépenses à la somme de -1.376,71€ (encaisse au 1er janvier 2012 : 632.248,03€ et au 31 décembre 2012 : 630.871,32€);

DECIDE :

- d'affecter le résultat de l'exercice 2012, d'un montant de 320.422,02€, de la manière suivante :
 - dotation à la réserve légale : 16.021,10€
 - dotation à la réserve disponible : 304.400,92€.

La présente délibération sera soumise à l'approbation des autorités de tutelle.

97. Finances communales. Régie foncière. Comptes annuels. Exercice 2013. Arrêt.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Vu le courrier de Monsieur le Ministre, Paul FURLAN, relatif à la situation des comptes de la régie foncière;
Vu la communication du projet de délibération au directeur financier faite en date du 25 août 2016, et ce conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 31 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE

aux chiffres établis :

- 1) les comptes annuels de l'exercice 2013 de la régie foncière se clôturant avec un bénéfice d'exploitation de 328.920,64€, pour un montant de :
 - recettes d'exploitation : 500.619,38€
 - dépenses d'exploitation : 171.698,74€
 - résultat d'exploitation : 328.920,64€;
- 2) l'état des recettes et dépenses à la somme de 28.188,18€ (encaisse au 1er janvier 2013 : 630.871,32€ et au 31 décembre 2013 : 659.059,50€);

DECIDE :

- d'affecter le résultat de l'exercice 2013, d'un montant de 328.920,64€, de la manière suivante :
 - dotation à la réserve légale : 16.446,03€
 - dotation à la réserve disponible : 312.474,61€.
- La présente délibération sera soumise à l'approbation des autorités de tutelle.

98. Finances communales. Régie foncière. Comptes annuels. Exercice 2014. Arrêt.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le courrier de Monsieur le Ministre, Paul FURLAN, relatif à la situation des comptes de la régie foncière;

Vu la communication du projet de délibération au directeur financier faite en date du 25 août 2016, et ce conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 31 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE

aux chiffres établis :

1) les comptes annuels de l'exercice 2014 de la régie foncière se clôturant avec un bénéfice d'exploitation de 362.670,58€, pour un montant de :

- recettes d'exploitation : 522.315,81€
- dépenses d'exploitation : 159.645,23€
- résultat d'exploitation : 362.670,58€;

2) l'état des recettes et dépenses à la somme de 158.969,17€ (encaisse au 1er janvier 2014 : 659.059,50€ et au 31 décembre 2014 : 818.028,67€);

DECIDE :

- d'affecter le résultat de l'exercice 2014, d'un montant de 362.670,58€, de la manière suivante :
 - dotation à la réserve légale : 18.133,53€
 - dotation à la réserve disponible : 344.537,05€.

La présente délibération sera soumise à l'approbation des autorités de tutelle.

99. Finances communales. Régie foncière. Comptes annuels. Exercice 2015. Arrêt.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le courrier de Monsieur le Ministre, Paul FURLAN, relatif à la situation des comptes de la régie foncière;

Vu la communication du projet de délibération au directeur financier faite en date du 26 août 2016, et ce conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 31 août 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE

aux chiffres établis :

1) les comptes annuels de l'exercice 2015 de la régie foncière se clôturant avec un bénéfice d'exploitation de 400.888,65€, pour un montant de :

- recettes d'exploitation : 564.290,44€
- dépenses d'exploitation : 163.401,79€
- résultat d'exploitation : 400.888,65€;

2) l'état des recettes et dépenses à la somme de 138.850,45€ (encaisse au 1er janvier 2015 : 818.028,67€ et au 31 décembre 2015 : 956.879,12€);

DECIDE :

- d'affecter le résultat de l'exercice 2015, d'un montant de 400.888,65€, de la manière suivante :
 - dotation à la réserve légale : 20.044,43€
 - dotation à la réserve disponible : 380.844,22€.

La présente délibération sera soumise à l'approbation des autorités de tutelle.

100. Musée des Beaux-Arts. Prêt au musée en Piconrue (Bastogne). Prolongation. Ratification.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le musée en Piconrue (Bastogne) a sollicité la prolongation du prêt de longue durée des œuvres suivantes pour sa collection permanente :

- André Collin "Heures de tristesse, le père malade", 1895, huile sur toile, 130cm x 83cm, valeur d'assurance : 20.000,00€
- André Collin "La porteuse d'eau", 1889, fusain, 62cm x 47cm, valeur d'assurance : 2.000,00€
- André Collin "Penchée sur le berceau", 1901, fusain, 62cm x 48cm, valeur d'assurance : 2.000,00€
- André Collin "Jeune mère nourrissant un bébé", fusain, 1891, 93cm x 47,50cm, valeur d'assurance : 2.000,00€
- André Collin "Le Curé herboriste", fusain, 81cm x 59,50cm, valeur d'assurance : 2.000,00€;

Considérant que le conservateur du musée des Beaux-Arts a remis un avis favorable sur la prolongation du prêt pour une année (renouvelable sur demande), à savoir du 1er juin 2016 au 30 mai 2017;

Considérant qu'en séance du 3 juin 2016, le collège communal a décidé d'approuver la prolongation de ce prêt;

Considérant que les frais d'emballage, de transport (retour) et d'assurance (type clou à clou) des œuvres prêtées sont totalement à charge de l'emprunteur;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de ratifier la prolongation du prêt au musée en Piconrue (Bastogne) pour une année (renouvelable sur demande), à savoir du 1er juin 2016 au 30 mai 2017, des oeuvres suivantes :

- André Collin "Heures de tristesse, le père malade", 1895, huile sur toile, 130cm x 83cm, valeur d'assurance : 20.000,00€
- André Collin "La porteuse d'eau", 1889, fusain, 62cm x 47cm, valeur d'assurance : 2.000,00€
- André Collin "Penchée sur le berceau", 1901, fusain, 62cm x 48cm, valeur d'assurance : 2.000,00€
- André Collin "Jeune mère nourrissant un bébé", fusain, 1891, 93cm x 47,50cm, valeur d'assurance : 2.000,00€
- André Collin "Le Curé herboriste", (date ?), fusain, 81cm x 59,5cm valeur d'assurance : 2.000,00€.

101. Musée des Beaux-Arts. Prêt de deux oeuvres de Fantin-Latour "L'Etude" et "La lecture". Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant la demande de la réunion des musées nationaux - Grand Palais et du musée de Grenoble qui organisent, avec la collaboration du musée d'Orsay, une exposition rétrospective de l'oeuvre d'Henri Fantin-Latour présentée au musée du Luxembourg du 5 octobre 2016 au 19 février 2017, puis au musée de Grenoble, ville natale de l'artiste, du 18 mars au 18 juin 2017;

Considérant qu'à cette occasion, les organisateurs sollicitent le prêt des oeuvres suivantes:

- Henri Fantin-Latour "L'étude" (portrait de Miss Budgett) (1883, huile sur toile, 100cm x 133cm, valeur d'assurance : 1.000.000,00€)
- Henri Fantin-Latour, "La lecture" (huile sur toile, 101cm x 81cm, valeur d'assurance : 500.000,00€);

Considérant que le conservateur a remis un avis favorable concernant le prêt de ces deux oeuvres;

Considérant que les frais d'encadrement, d'emballage, de transport et d'assurance (type clou à clou) seront totalement à charge de l'emprunteur;

Considérant qu'en séance du 15 juillet 2016, le collège communal a pris la décision de principe d'accepter ce prêt sous réserve de l'approbation du conseil communal;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'autoriser le prêt des oeuvres suivantes:

- Henri Fantin-Latour "L'étude" (portrait de Miss Budgett) (1883, huile sur toile, 100cm x 133cm, valeur d'assurance : 1.000.000,00€)
- Henri Fantin-Latour, "La lecture" (huile sur toile, 101cm x 81cm, valeur d'assurance : 500.000,00€),

à la réunion des musées nationaux - Grand Palais et au musée de Grenoble dans le cadre de leur exposition rétrospective de l'oeuvre d'Henri Fantin-Latour avec la collaboration du musée d'Orsay, présentée au musée du Luxembourg du 5 octobre 2016 au 19 février 2017, puis au musée de Grenoble du 18 mars au 18 juin 2017.

102. Musée de folklore. Prêt du plâtre du buste d'Adolphe Leray dans le cadre de la rénovation de la place du Becquerelle. Ratification.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que, dans le cadre de la rénovation de la place du Becquerelle par l'entreprise GALERE, le buste d'Adolphe LERAY se trouvant au sommet de la fontaine du jardinet et volé en 2003, sera reconstitué;

Considérant que le plâtre de ce buste (valeur d'assurance : 8.000,00€) se trouve à la Maison tournaissienne (musée de Folklore);

Considérant que l'artiste fondeur doit refaire un bronze à partir de ce buste et qu'il travaillera dans son atelier (PYRALLIS SPRL, rue de l'Industrie, 11-13, boîte 22 à 7090 Braine-le-Comte);

Considérant que le prêt du buste en plâtre est donc sollicité pendant deux semaines dans le courant du mois d'août 2016;

Considérant que les frais d'emballage (caisse sur mesure), de transport et d'assurance (clou à clou) de l'oeuvre prêtée seront à charge de l'emprunteur;

Considérant que la conservatrice du musée de folklore a émis un avis favorable;

Considérant qu'en séance du 24 juin 2016, le collège communal a pris la décision d'accepter ce prêt;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de ratifier le prêt du plâtre du buste d'Adolphe LERAY à la société PYRALLIS SPRL, rue de l'Industrie, 11-13, boîte 22 à 7090 Braine-le-Comte, pendant deux semaines dans le courant du mois d'août 2016, afin que soit réalisé un nouveau buste en bronze dans le cadre de la rénovation de la place du Becquerelle à Tournai.

103. Musée d'archéologie. Exposition "le Père de La Croix, un Tournaisien archéologue en Poitou". Emprunt de pièces. Convention. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que, dans le cadre de l'exposition " le Père de La Croix, un Tournaisien archéologue en Poitou ", qui se tiendra au musée d'archéologie du 15 octobre 2016 au 17 avril 2017, il convient d'emprunter toute une série de pièces (fibules, monnaies, statuettes, portraits, moulages) aux musées de Poitiers;

Considérant que cet emprunt faisant l'objet d'une convention, le collège communal en a approuvé les termes en séance du 29 juillet 2016, sous réserve de l'approbation du conseil communal;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver la convention entre la Ville, la société tournaissienne de géologie, préhistoire et archéologie et les musées de Poitiers, dont les termes suivent :

"CONVENTION DE PARTENARIAT POUR UNE EXPOSITION ENTRE LA VILLE DE TOURNAI (BELGIQUE, POUR SON MUSEE D'ARCHEOLOGIE), LA SOCIETE TOURNAISIENNE DE GEOLOGIE, PREHISTOIRE ET ARCHEOLOGIE (TOURNAI) ET LA VILLE DE DE POITIERS (FRANCE, POUR SES MUSEES)

ENTRE

la Ville de Poitiers (France), représentée par Monsieur Alain CLAEYS, Député-Maire, ci-dessous désignée la Ville de Poitiers,

la Ville de Tournai (Belgique), représentée par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général, ci-dessous désignée la Ville de Tournai

et

la société tournaissienne de géologie, préhistoire et archéologie, dont le siège social est situé au musée d'archéologie de Tournai, représentée par Madame Marianne DELCOURT-VLAEMINCK, Présidente;

CONSIDERANT

- que les musées de Poitiers (Ville de Poitiers) conservent des collections de premier ordre de l'archéologue Camille de la Croix (1831-1911) qui furent cédées par la société des antiquaires de l'Ouest à la Ville en 1947 et des œuvres de beaux-arts représentant le personnage;
- que le musée d'archéologie de Tournai (Ville de Tournai) dispose de moyens permettant d'assurer l'organisation d'une exposition intitulée "Le Père Camille de la Croix, un Tournaisien archéologue en Poitou "
- que le musée d'archéologie de Tournai a entamé un programme de recherches sur les archives de la Croix conservées en Belgique
- que l'ASBL société tournaissienne de géologie préhistoire et archéologie s'engage à éditer, à l'occasion, un catalogue d'exposition, conçu en collaboration avec les musées de Poitiers
- que le musée d'archéologie de Tournai prévoit de réaliser des panneaux de présentation
- que les musées de Poitiers disposent des compétences scientifiques pour étudier, caractériser, dater ces collections d'archéologie et de beaux-arts
- que les musées de Poitiers gèrent le site de l'hypogée des dunes découvert par Camille de la Croix et ses collections mérovingiennes
- que les musées de Poitiers maîtrisent la connaissance du fonds d'archives du Père Camille de la Croix (archives départementales de la Vienne) permettant d'éclairer les collections archéologiques.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : le musée d'archéologie de Tournai et la société tournaissienne de géologie, préhistoire et archéologie préparent la réalisation de l'exposition "Le Père de la Croix, un Tournaisien archéologue en Poitou", qui se déroulera à Tournai du 15 octobre 2016 au 17 avril 2017, avec la collaboration scientifique et les prêts des musées de Poitiers, prêteur unique de l'exposition.

Article 2 : le commissariat scientifique du projet est assuré en partenariat par le musée d'archéologie de Tournai et les musées de Poitiers.

Article 3 : la description des pièces issues des collections des musées de Poitiers, valorisées par l'exposition, sera assurée par le responsable des collections antiques et médiévales des musées de Poitiers et l'équipe scientifique du musée d'archéologie de Tournai.

Article 4 : le musée d'archéologie de Tournai via l'ASBL société tournaisienne de géologie préhistoire et archéologie s'engage à coordonner et à assurer l'édition du catalogue de l'exposition. Les musées de Poitiers participent à la valorisation de leurs propres collections par la rédaction de la partie du catalogue les concernant.

Article 5 : les musées de Poitiers mettent gratuitement à la disposition du musée d'archéologie de Tournai la documentation photographique des œuvres inventoriées, susceptible d'être utilisée dans le cadre de l'exposition et dans le catalogue. Le crédit photographique à indiquer est "© Musées de Poitiers / Christian Vignaud".

Article 6 : les musées de Poitiers s'engagent, sous réserve des conditions de sécurité, de conservation, de disponibilité des œuvres (notamment quant à leur présence dans le parcours permanent du musée) et de ses ressources humaines, à favoriser le prêt d'œuvres permettant d'illustrer le propos de l'exposition. Les musées de Poitiers assureront le conditionnement (caisses, emballages...), le transport aller-retour et superviseront l'installation des œuvres souvent fragiles ou sensibles (verre, céramique, métal,...) dans les conditions de sécurité et de présentation demandées.

Article 7 : la Ville de Tournai s'engage à couvrir les pièces par une assurance "clou à clou" et à prendre en charge les frais de route (carburant, péages,...) ainsi que les frais de logement et de repas des personnes assurant le transfert des collections depuis Poitiers à Tournai (et inversement).

Article 8 : le musée d'archéologie de Tournai (Ville de Tournai) prêtera, sur demande des musées de Poitiers, les supports de médiation qui auront été réalisés (toutefois, en cas de prêt, ce matériel sera assuré "clou à clou" par l'emprunteur).

Article 9 : la société tournaisienne de géologie préhistoire et archéologie s'engage à céder gracieusement aux musées de Poitiers 15 catalogues, pour son propre usage et pour vente dans sa boutique.

Article 10 : dans l'hypothèse où l'une des parties ne respecterait pas strictement les conditions prévues au contrat, l'autre partie a la faculté de résilier le contrat de plein droit, aux torts et griefs de la partie fautive, sous réserve de l'envoi d'une mise en demeure (lettre recommandée avec accusé de réception) restée infructueuse après écoulement d'un délai de 10 jours.

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

Alain CLAEYS, Député-Maire de Poitiers

ou Michel BERTHIER, Adjoint délégué à la culture

Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale

Thierry LESPLINGART, Directeur général

Marianne DELCOURT-VLAEMINCK, Présidente STGPA."

104. Hôtel de Ville. Mise en dépôt de deux œuvres d'art. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que deux collectionneurs d'art abstrait proposent de mettre en dépôt dans un espace public à Tournai deux œuvres de grand format liées à la Ville :

- "Dans l'atelier" d'Alain WINANCE (1996, acrylique sur papier marouflée sur carton, 113cm x 148cm, valeur d'assurance : 3.000,00€, durée du dépôt à définir)
- "L'homme de feu" de Richard RAPAICH (1982, tapisserie en laine, 233cm x 190cm. Valeur d'assurance: 10.000,00€, durée du dépôt à définir);

Considérant que l'Echevin de la culture, M. Tarik BOUZIANE, et le coordinateur des expositions à la maison de la culture ont examiné les possibilités de locaux à l'hôtel de ville;

Considérant que la peinture de M. Alain WINANCE pourrait prendre place dans la salle du conseil communal où elle compléterait harmonieusement les autres œuvres exposées dans la salle;

Considérant que le lieu d'exposition de la tapisserie reste, lui, à définir;

Considérant qu'en séance du 24 juin 2016, le collège communal a pris la décision de principe d'approuver cette mise en dépôt, sous réserve de l'approbation du conseil communal, et que les modalités pratiques (durée du dépôt, emballage, transport, assurance,...) lui seront communiquées ultérieurement;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver la mise en dépôt de deux œuvres de grand format liées à Tournai:

- "Dans l'atelier" d'Alain WINANCE (1996, acrylique sur papier marouflée sur carton, 113cm x 148 cm, valeur d'assurance : 3.000,00€, durée du dépôt à définir);
- "L'homme de feu" de Richard RAPAICH (1982, tapisserie en laine, 233cm x 190 cm. Valeur d'assurance: 10.000,00€, durée du dépôt à définir).

105. Questions.

A l'issue de l'examen des points figurant à l'ordre du jour, Monsieur le **Président** d'assemblée invite les conseillers communaux à poser leur question :

1) Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, Benoît MAT, à propos des demandes de permis de construire.

" La durée du traitement des demandes de permis d'urbanisme est, dans notre commune, relativement longue.

Quelles mesures comptez-vous mettre en place pour obvier à cette fâcheuse situation ?"

Monsieur l'Echevin MR, **Robert DELVIGNE**, répond en ces termes :

"Vous m'interrogez sur le retard d'instruction d'un permis d'urbanisme. Permettez-moi d'abord de resituer le contexte et de préciser quand même que l'urbanisme ne se résume pas comme vous dites «au traitement de demandes de permis d'urbanisme».

En 2015, le service urbanisme a ainsi traité :

- 491 permis d'urbanisme (nous serons à plus ou moins 550 pour 2016);
- 57 déclarations urbanistiques;
- 34 permis d'environnement;
- 22 permis uniques;
- 4 permis uniques avec étude d'incidences sur l'environnement (vous connaissez parfaitement les longues et difficiles étapes liées à ce genre d'étude);
- 5 permis socio-économiques;
- 3 permis d'implantation commerciale liés à la nouvelle procédure qui demandent énormément de travail où il revient notamment aux agents du service urbanisme d'organiser une enquête publique dans les communes avoisinantes).

A côté de cela, il faut encore s'occuper des permanences, de l'accueil au public, des déclarations de classe 3, des permis de modification de la voirie communale, des renseignements urbanistiques. Rien que l'année dernière, 1.776 demandes ont été introduites et traitées.

Je citerai encore les sites à réaménager, les dossiers d'assainissement, les périmètres de remembrement urbain, les plans communaux d'aménagement, les revitalisations urbaines, les ZACC, les comités de suivi... Je n'aborderai même pas le dossier de l'Escaut qui a mobilisé et qui mobilise encore plusieurs agents.

La liste pourrait encore être longue. Bref, vous l'aurez compris, les missions du service urbanisme sont nombreuses, variées et bien plus complexes qu'on ne peut l'imaginer.

Pour en revenir à votre questionnement sur le retard, d'abord sachez que celui-ci ne date évidemment pas d'hier. «Au plus fort de la crise», il était environ de 4 mois; ce qui représente plus ou moins 120 dossiers. Je tiens à souligner aussi que les dossiers sont traités par ordre d'arrivée, sauf en ce qui concerne les permis en article 127 (plus communément appelés les permis publics) où les délais sont de rigueur.

Depuis le 14 avril 2016, le service s'est équipé d'un nouveau logiciel, Urban. Aujourd'hui, grâce à cette mutation informatique, le retard est de 2 mois; soit 70 dossiers.

Si l'instruction peut paraître longue, c'est aussi parce que dans bon nombre de cas, nous essayons de trouver un juste équilibre entre les souhaits des demandeurs, les réclamations émises lors de l'enquête publique, les avis reçus des différents services (Incendie, Ipalle, Région wallonne, CCATM,...).

Vous êtes bien placé pour le savoir, les recours sont de plus en plus nombreux et les procédures plus complexes. Cela se répercute sur le service par une multiplication de réunions, de rendez-vous et du travail administratif beaucoup plus lourd et fastidieux. A titre d'exemple, par an, c'est presque 4.300 courriers adressés dont la plupart en recommandé.

Et combien de personnes à temps plein s'occupent de tout cela au sein du service à votre avis ? Vous seriez étonné ! Il faudra évidemment continuer à renforcer le service; le collègue le sait et a déjà pris des décisions dans ce sens. Nous continuerons.

Le logiciel est une aide précieuse pour le service mais, vous savez, l'humain derrière accomplit un travail titanesque et sans relâche. Je ne peux que les féliciter.

J'espère ainsi avoir répondu à votre question. Evidemment, si vous souhaitez des informations plus précises sur vos permis en cours, je suis à votre disposition pour en discuter.

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, réplique comme suit :

"Vous avez abondé dans mon sens. Il y a une charge de travail telle que ça prend beaucoup de temps. Donc, je suggère au collègue et à votre échevinat de renforcer les équipes pour ne plus avoir ces retards de 70 jours, car c'est quand même une piètre image de la Ville! "

2) Madame la Conseillère communale ECOLO, Coralie LADAVID, à propos de l'autorisation d'occupation d'un terrain dans le cadre des travaux d'extension des Bastions.

"Les travaux importants réalisés dans le cadre de l'extension des Bastions provoquent, comme nous pouvions nous y attendre, de nombreux désagréments pour les riverains. Ce ne sont pas seulement des désagréments de bruit et de saleté auxquels les riverains sont confrontés, mais également des risques d'inondation et de pollution de sols. Un riverain vivant de près ces désagréments vous a interpellé le 12 août dernier. A la lecture du procès-verbal de la réunion du collège du 18 août, je constate à la fois que l'Echevin délégué à la fonction maïorale a donné seul une autorisation verbale et que le collège a pris une décision de dérogation. Mes questions sont donc les suivantes :
A quelle date l'autorisation verbale a-t-elle été donnée par l'échevin délégué à la fonction maïorale ?
Suivant quelle disposition réglementaire cet échevin a-t-il pris seul cette décision ?
Suivant quelle disposition réglementaire le collège a-t-il pris sur lui d'accorder une dérogation ?
Quel est le prix demandé à la société FRANKI pour occuper le terrain ?
A quelle date le citoyen interpellant a-t-il reçu une réponse ? Et pourquoi n'y a-t-il pas eu de communication auprès des riverains du quartier ?
D'autre part, quels sont les projets de la Ville pour ce terrain ?"

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, lui répond en ces termes :

"Madame la Conseillère,
Chère Coralie,

Vous avez raison de dire que les travaux d'investissement sur Tournai dans le cadre des Bastions sont des travaux importants. Ils sont aussi le signe de sa vitalité économique.

Ces travaux, je le concède, peuvent apporter des désagréments en matière de bruit et de poussières. Notre rôle en tant que politiques est, me semble-t-il, d'allier les intérêts économiques importants pour le développement de la Ville avec l'intérêt des riverains qui est tout aussi essentiel.

Mais, je ne vous suis pas lorsque vous indiquez les risques de pollution du sol.

En effet, le terrain de football d'Allain était pollué et c'est justement dans l'intérêt des riverains que la Ville a obligé Wereldhave à dépolluer ce terrain via des charges urbanistiques que nous leur avons imposées.

Concernant une première demande de dépôt de terre sur le terrain, il est tout aussi exact que dans un premier temps, le collège avait refusé cette possibilité. Cependant, j'insiste sur le fait que les avis négatifs émis par les services techniques à l'époque ne se basaient pas sur des considérations techniques, mais plutôt sur des discussions que les mêmes services techniques entretenaient avec les riverains.

Le 20 juillet en soirée, j'ai reçu un coup de fil du responsable de la sécurité sur le chantier me signalant que le premier refus du collège allait avoir des répercussions catastrophiques dans la gestion du chantier.

En effet, un risque réel de stopper les travaux était évoqué, ce qui vous en conviendrez n'était ni bon pour l'entreprise ni bon pour les riverains, car cela aurait eu pour conséquence d'augmenter la durée des travaux et donc aussi des nuisances.

Je vous rappelle que nous sommes le 20 juillet, c'est-à-dire un mercredi soir veille de jour férié, mais aussi avant-veille d'un long pont où l'administration est fermée, et donc le collège n'avait pas l'occasion de se réunir.

N'étant pas technicien, mais ayant la volonté de ne pas laisser s'enliser un dossier tant pour l'entrepreneur que pour les riverains, j'ai la chance d'avoir dans mon collège un partenaire fiable qui, de par son passé professionnel, peut me donner un avis technique.

Suite à ce contact et après avoir pris d'autres renseignements techniques et uniquement parce que cela ne revêtait aucun danger, j'ai pris sur moi de les autoriser en invoquant l'urgence, mais aussi en appuyant la volonté de le ratifier à un prochain collège.

Cependant, il est évident que dès le 20 juillet, j'impose déjà téléphoniquement des exigences qui se retrouveront automatiquement dans l'autorisation délivrée.

Dans l'autorisation délivrée par le collège, on peut aussi retrouver :

- Couverture des terres par bâchage dans les plus brefs délais
- Réalisation d'essais de sol visant à contrôler que le terrain n'a pas été contaminé par le stockage et ce, avant restitution
- Remise en pristin état du terrain sans modification du relief du sol par rapport à la situation antérieure à l'occupation
- Nettoyage et triage des pavés par format
- Limiter les horaires d'accès du terrain du lundi au vendredi, de 8 à 16 heures
- Des analyses du terrain communal devront être effectuées par un expert agréé, une fois les terres définitivement retirées, afin de s'assurer qu'aucune contamination n'a été transférée
- Obligation d'informer le service public de Wallonie, département de la police et des contrôles (DPC) du démarrage des travaux d'assainissement (article 3 du plan d'assainissement du 24 avril 2013)
- Obligation de respecter les conditions et procédure d'assainissement imposées par le plan d'assainissement du 24 avril 2013

J'attire votre attention sur deux points.

Le premier est d'avoir limité les horaires de 8 à 16 heures afin de limiter les nuisances pour les riverains. Le second est dans la durée de l'autorisation, à savoir, le 31 décembre 2016, date qui sera de toute façon trop courte, car les travaux devraient se terminer en 2017.

J'ai, en effet, estimé utile de garder un fer au feu dans l'hypothèse où la société n'était pas correcte. J'insiste sur le fait que la société est tout à fait professionnelle et respectueuse.

Concernant la communication avec les riverains, il faut savoir que rien n'oblige légalement de la faire dans le cadre d'un dépôt temporaire de terres. Cependant, je peux vous garantir que j'ai eu plusieurs fois les riverains tant au téléphone que dans mon bureau afin d'expliquer la situation.

Au niveau des projets futurs, vous n'êtes pas sans savoir que, dans un passé récent, le Logis souhaitait y développer un quartier.

Certaines personnes ici présentes, je pense notamment à Monique WILLOCQ, avaient défendu avec moi ce projet au conseil d'administration du Logis.

Cependant ce projet me semble mort étant donné qu'il a été dans un premier temps abandonné, vu le coût de la dépollution du sol.

Pour rappel, le sol est maintenant complètement dépollué grâce aux charges urbanistiques que la Ville a imposées à l'investisseur.

J'ai retrouvé dans mes notes de l'époque où j'étais au Logis tournaisien, des éléments sur ce dossier. Je vous les livre : «Un projet de construction de 23 logements durables et d'une crèche a été approuvé par le gouvernement wallon dans le cadre de l'ancrage communal 2007-2008, précisément sur l'ancien terrain de football du hameau d'Allain.

Le terrain, propriété de la Ville, a fait l'objet d'études de sol approfondies, études qui ont révélé une pollution importante des terres sujettes à la construction.

En conclusion, le Logis tournaisien, s'il devenait propriétaire dudit terrain, était tenu d'entreprendre une décontamination des terres avec un coût prohibitif qui n'autorisait plus le Logis à respecter les

prix de revient imposés pour la construction de logements sociaux (110.000,00€ à l'époque par logement tous frais compris).

C'est ainsi que le projet a été abandonné et que le Logis a précipitamment relocalisé les financements vers le quartier du Maroc.

Selon mes informations, aux yeux de la direction générale du logement de la Région wallonne, dès lors qu'un projet est retenu avec des financements à la clé et s'il est abandonné, peu importe le motif, il serait illusoire de croire que la même direction valide à nouveau un projet de même calibre localisé au même endroit.

D'autant que le prix du terrain, qui serait à vendre, tiendrait à nouveau compte des coûts de décontamination conjugués à une nouvelle plus-value suite au nouvel environnement existant.

J'en conclus donc à titre personnel que ce projet-là est définitivement enterré.

Aussi, pour l'avenir, j'ai pensé que d'une situation difficile pour les riverains, on pouvait faire jaillir des solutions acceptables pour tout le monde.

A cet effet, j'ai rencontré ce matin même les responsables de la société qui déposent ces terres sur notre terrain en leur signalant que je souhaitais que ce terrain reste à terme un poumon vert aux portes de la Ville.

Personnellement et afin d'éviter des complications, je leur ai demandé d'introduire une demande de régularisation via un permis unique dans lequel le collège imposera la plantation d'arbres sur ce terrain.

Cela permettrait de rencontrer les attentes des riverains.

D'un contact que j'ai eu avec le responsable des espaces verts de la Ville, il estime que ce choix pourrait se porter sur le charme ou l'érable. Je propose que le choix définitif soit fait plus tard en concertation avec les riverains.

De plus, l'ASBL qui s'occupe de la gestion du bois d'Allain pourrait être également porteuse du projet. Nous rencontrerons ainsi le souhait émis par Rudy DEMOTTE de replanter des arbres dans notre entité et nous contribuerons, à notre manière, au développement durable et aux intentions de la COP 21."

En réplique, Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVI**D, revient sur un certain nombre de ses questions pour lesquelles elle n'a pas obtenu de réponse dont, notamment, le prix de la location du terrain et la décision de stocker des terres.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, répond de manière nuancée à ces questions en insistant en particulier sur le caractère urgent des décisions à prendre, sur la régularisation de la situation et sur les contrôles mis en place.

3) Madame la Conseillère communale ECOLO, Marie-Christine LEFEBVRE, à propos du partage des voitures.

"Le Collège prendra-t-il des mesures pour sensibiliser et aider les Tournaisiens au "partage des voitures", thème développé par la semaine de la mobilité cette année ?

Les écologistes regrettent que la Ville de Tournai ne se soit pas impliquée dans la semaine de la mobilité comme la plupart des villes et communes wallonnes.

Sur le thème de cette année, une initiative avait été prise à Tournai l'année dernière : la Ville a signé une convention avec Taxistop pour permettre aux Tournaisiens de trouver plus facilement des "covoitureurs" grâce à la plate-forme d'échange carpoolplaza.

Mais aucune information n'est directement accessible sur le site de la Ville pour faire de la publicité et inciter les automobilistes à s'y inscrire.

En Wallonie, il existe une trentaine de parkings privés ou publics, qui comptent plus de 1.400 places réservées aux covoitureurs (<http://www.semainemob.be/covoiturage>). Un partenariat entre la Région wallonne et les communes va permettre d'inaugurer plus de 400 places nouvelles dans 40 communes wallonnes. Tournai sera-t-elle parmi ces communes ? Cela nous semble indispensable au vu de l'évolution importante de cette pratique dans la région. On remarque, en effet, de plus en plus de voitures garées à proximité des bretelles d'autoroute, sur des places non sécurisées. Pourtant, la plupart des parkings aux abords de la ville ou de l'autoroute (Tournai Expo, parking de la prison, Esplanade de L'Europe, zone commerciale de Froyennes ou des Bastions) sont idéalement situés pour ceux qui désirent y laisser leur voiture pour covoiturer.

Lors du conseil communal en décembre 2015, à une question posée par Guillaume DENONNE, l'échevin de la mobilité précisait : "qu'on verrait apparaître dans les prochains mois des voitures partagées", après la signature d'une convention avec la firme Cambio : mais où en est ce dossier aujourd'hui ?"

Monsieur l'Echevin MR, **Armand BOITE**, répond en ces termes :

"Madame la Conseillère,
Marie-Christine,

Je suis, vous vous en doutez, toujours prêt à répondre à une question de votre groupe lors de conseils communaux et en cette période de rentrée, je suis dans les starting-blocks.

Avant de répondre à vos différentes interpellations, je ne peux m'empêcher de faire quelques commentaires en relation avec la semaine de la mobilité que vous évoquez.

La Ville est partie prenante dans ces initiatives qui mettent en évidence la mobilité; peut-être pas à grands coups médiatiques, mais par différentes petites actions.

Je rappellerai, tout d'abord, que le conseil communal a adopté dernièrement le plan de mobilité de notre Ville.

Je ne vais pas dresser une liste exhaustive de tout ce qui est entrepris dans le cadre du plan Wallonie cyclable alors que l'on sait que l'on vient d'approuver des travaux d'aménagement du pré-ravel 88 A entre le site aqua tournai et la rue Paul Pastur pour un montant conséquent et que d'autres dossiers ont vu le jour dernièrement comme, par exemple, la liaison, dont on vient également de parler, entre la chaussée de Lille et l'avenue des Peupliers.

Le service mobilité de notre administration est en permanence sur la brèche pour proposer des améliorations de la mobilité à Tournai, qu'elles concernent les modes doux ou les autres conducteurs. Cette semaine encore, le collège communal vous invite à la réouverture de l'atelier Méli-vélo maintenant installé à la rue Saint-Piat dans le bâtiment contigu à celui de l'ALE.

Un autre exemple que l'on a déjà évoqué ce soir est la gestion de la mobilité autour du CHWAPI et dont la problématique du stationnement a suscité de nombreuses demandes de la population et des conseillers communaux. Même si, sur certains réseaux sociaux, on n'hésite pas à tirer à boulets «rouges» sur la décision d'instaurer une zone bleue et ce, suite à des avertissements placés sur le pare-brise des voitures.

Pensez-vous que c'était un doux rêve de l'échevin que je suis de réglementer le stationnement dans cette zone ?

Je vous avouerai bien sincèrement qu'à certains moments, j'ai peine à comprendre la manière d'aborder au mieux la mobilité à Tournai et ce, dans l'intérêt de tous.

Pour en revenir à vos questions, tout d'abord en ce qui concerne la convention avec Taxistop, je vous confirme bien que la Ville est partenaire du portail carpoolplaza et que, malheureusement, le lien sur le site vers la plate-forme n'était pas visible. Il y a eu des problèmes de code informatique. Cela a été rectifié ce jour.

Le projet de places pour les covoitureurs porte le nom de ComOn et des places sont réservées sur le parking de l'esplanade de l'Europe (5) et sur le parking de Tournai expo (10). Le plan de jalonnement qui doit être joint à la convention est en cours de réalisation par Taxistop, gestionnaire du projet auprès de la Région wallonne. Nos services ont reçu le premier projet ce matin.

Quand aux voitures partagées, c'est comme la mobilité, on avance doucement, mais sûrement...

Lors du collège communal de ce vendredi, le projet de convention avec Cambio était à l'ordre du jour, mais quelques questions ont été soulevées et des précisions complémentaires ont été demandées, ceci pour parfaire la collaboration avec cette société. J'ose espérer que dès réponses des différents services, ce dossier sera finalisé et qu'ainsi, il pourra vous être proposé lors du prochain conseil."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, réplique comme suit :

"Je sais qu'on travaille. Mais ce qui est intéressant dans le cadre de la semaine de la mobilité, ce n'est pas simplement de faire de la médiatisation. C'est un évènement qui se passe non seulement en Belgique, mais aussi en Europe. Il permet aux gens de réfléchir. Il permet aux personnes qui ont fait des choix nouveaux de pouvoir trouver des moyens d'utiliser ces nouveaux moyens de transport. On sait que les jeunes sont beaucoup moins friands de la voiture personnelle. Le partage fait partie de leur culture. Profitons-en. Si on veut diminuer les bouchons sur nos autoroutes, si on veut aussi diminuer tous les problèmes liés à la pollution de l'air, si on veut en arriver là, les communes ont vraiment un rôle à jouer !"

Points complémentaires

169. Approbation du procès-verbal de la séance précédente. Clôture de la séance publique.

Aucune observation n'ayant été formulée en cours de séance, le procès-verbal de la séance publique du 27 juin 2016 est adopté conformément à l'article L1122-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le **président** d'assemblée clôture la séance publique à 22 heures 18, après avoir précisé que la prochaine séance aura lieu le 24 octobre 2016.

Par le Conseil :

Le Directeur général,

L'Echevin délégué à la fonction maïorale,

Thierry LESPLINGART

Paul-Olivier DELANNOIS